

L'Esclavage privé dans le vieux Droit siamois

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

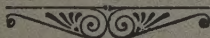
Présentée et soutenue le 10 Juin 1931, à 16 heures

PAR

R. LINGAT

CONSEILLER AUPRÈS DES TRIBUNAUX SIAOIS

PRÉSIDENT : M. A. GIFFARD, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. R. MOUNIER, Professeur.
M. ESCARRA, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1931

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Esclavage privé dans le vieux Droit siamois

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

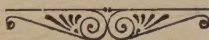
Présentée et soutenue le 10 Juin 1931, à 16 heures

PAR

R. LINGAT

CONSEILLER AUPRÈS DES TRIBUNAUX SIAMOIS

PRÉSIDENT : M. A. GIFFARD, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. R. MOUNIER, Professeur.
M. ESCARRA, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1931



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
Intérêt d'une étude sur l'esclavage siamois.	1
Origine de l'esclavage au Siam. Exposé et discussion de l'opinion qui y voit un emprunt aux institutions khmères.	3
Généralités sur les sources du vieux droit siamois . . .	9
1. LA RÉVISION DES LOIS EN 1805.	9
Description sommaire du corps des anciennes lois. . .	11
Difficultés que soulève la chronologie des textes qui composent ce recueil	12
2. AUTRES SOURCES ET DROIT COMPARÉ	18
Relations des voyageurs européens	18
Droit cambodgien. Ses ressemblances avec le vieux droit siamois et profit qu'on en peut tirer.	19
Droit mon-birman. Importance du rôle qu'il a joué dans le développement des institutions siamoises . .	22
Droit indou. Mise au point de la question de son in- fluence sur le droit siamois.	24
3. BIBLIOGRAPHIE SIAMOISE	27
a) Textes législatifs. Editions imprimées du corps des anciennes lois. Recueils des lois postérieures	27
b) Jurisprudence et doctrine.	34
ABRÉVIATIONS ET TRADUCTIONS CONVENTIONNELLES . .	37

CHAPITRE PREMIER

SOURCES DE L'ESCLAVAGE

Les différentes sortes d'esclaves. Uniformisation progres- sive du statut de l'esclave	41
---	----

VI L'ESCLAVAGE PRIVÉ DANS LE VIEUX DROIT SIAMOIS

Différents modes d'acquérir les droits de maître	43
Modes dérivés	43
Modes originaires.	45
1. ESCLAVES DE GUERRE	47
2. ESCLAVES ACHETÉS	50
Deux catégories : ceux qui ont été achetés définitive- ment et ceux qui n'ont pas été achetés définitivement. . . .	50
Différences caractéristiques entre les deux sortes de vente	51
1. Stipulation du réméré. La vente fiduciaire et le gage	51
2. Obligation pour le vendeur de rembourser le prix à l'acquéreur en cas de fuite, disparition ou décès de l'esclave	57
3. Montant du prix.	61
Statut de l'esclave suivant l'une ou l'autre de ces ventes. . . .	65
Conclusion. Nature du contrat d'esclavage.	68
Esclaves autorisés à payer les intérêts de leur prix	70
3. ESCLAVES DE NAISSANCE	71
Enfants nés de parents esclaves	71
Enfants nés d'unions mixtes	75
Dérogations au principe suivant lequel l'enfant suit la condition de sa mère	78
Statut de l'esclave de naissance. Son prix légal	79

CHAPITRE II

CONDITIONS DE VALIDITÉ DU CONTRAT D'ESCLAVAGE

Liberté du contrat d'esclavage	81
Restrictions tenant à l'organisation politique du peuple siamois : le corvéable et son mandarin.	82
1. CONSENTEMENT DE LA PERSONNE VENDUE	88
Silence de la loi sur les vices du consentement	89
Personnes qui peuvent être vendues sans leur consente- ment	91

a) Esclaves	91
b) Membres de la famille vivant en commun sous l'autorité de l'un d'entre eux. Réduction du groupe aliénable aux épouses et enfants	92
Décret du 21 mars 1868 limitant les pouvoirs du mari et des parents	96
2. FORMES DU CONTRAT D'ESCLAVAGE	101
Nécessité d'un écrit pour la vente fiduciaire	101
Extension de la forme écrite à la vente pure et simple.	102
Le <i>kromathan</i>	103
Disparition des formalités et du contrôle auxquels il était primitivement assujetti	106
Tentative de réglementation au début de l'époque de Bangkok	107
Décret du 22 septembre 1870 qui en fait un contrat solennel	109

CHAPITRE III

EFFETS DU CONTRAT D'ESCLAVAGE

A. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR ENVERS LE VENDEUR	113
Importance du paiement du prix pour l'efficacité de la vente.	114
B. OBLIGATIONS DU VENDEUR ENVERS L'ACHETEUR	116
Obligation spéciale au vendeur fiduciaire de rembourser le prix à l'acquéreur contre restitution de l'esclave	116
Obligations communes aux deux sortes de vendeurs	120
1. OBLIGATION DE LIVRER LA PERSONNE VENDUE	120
Responsabilité du vendeur faute de livraison	121
2. GARANTIE D'ÉVICTION	124
Cas d'éviction	124
Responsabilité pénale encourue par le vendeur de l'esclave d'autrui	126
Responsabilité de l'acheteur qui a acquis l'esclave <i>a non domino</i> . Responsabilité pénale. Restitution de l'esclave	129

VIII L'ESCLAVAGE PRIVÉ DANS LE VIEUX DROIT SIAMOIS

Recours de l'acquéreur évincé	131
Exceptions	132
Vente en justice	133
Vente aux frontières du royaume.	135
Ventes successives	136
Obligation de ne pas troubler l'acheteur	139
3. GARANTIE DES VICES.	141
a) Esclaves définitifs	142
Recours ouvert dans le mois de la vente.	142
Garantie de trois ans en cas de crimes graves commis par l'esclave	144
b) Esclaves fiduciaires	146
Garantie tenant à la nature de la vente	146
Montant du recours.	148
Causes d'ouverture	149
Fuite	151
Décès.	152
Hypothèses où le recours est supprimé ou réduit.	153
Tendance à n'ouvrir le recours qu'en cas de fuite.	156

CHAPITRE IV

CONDITION DES ESCLAVES

Douceur de fait de la condition des esclaves. L'esclave et l'homme libre dans la société	159
1. DROITS ET OBLIGATIONS DU MAÎTRE	163
Raison de la différence des pouvoirs attribués à l'acqué- reur suivant la nature de la vente	163
Droits du maître	166
Pouvoirs sur la personne de l'esclave. Limites du droit de correction à l'égard des esclaves fiduciaires.	166
Manière dont le maître peut employer ses esclaves. Mesure du profit qu'il peut tirer d'eux	170
Location des services de l'esclave.	173
Vente de l'esclave	175
Obligations du maître.	178
Obligation de subsistance. Sa sanction en temps de famine.	178

Obligations envers la famille de l'esclave.	181
Obligation de donner des soins à l'esclave malade ou blessé.	181
2. RESPONSABILITÉ DE L'ESCLAVE ENVERS SON MAÎTRE.	183
Impossibilité de tenir l'esclave définitif pour pécuniairement responsable	183
Responsabilité de l'esclave fiduciaire en cas de délit ou de faute.	184
Irresponsabilité du vendeur	186
Manière dont le maître recouvrera sa créance.	187
3. CONDITION JURIDIQUE DE L'ESCLAVE	189
a) Mariage de l'esclave	189
Mariage contracté antérieurement à sa réduction en esclavage	189
Mariage de l'esclave du sexe masculin.	190
Mariage de la fille esclave. Consentement du maître.	191
Protection du mariage contracté par l'esclave	193
b) Patrimoine et succession de l'esclave	194
c) Capacité de contracter	197
Nécessité de l'autorisation du maître	199
Sort du contrat passé sans cette autorisation.	200
d) Capacité d'ester en justice.	204
Défense faite à l'esclave d'intenter une action contre son maître.	205
Cas où cette action est permise.	206
4. RESPONSABILITÉ DU FAIT DE L'ESCLAVE.	209
a) Responsabilité du maître	210
Mesure dans laquelle le maître est resté responsable envers les tiers des délits commis par son esclave	211
b) Responsabilité des tiers en cas de fuite de l'esclave	213
Cas où le tiers est l'auteur principal de la fuite	214
Cas où le tiers donne à l'esclave l'occasion ou les moyens de fuir.	215
Cas où le tiers accueille un esclave fugitif	217
Fondement de la responsabilité des tiers.	220
Fuite de l'esclave fiduciaire. Examen de la difficulté provenant de l'existence d'un recours parallèle en remboursement du prix contre le vendeur.	222

CHAPITRE V

CAUSES D'AFFRANCHISSEMENT

Facilité de l'affranchissement	227
1. AFFRANCHISSEMENT PAR LE MAÎTRE	228
2. AFFRANCHISSEMENT DE DROIT	230
a) Esclave envoyé aux armées ou fait prisonnier . . .	231
b) Esclave épousée par son maître	234
3. REMBOURSEMENT DU PRIX AU MAÎTRE	240
Le droit de rachat des esclaves fiduciaires	241
Extension du droit de rachat à tous les esclaves achetés.	244
Disparition des dernières classes d'esclaves irrédimibles au cours du XIX ^e siècle.	249
Exercice du droit de rachat	251
Fixation du montant du prix et règlement des comptes entre l'esclave et son maître	251
Hypothèse d'une vente collective.	252
Obligation pour le maître de consentir au rachat . .	254
Preuve de la libération de l'esclave	257
Décret du 5 avril 1860	258

CHAPITRE VI

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Comment se présentait la question dans la seconde moitié du XIX ^e siècle	263
La loi du 21 août 1874, première étape vers l'abolition.	267
Résistances qu'elle soulève.	268
La loi du 20 janvier 1899 sur le contrat de louages de services	269
Progrès des idées de réforme	271
La loi du 31 mars 1905 abolissant l'esclavage.	272
1. LA LOI DE 1874	273
Analyse	273
Principales difficultés éprouvées par la jurisprudence .	277

Erreur ou fraude touchant les conditions d'âge exigées	277
Cas d'une vente portant sur des individus de statuts différents	281
2. L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE DANS LES PROVINCES LAOTIENNES DU N.-O.	284
Régime de l'esclavage dans les Etats laotiens à la fin du XIX ^e siècle	285
Loi du 21 juin 1900.	287
Décret du 16 janvier 1913	290

APPENDICE

Traduction des lois sur les esclaves	293
Traduction de la loi sur le rapt.	359
Bibliographie	379



INTRODUCTION

En édictant, en 1905, les dernières mesures pour éliminer l'esclavage dans ses Etats, le roi Chulalongkorn se plaisait à remarquer que l'esclavage, tel qu'il était pratiqué par ses sujets, était loin de mériter le blâme qui l'avait fait proscrire dans bien d'autres pays (1). Sans doute, à cette date, l'évolution des mœurs et les nombreuses réformes apportées à l'ancienne législation avaient fait de l'esclavage quelque chose de bien différent de ce qu'il avait été seulement un demi-siècle plus tôt. Il semble bien pourtant qu'au Siam, l'esclavage ait toujours été une institution d'une tout autre nature que celle qui portait le même nom dans l'antiquité classique, comme dans les colonies des nations européennes et les Etats esclavagistes américains. On comprend qu'il n'ait pas soulevé la réprobation des observateurs européens, pas plus au xix^e siècle qu'au xvii^e. Mais cette remarque n'est pas seulement valable pour le Siam. Tous les pays d'Extrême-Orient, à quelque civilisation qu'ils se rattachent, chinoise, indoue ou musulmane, ont pra-

(1) Préambule de la loi du 31 mars 1905 (*infra*, ch. VI).

tiqué une forme douce de l'esclavage, fondée sur une conception différente de la nôtre, dont on s'explique aisément la persistance jusque dans les temps modernes. Cet esclavage asiatique a été jusqu'à présent peu étudié, au moins au point de vue juridique. En décrivant le régime sous lequel il s'est manifesté dans un pays comme le Siam, situé au confluent des trois grandes civilisations de l'Extrême-Orient, et dont la population est d'un génie peu inventif et très assimilateur, nous pensons présenter un des types locaux les plus représentatifs, et il est permis d'espérer qu'une telle monographie aidera à comprendre le fonctionnement de l'institution sur une aire beaucoup plus étendue que le bassin du Ménam.

Il nous a paru aussi que ce travail pourrait avoir présentement une autre utilité. Au Siam, la matière de l'esclavage touche à presque tous les domaines du droit, parce qu'elle n'a rien d'exceptionnel et que les individus qu'elle embrasse ne forment pas une classe en dehors de la loi commune. Il est impossible d'en traiter sans faire de nombreuses incursions dans les différentes branches du droit. Cette complexité du sujet, si elle n'était pas faite pour faciliter notre tâche, avait du moins l'avantage d'en élargir l'intérêt. L'ancien droit siamois est, pour ainsi dire, inconnu en Europe (1) ; on se contente de l'affirmation que les lois siamoises sont presque semblables aux lois cambodgiennes et, comme ces dernières, basées sur le

(1) Dans la bibliographie placée à la fin de ce volume, nous nous sommes efforcé d'indiquer tous les ouvrages de langue européenne qui traitent du vieux droit siamois.

Code de Manou (1). Nous serions heureux si les aperçus que nous avons été amené à proposer en étudiant l'esclavage siamois réussissaient à dissiper les malentendus que ces rapprochements ont pu faire naître et à montrer l'intérêt propre que présente, pour le droit et l'ethnographie comparés, l'ancienne législation siamoise.

Au Siam, il est couramment admis aujourd'hui que l'esclavage était ignoré des populations *thai* (dont les Siamois constituent l'un des rameaux) avant l'époque où elles ont abandonné, sous la pression mongole, leur ancien habitat au Sud de la Chine. Elles auraient emprunté cette institution aux peuples parmi lesquels elles sont venues se fixer, notamment les Khmers pour le groupe qui, plus tard, devait former le royaume d'Ayuthia (2). Cette opinion s'appuie sur deux arguments, l'un d'ordre historique, l'autre d'ordre linguistique. On allègue, en premier lieu, que l'esclavage était inconnu dans le royaume de Sukhōthai, le premier Etat fondé par des Thai dans les limites du Siam actuel. Cette allégation repose sur l'absence de toute mention d'esclaves dans les inscriptions de ce royaume, et sur le préambule de la Loi sur le rapt, daté de 1899 E.B. (1356 A.D.), c'est-à-dire des premières années de la fondation d'Ayuthia, à une époque où la puis-

(1) R. Dareste, *Etudes d'histoire du droit, deuxième série*, 2^e édit., p. 315-316.

(2) S. A. R. le prince Damrong Rajanubhava, *Le gouvernement du Siam ancien* (en siamois), Bangkok, 2470 E.B. (1927), p. 20-21 et W. A. R. Wood, *A History of Siam*, p. 60, 67, 68 et 185.

sance de Sukhôthai était à son déclin. Ce préambule (1) rapporte une décision rendue par le roi d'Ayuthia à l'occasion des difficultés qui s'élevaient quand des tiers avaient réussi à débaucher des esclaves et à leur faire gagner le territoire de Sukhôthai. Les maîtres lésés, quand ils parvenaient à découvrir les fugitifs, prétendaient exiger qu'ils leur fussent restitués par les habitants de Sukhôthai entre les mains desquels ils se trouvaient. Le roi d'Ayuthia leur refusa ce droit et les réduisit à leur recours contre leurs propres vendeurs ou cautions. Le refus du roi, dit-on, est dû à ce que l'esclavage n'était pas sanctionné par la coutume de Sukhôthai. Cette explication paraît singulièrement tendancieuse. Il résulte, en effet, des termes mêmes du préambule de la Loi sur le rapt que les esclaves emmenés à Sukhôthai, loin d'y recouvrer la liberté, y étaient bel et bien vendus. Le roi d'Ayuthia, saisi des plaintes soulevées par la revendication des maîtres dépouillés, ne s'opposa nullement, comme on le prétend, à ce qu'ils rentrassent en possession des fugitifs, mais, contrairement aux règles jusqu'alors observées en matière d'éviction, il les obligea, s'ils voulaient reprendre leurs esclaves, à rembourser préalablement leur prix à ceux qui s'étaient rendus acquéreurs. Le motif évident, et du reste clairement exprimé, de la décision royale est seulement de faire entrer en ligne de compte la bonne foi des acquéreurs d'esclaves de Sukhôthai qui, en raison de la distance qui sépare cette ville de la capi-

(1) V. la traduction à l'Appendice.

tale du nouveau royaume d'Ayuthia, n'avaient aucun moyen de s'enquérir de la régularité de la vente qui leur était proposée. On retrouve la même solution, étendue à toute vente faite dans les régions frontières du royaume, dans les articles 10 et 19 de la loi. Le texte invoqué conduit donc à une conclusion diamétralement opposée à celle qu'on en voudrait tirer et prouve l'existence de l'esclavage dans le royaume de Sukhôthai. Il importerait peu dès lors que les inscriptions de ce royaume ne continssent aucune mention d'esclaves. Mais cette affirmation elle-même est démentie par la lecture attentive des textes relevés jusqu'à présent. La célèbre inscription de Rama Khamhêng, datée de 1292, mentionne les esclaves (*khà*) parmi les éléments habituels du patrimoine des habitants de Sukhôthai (1). L'examen des divers documents historiques que nous possédons ne vient donc pas corroborer l'hypothèse énoncée plus haut.

Le second argument paraît avoir plus de poids.

(1) G. Coedès, *Recueil des Inscriptions du Siam, première partie, Inscriptions de Sukhodaya*, Bangkok, 1924, p. 39 (23) et 45, 1^{re} ligne. Le passage de l'inscription khmère du roi Ludai (Dharmaraja I) cité par M. Wood, *op. cit.*, p. 60, d'après lequel ce roi aurait poussé l'aversion de l'esclavage jusqu'à libérer les prisonniers de guerre, outre qu'on peut aisément le retourner contre la thèse admise par l'historien, est tiré d'une version siamoise sans valeur scientifique et ne figure pas dans ce qui subsiste du texte.

Depuis que ces lignes ont été écrites, on a découvert à Sukhôthai une inscription, datée de 1344 A.D., qui édicte une série de prescriptions légales : plusieurs articles sont consacrés aux difficultés soulevées par la fuite des esclaves. Ainsi, l'existence de l'esclavage à Sukhôthai ne peut plus aujourd'hui être mise en doute.

Le mot *thai* par lequel les Siamois se désignent depuis une époque reculée signifie aussi « libre ». Etre « *thai* » veut dire, non seulement être Siamois, mais aussi être libre ou libéré de l'esclavage. On en conclut qu'à l'origine, on ne rencontrait pas d'esclaves parmi les populations *thai* et que l'esclavage a été nécessairement apporté de l'étranger (1). A vrai dire, cette conclusion est un peu hâtive, car, pour être satisfaisante, elle devrait s'appuyer sur des recherches faites dans les parlers *thai* autres que le siamois ; une telle étude sort de notre compétence. Mais, même si l'on admet que le terme ethnique *thai* est bien le même que celui par lequel les groupes de langue *thai* désignent l'homme libre par opposition à l'esclave, nous pensons que cela n'autorise aucune conclusion en ce qui concerne l'origine de l'esclavage parmi les populations *thai*. On sait, en effet, que la guerre et la conquête ont été, chez la plupart des peuples, l'origine de l'esclavage et que l'esclavage entre membres de la même tribu, qui représente un stade juridique déjà avancé, s'est généralement modelé sur la condition faite aux captifs de guerre (2). Il est possible que la langue siamoise ait conservé le souvenir d'un temps où l'esclave (*khà*) était toujours un étranger, où un « Thai » ne pouvait être qu'un homme libre, et qu'après l'extension de l'esclavage aux membres du groupe, on ait continué à se servir du mot *thai* pour

(1) Cet argument se trouve déjà dans E. Young, *The Kingdom of the Yellow Robe*, Londres, 1898, p. 125.

(2) E. Westermarck, *L'origine et le développement des idées morales*, trad. française, Paris, 1928, I, p. 670 sq.

opposer l'homme libre à l'esclave, alors même que ce dernier aurait été de race *thai*. Mais c'est tout ce qu'il est permis d'avancer. Il est donc déjà inexact de conclure de la double valeur du mot *thai* que les Thai, ancêtres des Siamois d'aujourd'hui, ont entièrement ignoré l'esclavage : ils l'ont au moins connu sous la forme de la captivité des étrangers, prisonniers de guerre. D'autre part, nous ne savons rien sur la manière dont cette forme rudimentaire d'esclavage a donné lieu à l'institution de l'époque historique. La question reste, par suite, entière de savoir si cette transformation a pris naissance au sein même de la coutume primitive, à la suite du développement de la vie sociale et par l'effet de nouveaux facteurs économiques, ou si, comme on le prétend, elle est due uniquement à la pénétration des civilisations avec lesquelles les Thai prirent contact au cours de leurs migrations successives. Il est vrai que le droit siamois de l'esclavage, tel qu'il apparaît dans les lois qui nous ont été conservées, semble avoir subi fortement des influences étrangères. Mais on en peut dire autant de bien d'autres institutions siamoises dont les éléments existaient cependant de toute nécessité dans la coutume indigène. Le problème de la naissance de l'esclavage parmi les populations *thai* reste donc ouvert. Le plus plausible, à défaut de toute donnée historique, est sans doute d'admettre que l'esclavage, déjà connu des Thai avant leur établissement sur le territoire siamois, s'est beaucoup perfectionné au contact des peuples plus civilisés parmi lesquels ils émigrèrent. On entreverra bientôt comme il est difficile de dépasser, pour le moment, ces généralités.

Quelle que soit son origine, on trouve l'esclavage solidement établi dans les mœurs et pénétrant toute la vie sociale dès la fondation d'Ayuthia, au milieu du xiv^e siècle. Pendant les quatre siècles que dura l'ancienne capitale, l'institution prit un grand développement, comme en témoignent les inscriptions et les relations contemporaines, ainsi que l'abondance des dispositions concernant les esclaves dans le corps des vieilles lois. Après la chute d'Ayuthia et la fondation de Bangkok, l'esclavage, en s'adoucisant, ne pouvait que gagner du terrain et, au milieu du xix^e siècle, Mgr Pallegoix estimait qu'un bon quart de la population appartenait à la classe servile. L'abolition, commencée dès le début du règne du roi Chulalongkorn et achevée sans le moindre trouble en une trentaine d'années, constitue l'un des chapitres les plus intéressants dans l'histoire de la modernisation du pays.

Nous ne possédons, pour l'étude de l'esclavage siamois — et on en peut dire autant pour toute autre branche de l'ancien droit siamois — qu'une seule source indigène de documentation, à savoir un ensemble de textes législatifs réunis et révisés en 1805 sur l'ordre du premier roi de la dynastie qui règne actuellement sur le Siam, Phra : Phuttha Jot Fa, le fondateur de Bangkok (1). Les dispositions relatives aux esclaves sont contenues pour la plupart dans quatre lois, portant chacune sa date et groupées sous un titre commun, dont nous donnons une tra-

(1) Appelé aussi Rama I (1782-1809).

duction en appendice. On en trouve aussi beaucoup éparses dans d'autres textes, notamment dans la Loi sur le rapt qui, en raison de son importance, nous a paru mériter également une traduction intégrale. Nous nous proposons d'exposer le droit siamois de l'esclavage tel qu'il apparaît d'après ces divers textes, et de suivre les transformations qu'il a subies au cours du xix^e siècle jusqu'à son abrogation au début du siècle suivant. Avant d'aborder cette étude, il convient de donner quelques informations générales sur les sources du vieux droit siamois, et d'abord sur l'œuvre accomplie en 1805, d'où sont sortis les textes qui ont servi de base à notre travail. Nous exposerons ensuite de quelle documentation externe nous disposons pour remonter dans le passé des institutions juridiques siamoises et en éclairer les origines. Enfin, nous indiquerons les recueils siamois de législation et de jurisprudence qui ont été publiés jusqu'à nos jours, en tant du moins qu'ils se rapportent au temps où les lois sur les esclaves s'appliquaient encore. Ces généralités constituent une préface indispensable à notre étude, puisque, jusqu'à présent, il n'existe aucun ouvrage auquel nous puissions renvoyer le lecteur.

1. LA RÉVISION DES LOIS DE 1805.

Au début de la période de Bangkok, l'administration de la justice se heurta à de graves difficultés. Au cours de la terrible guerre birmane, illustrée par la destruction complète d'Ayuthia, l'ancienne capitale

(1767), les archives du royaume avaient disparu, ainsi que la plupart des collections législatives. Les manuscrits dont les Cours de justice disposaient étaient très imparfaits et renfermaient des solutions injustes ou contradictoires qui faisaient penser qu'ils avaient subi des manipulations frauduleuses. En 1805, à la suite d'un procès qui fit éclater l'iniquité d'une solution légale, le roi confia à une commission de onze mandarins le soin de réviser et de mettre en ordre les collections manuscrites que renfermaient les bibliothèques royales, se réservant à lui-même le droit de corriger les dispositions qui seraient contraires à l'équité. Le texte établi par la commission et revu par le roi fut copié en triple exemplaire et donna ainsi lieu à trois collections, comprenant chacune une quarantaine de manuscrits authentiqués par l'apposition de trois sceaux. L'une de ces collections fut déposée à la Cour royale de justice, à la disposition des *Lùk khun* qui formaient le suprême degré ordinaire de juridiction. Le texte des nouveaux manuscrits devait seul désormais faire autorité en justice. Ce texte, bientôt multiplié en d'innombrables copies, puis répandu beaucoup plus largement par l'imprimerie à partir du milieu du xix^e siècle, a constitué depuis lors l'essentiel du droit siamois écrit. Au cours du xix^e siècle, nombre de ses parties sont tombées en désuétude ou ont été formellement abrogées ; une législation adventice de plus en plus abondante est née de besoins nouveaux. Cependant, de larges portions du Corpus de 1805 restent encore en vigueur aujourd'hui et ne se trouveront définitivement supplantées ou menacées qu'après l'achèvement du

Code civil et commercial en cours de publication (1).

Les lois siamoises, telles qu'elles apparaissent à la suite de ce travail de révision, sont partagées ou groupées en *laksana*, ou titres, d'importances très inégales. Chacun de ces titres se réfère à une des divisions fondamentales du droit, telles qu'elles sont exposées dans le *Dharmasatra*, livre écrit sur les murailles du monde et copié par l'ermite Manosara que le roi Mahasammuti avait chargé de rendre la justice parmi les hommes (2). De ce livre sacré, nous ne possédons, sous le titre même de *Dharmasatra*, que l'histoire de sa découverte miraculeuse et l'énumération des diverses « racines de contestations » qui forment précisément les divisions fondamentales du droit ; mais des passages de ce livre en langue palie sont cités, ou plutôt rappelés, au début des titres entre lesquels les lois sont distribuées. Le contenu de ces lois elles-mêmes, les dispositions légales sont représentées comme dérivant du *Dharmasatra* ; ce sont des décisions conformes à l'enseignement de Manosara rendues ou approuvées par les anciens rois à l'occasion des affaires dont ils étaient saisis. Plus

(1) Jusqu'à présent (1930), trois livres du *Code civil et commercial* ont été promulgués. Les livres I (Dispositions générales) et II (Obligations), promulgués le 11 novembre 1923, ne sont entrés en vigueur que le 1^{er} janvier 1926, après avoir subi dans l'intervalle des remaniements importants. Le livre III (Contrats spéciaux) est entré en vigueur le même jour, mais il a été, lui aussi, l'objet d'une révision générale, qui a entraîné une seconde promulgation, le nouveau texte étant devenu applicable à partir du 1^{er} avril 1929.

(2) On trouvera les mêmes noms et la même légende au début du *Damasat* du P. Sangermano et des *Codes cambodgiens* de A. Leclère.

ou moins généralisées, elles ont formé dans la suite les différents articles des lois. Grâce à cette armature du *Dharmasatra*, l'ancienne législation siamoise apparaît comme un ensemble savamment coordonné. Il entre d'ailleurs dans cet arrangement beaucoup d'artifice et quelque flottement dans les détails. D'autre part, un bon tiers des textes révisés en 1805 échappe à ce classement. Ce sont, soit des lois spéciales qui pouvaient difficilement être rattachées à la classification traditionnelle, comme la Loi du Palais, la Loi sur les ordalies, les Lois sur la communauté bouddhique, soit des textes de peu d'étendue, traitant des matières les plus diverses, sorte d'addenda qui ont formé quatre recueils intitulés : « Loi en trente-six articles », « Lois », « Anciennes décisions royales » et « Nouvelles décisions royales ».

La plupart des textes du Corpus sont datés. Dans bon nombre de cas, il n'y a aucune raison de suspecter la date. Mais il s'agit alors de textes accessoires ou complémentaires qui, s'ils ne sont pas compris dans les quatre recueils qui viennent d'être cités, sont des interpolations évidentes. Ces textes, au surplus, sont récents : ils remontent au plus tôt à la seconde moitié du XVIII^e siècle. Pour le reste, c'est-à-dire pour toutes les grandes lois qui forment le substrat de la vieille législation siamoise, l'examen des données chronologiques suscite un problème embarrassant. Ces lois comportent presque toujours un préambule qui indique, outre la date, les circonstances qui ont donné lieu à leur promulgation et le nom de leur auteur. Il y a peu de chose à tirer de cette dernière indication, car les noms des rois d'Ayuthia ne sont souvent que

des titres qui permettent rarement d'identifier ceux qui les portaient. Quant à la date, elle est donnée avec minutie d'après les calendriers solaire et lunaire ; il y manque très souvent l'indication de l'ère, mais on est, dans la plupart des cas, amené à opter pour l'une des trois ères employées à l'époque d'Ayuthia : l'ère bouddhique, qui commence à la pleine lune de Vaïçaka (avril) 544 av. J.-C. ; la grande ère (*mahasa-karaja*) qui commence le 17 mars 79 A.D. et la petite ère (*cullasakaraja*) qui commence le 22 mars 639 A.D. (1). Ainsi, la Loi sur le rapt est précédée d'un préambule daté du mercredi, septième jour de la lune croissante du premier mois de l'année de la Chèvre 1899 ; l'ère employée est ici l'ère bouddhique, car c'est la seule où l'année 1899 soit une année de la Chèvre ; d'autre part, nous avons vérifié, par la méthode Faraut (2), la concordance du nom du jour avec sa place dans le calendrier lunaire ; la date donnée est, en elle-même, exacte ; elle situe les faits rapportés

(1) La grande ère était tombée en désuétude avant la chute d'Ayuthia. En 1888, le roi Chulalongkorn introduisit une nouvelle ère, l'ère Ratanakosindra (R. K.), qui commence le 1^{er} avril de l'année de la fondation de Bangkok (1782). Son successeur, Rama VI, décida en 1912 que l'ère bouddhique serait désormais la seule à être employée dans les documents officiels. Le calendrier solaire a été introduit en même temps que l'ère Ratanakosindra et maintenu lors du changement d'ère.

(2) F. G. Faraut, *Astronomie cambodgienne*, Saïgon, 1910. A vrai dire, l'emploi de cette méthode donne pour le septième jour de la quinzaine claire du premier mois de l'année 1899 E. B. un jeudi ; mais cette différence d'un jour se retrouve dans le même sens pour les autres dates que nous avons vérifiées et il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

dans le préambule en 1356 A.D., c'est-à-dire six ans après la fondation d'Ayuthia. Or, ces faits cadrent bien avec ce qu'on sait par ailleurs sur les débuts du nouveau royaume *thai* (1). On peut donc tenir pour juste la date transmise. Il en est d'autres pour lesquelles on est conduit à des résultats non moins satisfaisants, mais il en est aussi beaucoup qui donnent lieu à de sérieuses difficultés, et c'est justement le cas pour celles qui figurent dans les Lois sur les esclaves. Ces lois sont datées respectivement des années de la Chèvre 1359, du Porc 1387, du Bœuf 1557 et du Porc 1267. Pour les quatre dates, la seule ère qui fasse accorder le millésime avec le nom cyclique de l'année est encore l'ère bouddhique, et les deux qui sont données avec des éléments suffisants pour permettre une vérification complète, à savoir la première et la quatrième, confirment l'emploi de l'ère bouddhique. Or, cette ère est inacceptable, car elle ferait remonter nos textes à plusieurs siècles avant la fondation d'Ayuthia. S.A.R. le prince Damrong Rajanubhava a essayé de résoudre la difficulté en faisant intervenir, soit la grande ère, soit une ère spéciale qui aurait servi exclusivement à dater les lois. Il aboutit à attribuer aux trois dernières lois sur les

(1), La soumission du royaume de Sukhōthai à l'autorité du roi d'Ayuthia remonte à 1349-1350 ; mais l'annexion complète au nouveau royaume *thai* ne fut réalisée que beaucoup plus tard. Le rédacteur du préambule de la Loi sur le rapt anticipe donc quelque peu, ou flatte la vérité, en présentant le royaume de Sukhōthai comme ne formant plus, dès 1356, « qu'un seul et même Etat » avec les autres possessions du roi d'Ayuthia. V. G. Coëdès, *Documents sur la dynastie de Sukhodaya*, B.E.F.E.O., XVII (1917), n° 2.

esclaves les dates de 1755, 1637 et 1643 A.D., bouleversant ainsi l'ordre dans lequel ces textes nous ont été transmis (1). Ces résultats sont obtenus par un remaniement des millésimes et des noms cycliques qui, faute d'argument à l'appui, nous paraît tout à fait arbitraire. Nous avouons du reste notre impuissance à présenter une hypothèse satisfaisante. Les mêmes difficultés surgissent pour plusieurs textes de première importance et le problème ne saurait être envisagé que dans son ensemble. Les données chronologiques des anciennes lois sont donc, pour le moment du moins, en grande partie inutilisables.

D'ailleurs, à supposer qu'on arrive à vaincre ces difficultés, on ne serait guère plus avancé, car, dans la plupart des cas, la date ne se rapporte qu'aux faits relatés dans le préambule et aux dispositions primitives de la loi. Or, si l'on peut admettre que le préambule n'a pas été touché depuis l'époque de sa rédaction, il n'en est certainement pas ainsi pour le texte même de la loi. Il était d'usage au Siam, peut-être en vue d'assurer la transmission, d'un règne à l'autre, des règles de droit nouvelles, de soumettre l'ensemble des lois à des révisions périodiques. Il est inutile de dire qu'on ne sait rien de précis sur les révisions qui ont eu lieu au cours de la période d'Ayuthia. On est mieux renseigné, quoique très imparfaitement encore, sur celle de 1805 (2). On sait, d'une part, que les ma-

(1) *Etudes diverses sur l'histoire du Siam* (en siamois), Bangkok, 2469 E.B. (1926), p. 103 sq. W. A. R. Wood, *op. cit.*, p. 185, paraît même admettre que la première loi sur les esclaves est de 1637.

(2) V. pour plus de détails notre *Note sur la revision des*

nuscripts existant à cette époque dans les bibliothèques et les Cours de justice ne représentaient qu'une faible partie des lois en vigueur immédiatement avant la chute d'Ayuthia (1). On sait, d'autre part, que le contenu de ces manuscrits a été remis en ordre et corrigé par les mandarins de la commission, et que les dispositions qui ont paru contraires à l'équité ont été ensuite amendées par le roi lui-même. Or, les anciens manuscrits ont disparu et les nouveaux ne portent qu'exceptionnellement la trace des interpolations, retouches, suppressions ou additions qui ont été faites en 1805. Par conséquent, alors même que la date du préambule renseignerait avec quelque sûreté sur l'année de la confection de la loi, on resterait dans l'incertitude sur le contenu primitif du texte. Il est donc prudent, de toute manière, de considérer l'œuvre de 1805 comme représentant simplement l'état du droit à cette époque. Cette attitude paraît s'imposer tout particulièrement quand il s'agit de faire l'étude approfondie d'une partie de cette législation, comme nous nous le proposons ici. C'est donc au début du xix^e siècle que nous sommes amené à nous placer pour exposer le droit siamois de l'esclavage.

Il convient toutefois d'observer que, dans l'esprit du roi Phra: Phuttha Jot Fa, la révision de 1805 avait pour but, non de faire une législation nouvelle,

lois siamoises en 1805 (Journal of the Siam Society, vol. XXIII, part 1 (1929), p. 19-27).

(1) D'après le texte n° 28 des Nouvelles décisions royales, daté du 7 mars 1795, les *neuf dixièmes* des manuscrits législatifs auraient disparu à la suite de l'invasion birmane.

mais de restaurer la tradition juridique antérieure (1). Que les réviseurs se soient, plus ou moins ingénument, servi de l'autorité du passé pour couvrir des réformes devenues indispensables, cela n'est assurément pas douteux, et nous en avons des preuves. Mais cela permet aussi d'affirmer que le droit nouveau est la continuation du droit légué par les derniers souverains d'Ayuthia, et non une œuvre révolutionnaire. D'autre part, la rapidité avec laquelle cette révision a été menée, et la manière même dont se présente la nouvelle collection, inclinent à penser que les modifications de fond et de forme n'ont été ni très nombreuses ni très graves. Aussi, sans nous départir de l'attitude adoptée plus haut, nous sommes persuadé que l'étude d'une institution faite d'après les textes révisés restitue, en grande partie, du droit en vigueur à la fin d'Ayuthia. Un examen minutieux des manuscrits de 1805 permettrait sans doute dans certains cas de rétablir le texte qui a servi de base aux réviseurs et de remonter d'une manière sûre au stade juridique antérieur. Ces moyens critiques nous ont fait défaut pour le présent travail, puisque nous ne possédons, pour les Lois sur les esclaves, aucun des trois manuscrits officiels établis en 1805. Enfin, malgré leur grande homogénéité, les textes qui nous ont été transmis ont gardé des traces d'un droit plus ancien ou plus complet que celui qu'ils exposent dans l'ensemble. Ils renferment des contradictions ou des incohérences qui impliquent la coexistence

(1) V. *Journal of the Siam Society*, vol. XXIII, part 1, p. 21-22.

d'éléments de dates diverses, mal fondus entre eux ou conservés par inadvertance dans des ensembles où ils jurent. Nous avons consigné, au cours de notre étude, les observations que nous avons été amené à faire à ce sujet. Il faut convenir que cet embryon de critique textuelle ne laisse saisir que d'une façon bien approximative le développement historique du droit siamois.

2. AUTRES SOURCES ET DROIT COMPARÉ.

En dehors du Corpus de 1805, nous ne disposons d'aucune autre documentation indigène d'où nous pourrions tirer des indices sur la date d'un acte législatif déterminé, ou des éclaircissements sur la source des institutions siamoises. L'épigraphie — du reste fort pauvre — des rois d'Ayuthia ne nous est d'aucun secours. Les Annales historiques ne font rien connaître de l'œuvre législative des anciens rois de Siam et le peu de données juridiques qu'elles fournissent ne concerne que quelques points de droit public. Au contraire, on trouve des renseignements précieux dans les relations des voyageurs, missionnaires, diplomates ou marchands européens qui ont séjourné plus ou moins longtemps au Siam à partir du xvi^e siècle. La plus intéressante à notre point de vue, la plus complète et la plus sûre, est l'ouvrage de La Loubère : *Du Royaume de Siam*, qui renferme les informations recueillies par cet observateur si curieux et si intelligent, au cours de la célèbre ambassade envoyée par Louis XIV à la cour d'Ayuthia en 1687-1688. Nous le mettrons largement à profit, mais nous n'en pour-

rons tirer forcément que des indications sommaires et d'une antiquité très relative.

En raison de cette pénurie d'information descriptive, les recherches de droit comparé présentent, pour l'étude du développement des institutions siamoises, un intérêt tout particulier. Les historiens siamois eux-mêmes se plaisent à souligner la remarquable faculté d'assimilation de leur race (1). Il est hors de doute que les Siamois, établis tardivement sur leur territoire actuel, ont beaucoup emprunté aux civilisations des deux peuples parmi lesquels ils se sont infiltrés et sous l'autorité desquels ils sont restés de longues années avant de se constituer en nation indépendante : les Khmers et les Mons. Il n'est que naturel de penser que le législateur siamois s'est inspiré de la législation de ces deux peuples, dont la civilisation, au moment où le Siam naît à l'histoire, jouissait d'un grand prestige. Malheureusement, l'ancien droit khmer n'a encore fait l'objet d'aucune étude. Les abondantes inscriptions actuellement relevées, malgré le petit nombre de textes proprement juridiques qu'elles renferment, fourniraient cependant, croyons-nous, matière à un travail fort intéressant qui ne manquerait pas de jeter quelque lumière sur les anciennes institutions siamoises. Nous sommes mieux informés sur la législation cambodgienne moderne, grâce aux traductions et aux commentaires de M. A. Leclère. Cette législation, comme

(1) S. A. R. le prince Damrong Rajanubhava, *Le gouvernement du Siam ancien*, p. 12-13.

on l'a déjà remarqué, présente des ressemblances frappantes avec la législation siamoise, pour le fond comme pour la forme, et de nombreux textes sont évidemment communs à l'une et à l'autre. Ainsi, la plupart des dispositions contenues dans les trois dernières Lois sur les esclaves et dans la Loi sur le rapt se retrouvent, presque textuellement et dans le même ordre, dans le *Krām téasakamokar* des Codes cambodgiens (1). Mais de ces similitudes, on ne peut tirer, dans l'état actuel de la question, qu'une conclusion décevante. Les collections législatives cambodgiennes ont subi, en effet, au moins tout autant de vicissitudes que les collections siamoises. Comme celles-ci, elles ont fait l'objet de nombreuses révisions successives dont nous ne possédons que la version la plus récente. D'autre part, les lois qu'elles contiennent sont toutes datées du temps de la domination siamoise, sinon du protectorat français (2). Personne n'a tenté jusqu'à présent de leur assigner une anti-

(1) *Codes cambodgiens*, I, p. 386-427. Une traduction siamoise de la première partie de ce texte, faite sur une copie des manuscrits officiels cambodgiens, a été publiée par la Bibliothèque Nationale de Bangkok en 1919, mais alors que la traduction française date de cette loi de « l'an 1215 saka (1853 de notre ère) », le traducteur siamois a lu 1615 *de la grande ère*, soit 1693 A.D. Ainsi, la chronologie des Codes cambodgiens, quoique beaucoup moins compliquée que celle des lois siamoises, paraît soulever des difficultés analogues.

(2) D'après A. Leclère, *Histoire du Cambodge*, Paris, 1914, p. 364, la plupart des lois cambodgiennes seraient datées de 1675, première année du règne sous lequel eut lieu leur dernière révision générale. Cependant, les lois réunies et traduites par cet auteur sous le titre de *Codes cambodgiens* portent des dates s'échelonnant entre les années 1613 et 1877 de notre ère.

quité plus haute et *a fortiori* d'établir leur filiation avec l'ancien droit khmer. Il est donc impossible de soutenir que nous possédons, dans les textes cambodgiens qui nous ont été transmis, le modèle dont s'est inspiré le législateur siamois. C'est au contraire l'inverse qui a plus de chances d'être vrai, et, au reste, plusieurs de ces textes, et non des moindres, trahissent une influence siamoise difficilement contestable. Il est probable qu'ici, comme en bien d'autres matières, le Cambodge moderne a considéré le Siam comme l'héritier et le continuateur de ses propres traditions nationales, et qu'il n'a éprouvé aucun embarras à les reprendre sous leur aspect siamois. Sans chercher à trancher cette question délicate, dont la solution ne ferait que reculer les difficultés, nous nous bornerons à observer que les recensions qui nous sont parvenues, de part et d'autre, de la législation commune aux deux pays, appartiennent à des temps trop récents et trop voisins l'un de l'autre pour qu'on puisse tirer de la comparaison des deux séries de textes des connaissances bien étendues sur leur élaboration historique, qui est la seule chose qui nous importe ici. La législation cambodgienne et les commentaires dont elle a fait l'objet, peuvent faciliter l'interprétation de la législation siamoise, et même, dans une certaine mesure, la compléter et aider à la reconstitution du droit siamois à la fin d'Ayuthia. Au delà, on est arrêté par des difficultés aussi grandes, et peut-être même plus grandes du côté cambodgien que du côté siamois.

Nous sommes persuadé d'ailleurs que, dans l'état

actuel de nos connaissances, il y aurait plus de profit à se tourner vers l'autre pôle d'influence, au moins en ce qui concerne particulièrement les sources du droit privé. Il était à présumer que l'influence mone ou pégouane, dont l'importance historique a été mise en lumière par des découvertes archéologiques et des travaux d'érudition récents (1), devait s'exercer tout spécialement dans le domaine des institutions juridiques, car, non seulement les Mons, à la différence des Khmers, professaient la même religion que les Siamois, mais ils avaient déjà su tirer d'une combinaison des règles de la morale bouddhique avec les préceptes des codes brahmaniques de l'Inde un droit de caractère universel qui devait exercer un attrait particulier sur le législateur siamois. D'ailleurs, le *Dharmasatra* siamois lui-même affirme qu'il a été apporté du Pégou. Les historiens du Siam ne sauraient nier l'influence de la législation mone, mais ils pensent que le *Dharmasatra* et avec lui l'influence mone n'a pénétré dans le droit siamois qu'au xvi^e siècle, au cours d'une période où le Siam était tombé sous la domination birmane (2). Par suite, ils semblent retarder l'action du droit mon (à travers le droit birman)

(1) G. Cœdès, *Documents sur l'histoire politique et religieuse du Laos occidental*, B.E.F.E.O., XXV (1925), nos 1 et 2. Id., *Recueil des Inscriptions du Siam, deuxième partie : Inscriptions de Dvaravati, de Çrivijaya et de Lavo*, Bangkok, 1929. Les résultats de ces travaux sont résumés dans R. Grousset, *Histoire de l'Extrême-Orient*, Paris, 1929, II, p. 588.

(2) C'est l'opinion adoptée par M. W. A. R. Wood (*op. cit.*, p. 127) et par S. A. R. le prince Damrong Rajanubhava (*Études diverses sur l'histoire du Siam*, p. 111 sq.), mais avec quelque réserve de la part de l'historien siamois.

jusqu'à une époque où les institutions siamoises étaient déjà bien développées. Sans trancher définitivement ce problème, nous pensons que l'un des résultats de notre étude sera de faire sentir que l'influence du droit mon et de l'ancien droit birman, qui en procède immédiatement, a été beaucoup plus profonde que celle qui aurait résulté d'une action aussi tardive (1). Nous ne pouvions pas faire état des nombreux emprunts caractéristiques faits par le droit siamois au vocabulaire juridique mon-birman (2); mais nous avons relevé, au moins en note, tout ce qui nous est apparu comme des emprunts de fond. Le droit mon, ou plutôt l'ancien droit birman, est relativement bien connu, notamment par les traductions et les travaux de J. Jardine et E. Forchhammer. Nous possédons des recueils législatifs assez anciens

(1) Un *dharmacastra* est cité à plusieurs reprises à l'appui des prescriptions édictées par le roi de Sukhôthai dans l'inscription, encore inédite, qui a été signalée plus haut. C'est donc aujourd'hui un fait avéré qu'un *dharmacastra* s'était introduit à Sukhôthai et qu'il y faisait autorité dès le milieu du xiv^e siècle, peu de temps avant la fondation d'Ayuthia. Alors même qu'il s'agirait d'un autre *dharmacastra* que celui qui a été conservé en tête des lois siamoises, on est au moins autorisé à conclure que l'introduction de codes de ce genre dans les pays où allait se former le nouveau royaume thai, ainsi que du procédé législatif qui consiste à y rattacher toutes les institutions juridiques, n'est nullement liée à la conquête birmane. V. *Journal of the Siam Society*, XXIV, part 2.

(2) Nous pensons surtout aux termes techniques palis. Mais il y a eu aussi des emprunts à la langue vulgaire. Il est assez significatif, par exemple, que le mot *tra* : *takan*, qui veut dire juge, ou qui, du moins, désigne une certaine catégorie de fonctionnaires de l'ordre judiciaire, la plus connue du public, soit un mot d'origine mone.

pour représenter des traditions juridiques contemporaines des premiers siècles d'Ayuthia (1). Ici encore cependant, nous ne disposons pas de toute la documentation désirable. On ne manquera pas néanmoins d'être frappé par les analogies que révèlent les textes actuellement accessibles et par la clarté qu'elles projettent sur certains points du droit siamois. Nous sommes convaincu qu'un commentateur mieux informé que nous aurait pu en dégager des conclusions plus précises.

C'est par l'intermédiaire du droit mon qu'a pénétré dans la législation siamoise l'influence indoue, la seule, en somme, qui ait été mise en lumière jusqu'ici, mais dont l'importance pour l'interprétation du droit siamois est loin d'être aussi grande qu'un examen superficiel des vieilles lois a pu le faire penser. Les correspondances qu'on peut relever entre le droit

(1) D'après E. Forchhammer (*The Jardine prize*) dont les travaux ont été résumés par M. H. Bode (*The pali literature of Burma*), le premier *dharmasattham* connu a été compilé en 1174 par Dhammavilasa, un Mon. Le second est attribué à Wagaru, roi du Pégou entre 1281 et 1306 ; il en a été fait, à la fin du xv^e siècle, une traduction birmane qui nous a été transmise et que Forchhammer a traduite en anglais. Le *Nava-dhammathat* ou *Digeste des Neuf Dhammasattham* est de la fin du xvi^e siècle. Le *Maharajadhammasattham* date de la première moitié du xvii^e siècle. Le *Manu Kyay*, le plus connu des *dharmasattham* birmanes grâce à la traduction de Richardson, est une compilation de textes anciens et récents faite en 1756. Enfin, le P. Sangermano, qui séjourna en Birmanie de 1782 à 1808, nous a laissé dans son ouvrage, publié et traduit en anglais par W. Tandy sous le titre : *A description of the Burmese Empire*, une analyse détaillée d'un *dharmasattham* dont l'origine n'est malheureusement pas indiquée.

indou et le droit siamois se retrouvent, en effet, dans le droit mon-birman. Celui-ci est même, en général, plus près de la tradition indoue que ne l'est le droit siamois, lequel, à son tour, est plus voisin de la tradition birmane que de la tradition indoue. Nous ne voulons que donner un exemple qui se rattache directement à l'objet du présent travail. On a signalé (1) comme un des meilleurs arguments en faveur de l'origine indoue des lois siamoises le fait que les sept sortes d'esclaves énumérées par le législateur siamois se retrouvent dans le célèbre Code de Manou. Ces sept sortes d'esclaves sont, en effet, celles-là même que distingue le *Manavadharmaçāstra* (VII, 415). Mais, si l'on compare la loi siamoise avec les codes birmans, les analogies sont beaucoup plus frappantes encore. Non seulement le Code de Wagaru (XIV, 115), le *Manu Kyay* (VII, 37) et (sauf pour la dernière catégorie, — celle des esclaves de guerre — qui, peut-être à la suite d'une erreur d'interprétation, est entièrement différente) le *Damasat* analysé par le P. Sangermano (II, 4) reprennent, comme la loi siamoise, les sept espèces du *Manavadharmaçāstra*, mais tous ces codes les énumèrent dans un ordre différent de celui dans lequel les présente le législateur indou, et cet ordre est précisément celui qui apparaît dans la loi siamoise, de telle sorte qu'il y a sur ce point identité entre celle-ci et les *dharmasattham* birmans. Bien plus, à côté des sept espèces d'esclaves

(1) T. Masao, *Researches into Indigenous Law of Siam as a study of Comparative Jurisprudence* (*Journal of the Siam Society*, vol. II, part 1, p. 14-18) et Id., *Siamese law : old and new* (*Twentieth Century Impressions of Siam*, p. 91-94).

qui sont légalement tenus de servir leur maître, la loi siamoise énumère six espèces de personnes qui ne peuvent pas être considérées comme des esclaves. Cette seconde série paraît inconnue du droit indou, car elle ne figure ni dans le *Manavadharmaçāstra*, ni dans le Code de Narada. Au contraire, on la retrouve dans les codes birmans, faisant suite à la première, comme dans la loi siamoise, avec quelques variantes, il est vrai, légères d'ailleurs (Wagaru, XIV, 115; *Manu Kyay*, VII, 37; *Damasat*, II, 4). Ces analogies n'ont du reste rien de surprenant, puisque les deux énumérations dont il s'agit sont, du côté siamois, des citations du *Dharmasātra*, lequel est incontestablement d'origine mone. L'exemple est donc mal choisi, d'autant plus que le législateur siamois s'est borné à reproduire ici une classification traditionnelle, sans en tirer, du moins dans les textes qui nous ont été transmis, aucune conséquence positive qui permette de pousser la comparaison plus avant. Cet exemple montre toutefois qu'il convient de se garder de rien conclure trop hâtivement des similitudes que présentent le droit indou et le droit siamois. Plus significatif est le résultat qu'on obtient en rapprochant, quand cela est possible, les solutions positives du droit siamois des solutions correspondantes des deux autres législations, comme nous aurons plusieurs fois l'occasion de le faire au cours de notre étude. On constate alors, comme nous l'avons avancé plus haut, que le droit mon-birman constitue le plus souvent une étape intermédiaire entre le droit indou et le droit siamois. Ce n'est pas à dire que tout l'appareil indou des lois siamoises se retrouve dans les codes

mons-birmans qui nous sont accessibles et qui, du reste, sont loin de représenter toute la littérature juridique originaire du Pégou ; mais on ne le retrouve pas non plus dans la législation indoue qu'on peut considérer comme connue dans son ensemble. Au contraire, une bonne partie de cet appareil indou est commune aux droits siamois et birman et tout à fait étrangère au droit indou (1). Ces constatations générales permettent d'écarter définitivement l'hypothèse d'une importation immédiate du droit indou en pays siamois, et conduisent à penser que tout le droit indou dont a pu s'inspirer le législateur siamois est un droit indou de fabrication mone, dont les anciens codes birmans qui nous sont parvenus donnent, sinon la reproduction exacte, du moins la version la plus approchée. L'intérêt des codes de l'Inde, s'ils ne permettent pas de sortir des généralités, n'en reste pas moins très grand. Ils font connaître les principes généraux du droit que la civilisation indoue apportait avec elle. Grâce à eux, nous ne manquons pas de moyens de rattacher l'ancienne législation siamoise à une grande tradition juridique.

3. BIBLIOGRAPHIE SIAMOISE.

a. — *Textes législatifs.*

Il nous est parvenu une bonne partie des collections établies par la commission de 1805. Les manus-

(1) Ainsi, la grande division des biens en biens animés et

crits subsistants sont conservés aujourd'hui, partie à la Bibliothèque Nationale Vajiranana, partie au Ministère de la Justice à Bangkok. Nous possédons les trois exemplaires officiels du manuscrit de la Loi sur le rapt ; au contraire, aucun des manuscrits officiels des Lois sur les esclaves n'a été retrouvé jusqu'à présent, mais il en existe une copie dite « secondaire » qui leur est contemporaine (1). D'autre part, la Bibliothèque Nationale de Bangkok renferme un grand nombre de copies manuscrites, officielles ou privées, de dates et de provenances diverses ; la plupart se bornent à reproduire le texte de 1805 ; mais certaines peuvent offrir un intérêt spécial.

La première édition imprimée des vieilles lois est due à l'initiative d'un jeune mandarin siamois, qui réussit à se procurer une copie de tout le Corpus et entreprit de la faire imprimer sans autorisation officielle en 1849. La publication devait comprendre deux volumes, mais elle fut confisquée par ordre du roi, au moment de la mise en vente du premier volume, et presque entièrement brûlée (2). La tentative fut

en biens inanimés, ou plus exactement en biens doués ou non de conscience (*vinnanaka* et *avinnanaka*), est commune aux droits birman et siamois. Elle est inconnue du droit indou qui admet la division en meubles et immeubles.

(1) V. p. 293, n. 1. Pour une description complète des manuscrits subsistants de 1805, v. J. Burnay, *Inventaire des manuscrits juridiques siamois...* (*Journal of the Siam Society*, vol. XXIII, part 3 (1930), p. 135-203 et vol. suivants).

(2) La Bibliothèque Nationale de Paris possède le premier volume (probablement le seul paru) de cette édition rarissime. V. Marquis de Croizier, *Notice des manuscrits siamois de la Bibliothèque Nationale*, Paris, 1887, p. 34-35.

reprise, avec plus de bonheur, une vingtaine d'années plus tard, par un missionnaire américain, D. B. Bradley, qui paraît s'être servi des matériaux réunis pour la précédente ; son recueil, qui contient l'ensemble des anciennes lois et même un texte supplémentaire, a fait l'objet jusqu'à présent de dix éditions, dont la dernière est de 1896. Il comporte deux volumes in-8 qui sont encore d'un usage courant dans les tribunaux.

La *Gazette Royale*, journal officiel du Siam, dont il sera parlé plus loin, a publié, à son tour, par tranches successives, entre 1875 et 1878, la plupart des anciennes lois (1). En 1895, un juge de la Cour criminelle de Bangkok, le Luang Damrong Dhammasara, a fait paraître, sous le titre de *Lois anciennes et modernes*, un recueil en deux volumes contenant, outre les textes de l'édition Bradley, les lois et décrets en vigueur à cette date ; le principal intérêt de ce recueil est de présenter, rapprochées les unes des autres, les dispositions concernant le même sujet et de faciliter ainsi le dépouillement des collections législatives (2). Enfin, S.A.R. le prince de Ratburi (généralement appelé par les Européens prince Rabi, de son nom personnel Rabibadhanaçakti) (3), a

(1) Le volume III (année 1238 C.S.) contient, notamment, le texte des Lois sur les esclaves (p. 88-112) et celui de la Loi sur le rapt (p. 256-278).

(2) Le premier volume de ce recueil a été réédité en 1897 et le second en 1899.

(3) Pour *Ravivaddhana*. Fils du roi Chulalongkorn (1874-1920), *bachelor of arts* de l'Université d'Oxford, président de diverses commissions de réformes judiciaires et législatives et Ministre de la Justice de 1897 à 1910.

publié, en 1901, une édition annotée en deux volumes des vieilles lois, en les allégeant de toutes les dispositions qui avaient été abrogées ; la personnalité de l'auteur et le prestige dont il jouissait et jouit encore dans les milieux judiciaires siamois donnent à ce recueil et aux brefs commentaires qui en accompagnent le texte une grande autorité. Une quatrième édition a paru en 1907.

En dehors de ces éditions, plus ou moins complètes, de l'ensemble du Corpus, quelques textes ont été édités à part. Pour ce qui concerne le présent travail, nous ne voyons à signaler que la publication, par Samuel J. Smith, en 1880, d'un recueil réunissant les textes anciens et modernes sur l'esclavage, compilation, non exempte de lacunes du reste, dont l'auteur devait donner, la même année, une traduction en anglais.

Ces diverses éditions, totales ou partielles, officielles ou privées, se ramènent, en définitive, à la seule édition Bradley dont le texte a servi de base à toutes celles qui l'ont suivie. Or, l'édition Bradley est fort défectueuse. La comparaison de son texte avec celui des manuscrits originaux de 1805 montre qu'elle est loin de mériter le crédit dont elle a joui jusqu'à présent. Elle fourmille littéralement de fautes dont beaucoup conduisent à des difficultés d'interprétation et même à de véritables contresens. Ces fautes ont passé dans les éditions suivantes, sauf de rares exceptions où elles ont été corrigées arbitrairement par l'éditeur. Ce n'est que dans ces dernières années qu'on s'est avisé de l'intérêt que présenterait, pour l'historien du droit comme pour le philologue, une édition

fidèle des manuscrits de 1805 (1). Pour le moment, aucun recueil imprimé n'est sûr et ne dispense de recourir aux manuscrits.

La collection réunie en 1805 ne renferme pas seulement le texte révisé des lois subsistantes d'Ayuthia ; elle englobe également les textes législatifs édictés jusqu'à cette date par le premier roi de Bangkok ; la plupart de ces textes, comme nous l'avons dit plus haut, se trouvent réunis à part sous les titres de « Lois » et de « Nouvelles décisions royales », mais certains ont été interpolés dans les anciennes lois. Ils figurent naturellement dans les éditions imprimées énumérées ci-dessus. Etant donnée la date tardive de la révision, ils représentent presque toute la législation du premier règne. Les textes législatifs édictés pendant les quatre dernières années de ce règne, ainsi que tous ceux qui ont été publiés pendant les deux règnes suivants (1809-1851), n'existent, sauf de très rares exceptions (2), qu'en manuscrits. A en

(1) M. J. Burnay a publié, en 1929, dans le *Journal of the Siam Society*, (vol. XXII, part 2, p. 121-151), une édition diplomatique du manuscrit officiel des Lois sur les successions. Le même auteur, avec notre collaboration, vient de procurer une édition analogue des Lois diverses. Du côté siamois, M. Pridi Banomyong (*Luang Pratisthamanudharma*), docteur en droit de l'Université de Paris, vient de faire paraître en un volume la reproduction photographique de neuf manuscrits de 1805, comprenant des textes qui offrent encore un certain intérêt pratique aujourd'hui, à savoir : le Dharmasatra, l'Indabhasa, la Loi sur le prêt, les Lois sur les époux, les Lois sur les successions, les Lois diverses et la Loi du Palais.

(2) Le premier texte officiel siamois qui ait été imprimé au Siam en langue indigène est une proclamation du roi Phra : Nang Klao interdisant l'importation de l'opium, en 1839. Signalons, d'autre part, que Bradley et les éditeurs qui l'ont

juger d'après ceux que possède la Bibliothèque Nationale de Bangkok, cette législation est extraordinairement pauvre.

Avec le quatrième roi, Mongkut (1851-1868), on arrive à une période de modernisation et de développement économique du pays qui donne lieu à une législation abondante et fort intéressante. Une faible partie de cette législation a paru dans les numéros contemporains du *Rajakiccanupeksa*, ou *Gazette royale*, qui fait alors sa première apparition, bien brève d'ailleurs (1858-1859) (1), et dans les premiers volumes de la même *Gazette* lors de sa réapparition au début du règne suivant. Une compilation officielle en trois volumes, publiée en 1891, réunit à l'usage des tribunaux les textes demeurés en vigueur. Ce n'est que depuis quelques années qu'on dispose d'une édition imprimée complète. Cette édition, publiée par la Bibliothèque Nationale de Bangkok, entre 1921 et 1926, sous le titre de *Recueil des Décrets du IV^e règne*, forme neuf fascicules in-8.

A partir du règne du roi Chulalongkorn (1868-1910), l'imprimerie devient d'usage courant pour les publications officielles. La *Gazette royale*, qui reparait en 1874, et, après une période d'intermittences et de tâtonnements, continuera à paraître à intervalles réguliers jusqu'à nos jours, publie désormais tous les textes législatifs et devient bientôt l'instrument plus

suivi ont ajouté aux textes de la collection de 1805 une loi datée de 1837.

(1) Ces premiers numéros, devenus introuvables, ont été réédités en volume en 1890.

ou moins officiel de leur promulgation. En 1893, le futur Luang Phaja Kraisi, alors chef du Service des poursuites (1), entreprit de réunir les lois et décrets publiés depuis le début du règne; ce recueil, généralement désigné du titre de son auteur *Kraisi*, s'arrête à l'année 1899 et forme sept volumes in-8. Depuis 1896, le Luang Damrong Dhàmmasara avait fait paraître chaque année un volume contenant les textes de l'année écoulée. Cette publication, continuée régulièrement jusqu'à la fin du cinquième règne, complète la collection précédente. L'abondance et la variété de cette législation nouvelle firent bientôt sentir la nécessité de recueils et de tables méthodiques. Nous avons signalé plus haut les *Lois anciennes et modernes*, éditées en 1895, qui donnent, à la suite des vieilles lois, les principaux textes législatifs des iv^e et v^e règnes en vigueur à cette époque. Six ans plus tard, le prince Rabi commençait la publication d'un recueil analogue, mais beaucoup plus complet, et qui classe uniquement des textes modernes. Cette publication, destinée à compléter l'édition des anciennes lois du même auteur, s'est malheureusement arrêtée au second volume (1902).

Nous avons eu rarement l'occasion de renvoyer aux textes législatifs du roi Rama VI (1910-1925) qui,

(1) Son nom personnel était *Pleng*. Il fut, croyons-nous, le premier Siamois qui obtint le grade de *barrister-at-law*. Nommé chef du Service des poursuites, puis président de la Cour criminelle de Bangkok, il prit une part active, comme membre des diverses commissions présidées par le prince Rabi, à la réorganisation de la justice et aux réformes législatives opérées à la fin du xix^e siècle.

outre leur publication dans la *Gazette royale*, ont fait l'objet de recueils annuels, continuation de ceux qui avaient été édités sous son prédécesseur.

b. — *Jurisprudence et doctrine.*

La Bibliothèque Nationale de Bangkok n'a recueilli ou classé jusqu'à présent aucun document manuscrit de jurisprudence. On ignore ce que sont devenues les archives des anciennes Cours de Justice, et notamment de la Cour des Lùk Khun qui est restée, jusqu'au début du règne du roi Chulalongkorn, le suprême degré ordinaire de juridiction. Toutefois, la *Gazette royale* a reproduit, par intermittences, entre les années 1875 et 1883, un certain nombre de décisions choisies parmi les jugements rendus par cette Cour ou par des juridictions extraordinaires ayant reçu délégation du roi pour examiner les requêtes dont il était saisi. Ces décisions, malgré leur petit nombre et leur date tardive, offrent un grand intérêt, puisqu'elles représentent toute notre documentation sur le fonctionnement des anciennes Cours de justice et les traditions qu'elles observaient.

Ce n'est qu'après la constitution du Ministère de la Justice (1892), la réorganisation des tribunaux (1893-1897) et la création définitive de la Cour des Dika (1) ou Cour suprême d'appel (1896-1900) (2),

(1) Du sk. *tika*, pétition, requête.

(2) Sur ces réformes, cons. P. W. Thorneley, *The History of a Transition*, Bangkok, 1923.

que parurent les premiers recueils imprimés de jurisprudence. En 1892, le futur Luang Phaja Kraisi, l'éditeur du recueil législatif mentionné plus haut, fonda le *Dharmasatra vinicchaya*, revue bi-mensuelle, puis hebdomadaire, de politique, de législation et de jurisprudence, qui a reproduit les débats et les jugements des affaires les plus intéressantes ; cette publication, disparue en 1895, forme quatre volumes in-4. En 1897, parut le premier recueil proprement dit de jurisprudence, le *Dharmasatra samaya*, qui donne jusqu'en 1900 les principales décisions des tribunaux de Bangkok avec les interrogatoires et les pièces des dossiers. Cette collection comprend sept volumes in-8. En 1901, le prince Rabi compila, à l'usage des étudiants en droit, sous le titre *Dika Bang Rüang*, un choix de décisions rendues par la Cour des Dika depuis 1898 ; cet ouvrage, réédité par l'auteur avec des notes critiques parfois fort étendues et continué jusqu'à l'année 1910 (5 vol. in-8), a joui pendant longtemps d'une autorité considérable. Les recueils suivants qui, comme le précédent, se bornent aux décisions de la Cour suprême, le *Manosara* (1911-1917), le *Tikapannati* (1912-1914) et le *Dharmasara* (de 1917 à nos jours), pour ne citer que les plus importants, n'offrent plus d'intérêt pour le présent travail.

Les ouvrages doctrinaux indigènes concernant le vieux droit siamois sont fort peu nombreux et ont tous été composés à l'époque moderne. Nous n'en connaissons pas qui se rapportent directement à notre sujet. La doctrine moderne est pour nous représentée presque exclusivement par le prince Rabi et s'exprime dans les notes qui accompagnent les

recueils édités par cet auteur (1). D'utiles renseignements sur les réactions de l'opinion publique sont fournis par les rares périodiques siamois parus à l'époque qui nous intéresse, parmi lesquels il convient de citer le *Çuddhyalankara*, revue éphémère (1887-1888), dirigée par le Luang Phaja Kraisi, précurseur du *Dharmasatra vinicchaya* du même auteur (2).

(1) Signalons aussi les *Cours* professés par le prince Rabi et publiés par lui en plusieurs opuscules entre 1897 et 1900 ; ils ont été réédités en un volume en 1925.

(2) Parmi les périodiques de langue anglaise, le *Bangkok Calendar*, revue annuelle (1859-1874)), et le *Siam Repository*, revue trimestrielle (1869-1874), ont consacré quelques articles à l'esclavage.

ABRÉVIATIONS

ET TRADUCTIONS CONVENTIONNELLES.

Pour des commodités de lecture et de typographie, nous désignons les textes législatifs siamois par leur titre traduit. Les textes modernes pourront être aisément retrouvés en se reportant aux références que nous indiquons en note ; signalons que les mots « loi » et « décret » par lesquels nous traduisons respectivement *phra:rajabanjat* (*rajapannati*) et *pra:kat* (*prakaça*), désignent l'un et l'autre des textes édictés par le roi, donc ayant une autorité égale. Pour les vieilles lois, nous ne pouvions songer à renvoyer constamment aux diverses éditions imprimées et encore moins aux manuscrits ; nous donnons donc ci-dessous, une fois pour toutes, la liste de celles que nous avons utilisées (en dehors des Lois sur les esclaves et sur le rapt), en mettant en regard de notre traduction, plus ou moins conventionnelle, leur titre siamois tel qu'il figure dans ces éditions ; pour les subdivisions du texte, nous avons adopté la numérotation de l'édition Rabi qui est la seule à donner, pour chaque ensemble de lois, une numérotation continue.

Loi sur les querelles : *laksana vivat* (*vivada*), texte daté de 1069, traitant des injures, des coups et blessures, etc.

Lois sur la recevabilité des demandes en justice : *laksana rab fong*, textes datés de 1899, 1591 et 1926.

Loi fixant le tarif des compositions : *kromasak (kramaçakti)*, texte daté de 955 C.S.

Loi sur la hiérarchie civile : *na phollarüen*, texte daté de 1298.

Loi sur le prêt : *laksana kù ni*, texte daté de 1278.

Lois sur les époux : *laksana phua mia*, textes datés de 1904 et 1905, où l'on a intercalé un court texte daté de 1166 C.S.

Lois sur le vol : *laksana chôn (cora)*, textes datés de 1903 et 1910.

Lois diverses : *laksana bet set*, textes datés de 1263, 1903, 1565, 1906 et 1146, traitant des matières les plus diverses, mais surtout de certains contrats et délits civils.

Lois sur les successions : *laksana moradok (mrtaka)*, réunion de trois textes datés de 2155 et 2158.

Lois sur les juges : *laksana tra : lakan*, textes datés de 1900 et 155.

Lois sur la répartition de la population : *laksana munla kha:di vivat (mula gati vivada)*, textes datés de 1052 C.S., 1093 C. S., 1095 C.S., 1086 C.S., 1084 C.S.

Loi en trente-six articles : *kot sam sib hok kho*, suite de 36 textes très courts datés de 1012 C.S. (1650) à 1118 C.S. (1756).

Lois : *phra:raxabanjat (rajapannati)*, recueil de 22 textes dont les dates s'échelonnent entre 1146 C.S. (1784) et 1167 C.S. (1805).

Lois sur les délits royaux : *laksana aja luang*, textes datés de 1895 E.B. et 1976 E.B.

Loi sur les délits privés : *laksana aja rat (ajnarastra)*, texte daté de 1902.

Nouvelles décisions royales : *phra: raxakamnot mai*, compilation comprenant 45 textes de dates diverses, allant de l'année de la fondation de Bangkok (1782) à celle de la révision des lois (1805).

D'autre part, nous convenons de désigner par :

Gaz. Roy., la collection du *Rajakiccanupeksa*.

Lois anc. et mod., le recueil du Luang Damrong Dhammasara, 2 vol. in-8, 2^e édit.

Décrets du IV^e règne, le recueil publié par la Bibliothèque Nationale de Bangkok en 9 fascicules in-8.

Kraisi, le recueil de textes du V^e règne édité par le Luang Phaja Kraisi, 7 vol. in-8.

Textes du V^e règne, la continuation du recueil précédent par le Luang Damrong Dhammasara.

Dh. Sam., le *Dharmasatra samaya*, 7 vol. in-8.

D.B.R., le recueil du prince Rabi : *Dika Bang Rüang*, 5 vol. in-8.

Pour les ouvrages européens, nous renvoyons à la bibliographie placée à la fin de ce volume. *Damasat*, dans nos notes, renvoie au dernier chapitre de l'ouvrage du P. Sangermano : *A Description of the Burmese Empire*, qui contient l'analyse d'un *dhammasattham* birman. *Manu Kyay* désigne le *dhammasattham* birman traduit par D. Richardson. Les références au *Navadhammathat* et au *Maharajadhammasattham* sont faites d'après les analyses ou citations du livre de E. Forchhammer : *The Jardine Prize*.

Nous avons adopté, pour la transcription du siamois,

le système suivi par Mgr Pallegoix dans son *Dictionarium Linguae Thai vel Siamenses*, Paris, 1854. Rappelons que, d'après cette transcription, l'*h* dans *ph*, comme dans *kh* ou *th*, est simplement le signe de l'aspirée, que *x* correspond à peu près au *ch* anglais, *j* à notre *y*, *v* à notre *w* ; toutefois, le tréma a été substitué au crochet qui surmonte l'*u* et l'*o* quand la première de ces lettres doit se lire comme notre *u* et la seconde *eu* comme *e* dans *demeure*. Nous avons partout écrit *Ayuthia*, *Chulalongkorn*, *Mongkut*. Les mots empruntés au pali ou au sanscrit, à moins d'être passés dans l'usage siamois courant, sont reproduits dans leur forme étymologique. Nous avons respecté l'orthographe siamoise *Dharmasatra* qui a l'avantage de bien distinguer le traité utilisé au Siam des *dhammasattham* birmans et des *dharmacastra* indous.

CHAPITRE PREMIER

SOURCES DE L'ESCLAVAGE

Le préambule général des Lois sur les esclaves distingue sept sortes d'esclaves, d'après la manière dont ils ont été acquis. Ce sont :

1^o Les esclaves qui ont été achetés, c'est-à-dire acquis à titre onéreux, à la suite d'un contrat de vente ;

2^o Les enfants nés de parents esclaves ;

3^o Les esclaves acquis par voie de succession ;

4^o Les esclaves acquis par donation ;

5^o Les esclaves acquis en justice ;

6^o Les esclaves acquis en raison de la subsistance procurée durant une période de famine ;

7^o Les esclaves de guerre.

En droit indou et en droit mon-birman, d'où cette classification provient, les différents chefs d'acquisition donnent lieu à autant de sortes distinctes d'esclavage, soumises chacune à des règles spéciales, notamment en ce qui concerne la condition des esclaves et le droit de rachat (1). Il en est de même en droit siamois, au début de l'époque de Bangkok,

(1) Pour le droit indou, v. Narada, V, 26 à 37. Pour le droit birman : Wagaru, 116-117 — *Manu Kyay*, VII, 26.

mais avec beaucoup moins de netteté et une tendance très marquée vers l'uniformité, laquelle toutefois ne sera réalisée — en ne tenant compte encore que des provinces soumises directement à l'autorité du roi de Siam — qu'après l'application des premières mesures abolitives. L'impression d'uniformité que donnent les anciennes lois s'explique du reste aisément : les textes que nous avons ne traitent que de la première catégorie d'esclaves, celle des esclaves « achetés ». Mais il y est fait parfois mention incidemment d'esclaves appartenant aux autres catégories, et ces données conduisent à croire que de tels esclaves devaient ou avaient dû être assujettis à des formes d'esclavage plus rigoureuses que les esclaves achetés. Pour les esclaves de guerre, que nos textes ne font que nommer, nous en sommes sûr : ils n'ont été assimilés aux esclaves « achetés » qu'en 1805. Il est donc fort possible qu'à l'époque incertaine de la confection des anciennes lois, la classification traditionnelle rapportée dans le préambule était encore bien vivante et qu'il y avait bien sept esclavages différents, régis par des coutumes ou des lois spéciales à chacun d'eux. La révision de 1805 ne nous aurait alors conservé qu'une partie de la vieille législation, celle qui concerne les esclaves achetés (1). Il n'est pas interdit de penser que les dispositions relatives aux six autres catégories

(1) On lit, du reste, dans le préambule de la première loi sur les esclaves : « Voici d'abord les règles concernant les esclaves qui ont été achetés... ». Cela paraît bien indiquer qu'à la suite des textes qui nous ont été conservés, la même loi contenait primitivement des dispositions, aujourd'hui disparues, relatives aux six autres catégories d'esclaves.

d'esclaves étaient tombées quelque temps déjà avant 1805, et que les compilateurs du nouveau Corpus, s'ils disposaient d'autres textes que ceux qui nous ont été transmis, n'ont fait qu'en consacrer la désuétude. Nous aurons à préciser ultérieurement ces indications en étudiant le droit de rachat qui, attribué aux uns, refusé aux autres, a naturellement marqué la différence la plus sensible et la plus tenace entre les diverses sortes d'esclaves. Sur les autres différences possibles entre les divers statuts, dont le droit birman nous montre toute la complexité, nous n'avons en droit siamois aucun élément d'information et nous devons nous en tenir au statut des esclaves « achetés », qui, faute de textes particuliers, a servi de type, au moins à partir de l'époque de Bangkok, pour toutes les catégories d'esclaves. Ce statut lui-même n'est du reste pas simple. Comme on va le voir bientôt, il se subdivise à son tour en deux catégories qui n'ont fusionné complètement qu'à une époque fort tardive.

La question du droit de rachat mise à part, la condition de tous les esclaves, quel que fût leur mode d'acquisition, a été, depuis la fondation de Bangkok, assimilée à celle des esclaves achetés. Dès lors, on ne peut plus voir, dans la classification des esclaves en sept catégories, qu'une énumération des diverses manières de devenir propriétaire d'esclaves. Parmi ces sept modes d'acquisition, trois n'apparaissent plus que comme des modes dérivés. Ce sont : la transmission de la propriété de l'esclave aux héritiers du maître défunt, le don de l'esclave à un tiers et le fait de la subsistance assurée durant une période de famine. Les deux premiers sont gouvernés par les règles sur

les successions et sur les donations qui n'ont pas à être exposées ici. Ces règles s'appliquent aux esclaves en tant qu'ils font partie du patrimoine de leur maître. Élément de ce patrimoine, ils sont compris comme tels dans la succession du maître et peuvent être légués ou donnés par lui comme tout autre bien. Quant au fait de la subsistance assurée durant une période de famine, il a pu entraîner primitivement, comme en droit indou et birman, l'asservissement de la personne secourue à son bienfaiteur. Mais, d'après les textes qui nous ont été conservés, et, par suite, pour l'époque où nous nous plaçons, ce mode d'acquisition ne fonctionne que dans l'hypothèse où la personne assistée est un esclave et son effet est seulement d'opérer une transmission de propriété au profit de celui qui a pris l'esclave à sa charge et au détriment du maître qui a failli à son obligation d'assurer la subsistance de son esclave ; il sera donc rattaché à l'étude des obligations du maître à l'égard de ses esclaves. Bornons-nous à observer qu'en temps normal, le fait de procurer la subsistance ne confère aucun pouvoir au bienfaiteur sur la personne de l'esclave secouru ; il faut que l'on soit en période de disette, où « le riz est cher ». Par là, le droit siamois s'éloigne du droit indou et se rapproche au contraire du droit birman (1).

(1) Cf. Narada, V, 31 : « Celui qui a été nourri durant la famine est affranchi s'il donne une paire de bœufs. Ce n'est pas par le travail seul que la valeur des aliments absorbés pendant la famine peut être remboursée ». Le même auteur (V, 36) admet qu'en temps normal, l'individu qui doit sa subsistance à un tiers devient son esclave ; mais un tel esclave est affranchi dès qu'il renonce à cette subsistance. En droit

Les quatre autres catégories d'esclaves représentent seules les modes originaires d'acquisition de la propriété sur les esclaves. Ce sont : les esclaves de guerre, les esclaves achetés, les esclaves de naissance et les esclaves acquis en justice. La vente n'est à proprement parler une source d'esclavage que lorsque la personne vendue est de condition libre. Elle est un mode dérivé quand elle porte sur un individu déjà réduit en servitude, mais ses effets sont les mêmes dans les deux cas. Toutefois, la catégorie des esclaves achetés paraît n'embrasser que des sujets siamois, tombés en esclavage par suite de la misère, et exclure les esclaves amenés de l'étranger et vendus par un trafiquant de passage, dont la condition est toujours dans nos textes mise en contraste avec celle des premiers (1). Ainsi, la vente, ou plutôt ce que nous proposons d'appeler le contrat d'esclavage, qui fournit la catégorie des esclaves « achetés », apparaît plus

birman, le fait de la subsistance n'est une source d'esclavage qu'en temps de famine. Si cette condition n'est pas indiquée dans Wagaru (XIV, 115 et 116), elle est formulée dans le *Maharajadhammasattham* (X) et dans le *Damsat* (XI, 10).

(1) Ce sont ceux que nos textes désignent par l'expression : « achetés à bord d'une jonque ». Ils semblent avoir formé une catégorie spéciale, extra-légale, avant de bénéficier de la condition des esclaves de naissance siamoise. Les esclaves amenés sur le marché siamois étaient surtout des Chinois, mais aussi des sauvages du Laos et du Cambodge. Ce trafic a duré jusque dans la première moitié du XIX^e siècle. Crawford, dont la mission se place en 1822, en rapporte plusieurs exemples et affirme que le gouvernement siamois encourageait cette traite qui ravitaillait le pays en main-d'œuvre (J. Crawford, *Journal of an Embassy*, 2^e édit., Londres, 1830, I, p. 226-227 et 272).

souvent sous son aspect de source d'esclavage que sous celui de simple mode de transmission des pouvoirs du maître.

La catégorie des esclaves acquis en justice confond des causes d'esclavage en réalité assez différentes l'une de l'autre, mais qui, dans une législation primitive, ne sont généralement pas distinguées. Elle comprend non seulement les débiteurs insolvables ou leurs cautions, vendus sur le marché au plus offrant ou adjugés aux créanciers, mais encore les individus vendus sur le marché au profit du trésor royal à la suite d'une condamnation pénale, ceux qui dans un procès ont été condamnés à l'amende au profit du demandeur et qui ne peuvent pas s'acquitter (1), et ceux qui ayant été condamnés, soit à subir une peine corporelle, soit à payer une somme d'argent à un titre quelconque, ont été tirés d'embarras par un tiers qui a racheté leur peine (2) ou payé le mon-

(1) D'après l'article 19 des Lois sur les époux, le complice d'une femme adultère qui se trouve dans l'impossibilité de payer l'amende due au mari peut, si ce dernier y consent, devenir son esclave. Il est alors affranchi de plein droit à la mort de son maître et ne passe pas aux héritiers. La raison donnée est qu'un tel esclavage tient lieu d'une peine et que, n'ayant pas sa source dans une vente ou dans un emprunt, il n'a pas pu faire entrer la personne de l'esclave dans le patrimoine du mari. On peut dès lors se demander si la même solution ne devrait pas être étendue à tous les « arrangements » analogues entre le créancier et le débiteur d'une amende. Quoi qu'il en soit, cette forme curieuse d'esclavage, qui ne rentre dans aucune des catégories énumérées dans le préambule des Lois sur les esclaves, fait entrevoir toute la complexité de la coutume ou de la législation primitive sur l'esclavage.

(2) En règle générale, toute peine corporelle est rachetable

tant de la condamnation pécuniaire. Nous ne pouvons pas préciser davantage ces diverses causes qui relèvent des règles de l'ancienne procédure siamoise, laquelle est très mal connue. Dans tous les cas, il s'agit de personnes qui, pour une raison quelconque, ont passé sous l'autorité du tribunal et qui ont été « tirées des mains du juge » par un tiers. La condition primitive de ces esclaves ne nous est connue que par quelques brèves allusions conservées dans nos textes. Pour l'époque de Bangkok, ils sont assimilés à des esclaves achetés, mais, semble-t-il, privés du droit de rachat. La vente en justice produit, d'autre part, des effets particuliers qui seront signalés plus bas.

Nous en sommes donc réduit aux esclaves achetés qui formeront nécessairement l'objet principal de notre étude. Une section de ce chapitre sera consacrée à examiner la nature du contrat qui les lie à l'acquéreur. Dans une autre section, nous traiterons des esclaves de naissance, en tant qu'ils constituent la descendance des premiers. Auparavant, nous dirons quelques mots des esclaves de guerre dont il ne sera plus guère question ensuite.

1. ESCLAVES DE GUERRE.

Tout le butin pris à l'ennemi doit être remis au roi et celui qui en disposerait sans l'agrément du roi s'expose à des pénalités pouvant aller jusqu'à la mort

moyennant une somme d'argent fixée par la loi (art. 28 de la Loi fixant le tarif des compositions).

(art. 70 des Lois sur les délits royaux). Dans le butin sont compris les soldats ennemis et les familles ramenés par les armées siamoises sur le territoire du royaume ; ils constituent ce que nous appelons les esclaves de guerre. Un grand nombre d'entre eux était conservé par le roi pour son service personnel, le reste était par lui distribué comme récompense à ses officiers. Les premiers ne différaient guère des sujets libres du royaume, sauf qu'ils étaient toute l'année au service du roi, mais aussi à sa charge (1). Les autres rentrent seuls dans le cadre du présent travail. Les textes du Corpus nous livrent très peu de renseignements particuliers sur eux. Une disposition isolée des Lois sur les époux (art. 32) montre cependant qu'une captive de guerre pouvait être prise comme épouse, et même comme épouse principale, mais alors elle cessait d'être esclave. Il semble que la condition des esclaves de guerre attribués à des particuliers n'était pas très différente de celle des esclaves de naissance siamoise, de ceux du moins qui étaient acquis pour leur pleine valeur et définitivement. Mais durant toute la période d'Ayuthia, on leur refusa le droit de se racheter, à eux et à leurs descendants ; et par suite, ils ne pouvaient changer de maître que si leur propriétaire actuel consentait à les vendre. Ils étaient donc à la merci de leur maître qui, trop souvent, les employait sans ménagement et les traitait avec dureté. Le roi Phra : Phuttha Jot Fa prit pitié de ces malheureux qui sont, dit-il, des sujets du royaume comme les autres et il décida, en 1805, que les esclaves

(1) La Loubère, *Du Royaume de Siam*, I, p. 298.

de guerre jouiraient dorénavant du droit de rachat (1). Si ces esclaves avaient été achetés d'un précédent maître, ils se libéraient en remboursant le prix de vente à leur acquéreur. S'ils étaient toujours sous l'autorité de celui qui les avait mérités à la guerre, leur prix de rachat était fixé au double d'un tarif spécial légèrement supérieur au *wergeld* ordinaire, variable comme celui-ci avec l'âge et faisant ressortir respectivement à 16 et 14 *tamlüng* (64 et 56 ticaux) le prix de l'esclave adulte suivant le sexe. Cette prime était réservée au premier maître, qui avait acquis l'esclave en récompense de ses services ; ses héritiers n'en bénéficiaient pas, non plus que le donataire. Enfin, l'enfant de l'esclave de guerre pouvait se libérer, même entre les mains du premier maître, en versant simplement la somme prévue au tarif pour les esclaves de naissance. En somme, à l'exception de la prime d'un peu plus du double allouée au premier maître en raison de la manière dont il a acquis l'esclave, les esclaves de guerre ont cessé, depuis 1805, de former une catégorie distincte et ont été entièrement assimilés aux esclaves achetés.

Il va de soi que seuls des « ennemis » (indifféremment civils ou militaires d'ailleurs) peuvent être réduits de la sorte en servitude. Si les habitants d'une ville siamoise, après avoir fui devant l'ennemi, sont ensuite ramenés par les armées du roi, les soldats qui

(1) Lois, texte n° 22, daté du lundi, neuvième jour de la lune croissante du mois de Jyestha, année du Bœuf, 1167 C. S., soit 6 juin 1805, mais cette date n'est pas sûre, le 6 juin 1805 ayant été un jeudi.

les ont pris avec eux ne peuvent pas les traiter comme des esclaves et exiger d'eux le versement de leur prix (art. 82). Le législateur n'a été sans doute amené à exprimer cette solution que pour mettre fin à des abus qui s'étaient produits dans certaines circonstances historiques.

2. ESCLAVES ACHETÉS.

Les esclaves « achetés » (*that thai*) sont ceux qui sont tombés dans le patrimoine de leur maître par l'effet d'une vente. Le préambule de la première loi sur les esclaves en distingue trois espèces : « 1^o ceux qui n'ont pas été achetés définitivement ; 2^o ceux qui ont été achetés définitivement (*khat khà*) et 3^o ceux qui ont été achetés et qui ne sont pas employés » par l'acquéreur, lequel se contente de toucher les intérêts sur le montant du prix qu'il a versé. Nous pouvons provisoirement laisser de côté cette dernière espèce d'esclaves achetés, qui ne forme qu'une variété des deux premières.

Relativement à celle-ci, notre texte continue :

« 1^o Les esclaves qui n'ont pas été achetés définitivement, ce sont ceux qui ont fait l'objet d'une vente fiduciaire, qui ont vendeur et garant ; s'ils s'échappent, s'enfuient ou disparaissent, l'acheteur pourra agir contre vendeur et garant.

« 2^o Les esclaves qui ont été achetés définitivement, ce sont ceux qui ont été achetés pour leur pleine valeur et dont personne n'est garant ; s'ils s'échappent, s'enfuient ou disparaissent, l'acheteur ne pourra pas agir contre le vendeur ».

De ce passage, dont les termes ont été évidemment très étudiés, il ressort que les différences faites par le législateur entre les deux sortes d'esclaves achetés tiennent : 1° à la nature de la vente, vente fiduciaire dans un cas, vente pure et simple dans l'autre ; 2° à l'existence, au profit de l'acquéreur fiduciaire, d'un recours spécial contre le vendeur en cas de fuite ou de disparition de l'esclave, et 3° au montant du prix de vente qui, en cas d'esclavage définitif, doit correspondre à la valeur marchande de l'esclave acheté.

Ces deux séries parallèles d'éléments caractérisent, en effet, respectivement les deux types de contrat. Toute interférence entre les deux séries aboutit à une opération hybride, aux effets mal définis et difficilement explicables. Nous allons étudier séparément chacun des éléments de cette double série, mais, au cours de cette recherche, il conviendra de ne pas perdre de vue que seule la coexistence des trois éléments propres à chaque série rend compte d'une manière complète de la nature et des effets particuliers de l'une et l'autre formes de vente.

1. La vente fiduciaire (1) est caractérisée par l'attribution au vendeur du droit de reprendre la personne vendue en remboursant à l'acquéreur le prix de vente. L'opération se distingue mal du gage (2), et, appliquée

(1) En siamois : *khai fak* ; le premier mot veut dire vendre, le second, confier ; l'expression est donc assez bien rendue par « vente fiduciaire ».

(2) On dit : « racheter » l'objet engagé comme on dit : « racheter » l'esclave ou l'immeuble qui a été vendu à réméré. Le gage (*chammam*) fait l'objet des articles 63 et 64 des Lois diverses.

aux immeubles, elle ne constitue même, dans l'ancien droit siamois, qu'un procédé de nantissement (1). La vente fiduciaire, quand elle porte sur un être humain, se rapproche, elle aussi, du gage, et le législateur lui-même semble avoir souvent confondu les deux institutions. Non seulement, il se sert indifféremment des mots « maître » ou « créancier » pour désigner l'acquéreur fiduciaire, mais il considère, à plusieurs reprises, les personnes qui ont fait l'objet d'une vente fiduciaire comme étant encore « les gens du vendeur » (2). Bien plus, nous possédons, dans l'article 60 de la Loi sur le prêt, un texte qui traite du nantissement proprement dit (*chamnam*) des esclaves ou autres biens doués de vie ; or, les effets que ce texte reconnaît à ce contrat sont justement ceux de la vente fiduciaire (3). Il décide, notamment, confor-

(1) Art. 50 et 73 des Lois diverses. Aux IV^e et V^e règnes, la vente fiduciaire et le gage des immeubles font toujours l'objet d'une réglementation commune. Jusqu'à la promulgation du *Code civil et commercial*, ces deux contrats ont tenu lieu de l'hypothèque.

(2) V. notamment art. 5, 15 et 25.

(3) Cet article s'exprime de la manière suivante : « Quand un contrat de prêt a été passé, portant intérêts, et que le débiteur a remis au créancier des gens, des éléphants, des chevaux, des bœufs ou des buffles, pour que leurs services tiennent lieu des intérêts, si, dans la suite, ces gens, éléphants, chevaux, bœufs ou buffles viennent à mourir, le créancier devra inviter le propriétaire à venir examiner les cadavres ; s'il est reconnu que [les gens ou les animaux remis en gage] sont morts, le créancier ne pourra réclamer que le capital, sans intérêts, car il s'est servi de leur force. Si les éléphants, chevaux, bœufs ou buffles sont volés par des malfaiteurs et disparaissent, le créancier paiera leur prix en entier, puis il réclamera le capital qui lui est dû d'après le *kromathan* fait par le débiteur. Si les

mément au principe traditionnel en matière de gage (1), que l'usage que fait le créancier de la force des gens ou des animaux remis en gage dispense l'emprunteur du paiement des intérêts, tout de même que les services de la personne qui a fait l'objet d'une vente fiduciaire tiennent lieu des intérêts de son prix, de telle sorte que le vendeur, quand il voudra exercer son droit de rachat, n'aura à déboursier que le « capital » du prix touché par lui. L'identité de la règle dans l'un et l'autre cas, l'emploi constant des mots « capital » et « intérêts » quand il s'agit d'une vente fiduciaire, montrent bien que le législateur a clairement vu, dans la somme versée au vendeur, le montant d'un emprunt consenti par l'acquéreur et dont le remboursement est garanti par la remise entre ses mains d'une personne appartenant au vendeur.

Toutefois, la vente fiduciaire, quand elle porte sur un être humain, se distingue du gage par une différence capitale. Le bien remis en gage, comme l'immeuble qui a été vendu à réméré, s'il n'est pas « racheté » à l'expiration du délai convenu par les parties ou, à défaut de terme exprès, d'un délai légal assez court (2), devient la propriété du créancier gagiste, lui est attribué en paiement de la dette. Tout au plus, la loi permet-elle alors au vendeur fiduciaire d'un

gens qui ont été remis au créancier pour que leurs services tiennent lieu d'intérêts prennent la fuite, le créancier pourra réclamer à l'emprunteur le capital et les intérêts, conformément à la coutume du pays ».

(1) *Manu*, VIII, 143 — *Colebrooke*, I, 79.

(2) Ce délai est de trois ans pour le gage et de dix ans pour la vente fiduciaire des immeubles.

immeuble de rentrer en possession en payant à l'acquéreur une somme représentant la valeur intégrale du bien engagé, c'est-à-dire en le rachetant dans les conditions d'une vente ordinaire (1). Il est fort probable qu'il y a eu un temps où la vente fiduciaire des esclaves produisait le même effet, où elle se consolidait automatiquement en une vente pure et simple dans les mêmes conditions que le gage (2). A la suite d'une évolution sur laquelle nous ne savons rien, mais où nous ne serions pas étonné que la rédaction d'un écrit ait joué un rôle essentiel, cet effet est devenu spécial au gage et à la vente fiduciaire des immeubles. Au cas où la vente fiduciaire porte sur un être humain, il n'y a plus aucun terme pour l'exercice du droit de rachat. Si longtemps que la vente se prolonge, le vendeur conserve la faculté de reprendre la personne vendue en restituant le prix qu'il a touché. Corrélativement, l'acquéreur garde, de son côté, le droit d'exiger la restitution du prix, en rendant la personne vendue au vendeur. La stipulation, dans le contrat, d'un délai pour l'exercice du droit de rachat ne semble pas avoir d'autre effet que d'obliger l'acquéreur, pendant le temps fixé, à s'abstenir de réclamer son remboursement. En tout cas, l'expiration de ce délai n'éteint certainement pas le droit de rachat ni n'en modifie le taux, pas plus qu'elle n'enlève à l'ac-

(1) Art. 73 des Lois diverses.

(2) Le Corpus cambodgien reproduit, en l'abrogeant, une règle d'après laquelle l'esclave engagé devient la propriété de celui qui l'a reçu en gage, si son maître ne le dégage pas avant trois ans (A. Leclère, *Codes cambodgiens*, II, p. 485, art. 8).

quéreur son action en remboursement (art. 33) (1). Ainsi, la vente fiduciaire des esclaves prolonge indéfiniment ses effets sans que changent les rapports existant, au moment du contrat, entre l'acquéreur et le vendeur. Ajoutons que les droits de l'acquéreur sur la personne vendue restent ceux d'un acquéreur fiduciaire, c'est-à-dire qu'ils continuent à ne conférer que des pouvoirs beaucoup moins étendus que ceux qui résultent d'une vente pure et simple. Dès lors, à moins de faire appel à des notions étrangères à l'ancien droit siamois, il est impossible d'assimiler la vente fiduciaire à un procédé de nantissement. Une telle assimilation, au surplus, serait, comme nous aurons maintes fois l'occasion de le montrer, incapable de rendre compte de toutes les solutions positives de la loi siamoise. Surtout, elle aurait le grave inconvénient d'établir, entre les deux sortes de vente d'esclaves, une différence de nature qui n'a jamais existé et qui est incompatible avec l'évolution ultérieure du droit de l'esclavage au Siam. On ne peut pas oublier, en effet, qu'au terme de cette évolution, les deux espèces d'esclaves achetés étaient entièrement confondues. Un tel aboutissement serait difficilement explicable, si l'idée de nantissement avait prévalu dans le cas de la vente fiduciaire, et l'idée d'un transfert de propriété dans le cas de la vente pure et simple.

(1) Cet article, qui est le seul à envisager l'hypothèse d'un délai convenu entre les parties pour l'exercice du réméré, se borne à déclarer que le vendeur cesse d'être responsable de la fuite de l'esclave, si l'acquéreur, à l'expiration du délai, n'a pas voulu recevoir son paiement.

On est donc ramené à ne voir, dans la vente fiduciaire, qu'une variété de la vente. Cette vente n'est pas définitive, en ce sens que ni l'acquéreur ni le vendeur n'ont entendu conclure un marché définitif. Nos textes présentent, en effet, le vendeur comme un individu contraint par la nécessité à vendre l'un des siens, ou l'un de ses esclaves, mais avec l'espoir qu'un retour de fortune lui permettra de le reprendre (1). Aussi se réserve-t-il la faculté du réméré. De même, l'acquéreur apparaît avant tout comme un bailleur de fonds qui consent à « aider » (2) le vendeur à se tirer d'embarras, mais qui entend recouvrer la somme qu'il a versée s'il vient à en avoir besoin. Aussi exige-t-il du vendeur qu'il s'oblige à lui rembourser le prix à première réquisition. Par suite, tout se passe bien entre le vendeur et l'acquéreur comme s'il y avait emprunt, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, et ainsi que l'indique la forme même dans laquelle leur accord se traduit, forme qui est celle du contrat de prêt. Mais il n'empêche que, pour réaliser ce prêt, ils ont passé une vente. Cette vente, si menacée qu'elle soit, n'en produit pas moins, à l'égard de la personne qui en a fait l'objet, des effets aussi définitifs que ceux d'une vente pure et simple. Elle la fait bien entrer dans le patrimoine de l'acquéreur. Si cette vente ne transfère pas, comme la vente pure et simple, tous les droits du vendeur à l'acheteur, cela

(1) V. notamment art. 20 et 36.

(2) *Xuài*, « aider » une personne, est couramment employé pour dire : « acheter un esclave ». V. Pallegoix, *Dictionarium linguae thai*, h. v.

tient, comme nous allons le voir bientôt, à autre chose qu'à la nature fiduciaire de la vente.

2. La vente fiduciaire comporte, d'autre part, l'engagement, de la part du vendeur, de restituer le prix à l'acquéreur en cas de fuite, de disparition ou de décès de la personne vendue. Il semble que nous puissions difficilement nous passer ici de l'idée de gage. L'obligation de rembourser le prix reste, en effet, à la charge du vendeur, alors même que la disparition de la personne vendue ne lui serait aucunement imputable : rapt ou meurtre de l'esclave, mort naturelle, par exemple ; et, d'autre part, l'acquéreur perd tout ou partie du montant de son recours, s'il est responsable de la fuite ou du décès de la personne vendue. Ces solutions iraient d'elles-mêmes si l'on pouvait voir dans la vente fiduciaire un procédé de nantissement. Elles apparaîtraient alors comme l'application du principe, admis par le droit siamois (1), que la perte de l'objet engagé rend la créance immédiatement exigible à moins qu'il n'y ait eu faute de la part du créancier qui le détenait. Toutefois, nous constaterons plus loin, en examinant les cas fort nombreux où la créance de l'acquéreur se trouve réduite ou annulée, qu'ils sont loin de pouvoir s'expliquer tous par la faute de l'acquéreur. En outre, il convient d'observer que le vendeur contre lequel l'acquéreur se retourne bénéficie alors de toutes les réductions de prix accordées aux esclaves de toutes les catégories

(1) Art. 63 des Lois diverses. V. aussi l'article 60 de la Loi sur le prêt, traduit *supra*.

pour les causes les plus diverses, soit à titre de sanction des obligations générales du maître à l'égard de ses esclaves, soit à titre de récompense en raison de services exceptionnels rendus par ces derniers à leur maître, soit même pour des motifs purement arbitraires du législateur qui voit une occasion d'exercer sa « compassion » pour ces malheureux. Ainsi, même si l'on était tenté d'admettre que la nature des rapports établis par la vente fiduciaire entre l'acquéreur et le vendeur avait conduit ici le législateur à s'inspirer de l'idée de gage, il faudrait conclure néanmoins que cette idée n'a pas pu triompher entièrement, qu'elle s'est trouvée contrecarrée par des notions différentes (1).

Du reste, si on lit attentivement le passage du préambule cité plus haut, on s'aperçoit que le recours attribué à l'acquéreur en cas de fuite ou de disparition n'est pas présenté comme une simple conséquence de la nature fiduciaire de la vente, mais comme un engagement spécial de la part du vendeur, lequel constitue, au même titre que le droit de rachat, un élément caractéristique de cette sorte particulière de vente qui donne naissance à la première espèce d'esclaves « achetés ». Par suite, le lien logique que nous tendons à établir entre l'attribution de ce recours et l'idée de nantissement, plus ou moins affirmée par la stipulation du réméré, n'est pas admis par le législateur. Ce dernier, il est vrai, n'envisage nulle part le cas où la vente fiduciaire apparaîtrait seule, sans engagement de la part du vendeur en cas de fuite ou de disparition, mais cela tient à ce que les

(1) V. ch. III, sect. 3, p. 153-157.

solutions légales sont des solutions d'espèces codifiées, et non des solutions doctrinales, visant à embrasser tout le domaine du possible. Or, il est certain que, dans la pratique, la vente fiduciaire était toujours accompagnée de l'obligation de restituer le prix en cas de fuite ou de disparition. Au contraire, il arrivait souvent qu'une vente pure et simple comportât un tel engagement, soit de la part du vendeur, soit de la part d'un tiers. Cet engagement était même devenu, vers le milieu du xix^e siècle, une clause de style dans tous les contrats d'esclavage. Or, nous possédons un texte qui envisage cette hypothèse, et il semble bien en découler que le législateur, dans ce cas, refusait le droit de rachat au vendeur ou à la personne qui s'était ainsi engagée (1). L'obligation assumée par le vendeur n'est donc pas la suite nécessaire du réméré convenu entre les parties. Si liée qu'elle soit, en fait, avec la vente fiduciaire, elle y figure comme un élément indépendant et doit être traitée comme tel.

Dès lors, cette obligation ne peut plus apparaître que comme une *garantie supplémentaire* consentie par le vendeur à l'acquéreur. Tel est le point de vue expressément formulé par le législateur dans le passage du préambule auquel nous nous sommes référé. Le vendeur est présenté *comme le garant de la personne vendue*. Ainsi, les rôles doivent être renversés. Au lieu de voir dans la personne vendue une garantie accordée par le vendeur à l'acquéreur, c'est au contraire le vendeur qui joue ce rôle dans les rapports

(1) Art. 66. V. *infra*, ch. V, sect. 3, p. 245.

entre l'acquéreur et la personne vendue. Il faut convenir toutefois que la responsabilité assumée par le vendeur dépasse sensiblement celle de la sûreté personnelle, telle qu'elle est consacrée par l'ancien droit siamois. Ce dernier, à la différence des droits indou et birman, ne connaît qu'une espèce de caution : la caution « de présence », qui assure seulement la production d'une personne, soit devant un juge, soit devant un créancier, qui, par suite, est tenue de remplacer la partie ou le débiteur défaillant, mais qui se trouve exonérée quand elle peut établir que la personne dont elle répond est décédée (1). Or, le vendeur est obligé de remplacer la personne vendue dans le patrimoine de l'acquéreur, c'est-à-dire de restituer son prix, non seulement en cas de fuite ou de disparition, mais encore en cas de décès de l'esclave survenu dans la maison de l'acquéreur. Il est vrai que c'est surtout dans cette dernière hypothèse que le législateur multiplie les réductions et les exonérations dont nous avons parlé, de telle sorte qu'en fait bien rares sont les cas où le recours de l'acquéreur survit au décès de l'esclave. Le vendeur n'en reste pas moins soumis à une responsabilité exceptionnelle, où l'idée de nantissement doit avoir eu, à l'origine, quelque part.

Quoi qu'il en soit, pour l'époque où nous nous plaçons, la manière de voir admise est que le vendeur assume la charge spéciale d'être le garant de la personne vendue, dans des conditions qui se rapprochent déjà de celles de la caution de droit commun, et qui

(1) Art. 46 de la Loi sur le prêt. Cf. note du prince Rabi sous ce texte.

finiront par se confondre complètement avec elles dans le dernier état de l'ancien droit.

3. Enfin, le passage du préambule que nous avons cité laisse entendre que les deux formes de vente, auxquelles correspondent les deux espèces d'esclaves achetés, se distinguent encore par une différence portant sur le montant du prix. La vente pure et simple, pour produire tous ses effets, doit être faite moyennant un prix qui représente la pleine valeur de la personne vendue. La vente fiduciaire, au contraire, pour revêtir entièrement le caractère d'une vente non définitive, doit comporter un prix nettement inférieur à la valeur marchande de la personne qui en est l'objet. En fait, d'assez nombreuses dispositions de nos lois viennent corroborer la discrète allusion du préambule. L'article 42 subordonne la possibilité d'un recours de l'acquéreur contre le vendeur à la condition que le prix soit supérieur à une certaine somme, qui semble correspondre au *wergeld* de la personne vendue (1). De même, l'article 9 ne réduit les pouvoirs

(1) Cet article, de même que l'article 9, déclare que le prix de la personne vendue ne doit pas dépasser 1.200.000 pour les esclaves du sexe féminin et 1.400.000 pour les esclaves du sexe masculin. Si l'unité monétaire est ici le cauri, sa conversion en monnaie d'argent ne doit pas être faite suivant le taux usité pour les transactions, lequel a beaucoup varié suivant les époques (Cons. à ce sujet R. S. Le May, *The coinage of Siam, Journal of the Siam Society*, vol. XVIII, part 3, p. 193 sq.), mais d'après un taux judiciaire, qui est ici, comme pour certaines amendes, de 100.000 cauris pour un *tamling* ou 4 ticaux (Cf. note du prince Rabi sous l'art. 18 de la Loi fixant le tarif des compositions). Ce taux apparaît encore, au début du règne

du maître sur la personne de ses esclaves fiduciaires que si le prix ne dépasse pas la même somme ; ce texte devient même tout à fait inintelligible si on ne suppose pas un assez grand écart entre le prix de la vente fiduciaire et la valeur légale de la personne qui en fait l'objet (1). Inversement, quand des individus ont été vendus purement et simplement, moyennant un prix inférieur à leur valeur légale, leur condition se rapproche de celle des esclaves fiduciaires, notamment en ce qui concerne l'attribution des enfants nés pendant l'esclavage (art. 74, 91 et 95). En principe, le prix de la vente fiduciaire ne devait pas dépasser la moitié du *wergeld* de la personne vendue, tandis que le prix de la vente pure et simple devait être au moins égal au montant du *wergeld*. L'article 47 des Lois sur les époux, pour justifier une décision qu'elle donne touchant un esclave fiduciaire (*that fak*) faussement accusé d'adultère par son maître, déclare qu'un tel individu est « encore à moitié libre et à moitié esclave ». Ce texte vient à l'appui des déductions

du roi Chulalongkorn, dans un texte qui condamne le débiteur insolvable à recevoir trois coups de bâton par 100.000 cauris d'intérêts dus : il y est spécifié que 100.000 cauris vaudront 1 *tamlüng* (Décret du mercredi, septième jour de la lune croissante du troisième mois de l'année du Grand Dragon, 1230 C.S., soit 3 février 1869, *Lois anc. et mod.*, I, p. 277-279 — *Kraisi*, I, p. 1-3). Les sommes indiquées par nos articles correspondent alors à la valeur légale de l'homme ou de la femme adulte d'après les articles 4 et 5 de la Loi fixant le tarif des compositions, soit 14 et 12 *tamlüng*. Quant au tical, c'est une monnaie d'argent du poids d'une demi-once (La Loubère, *op. cit.*, II, p. 61), soit 15 gr. environ.

(1) V. *infra*, ch. IV, sect. 1, p. 168, n. 1.

que l'on peut tirer des chiffres qui figurent dans les Lois sur les esclaves (1).

Ici encore l'idée de nantissement pourrait être mise en avant pour rendre compte de cette différence entre les deux formes de vente, étant admis que pour constituer une sûreté véritable, le gage doit avoir une valeur intrinsèque supérieure au montant de la créance qu'elle garantit (2). Mais cette explication perd beaucoup de sa valeur, du fait justement que la propriété fiduciaire ne se consolide jamais en une propriété définitive. En réalité, pour les mêmes raisons que ci-dessus, il convient de voir, dans l'insuffisance du prix, un élément indépendant, susceptible de produire ses effets dans l'une et l'autre espèces de vente, mais qui, lié aux deux autres éléments caractéristiques de la vente fiduciaire, achève de donner à celle-ci toute sa netteté. D'ailleurs, il résulte de certains passages des anciennes lois elles-mêmes que le montant du prix ne suffisait pas toujours à distinguer les deux sortes de vente, et qu'une vente fiduciaire, faite moyennant un prix correspondant à la valeur

(1) L'article 95 parle de 6 ou 7 *tamling*, l'article 74, qui ne concerne que les femmes, de 600.000 (cauris). Ces chiffres correspondent à la moitié de la valeur de l'adulte d'après le tarif des compositions légales (V. note *supra*). Le droit birman admet la même règle que le droit siamois. Le *Manu Kyay* (VI, art. 26) déclare que les esclaves engagés sont ceux qui ont été achetés pour la moitié de leur valeur ou pour moins encore.

(2) Le mécanisme même du gage siamois exige que l'objet remis en gage ait une valeur supérieure au montant de la créance garantie, puisque l'appropriation automatique de cet objet par le créancier éteint la créance. V. art. 73 des Lois diverses.

de la personne vendue, conservait néanmoins ses effets essentiels, au moins en ce qui concerne les rapports entre le vendeur et l'acheteur (art. 19, 36 et 59). Ces textes trahissent ainsi une certaine confusion, qui ne va pas sans quelque trouble, entre les deux sortes de vente, mais n'en font que mieux ressortir l'indépendance de chacun des éléments qui entrent en jeu. Même dans le dernier état de l'ancien droit, où les deux sortes de vente sont entièrement confondues, la considération du montant du prix, malgré les efforts de la doctrine, a gardé, jusqu'à la veille de l'abolition de l'esclavage, son importance aux yeux des juges, et fait persister une dernière différence entre les esclaves (1).

Il est aisé de comprendre le rôle joué par le montant du prix sur les effets de la vente. Celle-ci n'est sincère et définitive qu'à la condition d'avoir été faite pour un prix correspondant à la valeur de l'objet vendu. L'indétermination et les fluctuations de cette valeur, comme les nécessités du commerce, ont pu rendre cette règle inapplicable dans la plupart des cas, mais

(1) Arrêt de la Cour des Dika du 6 juillet 1904 cité *infra* p. 167, n. 1. Trois ans auparavant, cependant, le prince Rabi, dans une note sous l'article 9, avait déclaré que le montant du prix n'affectait plus en rien la condition de l'esclave. En fait, la plupart des dispositions qui consacraient expressément une différence entre les esclaves suivant le montant de leur prix se trouvaient alors abrogées. Les articles 74 et 91 avaient vu leurs effets paralysés, dès 1874, par suite de l'application de la loi sur l'abolition de l'esclavage et les articles 42 et 95 avaient été abrogés par le décret du 29 novembre 1898. Mais l'article 9 subsistait et c'est sur ce texte que la décision de la Cour suprême paraît fondée.

il en est autrement pour les objets tarifés, au premier rang desquels se trouvent les êtres humains. On conçoit que l'acquéreur ne puisse pas prétendre à la plénitude des pouvoirs que la loi accorde au maître sur la personne de ses esclaves si le prix d'acquisition n'atteint pas le chiffre fixé par le tarif légal. La personne vendue ne devient alors la propriété de l'acheteur que d'une manière incomplète. Elle n'est esclave qu'en partie. Si elle était libre, elle continue à bénéficier en partie de la condition libre ; si elle appartenait à un maître, elle reste en partie sa propriété. Ainsi, quelle que soit la nature de la vente, l'insuffisance du prix réduit à elle seule les pouvoirs du maître et tend à faire à la personne vendue une situation spéciale dans le patrimoine de l'acquéreur. Pour avoir une idée complète de la condition de l'esclave fiduciaire, il suffira maintenant de faire entrer en compte les deux autres éléments et il ne sera pas difficile de comprendre comment la situation qui est faite à l'esclave soumis au régime de la vente fiduciaire diffère de celle qui est faite à l'esclave sous le régime de la vente pure et simple.

L'individu qui a été vendu son prix, par vente pure et simple, sans obligation spéciale de garantie de la part du vendeur, est soumis au pouvoir à peu près absolu de l'acquéreur. La loi ne défend au maître que de le tuer. Hors cette interdiction, le maître ne répond que devant l'opinion publique des mauvais traitements qu'il inflige à son esclave. D'autre part, il peut user librement des services de l'esclave, en tirer tout le profit possible, et il peut le vendre à

son gré, pour le prix qu'il en trouve. Dans ces conditions, l'esclave n'est rien autre qu'un élément du patrimoine de son maître, où il figure à côté des « éléphants, chevaux, bœufs, buffles ou autres biens », doués ou non de vie. Il suit le sort de ce patrimoine en cas de décès ou d'insolvabilité du maître. Bref, il est la propriété de l'acquéreur et ses enfants naissent eux-mêmes esclaves. Pourtant, à l'époque où nous nous plaçons, et sans doute déjà à la fin de la période d'Ayuthia, il n'est pas définitivement assujéti à l'acquéreur. On lui reconnaît, au moins sous certaines conditions de forme, le droit de recouvrer sa liberté ou de passer à un autre maître, en remboursant ou en trouvant quelqu'un pour rembourser à l'acquéreur la somme que celui-ci a payée pour son acquisition.

Au contraire, les esclaves « qui n'ont pas été achetés définitivement » ne tombent pas complètement au pouvoir de l'acquéreur. Celui-ci ne dispose sur leur personne que d'un droit de correction très réduit. Il n'est pas libre d'user de leurs services comme il l'entend. Il ne peut pas les vendre définitivement. Cela tient d'abord au montant du prix qui, étant inférieur à la valeur légale de la personne achetée, ne permet pas à l'acquéreur de se considérer comme investi de pleins pouvoirs sur elle. Mais cela tient aussi aux obligations spéciales assumées par le vendeur. Ce dernier, à la différence du vendeur pur et simple, ne disparaît pas une fois le marché conclu. Il reste garant de la personne vendue. Il ne l'a donc pas abandonnée entièrement au pouvoir de l'acquéreur, et, en ce sens, on peut dire qu'elle est encore de ses gens, ou qu'elle est « encore à moitié libre et à moitié

esclave ». L'acquéreur, pour bénéficier de la garantie du vendeur, a accepté une sorte de partage d'autorité. On doit même aller plus loin. La responsabilité qui incombe au vendeur, en cas de fuite ou de disparition, fait une nécessité au législateur ou au juge d'atténuer ou de réglementer les pouvoirs de l'acquéreur, car il n'y a que la crainte de perdre l'esclave ou de diminuer son rendement qui incite le maître à le traiter avec mesure. Or, cette crainte n'existe pas pour l'acquéreur fiduciaire, toujours sûr de recouvrer son prix tout entier. S'il est mécontent de l'esclave et n'en tire pas le profit attendu, il n'a qu'à le restituer au vendeur. L'attribution de pouvoirs de correction illimités ferait double emploi avec le droit qu'il tient de l'obligation spéciale assumée par le vendeur et romprait même tout l'équilibre du contrat. C'est pourquoi, comme on le verra plus loin, nos textes, à plusieurs reprises, lient la reconnaissance des pleins pouvoirs du maître à l'inexistence de tout recours contre le vendeur. Cette corrélation, qui surprend d'abord, va cependant d'elle-même, quel que soit le rôle qu'on fasse jouer au montant du prix. Du jour où la considération du prix a commencé à perdre de son importance, la corrélation que nous relevons demeure seule pour expliquer que les pouvoirs de l'acquéreur aient pu encore varier si largement d'après la nature de la vente. Enfin, l'intervention des effets propres de la vente fiduciaire complète et précise la situation à l'égard de son acquéreur de l'esclave « qui n'a pas été acheté définitivement ». La personne qui a fait l'objet d'une telle vente, étant toujours, au gré de l'une ou l'autre des parties, resti-

tuable moyennant le remboursement de son prix, ne figure pas intégralement, pour toute sa personne, dans le patrimoine de son maître. Elle n'y figure que pour le montant de ce prix. Elle n'est pas la chose de l'acquéreur. Elle représente seulement les deniers versés par lui ; elle est, comme disent nos textes, « la demeure de l'argent versé » (1), c'est-à-dire qu'elle tient lieu, dans le patrimoine de l'acquéreur, du prix déboursé par lui et, quelle que soit sa valeur réelle, elle ne peut pas valoir, dans ce patrimoine, davantage que son prix d'achat. La propriété de l'acquéreur fiduciaire est donc une propriété incomplète, qui porte moins sur la personne même de l'esclave que sur le prix inclus dans sa personne. On conçoit, dès lors, que les droits du maître soient strictement limités : ils se réduisent à l'emploi d'un capital, inférieur par définition à la valeur de l'esclave qui le représente.

En résumé, au fond, nous voyons dans les deux formes de vente d'esclave un même contrat, contrat de vente auquel, en raison de sa physionomie spéciale, nous donnons le nom de *contrat d'esclavage*. Ce contrat consiste essentiellement dans la vente d'une personne et produit, à l'égard de cette personne, des effets aussi définitifs dans un cas que dans l'autre. La vente fiduciaire se caractérise par le montant de son prix, nettement inférieur à la valeur de la personne vendue, et par l'attribution de fortes garanties à l'acquéreur. Ces garanties reposent, en dernière analyse, sur l'idée d'un emprunt qui laisse l'acquéreur vis-à-vis du ven-

(1) *Rüen bia*, expression qui, par la suite, a désigné toute espèce d'esclave rachetable.

deur créancier du prix qu'il a versé. Mais l'opération n'en est pas moins une vente et la situation particulière de l'esclave fiduciaire dans le patrimoine de son maître s'explique par les conditions de la vente et sans faire appel à des notions étrangères à celle-ci. Les deux formes de vente auraient pu se séparer définitivement et aboutir à deux institutions distinctes, donnant naissance l'une à de véritables esclaves, l'autre à de simples « engagés ». Il est possible qu'à l'origine, les esclaves qui étaient vendus purement et simplement aient été regardés comme de véritables marchandises, alors que les esclaves fiduciaires faisaient plutôt figure de débiteurs malheureux. Mais cette opposition n'est pas ou n'est plus dans nos textes. Dans les deux sortes d'esclaves achetés, le législateur ne voit que des malheureux réduits par la misère à se vendre ou à vendre un des leurs, dans des conditions plus ou moins avantageuses, suivant le crédit personnel qui leur reste (1). De tels esclaves sont des esclaves pour dettes (pour leurs propres dettes ou pour les dettes de leurs parents ou de leur maître) et l'étendue plus ou moins grande des pouvoirs de leur acquéreur ne doit pas faire perdre de vue la source commune de leur assujettissement. C'est cette idée qui a dominé le développement ultérieur des deux formes de vente d'esclaves et qui a entraîné la création d'un droit commun spécial à cette sorte de vente, lequel ne s'étendait peut-être pas aux esclaves qui faisaient l'objet d'un véritable trafic, comme ceux qui étaient amenés de l'étranger.

(1) V. art. 44.

Déjà, au début du xix^e siècle, l'extension du droit de rachat avait rapproché la condition des deux catégories d'esclaves achetés, au point que beaucoup des différences qui subsistaient entre elles pouvaient paraître archaïques ou peu logiques. D'autre part, l'emploi, dans la pratique, de contrats hybrides — vente fiduciaire consentie moyennant un prix égal ou supérieur à la valeur de l'esclave, vente pure et simple accompagnée de garanties spéciales de la part du vendeur, etc. — n'a pas peu contribué à la fusion des types légaux. Pourtant, ce n'est que dans le dernier état de l'ancien droit siamois, à la veille même de l'abolition de l'esclavage, que grâce aux efforts de la jurisprudence, et plus encore de la doctrine, on a cessé de distinguer entre les esclaves « qui ont été achetés définitivement » et ceux « qui n'ont pas été achetés définitivement ». Pour l'époque où nous nous plaçons, cette distinction, sans doute plus atténuée dans la pratique qu'elle n'apparaît dans les textes, a encore une grande importance.

Il y a peu de chose à dire de la troisième catégorie, celle des esclaves achetés qui paient à leur maître les intérêts de leur prix et qui sont par suite dispensés de le servir. Cette forme d'esclavage était très répandue, dès l'époque d'Ayuthia (1). La stipulation du paiement des intérêts figurait le plus souvent dans un contrat de vente fiduciaire. Les parents ou le mari, réduits à vendre leur enfant ou leur femme, conservaient auprès d'eux la personne vendue en s'obli-

(1) La Loubère, *op. cit.*, I, p. 297.

geant à payer les intérêts de la somme qu'ils avaient reçue à titre de prix. Mais cette stipulation pouvait aussi être jointe à un contrat de vente pure et simple (art. 39). Enfin, elle pouvait intervenir après le contrat de vente, l'esclave ou son vendeur demandant au maître l'autorisation de lui payer les intérêts du prix au lieu et place des services dont l'esclave était tenu (art. 36). Cette combinaison pouvait permettre à l'esclave de se procurer les moyens de sortir d'esclavage.

La condition des esclaves de cette catégorie ne différait pas, en apparence, de celle d'un débiteur de condition libre. Mais en droit, ils restaient des esclaves auxquels leurs maîtres avaient concédé la faveur de jouir d'une vie presque indépendante. Cette situation, voisine d'un nantissement sans dépossession du débiteur, ne pouvait pas manquer de soulever, là où un tiers était intéressé, des difficultés nombreuses, que le législateur ancien s'est efforcé de résoudre, d'après les espèces qui lui étaient présentées, en s'inspirant surtout de l'équité.

3. ESCLAVES DE NAISSANCE.

Les enfants nés de l'union d'esclaves n'appartiennent pas à leurs parents ; ils sont sous le pouvoir du maître de ces derniers en qualité d' « enfants d'esclaves » ou esclaves par la naissance.

Si les parents appartiennent à des maîtres différents, les enfants passent tous sous le pouvoir du maître de la mère, « de même que lorsqu'une vache

est laissée en liberté, ses petits, quel qu'en soit le nombre, appartiennent au propriétaire de la vache » (art. 97. — V. aussi art. 91 et Lois sur la répartition de la population, art. 15) (1). Il n'y a pas lieu, semble-t-il, de distinguer suivant que les enfants sont nés d'une union passagère ou d'un mariage proprement dit, contracté avec le consentement du maître de la mère (2).

Mais il faut que la mère soit tombée définitivement sous le pouvoir du maître, c'est-à-dire qu'elle ait été acquise moyennant un prix qui représente sa valeur marchande (art. 91) (3). Les enfants d'une esclave

(1) Cette comparaison se retrouve dans le *Damasat* (VIII, 12) et dans le *Manu Kyay* (chap. I, p. 21, 2^e décision de Manu). Elle a d'ailleurs son origine dans les codes indous (Manu, IX, 48 — Vishnu, VI, 15).

(2) Nos textes emploient, en effet, indifféremment des termes impliquant, soit de simples rapports sexuels (*pra : som*), soit un mariage véritable (*somrot*). Les codes birmans font au contraire la différence; quand l'union a été contractée avec l'agrément des deux maîtres, ceux-ci se partagent les enfants (outre les textes cités à la note précédente, v. Wagaru, 139). De son côté, La Loubère (*op. cit.*, I, 297) écrit : «... dans l'esclavage les enfants se partagent comme dans le divorce. Le premier, le troisième, le cinquième, et tous les autres en rang impair appartiennent au Maître de la mère; le second, le quatrième, et les autres en rang pair appartiennent au père s'il est libre ou à son Maître s'il est esclave. Il est vrai qu'il faut pour cela que le père et la mère n'aient eu commerce ensemble, qu'avec le consentement du Maître de la mère; car autrement tous les enfants appartiendraient au Maître de la mère ». La Loubère semble avoir généralisé ici une règle qui ne s'applique qu'aux mariages mixtes.

(3) L'article 95 indique à son tour les chiffres de 6 et 7 *tam-ling* suivant le sexe de l'esclave, ce qui représente la moitié de la valeur fixée au tarif légal. Mais l'article 91 est beaucoup plus net, parce qu'il contient la contrepartie.

fiduciaire n'appartiennent pas au maître (1), à moins que son prix ne dépasse la moitié de sa valeur légale (art. 74). Si le prix de l'esclave mène dans l'un ou l'autre cas n'atteint pas le minimum légal, les enfants ne deviennent pas la propriété du maître ; ce dernier ne pourra que réclamer une indemnité à la mère ou à son vendeur pour les services dont il aura été privé pendant la grossesse et l'accouchement (art. 91). Et les enfants pourront librement le quitter, sauf jusqu'à leur septième année à lui rembourser le prix des aliments qu'il leur aura fournis ; après sept ans, ils sont censés avoir déjà pu rendre quelques services au maître en compensation des frais qu'il a supportés pour leur entretien (art. 74).

D'autre part, il faut que l'enfant soit né dans la maison du maître ou des parents du maître. Par suite, des enfants nés antérieurement à la réduction de leurs parents en servitude et emmenés par eux dans la demeure de leur maître ne deviennent pas la propriété de ce dernier ; ils pourront le quitter librement, sauf jusqu'à leur septième année à lui rembourser le prix de leur entretien, comme dans l'hypothèse ci-dessus (art. 22) (2).

(1) Ce principe résulte clairement des articles 10, 21 et 46. L'article 74 pose d'abord le principe contraire, mais y fait aussitôt échec, dès que le prix de vente de l'esclave n'atteint pas la moitié de son prix légal.

(2) Ces deux hypothèses sont à rapprocher à leur tour de celle où un enfant est donné en subsistance par ses parents à une tierce personne, hypothèse qui fait l'objet de l'article 109 des Lois diverses. D'après ce texte, lorsque l'enfant ainsi confié est en bas âge (un an au plus), il devient la propriété de la personne qui assure sa subsistance ; si plus tard les parents désirent reprendre leur enfant, ils devront le racheter à celui

Si l'enfant est né pendant l'esclavage de ses parents, mais en dehors de la maison du maître, il tombera bien encore sous le pouvoir de ce dernier, mais il sera rachetable pour les quatre cinquièmes de son prix seulement (art. 95). Il faut que la mère ait été autorisée par son maître à avoir une habitation en dehors de chez lui (esclave mariée à l'esclave d'un tiers, esclave payant les intérêts de son prix et dispensée de servir son maître, par exemple). Si l'esclave est allée demeurer avec un tiers contre la volonté de son maître, ou encore si elle a pris la fuite, ses enfants seront réputés nés dans la maison du maître

qui l'aura nourri ; encore l'enfant devra-t-il consentir à être ramené chez ses parents. Si l'enfant avait plus d'un an mais moins de sept au moment où il a été remis à un tiers, la loi distingue suivant que les parents ont été remboursés ou non des dépenses qu'ils ont supportées jusque-là pour l'entretien de l'enfant. Si ces dépenses leur ont été remboursées, l'enfant devient encore la propriété de la personne qui le prend à sa charge et les parents devront, s'ils veulent reprendre leur enfant, payer son prix en entier. Au contraire, si celui qui s'est chargé de l'enfant n'a versé aucune indemnité aux parents, ceux-ci pourront reprendre l'enfant en ne payant qu'une partie de son prix : les deux tiers si l'enfant était âgé de moins de quatre ans au moment où il a été pris en subsistance, la moitié s'il avait quatre ans ou davantage. Enfin, si l'enfant avait atteint l'âge de sept ans au moment où ses parents l'ont donné, la personne qui a pris soin de lui ne pourra réclamer aucune indemnité aux parents lorsqu'ils viendront le lui reprendre, mais il faudra que l'enfant consente à revenir avec eux. — Un enfant ainsi confié à un tiers et devenu sa propriété par le fait de la subsistance est appelé *dharmaputra*. On dit plutôt aujourd'hui *butr bun tham* (*putta punna dhamma*) ou *butr lieng*, « enfant nourri ». C'est encore la seule forme d'adoption connue au Siam. — L'article 22 des Lois sur les esclaves a été abrogé par la loi de 1874 contenant les premières mesures en vue de l'abolition de l'esclavage (art. 12).

et appartiendront à celui-ci pour la totalité de leur valeur (art. 95. Cf. aussi art. 108 des Lois diverses) (1).

Dans les unions mixtes, l'enfant suit en principe, comme ci-dessus, la condition de la mère. Il en est rigoureusement ainsi en cas de simples relations sexuelles. L'enfant né du commerce irrégulier d'un homme libre avec l'esclave d'autrui n'appartient pas au père ; il est attribué au maître de la mère, lequel, ajoute l'article 100, sera privé du droit de réclamer au père toute indemnité en raison du dommage qu'il a subi par suite de la grossesse de l'esclave (2). En cas d'union régulière, la même règle est encore suivie d'une manière générale, quand c'est la mère qui est de condition libre (3). Il n'y a d'exception que si le

(1) L'article 108 des Lois diverses écarte l'application de l'article 109 (analysé dans la note précédente) au cas où l'enfant serait confié à un tiers par une esclave fugitive. Le maître pourra toujours reprendre l'enfant sans avoir aucune indemnité à payer à la personne qui aura assuré sa subsistance.

(2) Ainsi, l'article 100 paraît attribuer l'enfant au maître de la mère à titre de compensation du dommage que lui a causé le père. Cette explication ingénieuse ne se retrouve pas dans l'article 45 des Lois sur les époux qui, pour le reste, reproduit presque littéralement notre article 100 ; cet article 45 se borne à attribuer l'enfant au maître parce qu'il est né de son esclave, comme le fait aussi l'article 100. Il semble donc que le passage de l'article 100 qui supprime le recours du maître contre le séducteur de son esclave, en cas de naissance d'un enfant, ait été ajouté à une époque où l'on commençait à tenir compte de la condition du père pour fixer le sort des enfants, et où l'on a éprouvé le besoin de donner une explication supplémentaire. La distinction entre le mariage et l'union irrégulière est, en effet, bien fragile, le consentement du maître, qui régularise le concubinage, pouvant être tacite. Cf. art. 94.

(3) Toutefois, l'article 13 de la seconde Loi sur la répartition

maître lui-même a fait le mariage, en se chargeant des démarches d'usage auprès des parents de la fille : il a droit alors au tiers du prix des enfants qui naîtront (art. 91 *in fine*), c'est-à-dire que la mère, pour conserver ses enfants, devra payer au maître de son mari le tiers de leur prix, fixé comme il sera dit plus bas, ou encore que le maître pourra s'approprier un enfant sur trois.

La même règle domine toujours en cas de mariage contracté entre un homme libre et une esclave. Le plus souvent, un tel mariage n'aura lieu qu'après le rachat de la fille, ce qui supprime toute difficulté au sujet de l'attribution des enfants. Mais le mariage peut aussi avoir lieu par simple cohabitation, avec le consentement du maître, et, d'autre part, une femme mariée peut être vendue à un tiers par son mari, sans cesser d'être considérée comme sa femme. Les enfants nés de la femme qui est restée ou devenue l'esclave d'autrui appartiennent alors, en principe, au maître de la mère, en tant qu'enfants d'esclaves. C'est, en effet, la règle qui est suivie très nettement pour l'établissement des rôles des corvéables. La seconde des Lois sur la répartition de la population (1),

de la population, dont il sera parlé plus loin, décide que : « Si une femme libre se marie avec l'esclave d'autrui, et qu'il naisse sept enfants de cette union, l'un d'entre eux sera attribué au maître du père ; s'il naît neuf ou dix enfants, deux seront attribués au maître du père ».

(1) Cette loi est précédée d'un préambule daté du vendredi, dixième jour de la lune croissante du huitième mois de l'année du Porc, 1093 C.S., soit 12 juillet 1731, mais cette date ne se rapporte qu'au préambule et à l'article premier, et peut-être à un ou deux des articles suivants ; le fond du texte, et notam-

dont l'objet est d'indiquer le mandarin sous l'autorité duquel doivent être placés les enfants dont les parents appartiennent à des services différents, attribue sans réserve au maître de la mère esclave mariée à un homme libre les premiers enfants nés de cette union, lesquels échappent ainsi aux réquisitions. Toutefois, après la survenance d'un certain nombre d'enfants, assez élevé, et variable suivant la classe des parents, la loi donne au mandarin du père le droit de partager, avec le maître de la mère, le surplus des enfants qui naîtront, en vue d'assurer le service des corvées (1). Il n'est fait aucune allusion au pouvoir du père lui-même sur ses enfants. Cependant, il est tenu compte de sa condition libre pour soustraire, au moins partiellement, au pouvoir du maître de la mère quelques-uns de ses enfants s'ils sont très nombreux, et les considérer, administrativement, comme des personnes libres.

ment les dispositions que nous invoquons, paraissent bien appartenir à une législation plus ancienne.

(1) Lois sur la répartition de la population : « Art. 11. Quand un homme de la classe militaire a pris pour femme une esclave de la classe civile, et que quatre enfants sont nés de cette union, ils seront sous le pouvoir du maître de l'esclave rangée dans la classe civile. S'il naît cinq enfants, le mandarin du père en choisira un. S'il en naît six, le maître de la mère en choisira quatre. S'il en naît sept, le mandarin du père en choisira deux. S'il en naît neuf ou dix, le mandarin du père en choisira trois, le maître de la mère en obtiendra huit (*sic*). — Art. 12. Quand un homme de la classe civile a pris pour femme une esclave de la classe militaire, et que sept enfants sont nés de cette union, ils seront sous le pouvoir du maître de la mère. S'il naît huit enfants, le maître de la mère en choisira sept. S'il en naît neuf ou dix, le mandarin du père en choisira deux ».

Les articles 91 et 94 des Lois sur les esclaves vont beaucoup plus loin dans cette voie et font une véritable brèche au principe suivi jusqu'à-là avec tant de rigueur. Ils considèrent les enfants nés du mariage d'un homme libre avec une esclave comme à moitié libres et à moitié esclaves et permettent au père de les racheter au maître de sa femme, en payant seulement la moitié de leur prix, ce qui peut aussi s'interpréter dans ce sens que le père s'appropriera un enfant sur deux (1). Cette proportion est réduite au tiers si les enfants sont nés dans la maison du maître de la mère. Ces dispositions, qui sont difficilement conciliables avec les règles sur le recrutement des corvéables précédemment analysées, et qui, pour cette raison, nous paraissent de date beaucoup plus récente, témoignent, de la part du législateur, d'une attitude plus favorable que par le passé à l'égard des mariages mixtes qui jusque-là n'étaient guère mieux traités que les unions irrégulières (2).

Les esclaves de naissance forment une catégorie

(1) C'est là sans doute la règle à laquelle se référait La Loubère dans le passage cité plus haut.

(2) Les enfants rachetés par le père ou qui lui ont été attribués sont, en effet, de condition libre et se trouvent, par suite, placés sous l'autorité du mandarin de leur père. On ne comprend plus dès lors l'intérêt qu'il y a à permettre à ce dernier d'opérer un prélèvement sur les enfants attribués au maître de la mère. Etant donnés les détails dans lesquels le législateur est entré pour assurer une répartition équitable du poids des corvées entre les diverses classes de la population, il est douteux qu'il n'eût pas cherché à prévenir les difficultés provenant de l'exercice par le père du droit de racheter ses enfants s'il lui avait

spéciale d'esclaves (1) dont le titre d'acquisition se fonde principalement, et se fondait autrefois exclusivement, sur l'idée de l'appropriation des fruits par le propriétaire, comme le prouve l'allusion traditionnelle au croît des animaux ; mais il intervient également, dans une large mesure, cette autre idée que les enfants d'esclaves doivent toute leur subsistance au maître de leurs parents (2) ; celui-ci est, en effet, tenu de les nourrir ; or, en les nourrissant, il en devient propriétaire, comme il le deviendrait d'enfants qui lui auraient été simplement confiés (art. 109 des Lois diverses) (3). Aussi, ils ont joui de bonne heure, au moins ceux qui sont nés d'esclaves fiduciaires (art. 74), du droit d'obtenir la liberté, en versant leur « prix » entre les mains de leur maître. Comme il n'y a pas eu vente, ce prix est établi d'après le tarif de la Loi sur les compositions, lequel détermine la valeur de l'être humain en vue de la fixation de l'indemnité due en cas d'homicide, mutilation, etc. D'après ce tarif, un enfant mâle jusqu'à trois mois vaut 6 ticaux ; sa valeur augmente peu à peu avec l'âge ; de 26 à 40 ans, l'homme atteint sa « pleine valeur », estimée à 14 *tamlüng* (56 ticaux) ; à partir de 41 ans, le prix baisse peu à peu jusqu'à un *tamlüng* (4 ticaux) à

reconnu ce droit antérieurement. Toutefois, ce droit existait dès 1688, puisque La Loubère y fait très nettement allusion.

(1) Ils ne sont jamais appelés simplement esclaves (*khà* ou *thàt*), mais toujours « enfants d'esclaves » (*lùk thàt*).

(2) Ainsi s'explique la différence faite entre les enfants nés dans la maison du maître et ceux qui sont nés dans la maison de leurs parents. Cf. art. 22, qui considère le prix de l'enfant comme équivalent à la dépense que son entretien a coûtée.

(3) V. *supra*, p. 73, n. 2.

91 ans et au delà. Pour les femmes, le tarif est légèrement inférieur ; partie de 4 ticaux, leur valeur s'élève jusqu'à 12 *tamlüng* (48 ticaux) entre 21 et 30 ans, pour descendre ensuite à 3 ticaux à partir de 91 ans. Ce tarif est devenu par la suite très inférieur au taux des contrats de vente (1). Même en ne retenant pas l'avantage, peut-être tardif, résultant de ce désaccord, la situation des esclaves de naissance reste privilégiée au regard de celle qui est faite à leurs parents, car le prix de leur libération varie avec l'âge, au lieu que leurs parents, esclaves achetés, doivent, pour se rendre libres, si âgés qu'ils soient, rembourser invariablement leur prix de vente, tel qu'il figure au contrat. Les esclaves de naissance sont donc, dans le patrimoine de leur maître, tout autre chose que des esclaves achetés, et il n'est que logique qu'ils aient formé, à l'origine, une catégorie distincte d'esclaves. Au début de l'époque de Bangkok, ils sont, tant bien que mal, soumis aux dispositions concernant les esclaves achetés. Leur condition, dès lors, est celle de tous les esclaves et n'offre plus d'autre particularité que la fixation légale de leur prix de rachat.

(1) D'après Sir J. Bowring (*The kingdom and people of Siam*, I, p. 191), dont la mission se place en 1855, le prix des esclaves était, à cette époque, de 80 à 120 ticaux pour les hommes et de 60 à 100 pour les femmes, donc environ le double du tarif légal.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE VALIDITÉ DU CONTRAT D'ESCLAVAGE

L'un des traits saillants de l'institution de l'esclavage au Siam, — comme dans tout l'Extrême-Orient, du reste (1), — est la facilité extrême avec laquelle une personne peut passer de la condition libre à la condition servile. D'une part, toute personne capable de s'obliger est par là-même capable de se réduire en servitude (2). D'autre part, le contrat d'esclavage, en tant que tel, n'est assujetti à aucune forme spéciale. Ce n'est pas un contrat exceptionnel sur la gravité duquel le législateur ait pensé qu'il fût utile d'attirer

(1) V. notamment pour le droit indou les considérations présentées par E. Gibelin, *Etudes sur le droit civil des Hindous*, II, p. 171-175.

(2) La seule incapacité absolue de se faire esclave qu'on puisse relever en droit privé est de date récente. Elle est une conséquence des premiers accords internationaux introduisant au Siam la juridiction consulaire. Un décret du roi Mongkut, du 12 octobre 1858 (trois ans après la signature du premier traité anglo-siamois), déclare nul le contrat par lequel un ressortissant d'une puissance européenne se ferait esclave (*Décrets du IV^e règne*, fasc. 4, n^o 137, p. 77). Inversement, les tribunaux ont dénié à un sujet anglais le droit de posséder des esclaves, en se fondant sur sa loi nationale (Jugements de la Cour internationale et de la Cour d'appel de Bangkok, s. d., *Dharmasatra vinicchaya*, III, année 1894, p. 100).

l'attention des parties. C'est, au contraire, un contrat fort banal, qui se noue et se dénoue avec la même facilité que les autres contrats.

Toutefois, ces considérations ne sont entièrement exactes que si l'on se cantonne dans le domaine du droit privé. Si l'on tient compte de l'organisation politique du pays et si l'on replace le contrat d'esclavage dans le milieu social où il joue, la liberté des individus apparaît, au contraire, singulièrement restreinte, au moins en ce qui concerne le droit de disposer de sa propre personne. On comprend que nous ne saurions envisager cet aspect de la question dans toute sa complexité. Nous ne pouvons cependant pas le passer sous silence, sous peine de donner une vue fausse de l'institution de l'esclavage (1). Tout homme libre qui ne remplissait pas de fonctions publiques devait une partie de son temps au service du roi, six mois par an à l'époque d'Ayuthia, quatre mois, puis trois seulement pour l'époque suivante. A cet effet, la population était divisée en deux grandes classes, la classe civile et la classe militaire (2), et

(1) L'organisation de la société siamoise a été sommairement mais excellemment décrite par La Loubère (*op. cit.*, I, p. 299 sq.). Le système, qui paraît ancien, s'est effroyablement compliqué au cours du temps. Il n'a été éliminé progressivement qu'au cours du règne du roi Chulalongkorn. V. S.A.R. le prince Damrong Rajanubhava, *Le gouvernement du Siam ancien*, p. 25 sq. Cf. A. Leclère, *Recherches ... (droit privé)*, p. 15-27 et id., *Recherches sur le droit public*, p. 117-127.

(2) Il s'agit là d'une simple répartition entre les deux grands chefs de l'administration siamoise. Il ne faut attacher aux mots *civil* et *militaire* aucun sens précis quant aux obligations de l'une ou de l'autre classe. Tous les gens du peuple, à quelque

répartie entre les services publics rattachés à chaque classe. Le détail de cette répartition, qui était faite suivant des règles minutieusement établies par des lois spéciales (1), était consigné dans des rôles (*hang vao*) où figurait le nom de chaque sujet avec son affectation. Enfin, l'ensemble du peuple était subdivisé une dernière fois en groupes peu nombreux placés directement sous l'autorité d'un mandarin (*mun nai* ou simplement *nai*) qui était chargé de fournir les hommes soumis à la réquisition pour les services publics quand ceux-ci en avaient besoin. Ce mandarin avait en quelque sorte la charge des hommes qui formaient son groupe. Il devait contrôler leur présence, relever les naissances et les décès, rechercher les fugitifs, veiller à ce que son groupe ne s'appauvrisse pas et n'échappe pas à son autorité directe (2). Aussi était-ce un devoir pour lui d'aider les gens de son groupe, entendez par là qu'il devait leur prêter de

classe qu'ils fussent rattachés, pouvaient être mobilisés en cas de guerre.

(1) C'est l'objet des Lois sur la répartition de la population.

(2) Par suite, les citations en justice se font par l'intermédiaire du mandarin, qui doit produire « son » homme devant le tribunal et même l'assister. Il existe une sorte de communauté d'intérêts entre le mandarin et ses gens. Ainsi, les emprunts consentis par le mandarin à un de ses gens, ou par l'un de ses gens au mandarin, pendant qu'ils sont tous deux au service du roi, ne portent pas intérêt, ce qui est aussi la règle entre parents rapprochés (art. 63 de la Loi sur le prêt). Ces relations entre mandarin et hommes libres sont décrites par A. Leclère (*Recherches... (droit privé)*, p. 18-27) sous le nom de *patronat* et rapprochées par cet auteur du patronat romain et du seniorat de la période franque. Ce n'est pas ici le lieu de discuter ces rapprochements.

l'argent quand ils tombaient dans la misère. Ce n'était pas seulement son devoir, c'était son droit, car s'il laissait ses hommes s'endetter envers d'autres que lui, son autorité risquait d'être contrecarrée par celle des créanciers, qu'ils fussent de simples prêteurs ou qu'ils fussent des acquéreurs fiduciaires. L'esclave fiduciaire, il est vrai, restait assujéti au service royal. Il devait partager son temps entre ce service et celui de son maître (1). Cette combinaison cependant n'allait pas sans inconvénient, car l'esclave fiduciaire échappait à la surveillance du mandarin. De plus, si l'acquéreur était lui-même rattaché à un service différent, il fallait le plus souvent, pour des raisons de commodité, transférer l'esclave à ce service. Or, tous les services n'étaient pas également chargés. Certains ne comportaient que des tâches légères. Il fallait craindre qu'un homme libre appartenant à un service accablé de corvées ne cherchât

(1) Primitivement, l'esclave fiduciaire devait la moitié de son temps à son maître et l'autre moitié au service royal. Or il faut savoir que le corvéable, pendant qu'il était occupé au service du roi, devait pourvoir lui-même à sa subsistance. Cela était difficile à l'esclave fiduciaire, car son maître, naturellement, refusait de subvenir à son entretien pendant qu'il était assujéti aux corvées. Pour lui permettre d'acquérir des ressources personnelles indispensables pour la période des réquisitions, il fut décidé, à la fin d'Ayuthia ou au début de la période suivante, que l'esclave fiduciaire devrait être autorisé à travailler pour son compte un mois sur trois. Il ne restait plus à partager entre le service du maître et le service du roi que les deux autres mois. C'est cette disposition qui fait l'objet principal des textes que nous visons *infra*. Le maître pouvait du reste conserver son esclave en envoyant un remplaçant ou en payant une indemnité au mandarin.

à se vendre uniquement pour se faire rattacher à un autre service moins pénible. Pour le simple contrat d'emprunt, le danger paraît moins grand, le créancier n'ayant plus, à l'époque où nous nous plaçons, de droits bien définis sur la personne de son débiteur. Mais, en cas d'insolvabilité, le créancier va pouvoir se faire adjuger son débiteur comme esclave définitif. Or, un tel esclave ne doit plus de services qu'à son maître. Il est rayé des rôles de la population corvéable. Il est définitivement perdu pour le service du roi (1). On comprend donc que la loi ait réservé au mandarin le « privilège », comme dit La Loubère, d'être le bailleur de fonds de ses gens. C'est à son mandarin que l'homme libre tombé dans la misère doit s'adresser en premier lieu pour obtenir un secours, et c'est à lui qu'il doit se vendre de préférence à tout autre. Ainsi, le mandarin retient les corvéables dans son groupe jusqu'à leur insolvabilité complète qui fait d'eux ses esclaves personnels. Ce n'est que

(1) La Loubère affirme (*op. cit.*, I, p. 298) que le roi ne met aucun obstacle à l'asservissement de ses sujets et qu'il « ne prétend aucune indemnité pour cela ». Cette observation est contredite par l'article 52 de la Loi sur le prêt, d'après lequel le prix provenant de la vente d'un débiteur insolvable est attribué pour moitié seulement aux créanciers, l'autre moitié étant prélevée au bénéfice du « service royal ». Il est possible, du reste, que cette disposition n'ait guère été observée du temps de La Loubère, ou même qu'elle ait été insérée dans la Loi sur le prêt à une époque postérieure au voyage de La Loubère. D'autre part, l'article 131 des Lois sur les délits royaux interdit sous peine de nullité la vente des sujets affectés au service personnel du roi ou au service des monastères. Les sujets de ces deux catégories ne peuvent être saisis par leurs créanciers qu'avec l'autorisation du roi.

si le mandarin n'est pas assez riche pour aider ses gens et racheter leurs dettes que ceux-ci pourront s'adresser ailleurs. Mais le mandarin devra alors procéder à une enquête et s'assurer que le corvéable qui cherche à se faire esclave est bien contraint à cette nécessité par la misère. Ainsi seront prévenues les fraudes et les collusions que nous signalions plus haut. Un texte du XVIII^e siècle (1) punit sévèrement toute irrégularité dans cette procédure, laquelle jusqu'à cette époque était peut-être consacrée par la coutume seulement, à moins, comme nous l'indiquerons plus loin, qu'elle ne fût impliquée antérieurement dans les formes du contrat de prêt. On voit que l'organisation de l'ancienne société siamoise laissait, en réalité, peu de place à la liberté individuelle en notre matière, et combien il serait inexact de dire que tout homme y avait le droit de se vendre librement. D'une part, un homme astreint aux corvées, c'est-à-dire tout homme libre, est privé de la faculté de choisir son maître. Son mandarin est son acquéreur tout désigné et nécessaire. Ensuite, il n'est admis à se faire esclave qu'en cas de dénuement constaté et pour assurer sa subsistance. Reste à savoir si ces conditions étaient en fait toujours observées. Il est bien permis d'en douter, l'autorité du mandarin étant peu de chose auprès de la puissance des grands proprié-

(1) Loi du jeudi, quatrième jour de la lune décroissante du onzième mois de l'année 1086 C.S., soit 5 octobre 1724, des Lois sur la répartition de la population. Le même texte est reproduit au n° 5 des Nouvelles décisions royales, daté de soixante ans plus tard, c'est-à-dire des premières années du règne de Phra : Phuttha Jot Fa.

taires d'esclaves, princes ou nobles de rang élevé, qui consentaient à prendre sous leur protection les corvéables déserteurs qui se vendaient à eux directement. On peut encore conclure cependant que la liberté du contrat d'esclavage trouvait, dans l'organisation de la société et dans les mœurs, de sérieux obstacles, qu'il fallait au moins réussir à tourner. Seule était entièrement libre, complètement soustraite à l'intervention administrative, comme un contrat ordinaire, l'aliénation à un tiers d'un esclave définitif. Un tel esclave échappant aux corvées, son passage entre les mains d'un autre maître n'apportait aucun trouble dans la répartition des tâches publiques.

Ces réserves faites touchant le contrôle administratif, plus ou moins efficace, du contrat d'esclavage, il reste vrai que ce contrat n'est soumis pour sa formation à aucune condition de validité particulière ni quant au fond ni quant à la forme. Il en résulte que le contenu du présent chapitre se confond avec le problème général des conditions de formation des contrats dans l'ancien droit siamois. Une telle étude est encore à faire entièrement et déborderait singulièrement le cadre de notre travail, d'autant plus que les textes que nous aurions à interpréter sont en dehors des lois sur l'esclavage. Remarquons simplement que le contrat d'esclavage participe de la vente et du prêt. Or, nous verrons que la vente incluse dans un contrat d'esclavage est toujours une vente au comptant, qu'il s'agisse d'une vente pure et simple ou d'une vente fiduciaire. De la sorte, disparaissent déjà bien des difficultés qu'envisage la théorie générale en

matière d'accord des volontés. D'autre part, nous avons eu et nous aurons encore l'occasion d'insister sur le rôle qu'a pu jouer primitivement le montant du prix sur le caractère et les effets de la vente. Il ne reste donc guère qu'une question à examiner, à savoir : quelles sont les personnes qui peuvent être vendues par un autre qu'elles-mêmes. Comme nous aurons surtout à suivre l'évolution législative qui a peu à peu retiré au vendeur le droit de disposer de ces personnes sans leur consentement, nous rattacherons nos développements à la question du consentement de la personne vendue. Cette question fera l'objet de la première section de ce chapitre. D'autre part, le contrat d'esclavage, sous sa forme de vente fiduciaire, contient un emprunt et, à ce titre, il est soumis aux conditions de validité de l'emprunt, notamment aux formes spéciales auxquelles ce contrat est assujéti. Ces formes, dont l'emploi s'est généralisé, ont joué un rôle grandissant dans l'évolution du contrat d'esclavage. Nous y consacrerons la seconde section de ce chapitre.

1. CONSENTEMENT DE LA PERSONNE VENDUE.

Le contrat d'esclavage ne met en présence que deux personnes : le vendeur et l'acquéreur. Le consentement de la personne vendue est indifférent à la validité du contrat. Il n'en est autrement que si vendeur et personne vendue ne font qu'un, mais c'est qu'alors la personne vendue est son propre vendeur. Cette hypothèse ne soulève aucune diffi-

culté particulière. Bornons-nous à présenter deux remarques. Bien que le législateur siamois ait, à l'occasion de certains contrats spéciaux, montré qu'il n'ignorait pas la question des vices du consentement, nous ne trouvons, dans les anciennes lois, aucune disposition relative au consentement de la personne qui se fait esclave. Ce n'est qu'en droit moderne, et à propos de la preuve du paiement, que nous voyons édictées, pour la première fois, des solutions précises dans le cas où la personne qui s'est faite esclave aurait été victime de violences de la part de l'acquéreur (1). Ce silence s'explique, croyons-nous, par les formes auxquelles était soumis le contrat d'esclavage. La rédaction d'un écrit spécial, l'enquête préalable du mandarin, si elles n'avaient pas pour but d'assurer la liberté du consentement de la personne qui se vendait, avaient pour résultat de l'assurer en fait, de telle sorte que le problème se trouvait ici supprimé. Remarquons, en second lieu, que le contrat d'esclavage se rencontre rarement dans la pratique sous cet aspect simple d'une personne qui se vend à une autre. L'acquéreur refusera généralement de traiter dans ces conditions. Il exigera une caution qui réponde de la fuite de la personne vendue. Plus souvent encore, il demandera à celui qui vient s'offrir de trouver un vendeur, soit que ce procédé ait paru plus commode que le cautionnement, soit que l'acquéreur ait tenu à s'assurer une garantie plus complète que celle qui est fournie par la caution (2).

(1) Décret du 5 avril 1860, analysé *infra*, ch. V, sect. 3.

(2) Rappelons que la caution, dans le vieux droit siamois,

Celui qui veut se vendre ira donc demander à un parent ou à un ami, ou encore au créancier qu'il a l'intention de désintéresser en se vendant à un tiers, de lui servir de vendeur, d'accepter les responsabilités qui s'attachent à cette qualité. Ainsi, lors de l'application du décret de 1870, étudié ci-après, qui ordonne la réfection de tous les anciens instruments de vente, on substitua fréquemment au nom du vendeur primitif décédé celui d'une autre personne, afin que l'acquéreur eût toujours un vendeur à qui s'en prendre (1). La vente se présente alors comme ayant été faite à l'acquéreur par un tiers, mais il est clair que c'est la personne vendue qui, en réalité, s'est vendue elle-même et qui est le véritable bénéficiaire du contrat. Dès lors, l'opération ne peut avoir lieu qu'avec son consentement.

Nous arrivons maintenant au cas où le vendeur dispose réellement de la personne vendue en faveur d'un tiers. La seule question qui se pose alors est de savoir si le vendeur a le droit de disposer de la personne vendue. Si ce droit lui fait défaut, l'acquéreur risquera d'être évincé, et c'est à la matière de l'éviction qu'il faut se référer. Mais si le vendeur a bien le droit de disposer de la personne vendue, le consentement de cette dernière n'est nullement nécessaire à la validité de l'opération. En somme, la vente

n'est tenue de payer que lorsqu'elle ne peut pas représenter la personne du débiteur.

(1) V. un exemple de cette pratique dans l'affaire qui fait l'objet du jugement de la Cour des Lúk Khun du jeudi, dixième jour de la lune décroissante du premier mois de l'année du Tigre, 1240 C.S. (19 décembre 1878), *Gaz. Roy.*, année 1240, VI, p. 31.

d'un être humain, comme nous l'avons dit plus haut, ne requiert pas d'autres conditions que celles qui sont exigées pour la validité d'une vente quelconque. Il reste à préciser seulement quelles sont les personnes qui peuvent ainsi faire l'objet tout passif d'une vente et les réformes apportées en cette matière par le législateur moderne.

D'après les lois sur l'esclavage (art. 3 et 4), il n'y a que trois catégories de personnes qui peuvent être vendues par un tiers. Ce sont les esclaves, les femmes mariées et les enfants. Pour les premiers, quelques mots suffiront ici, car le droit pour le maître de vendre ses esclaves sera étudié plus bas. On verra que ce droit du maître n'est complet qu'en ce qui concerne les esclaves définitifs et qu'un esclave fiduciaire ne peut pas faire, de la part de son maître, l'objet d'une vente pure et simple. Nous aurons à préciser la portée de cette distinction qui est faite, non pas en faveur de l'esclave fiduciaire, mais de son vendeur, et qui a perdu à peu près toute importance pratique à l'époque où nous nous plaçons. Le droit du maître s'exerçant indépendamment de la volonté de l'esclave, il en résulte qu'au moins en droit, le maître était libre de séparer la famille de l'esclave, en vendant le mari, la femme et les enfants à des acquéreurs différents (1). Il est probable que les mœurs

(1) D'après A. Leclère (*Recherches... (droit privé)*, p. 219), le droit cambodgien aurait interdit cette dispersion de la famille de l'esclave par le maître, mais nous n'avons trouvé, dans les *Codes cambodgiens* traduits par cet auteur, aucune disposition légale contenant une telle défense.

atténuaient la rigueur de ce droit et qu'en fait, sauf au cas où la vente était un châtement, il était tenu compte de la volonté de l'esclave et de sa situation familiale. Mais ce n'est qu'à l'époque moderne que le consentement de l'esclave est devenu légalement nécessaire (1). Le décret du 22 septembre 1870, analysé ci-après, exige que la signature de la personne vendue figure dans l'acte de vente à peine de nullité. A la vérité, on pourrait se demander si ce texte, qui a seulement pour but de réglementer la forme du contrat d'esclavage, a entendu porter une atteinte aussi sérieuse au droit du maître. Mais la doctrine et la jurisprudence l'ont interprété ainsi (2), et le décret du 29 novembre 1898 a confirmé cette interprétation, en déclarant abrogé l'article 3 des Lois sur les esclaves, seul texte qui consacrait expressément le droit pour le maître de disposer de ses esclaves sans leur consentement.

En dehors des esclaves, certains membres du groupe familial peuvent faire l'objet d'une vente de la part

(1) Cf. Sir J. Bowring, *The kingdom and people of Siam*, I, p. 191.

(2) V. note du prince Rabi sous l'article 20 des Lois sur les esclaves. Les décisions de jurisprudence déniaient toute valeur à un *kromathan* faute d'y avoir fait figurer la signature de la personne vendue sont très nombreuses. Le contrat est nul, non faute du consentement de cette dernière, mais *pour vice de forme*. Cf. notamment : décision de la Cour des Lùk khun, citée *supra*, p. 90, n. 1, qui se fonde sur l'article 1^{er} du décret de 1870 — arrêts de la Cour des Dika du 4 février 120 R.K. (1902), *D. B. R.*, I, p. 508, du 20 avril 123 R.K. (1904), *D. B. R.*, III, p. 27 avec note du prince Rabi, et du 23 mai 123 R.K. (1904), *D. B. R.*, III, p. 73.

du chef de famille. A l'époque où nous nous plaçons et d'après le texte de nos lois (art. 3 et 4), ce droit du chef de famille ne porte que sur ses femmes et sur ses enfants. A l'égard de ces deux catégories de personnes, il est comme un maître vis-à-vis de ses esclaves. La loi n'a du reste pas de mot spécial pour distinguer le pouvoir du maître de l'autorité maritale ou de la puissance paternelle. Il est probable qu'anciennement le pouvoir du chef de famille ne s'arrêtait pas là, mais qu'il s'étendait à tous les membres de la famille groupés autour de lui (1). La famille siamoise, à l'époque ancienne comme souvent même encore aujourd'hui, restait, après le décès de l'ascendant commun, réunie sous l'autorité de l'oncle ou du frère aîné qui administrait le patrimoine commun, laissé indivis, et pourvoyait aux besoins du groupe familial. Il subsiste de nombreux vestiges de cet ancien état social dans les Lois sur les successions et dans les Lois sur les époux (V. notamment art. 18, 19, 23, 24, 25 et 48 des Lois sur les successions, art. 74 des Lois sur les époux), comme dans maints passages des lois pénales qui maintiennent une certaine solidarité entre les membres d'une même famille vivant en commun en cas de crimes graves commis par l'un d'eux (V. notamment art. 37, 38, 43, 51, 81 et 153 des Lois sur le vol). Le chef de la famille devait assurer la justice dans son groupe et en faciliter l'exercice en cas de contestations entre les membres de son groupe et ceux d'un autre groupe. Ses pouvoirs, à l'origine, pouvaient aller jusqu'à disposer d'un membre de la

(1) Prince Rabi, *Cours* (en siamois), p. 117.

famille, soit en exécution de ses sentences, soit pour subvenir aux besoins du groupe menacé par la misère. C'est du moins ce qu'il est permis de supposer à la lecture de nombreux passages de nos lois qui énumèrent, à côté des esclaves, des femmes et des enfants, les frères et sœurs, les neveux et nièces, les petits-enfants et même des parents plus éloignés ou de simples clients comme faisant couramment, en cas de nécessité, l'objet d'une vente de la part du chef de la famille (V. notamment art. 5, 11, 27, 41 et 46). Cette hypothèse, conforme d'ailleurs aux idées généralement reçues sur le développement des sociétés primitives, ne peut qu'être indiquée ici. A la fin de l'époque d'Ayuthia, si la cohésion de la famille siamoise est encore très grande, les pouvoirs juridiques du chef de famille sont sensiblement restreints — sans doute à la suite de l'intervention, de plus en plus envahissante, d'un chef politique, le mandarin — et s'il n'est pas rare de voir un oncle ou un frère aîné vendre un de ses neveux ou un de ses frères habitant avec lui, de telles personnes sont considérées désormais comme indépendantes (*issara*) et leur consentement — qui peut, du reste, être tacite — est devenu légalement nécessaire. Seuls, les femmes mariées et les enfants sont restés aliénables au gré du chef de la famille, comme les esclaves. Ce pouvoir n'a subi d'atteintes qu'à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, et n'a complètement disparu qu'avec l'esclavage lui-même.

Le droit pour le mari de disposer de sa femme ou d'une de ses femmes ne trouvait guère de limitation que dans les mœurs. Il n'y a pas, semble-t-il, de dis-

inction à faire suivant la classe de l'épouse, épouse principale, épouse seconde ou épouse esclave (1). La ressemblance que le mariage siamois a gardée avec une vente (2) explique assez ce droit du mari ; mais alors même que le mariage résulterait de la simple cohabitation, sans échange des présents d'usage avec les parents de la femme, le mari n'en possède pas moins le même droit. Le mari peut vendre sa femme, soit par besoin d'argent ou de crédit, soit par mesure de châtiment. Dans le premier cas, il se bornera le plus souvent à la vendre temporairement et même demandera à payer les intérêts du prix pour la garder auprès de lui. Même en cas de vente définitive, on verra que le mariage n'est pas rompu : les enfants nés après la vente doivent être rachetés par le mari, qui bénéficie de certaines réductions, suivant des distinctions qui ont été étudiées au chapitre précédent. La vente de la femme apparaît comme un châtiment en matière d'adultère, délit qui est resté jusqu'à nos jours un délit privé (3). Mais si le mari a intenté contre le complice l'action qui lui est donnée par la loi et qu'il ait reçu le montant de l'amende

(1) Nos lois ne font, en effet, aucune distinction (art. 3, 31 et 37). La Loubère (*op. cit.*, I, p. 204) dit cependant que le mari ne peut pas vendre sa femme principale, mais seulement la répudier. Mgr Pallegoix, de son côté (*op. cit.*, I, p. 232), suivi par Sir J. Bowring (*op. cit.*, I, p. 119), écrit que « un mari a droit de vendre une femme qu'il a achetée, mais non pas celle qui lui aurait apporté une dot ».

(2) L. Duplatre, *Essai sur la condition de la femme au Siam*, p. 28.

(3) V. l'introduction de M. G. Padoux à sa *Version française du Code pénal du royaume de Siam*, p. XLIX et L. Duplatre, *op. cit.*, p. 50.

qui lui est due (laquelle est calculée sur le prix de la femme d'après le tarif légal), les Lois sur les époux (art. 18) précisent qu'il n'aura plus le droit de vendre sa femme, car il toucherait alors deux fois son prix. Cette disposition n'empêche certainement pas le mari de vendre sa femme plus tard, pour d'autres raisons, au cas où ils seraient d'accord pour ne pas rompre leur union, mais elle montre bien que l'état des mœurs s'opposait à ce que le mari disposât de sa femme contre son gré sans y être réduit par la nécessité ou poussé par un motif légitime (1).

A l'époque moderne, ce droit du mari, même atténué par les mœurs, parut exorbitant. A la suite d'une pétition présentée par une dame Chan que son mari avait vendue sans qu'elle en sût rien, le roi Mongkut, indigné de ce que les anciennes lois traitassent « les femmes comme des buffles et les hommes seuls comme des êtres humains », décida, dans un décret du 21 mars 1868 (2), que les femmes mariées devaient être écartées de l'application des articles 3 et 4 des Lois sur les esclaves et qu'elles ne pourraient plus être vendues par leur mari que de leur consentement exprès con-

(1) Au Cambodge, d'après A. Leclère (*Recherches... (droit privé)*, p. 76-77), il aurait existé une règle coutumière défendant au mari de vendre sa femme sans son consentement, et même de se vendre sans le consentement de sa femme. Au contraire, la loi lui reconnaît le droit de mettre sa femme en gage sans requérir le consentement de celle-ci.

(2) Décret du samedi, treizième jour de la lune décroissante du quatrième mois de l'année du Lièvre, 1229 C.S. (*Décrets du IV^e règne*, fasc. 7, n° 278, p. 131-135 — *Lois anc. et mod.*, I, p. 448-451). Trad. anglaise dans S. J. Smith, *Laws on slavery*, p. 42-45.

taté par l'apposition de leur signature ou de leur marque dans les papiers de vente et attesté par des témoins à l'acte. Toutefois, ce décret ne s'applique pas aux épouses esclaves, c'est-à-dire aux esclaves que le maître a prises pour femmes et auxquelles il n'a pas restitué les papiers de vente. Ces esclaves, bien que traitées comme des épouses d'un rang inférieur, n'en restent pas moins de condition servile, tant que leur maître, en déchirant les instruments de vente, n'a pas manifesté l'intention de les affranchir. Il continue donc à pouvoir disposer d'elles comme de ses autres esclaves. Mais, bien que le décret s'entienne uniquement au fait que le maître, en épousant son esclave, a ou n'a pas restitué les papiers de vente, il faut aussi, croyons-nous, considérer comme jouissant des dispositions du décret les femmes esclaves qui se trouvent affranchies par le bienfait de la loi, notamment par suite de la naissance d'un enfant (1).

Le pouvoir des parents sur leurs enfants n'est pas différent de celui du mari sur la femme, car le mariage ne fait que transférer ce pouvoir des parents de la femme au mari. Aussi, la question du consentement des enfants à la vente est-elle étroitement liée à celle du consentement des parents à leur mariage, au moins en ce qui concerne les filles, car une fille, sous la puissance de ses parents, ne peut pas sortir de cette puissance sans leur consentement. C'est donc dans les Lois sur les époux qu'il faut chercher des précisions sur le droit de vente des parents. Les Lois

(1) V. *infra*, ch. V, sect. 2, b.

sur les esclaves (art. 3) se bornent à dire que les parents ont le droit de vendre leurs enfants, de l'un ou l'autre sexe, sans que le consentement de ces derniers soit nécessaire pour la validité de la vente. Par parents, il faut entendre uniquement le père, sauf dans les cas exceptionnels où l'enfant appartient à la mère : père esclave marié à une femme libre (art. 91), enfants nés hors mariage ou désavoués par le mari, femme veuve, etc. D'autre part, à l'enfant légitime, il faut assimiler l'enfant adoptif, c'est-à-dire recueilli avant sa septième année et sur lequel sa famille naturelle n'a plus aucun droit (art. 109 des Lois diverses). Nos textes ne font allusion à aucune limite d'âge. Mais les parents ne peuvent exercer leur pouvoir qu'autant que leurs enfants habitent avec eux. Pour les filles, cette restriction résulte clairement des Lois sur les époux. Du vivant de leurs parents, elles restent sous le pouvoir de ceux-ci tant qu'elles n'ont pas été données en mariage et n'ont pas quitté la demeure de leurs parents (art. 79 des Lois sur les époux) (1). Si elles contractent une union sans le consentement de leurs parents, ceux-ci conservent leur pouvoir sur elles (art. 126 et 133 des mêmes lois). Si, après avoir divorcé, elles reviennent habiter avec leurs parents, elles retombent sous le pouvoir de ceux-ci (art. 138 des mêmes lois). Ainsi, une fille n'est indépendante que si, ayant quitté ses parents à la suite

(1) L'article 20 des Lois sur les successions déclare que si, après le mariage, le couple demeure dans la maison des parents de la femme, cette dernière ne passe pas sous le pouvoir de son mari.

d'un mariage régulier, elle se trouve, à la dissolution de cette union, en mesure de continuer à vivre par ses propres moyens. Pour les garçons, la situation est la même, mais comme, à la différence des filles, ils n'ont pas besoin du consentement de leurs parents pour se marier, ils échappent au pouvoir de leurs parents dès qu'ils ont pu fonder un foyer distinct (1). Cependant, si, une fois mariés, ils continuent à habiter avec leurs parents, ceux-ci, croyons-nous, conservent leur pouvoir sur eux et, par suite, peuvent toujours disposer d'eux, même contre leur gré.

Ce pouvoir subsista sans modification jusque dans la seconde moitié du xix^e siècle. Il fut considérablement réduit par le décret du 21 mars 1868 dont nous venons de parler. Déjà trois ans auparavant, dans un décret (2) rendu sur pétition d'une dame Müen, le roi Mongkut avait déclaré que les parents ne sont pas propriétaires de leurs enfants comme on est propriétaire de buffles, d'éléphants, de chevaux ou d'esclaves, et qu'ils ne peuvent vendre leurs enfants que si ces derniers consentent à la vente et acceptent le prix porté au contrat. Mais ce texte a surtout trait au consentement des parents au mariage de leurs enfants (3) et, en effleurant la question du droit de

(1) Du reste, un enfant qui quitte ses parents sans leur consentement perd tout droit dans leur succession (art. 25 des Lois sur les successions). Il cessait donc, à l'origine, d'être considéré comme un membre de la famille.

(2) Décret du lundi, premier jour de la lune croissante du second mois de l'année du Bœuf, 1227 C.S. (18 décembre 1865), *Gaz. Roy.*, année 1236, p. 321 — *Décrets du IV^e règne*, fasc. 7, n° 256, p. 29-39 — *Lois anc. et mod.*, I, p. 363-371.

(3) C'est depuis ce décret que la majorité matrimoniale

vente, il avait été trop loin ou trop vite. Le décret du 21 mars 1868 permit au législateur de préciser sa pensée. Il fixe à quinze ans l'âge à partir duquel un enfant ne peut plus être vendu par ses parents que de son consentement. Jusqu'à cet âge, les parents conservent le droit que leur reconnaissent les anciennes lois, et le décret précise, d'accord avec l'interprétation que nous avons donnée plus haut, que ce droit ne peut être exercé qu'autant que les enfants habitent avec leurs parents et qu'il ne passe aux personnes qui ont recueilli l'enfant que si celui-ci leur a été confié avant l'âge de sept ans, c'est-à-dire que s'il y a eu adoption.

A défaut du consentement requis, la vente passée par le mari ou les parents est nulle. L'acquéreur réclamera le prix au vendeur ou aux cautions. Si le vendeur s'est enfui, l'acquéreur ne pourra pas réclamer la personne vendue comme étant son esclave, à moins qu'elle ne consente à le devenir, et n'ait exprimé ce consentement par écrit. Il y a donc, comme nous dirions, nullité absolue. Mais cela n'empêche pas, bien entendu, la femme ou l'enfant de rester tenus, conformément au droit commun, de la dette contractée par le mari ou les parents. Le décret de 1868 ajoute, en effet, qu'au cas où le vendeur aurait disparu, l'acquéreur pourra requérir du tribunal l'incarcération de la personne vendue, si elle demeurerait avec le vendeur, à titre de garantie de la comparution

a été fixée à vingt ans. Un décret de 1868 a apporté certaines réserves en ce qui concerne les jeunes filles de famille noble.

de ce dernier. Et, une fois les délais légaux expirés, il n'est pas douteux qu'il sera en droit de poursuivre son remboursement sur les biens de son vendeur, parmi lesquels il faut certainement continuer à compter la personne indûment vendue. Mais il s'agit là seulement de l'application des règles de droit commun qui n'ont pas été modifiées par le décret de 1868. La femme et les enfants âgés de plus de 15 ans continuent donc, après cette date, à figurer dans le patrimoine du mari ou des parents, mais ils sont désormais, dans ce patrimoine, des biens qui ne peuvent plus être aliénés librement.

2. FORMES DU CONTRAT D'ESCLAVAGE.

Il résulte de nombreux articles des Lois sur les esclaves (1) que la vente fiduciaire des esclaves nécessitait, comme le contrat de prêt, la rédaction d'un écrit qui, dans les deux cas, porte le nom spécial de *kromathan*. Cet écrit a uniquement pour but d'assurer à l'acquéreur son action en remboursement du prix contre le vendeur, soit au cas où il ne voudrait pas conserver les personnes qui lui ont été vendues, soit au cas où elles prendraient la fuite ou décéderaient. A défaut de *kromathan*, en effet, l'acquéreur ne peut, en principe (2), exercer aucun recours contre le ven-

(1) V. entre autres les art. 10, 19, 32, 41 et 48.

(2) L'article 19 lui permet cependant, en cas de fuite des personnes vendues, d'obtenir la restitution du prix s'il peut prouver qu'il s'agissait bien d'une vente fiduciaire. Mais cette disposition a pour but d'éviter une fraude qui, autrement, resterait impunie.

deur, mais les personnes vendues lui restent acquises définitivement (art. 10). Ainsi, la nécessité du *kromathan*, en matière de vente fiduciaire, provient de ce que cette opération renferme un emprunt et elle n'est soumise à cette formalité qu'en tant qu'emprunt. En principe, le contrat d'esclavage n'a pas besoin d'être passé par écrit. Un *kromathan* n'est dressé que pour constater l'existence d'un emprunt entre le vendeur et l'acquéreur. Telle est, du moins, la conclusion qui se dégage très nettement de nos textes.

Cependant, s'il est clair que la vente pure et simple d'un esclave, comme la vente en général, n'est pas soumise pour sa validité à la nécessité d'un écrit, certaines dispositions légales montrent que les parties à une telle vente s'astreignaient parfois à cette formalité (art. 39, 48, 51 et 84). L'écrit présentait, d'abord, une utilité incontestable en tant que preuve du contrat (1). En cas d'éviction, non seulement il facilitait à l'acquéreur l'exercice de son recours contre le vendeur, mais, quand ce dernier avait disparu ou pris la fuite, il constituait pour l'acquéreur le meilleur moyen d'échapper aux peines du vol auxquelles il était exposé en pareil cas. Les exigences du législateur à l'égard de l'acquéreur, dans une instance en revendication, aboutissaient, en effet, à faire de la rédaction d'un écrit une précaution à peu

(1) D'après l'article 6 des Lois sur les juges : « Quand les parties ont dressé un écrit tel qu'un *kromathan*, un inventaire, portant la date à laquelle il a été passé, cet écrit fera preuve du contrat ».

près indispensable, toutes les fois que la vente pouvait paraître suspecte à l'acheteur. Enfin, la constatation de la vente par écrit présentait aussi des avantages pour la personne vendue, si, comme nous le soutiendrons plus loin, cette formalité a été, pendant longtemps, considérée comme le biais nécessaire pour que l'esclave puisse bénéficier du droit de se racheter. En raison de ces avantages, et aussi par suite du développement de la vente fiduciaire et des actions réciproques des deux formes de vente l'une sur l'autre, la pratique du *kromathan* s'est généralisée et, dans les deux derniers siècles d'Ayuthia, on peut dire que tout contrat d'esclavage, au moins quand il intervenait entre deux sujets du royaume, était passé par écrit.

Nous ne savons pas ce que l'ancien législateur entendait par le mot *kromathan* (1). En dehors du contrat d'esclavage, ce terme n'est appliqué qu'aux écrits constatant un prêt usuraire ou une vente fiduciaire quand elle porte sur un immeuble, et, dans ces deux cas, la rédaction d'un tel écrit est exigée à peine de nullité (2). Pour les autres contrats, le législateur emploie des mots signifiant simplement « écrit », alors même que la forme écrite serait nécessaire à la validité du contrat, comme pour le cautionnement, par exemple. Il est donc probable qu'à l'origine, l'écrit *kromathan* désignait un écrit soumis à des

(1) Le mot *kromathan* s'emploie souvent seul ; mais il semble être mis pour l'expression, aussi en usage, *san (sara) kromathan* ou *nangsu k.*, « écrit *kromathan* ».

(2) Art. 9 de la Loi sur le prêt et art. 50 des Lois diverses.

formes spéciales. On peut supposer que ces formes consistaient dans l'intervention, soit d'un mandarin de l'ordre judiciaire, soit d'un fonctionnaire chargé de veiller à la répartition des corvéables dans les groupes administratifs. Primitivement, le prêt faisait entrer l'emprunteur dans la clientèle du créancier et donnait à celui-ci, sur la personne de son débiteur, des droits qui risquaient de contrarier l'autorité du mandarin duquel relevait le débiteur. On comprend que ce contrat et, à sa suite, la vente fiduciaire, aient été assujettis à un contrôle de la part des autorités publiques. L'étymologie, du reste ambiguë, du mot *kromathan* paraît appuyer cette hypothèse (1). On objectera qu'on ne voit pas alors pourquoi la vente pure et simple aurait échappé à ce contrôle ; mais on peut répondre que, surtout à l'origine, la vente pure et simple n'était généralement que le règlement d'emprunts demeurés en souffrance entre les mêmes parties, ou qu'elle portait sur un esclave

(1) *Than*, dans *kromathan*, d'après l'orthographe moderne, répondrait au sk. *dharmā*. *Kromathan* signifierait alors : « service (*krom*, *krama*) de la loi », et l'écrit *kromathan* serait un écrit délivré par le service de la loi. Nous n'avons trouvé aucune trace dans les anciennes lois d'un service portant ce nom, mais il y est fait mention (v. notamment art. 61 des Lois sur les esclaves), sous le titre de *-dharmadhikara*, d'un magistrat de l'ordre judiciaire dont nous ignorons du reste les attributions. D'autre part, l'orthographe ancienne de *than*, telle qu'elle apparaît généralement dans les manuscrits de 1805, et la prononciation actuelle de ce mot, suggèrent plutôt un sk. *danda*, « peine, amende ». *Kromathan* serait alors le « service des peines », expression également inconnue des anciennes lois, mais qui a bien pu s'appliquer au service judiciaire ou à une branche de ce service.

de naissance ou un individu étranger au royaume et, par suite, soustrait aux corvées. Quoi qu'il en soit, dès la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle, l'écrit *kromathan*, pour le prêt, comme aussi sans doute pour la vente fiduciaire, est un écrit purement privé, mais obligatoirement rédigé par un tiers. Il y a peut-être dans cette dernière règle, qui n'apparaît pas dans nos textes, mais que La Loubère rapporte comme essentielle, un vestige de l'intervention administrative (1). Ce document était établi avec soin, d'après des formules qui n'ont pas dû beaucoup varier au cours des siècles (2). Il mentionnait, outre sa date, les noms des parties et des témoins, le montant du prix, et ne portait que la signature, ou plutôt la marque — consistant simplement en une croix — de l'obligé, c'est-à-dire du vendeur ou de la personne vendue quand elle se vendait elle-même. Souvent une souscription ajoutée par le rédacteur de l'acte précisait le nom de celui-ci et le nombre de lignes qu'il avait écrites. Le document, dressé en un seul exemplaire, était remis à l'acquéreur qui était tenu de le produire pour obtenir le remboursement de son prix. On voit que le *kroma-*

(1) La Loubère, *op. cit.*, I, p. 274-275. Un décret du roi Mongkut, daté du 19 octobre 1867 (*Décrets du IV^e règne*, fasc. 7, n° 277, p. 129-131), exige, à peine de nullité, que le rédacteur du *kromathan* soit choisi en dehors des gens de l'acquéreur, mais cette règle (qui s'applique à tous les contrats écrits) a ici pour but d'éviter les abus d'autorité de la part de celui qui fournit l'argent.

(2) Un spécimen de *kromathan* d'esclavage est donné à la suite de la version anglaise des Lois sur les esclaves parue dans le *Bangkok Calendar* de 1861. Un autre spécimen, abrégé, figure dans Pallegoix; *op. cit.*, I, p. 234.

than d'esclavage se présentait sous la forme d'une promesse unilatérale, obligeant seulement le vendeur au remboursement du prix, ce qui achève d'accuser sa ressemblance, sinon son identité première, avec le contrat de prêt.

On comprend qu'avec l'évolution de la notion de dette, le contrôle exigé primitivement lors de la confection du *kromathan* de prêt soit tombé en désuétude, et qu'il n'en soit resté que la nécessité absolue de la forme écrite. Le *kromathan* de la vente fiduciaire, qui n'était destiné qu'à démasquer le prêt inclus dans cette opération, devait également devenir un simple écrit privé. La disparition des formalités du *kromathan* primitif a eu l'avantage de permettre son extension à la vente pure et simple qui, du moins à l'origine, différait essentiellement du prêt, et d'en généraliser l'emploi à tous les contrats d'esclavage. Mais elle a entraîné de sérieux inconvénients à deux points de vue. D'une part, elle a fait perdre au gouvernement le contrôle des corvéables, car il devenait désormais facile à un sujet du royaume d'esquiver les corvées en passant avec un maître complaisant un contrat d'esclavage plus ou moins fictif. Nous avons indiqué au début de ce chapitre par quelle réglementation le législateur a voulu parer à ce danger. Remarquons que c'était réintroduire par un détour le contrôle administratif qui, si l'hypothèse que nous avons avancée est exacte, expliquait l'essentiel du formalisme antérieur. Mais remarquons aussi que cette nouvelle réglementation laisse de côté le contrat de prêt et n'atteint plus que le contrat d'esclavage, envisagé sous ses deux formes de vente fiduciaire et

de vente pure et simple. D'autre part, le caractère privé du *kromathan* avait un grave défaut d'un autre ordre. Ce titre n'offrait plus aucune sécurité à l'acquéreur, car aucune enquête préalable, aucun contrôle, aucune publicité ne lui garantissait que l'individu acheté n'était pas l'esclave d'un autre que le vendeur. C'est pour remédier à cet inconvénient que le législateur a été amené à donner ou à restituer au *kromathan* d'esclavage son caractère solennel. Remarquons qu'ici encore, cette réglementation, dont nous allons suivre les étapes, est forcément spéciale au contrat d'esclavage sous ses deux aspects de vente fiduciaire et de vente pure et simple, qui tendent ainsi de plus en plus à être traités comme un même contrat, en même temps que la vente fiduciaire continue à se distinguer de plus en plus du contrat de prêt en raison des formalités auxquelles elle est assujettie (1).

Les inconvénients résultant pour les maîtres d'esclaves de la simplicité des formes du *kromathan* semblent avoir apparu avec une inquiétante gravité après la chute d'Ayuthia. A la faveur des troubles qui suivirent la guerre birmane, un grand nombre d'esclaves fugitifs furent vendus par des tiers qui se prétendaient propriétaires et qui disparaissaient une fois le prix touché. Les procès en revendication se multiplièrent. C'est pour en diminuer le nombre, pour protéger, non pas l'acquéreur, mais le véritable propriétaire, que le législateur intervint. Au début de l'époque de Bangkok, une première tentative fut

(1) Le mot *kromathan* a fini, dans le langage courant, par ne plus s'appliquer qu'au contrat d'esclavage.

faite pour soumettre le contrat d'esclavage à des formes spéciales. Le roi Phra : Phuttha Jot Fa, dans un texte qui ne nous a pas été conservé, décida que toutes les ventes d'esclaves devraient être faites en présence des juges royaux ou du chef de la province. Mais l'application de cette règle trop uniforme souleva bientôt des difficultés. Une décision du même roi, datée du 15 août 1795 (1), consacra la pratique antérieure et se borna à préciser et renforcer les règles prescrites en matière d'éviction. Elle n'exige plus l'intervention des autorités publiques qu'au cas où la vente serait suspecte à l'acheteur, c'est-à-dire où ce dernier ne connaîtrait ni la personne qu'on lui propose, ni le vendeur, ni les cautions. Il devra alors les conduire devant les juges royaux (ou le gouverneur de la province) qui procéderont à une enquête. La vente ne devra avoir lieu que lorsqu'on se sera assuré que la personne à vendre n'est pas sous la puissance d'un tiers. A défaut d'avoir suivi cette procédure, l'acheteur imprudent perdra, en cas d'éviction, son recours contre le vendeur. Le prix restitué par celui-ci sera versé au trésor royal. Mais si l'acquéreur n'a aucune raison de douter de la régularité de la vente qui lui est proposée, comme c'est le cas si la personne à vendre et sa famille lui sont bien connues, ou encore si l'esclave qu'on lui offre a déjà fait l'objet d'une ou de plusieurs ventes constatées par

(1) Nouvelles décisions royales, texte n° 19, du samedi, premier jour de la lune croissante du dixième mois de l'année du Lièvre, 1157 C.S. Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 35-37.

des *kromathan* réguliers, la vente pourra être conclue librement. Le but poursuivi par le législateur était de mettre en garde et même de punir l'acquéreur trop prompt à traiter avec des inconnus. Sans doute les acquéreurs durent-ils, en effet, se montrer plus prudents. Mais l'intervention des autorités publiques, n'étant pas exigée à peine de nullité, cessa bientôt d'être sollicitée en raison des frais et des lenteurs que cette procédure entraînait. Elle resta étrangère à la pratique et le *kromathan* garda son caractère d'écrit privé.

Le décret du 5 avril 1860 sur la vente des esclaves, dont nous nous occuperons plus loin (1), et qui est surtout relatif à la preuve du paiement, ne parle plus de la nécessité de passer le *kromathan* devant un magistrat. Mais il montre qu'on ne concevait plus, à cette époque, qu'un contrat d'esclavage ne fût pas constaté par écrit.

Ce n'est que dix ans plus tard, pendant la minorité du roi Chulalongkorn, que la question des formes du contrat d'esclavage devait être reprise et envisagée avec tout le soin qu'elle méritait. Un décret du 22 septembre 1870 (2) résolut définitivement un problème en suspens depuis un demi-siècle. Ce texte n'est pas spécial au contrat d'esclavage. Il réglemente la forme de tous les contrats et même des actes judiciaires. Il prescrit notamment que tous les contrats devront

(1) Ch. V, sect. 3, p. 258-260.

(2) Décret du jeudi, treizième jour de la lune décroissante du dixième mois de l'année du Cheval, 1232 C.S., *Gaz. Roy.*, IV, année 1239, p. 97 — *Kraisī*, I, p. 24.

être écrits à l'encre, et non à la craie comme auparavant. Mais c'est à propos du contrat d'esclavage qu'il contient les dispositions les plus nombreuses et les réformes les plus importantes. Comme l'explique du reste son préambule, il a été motivé surtout par la difficulté reconnue de résoudre les contestations multiples qui s'élevaient entre maîtres et esclaves par suite du caractère privé du *kromathan*. Reprenant la mesure qui avait échoué en 1795, il décide que les *kromathan* constatant des ventes d'esclaves, outre les autres conditions de formes auxquelles sont dorénavant assujettis tous les contrats, devront être passés devant l'*ampho* ou le *kamnan* (1), qui donneront lecture de l'acte aux parties, les feront signer devant eux et y apposeront à leur tour leurs sceau et signature. Ces fonctionnaires devront en outre prendre note, sur un registre spécial, des *kromathan* où ils auront figuré. Ils pourront être tenus responsables, vis-à-vis des parties, des conséquences de la nullité de la vente due à l'inobservation des formes légales (2). Le décret précise les indications que le document devra contenir ; la date et le montant du prix devront être écrits en toutes lettres. Enfin, un délai d'un an est donné aux maîtres pour refaire leurs *kromathan* conformément aux prescriptions nouvelles. Un kro-

(1) L'*ampho*, ou *nai ampho*, est un fonctionnaire chargé de l'administration d'un district (appelé aussi *ampho*) sous le contrôle du gouverneur de la province. Le *kamnan* est le chef d'un village ; ce fonctionnaire, étant devenu électif en 1895, a cessé d'être qualifié pour délivrer des *kromathan*.

(2) Cette disposition n'est pas restée lettre morte : V. le jugement de la Cour des Lûk khun cité *supra*, p. 90, n. 1.

mathan qui ne serait pas revêtu du sceau de l'*ampho* ou du *kamnan* n'aura aucune valeur en justice. Ici encore, on ne trouve aucune disposition formelle rendant le *kromathan* obligatoire pour toutes les ventes d'esclaves, mais *kromathan* et contrat d'esclavage sont désormais tellement liés qu'une telle disposition a pu être considérée comme inutile.

Un décret de 1883 (1) a facilité la tâche des *ampho* et des *kamnan* en mettant à leur disposition des formules officielles, avec souches, dont l'usage est prescrit à peine de nullité de l'acte. Le *kromathan* d'esclavage est devenu un véritable titre authentique, offrant de sérieuses garanties à son titulaire. D'autre part, il est traité dorénavant d'une manière tout à fait différente du *kromathan* de prêt, qui reste définitivement un simple écrit privé, dispensé de toute formalité administrative.

En réglementant les formes du contrat d'esclavage, le législateur de 1870 avait d'ailleurs en vue une réforme beaucoup plus radicale, l'abolition même de l'esclavage, et, à ce point de vue, le décret que nous venons d'analyser était, au fond, destiné à préparer et à faciliter l'œuvre d'émancipation qui allait commencer quelques années plus tard.

(1) Décret du jeudi, septième jour de la lune croissante du quatrième mois de l'année du Cheval, 1244 C.S. (15 mars 1883), *Gaz. Roy.*, année 1245, p. 5 — *Lois anc. et mod.*, I, p. 466-469.

CHAPITRE III

EFFETS DU CONTRAT D'ESCLAVAGE

Nous n'étudierons sous ce chapitre que les obligations que le contrat d'esclavage fait naître entre l'acquéreur et le vendeur. Les effets de ce contrat en ce qui concerne la personne vendue feront, en raison des développements auxquels ils donnent lieu, l'objet d'un chapitre spécial où nous exposerons, d'une manière générale, la condition des esclaves.

A. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR ENVERS LE VENDEUR.

Le contrat d'esclavage se présente toujours comme une vente au comptant et suppose que l'acheteur paie immédiatement le prix entier. Il ne peut guère en être autrement quand il s'agit d'une vente vérifiable, conclue avec un trafiquant de passage (« esclave acheté à bord d'une jonque »). Mais il en est de même dans l'hypothèse, généralement envisagée par nos textes, où le contrat intervient entre des parties qui se connaissent et peuvent recourir mutuellement l'une contre l'autre. Ce caractère provient alors, croyons-nous, non pas tant de ce que la vente d'esclave aurait, plus que la vente ordinaire, conservé

la nature de l'échange (1), que de ce qu'elle n'est, le plus souvent, qu'un moyen désespéré de crédit, un emprunt sur le remboursement duquel le prêteur compte plus ou moins, mais qui doit apporter à l'emprunteur un secours immédiat. Cette idée apparaît avec évidence dans la vente fiduciaire. Aussi, l'acquéreur fiduciaire qui utilise les services des personnes vendues avant d'avoir payé le prix se révèle, aux yeux de la loi, comme un prêteur cupide, empressé de toucher des intérêts avant d'avoir déboursé le capital. La loi le punit en refusant de l'indemniser ou en ne l'indemnisant qu'imparfaitement pour les dommages que ces personnes pourraient lui faire subir au cours de leur travail (art. 11). Quand il s'agit d'une vente pure et simple, la même idée se fait encore jour, et la loi ne donne aucun effet au contrat tant que l'acquéreur n'a pas versé la somme convenue, tout comme s'il s'agissait d'un contrat de prêt. C'est ce qui résulte de l'article 50 qui envisage l'hypothèse où l'acquéreur n'a payé qu'une partie du prix et a reçu néanmoins livraison de la personne vendue. Si cette dernière vient à s'enfuir avant que son prix n'ait été payé en entier et qu'elle retourne chez le vendeur, son ancien maître, l'acquéreur ne pourra que réclamer la restitution de la somme qu'il aura versée. Il n'est donc pas devenu maître de l'esclave, même après la livraison consentie par le vendeur. D'autre part, si, dans la même hypothèse d'un paie-

(1) Cette idée ne doit pas pourtant être entièrement écartée, étant donnée l'importance du montant du prix dans la vente d'esclave quant à ses effets à l'égard de la personne vendue.

ment partiel, la personne vendue vient à disparaître ou à décéder entre les mains de l'acheteur, le vendeur ne pourra pas réclamer le paiement de ce qui lui reste dû (1), pas plus que l'acquéreur ne pourra exiger la restitution des deniers qu'il a déjà versés, à supposer que ce recours lui fût ouvert. Ainsi, ni l'une ni l'autre des parties ne pourra obtenir l'exécution du contrat. Dès lors, on pourrait conclure que le paiement du prix ne constitue pas, à proprement parler, une obligation pour l'acquéreur, mais que c'est une des conditions mêmes de la formation du contrat d'esclavage. La rareté des dispositions légales concernant le non-paiement du prix par l'acheteur n'autorise pas à poser un principe aussi net (2). Mais le contenu de ces dispositions et leur petit nombre même montrent bien que le législateur n'admet pas qu'on puisse acheter des esclaves à crédit, comme une marchandise ordinaire.

En dehors du paiement du prix, l'acquéreur est tenu, dans le cas d'une vente fiduciaire, de restituer l'esclave au vendeur quand celui-ci vient lui rem-

(1) Disposition analogue dans le *Damasat*, IV, 3. Mais le *Maharajadhammasattham*, IX, 1, décide que l'acheteur est alors tenu de la moitié du prix.

(2) Ce principe même paraît être contredit par l'article 81 qui envisage le cas où, avant le paiement du prix, l'acheteur ou le vendeur est pris par l'ennemi. Il semble résulter de ce texte, du reste obscur, et qui vise les esclaves, peut-être négligemment, au milieu d'une énumération qui englobe tous les éléments du patrimoine, qu'au moins dans l'hypothèse où seul le vendeur a été pris par l'ennemi, la vente pourra recevoir exécution. A supposer que cette disposition doive s'appliquer au contrat d'esclavage, il s'agit ici de circonstances exceptionnelles qui justifient un droit spécial.

bourser le prix. Mais cette obligation, comme nous l'avons déjà remarqué, a fini par bénéficier à l'esclave lui-même, même vendu définitivement, et par constituer avant tout un moyen pour lui de s'affranchir ou de changer de maître. Elle trouvera donc mieux sa place au chapitre de l'affranchissement, où elle pourra être envisagée à la fois dans ses effets à l'égard du vendeur et dans ses effets à l'égard de l'esclave, les mêmes règles étant applicables dans les deux cas.

B. OBLIGATIONS DU VENDEUR ENVERS L'ACQUÉREUR.

Les obligations du vendeur envers l'acquéreur varient suivant qu'il s'agit d'une vente fiduciaire ou d'une vente pure et simple. Dans le premier cas, ce sont celles d'un emprunteur, dans le second, celles d'un vendeur véritable. Mais on sait déjà combien cette opposition est superficielle et même contraire à ce que nous savons du développement du droit siamois. En réalité, il y a un droit commun de la vente d'esclave qui n'est pas toujours celui de la vente ordinaire. D'autre part, les effets qui sont restés particuliers à la vente fiduciaire, tout en s'inspirant largement de l'idée d'un emprunt gagé, ne s'expliquent complètement qu'en y faisant encore intervenir l'idée d'une vente, de telle sorte qu'en définitive, c'est cette notion de vente qui prévaut dans l'une comme dans l'autre et qui doit servir à déterminer les diverses obligations du vendeur.

Les obligations spéciales du vendeur fiduciaire sont au nombre de deux : 1° Il doit rembourser le

prix à l'acquéreur dès que celui-ci ne désire pas conserver la personne vendue. 2^o Il doit également restituer le prix au vendeur au cas de fuite, disparition ou décès de la personne vendue. Cette seconde obligation pèse aussi sur le vendeur ordinaire, quoique beaucoup moins lourdement. Il y a intérêt à rapprocher à ce point de vue les deux formes de vente ; c'est ce que nous ferons plus loin. La première obligation reste la seule qui soit strictement spéciale à la vente fiduciaire. Elle tient évidemment à ce que l'acquéreur n'a entendu consentir qu'un emprunt. Remarquons qu'en fait, il n'exigera guère son remboursement que s'il a lieu d'être mécontent de l'esclave, mais il est certain qu'il est en droit de le faire à seule fin de recouvrer la somme qu'il a versée. Il exercera son droit contre le vendeur tout de même qu'à l'encontre d'un emprunteur. Le fait qu'il détient déjà un bien de son débiteur en garantie du paiement de sa créance n'empêche pas, en effet, que celui-ci ne reste personnellement tenu de la dette. L'acquéreur devra donc commencer par réclamer son prix au vendeur et ce n'est qu'à défaut d'obtenir satisfaction du vendeur qu'il pourra, comme nous dirions aujourd'hui, poursuivre la réalisation de son gage. Mais c'est ici que l'acquéreur fiduciaire cesse d'être traité comme un créancier gagiste. Ce dernier, d'après le droit contemporain des Lois sur les esclaves (1), devient propriétaire de l'objet remis en gage s'il n'est pas payé au terme convenu ou à l'expiration du délai fixé par la loi. Au contraire, l'acquéreur fiduciaire qui ne peut pas obtenir son rem-

(1) V. *supra*, ch. I, sect. 2, p. 53-54.

boursement du vendeur ne devient pas le propriétaire définitif de la personne vendue. Il est libre de la garder, mais ses pouvoirs restent ceux d'un acquéreur fiduciaire. Notamment, il reste dans l'impossibilité de la vendre définitivement. Il n'y a que le vendeur qui ait ce droit. L'acquéreur pourra confier l'esclave au vendeur pour faciliter à ce dernier la revente de l'esclave (art. 35). Si cet arrangement, tout facultatif, n'intervient pas ou ne donne aucun résultat, l'acquéreur pressé de recouvrer son prix ne pourra que remettre l'esclave entre les mains du juge qui invitera formellement le vendeur à restituer le prix ; après un délai de grâce donné au vendeur et aux parents de l'esclave pour réunir les fonds nécessaires ou pour trouver un nouvel acquéreur, le juge vendra l'esclave purement et simplement et paiera l'acquéreur sur le produit de la vente (art. 7 et 52) (1). Cette procédure est la même que celle qui s'appliquerait au débiteur lui-même s'il était personnellement poursuivi. La personne vendue, en effet, représente la dette, elle est « la demeure de la dette », c'est donc elle qui est

(1) Ces deux articles envisagent deux hypothèses distinctes : ou bien un tiers se présente et désintéresse l'acquéreur, alors l'esclave passe à ce tiers, mais le vendeur reste tenu envers le nouvel acquéreur en cas d'éviction, de fuite ou de disparition (art. 7), ou bien, personne ne s'étant présenté, l'esclave est vendu par le juge au plus offrant, il y a alors véritablement vente en justice, l'esclave passe définitivement au pouvoir de l'acquéreur et ne peut plus être revendiqué par personne (art. 52). Cette vente en justice doit avoir lieu dans les trois mois ; au delà de ce délai, le juge n'a plus droit au remboursement de ses frais d'incarcération et d'entretien de l'esclave (art. 116 des Lois sur les juges).

substituée au débiteur qui ne remplit pas son obligation. La même idée explique une autre particularité de l'obligation pour le vendeur fiduciaire de rembourser le prix à l'acquéreur, à savoir que cette obligation échappe à la prescription qui éteindrait en pareil cas la dette d'un débiteur ordinaire (1). L'acquéreur est toujours en droit d'exiger le remboursement du prix, alors même qu'il serait resté plus de dix ans sans rien réclamer au vendeur. Tant que l'esclave est entre ses mains, la dette est, si l'on peut dire, toujours vivante ; elle survit même à la mort du débiteur (2), en ce sens que l'esclave qui continue à la représenter ne pourra se libérer qu'en remboursant lui-même l'acquéreur (art. 37). La prescription n'est donc capable d'atteindre la créance que si l'esclave s'est enfui ou s'il est décédé. Mais on voit par là même que la vente fiduciaire, dans le seul effet qui lui soit vraiment propre, s'éloigne de la notion d'un simple emprunt gagé. Au fond, comme nous l'avons remarqué, si l'acquéreur ne peut pas s'approprier la personne vendue, c'est qu'il ne l'a pas payée un prix suffisant pour s'assurer les pouvoirs d'un maître définitif, ou que la vente comporte des garanties incompatibles avec l'attribution de tels pouvoirs, mais ces pouvoirs, tout atténués qu'ils sont, n'en résultent pas moins d'une vente et font perpétuer

(1) Cette prescription est, en principe, de dix ans (art. 61 de la Loi sur le prêt et art. 29 de la Loi en trente-six articles).

(2) Le décès du débiteur ne met pas fin à proprement parler à la dette, mais celle-ci ne passe pas à ses héritiers. Le créancier ne peut se payer que sur les biens laissés par le défunt (art. 33 de la Loi sur le prêt).

avec eux la créance corrélatrice contre le vendeur, dont l'origine est pourtant dans la notion d'emprunt. Ainsi, c'est toujours à l'idée de vente qu'on est ramené et c'est en nous appuyant exclusivement sur elle que nous devons maintenant étudier les obligations du vendeur envers l'acquéreur.

Ces obligations sont généralement ramenées chez nous aux trois chefs suivants : 1^o délivrance, 2^o éviction, 3^o vices de la chose vendue. Il n'y a pas de raison de s'écarter ici de cette division traditionnelle, à condition, bien entendu, de n'y voir rien autre qu'un cadre commode pour notre exposé.

1. OBLIGATION DE LIVRER LA PERSONNE VENDUE.

La livraison de la personne vendue entre les mains de l'acquéreur n'est pas, comme on peut le soutenir du paiement du prix, un élément même de la formation du contrat d'esclavage. Les parties peuvent convenir, soit au moment de la vente, soit après, que la personne vendue restera auprès du vendeur. Ce dernier, et subsidiairement la personne vendue, doivent alors payer à l'acquéreur les intérêts du prix au taux habituel. Cette combinaison était si fréquente que le législateur a fait de ces esclaves, autorisés par l'acquéreur à payer des intérêts, une catégorie spéciale d'esclaves achetés. Bornons-nous à rappeler que cette convention peut intervenir aussi bien à la suite d'une vente pure et simple que d'une vente fiduciaire.

A défaut d'une telle convention, le vendeur est

tenu de livrer la personne vendue à l'acquéreur. Les manquements à cette obligation font l'objet des articles 6, 23 et 24 des Lois sur les esclaves. Ces textes sont rédigés en termes généraux qui les rendent applicables, non seulement aux deux formes du contrat d'esclavage, mais à la vente ordinaire, qu'elle porte sur des biens inanimés ou des biens doués de vie. Ces dispositions, que d'autres textes, du reste très peu nombreux, viennent seulement corroborer ou compléter, forment donc le droit commun de la vente dans l'ancien droit siamois.

On a vu que le vendeur ne peut pas être contraint de livrer la personne vendue avant d'avoir touché la totalité du prix convenu (1). L'article 24 lui donne, à partir du paiement du prix, un délai de trois jours pour la livrer. Ce n'est qu'une fois ce délai expiré que le vendeur qui n'a pas encore livré l'esclave se trouve en faute envers l'acquéreur. Sa responsabilité est alors diversement appréciée suivant les circonstances, d'après des règles qui s'inspirent du reste des principes généralement suivis en matière de contrats, et que nous nous bornerons à indiquer sans commentaire.

Si le vendeur se trouve dans l'impossibilité d'exécuter son obligation, parce que la personne vendue a pris la fuite, a disparu ou est décédée, il devra restituer le prix à l'acquéreur (art. 24), mais il ne sera

(1) Ce principe n'est valable qu'en matière de vente d'esclave. Le vieux droit siamois connaît la vente à crédit, accompagnée ou non d'arrhes (art. 47 de la Loi sur le prêt, traduit *infra* — art. 99, 101 et 113 des Lois diverses).

tenu à aucuns dommages-intérêts. Cette solution suppose que l'inexécution de l'obligation de livrer n'est pas due à la faute du vendeur. Celui-ci se trouve alors assez puni de son retard par l'obligation de rembourser le prix tout en ayant perdu l'esclave.

Si le vendeur, en prétextant la disparition ou le décès de l'esclave, a voulu simplement revenir sur sa parole et obtenir l'annulation du contrat, l'acquéreur pourra refuser le remboursement et, après avoir mis lui-même la main sur la personne vendue, réclamer une indemnité pour privation des services de l'esclave, indemnité fixée par la loi aux trois dixièmes du prix pour chaque mois de la période dilatoire (art. 23). Dans cette hypothèse, le défaut de livraison est causé par le vendeur lui-même. La solution légale couvre donc aussi le cas où la disparition de l'esclave est réelle, mais a eu lieu à l'instigation du vendeur. Il va de soi que si l'esclave ne peut pas être trouvé, ou encore si l'acquéreur préfère ce mode de règlement, le prix sera restitué à la place de l'esclave, augmenté des dommages-intérêts prévus par la loi.

Enfin, si le vendeur commet une faute plus grande encore, s'il va jusqu'à nier l'existence même de son obligation, en prétendant, soit qu'il n'a pas vendu l'esclave, soit qu'il l'a déjà livré à l'acquéreur, il sera, suivant une règle traditionnelle dont les applications sont extrêmement nombreuses en droit siamois (1), condamné à l'amende du double (art. 6).

(1) V. notamment art. 47 et 48 des Lois sur les esclaves, art. 28 de la Loi sur le rapt, art. 6 de la Loi sur le prêt et art. 62 et 100 des Lois diverses, pour ne citer que des textes traduits au cours de ce travail. Aussi *infra*, p. 326, n. 1.

Cette amende paraît devoir s'évaluer, non sur le prix de vente, mais sur la valeur de l'esclave, au moins en cas de vente pure et simple. Sur le montant de cette amende, on prélèvera une somme égale au prix, pour être reversée à l'acquéreur ; le reste ira pour moitié à l'acquéreur encore et pour l'autre moitié au trésor royal (1).

(1) L'article 6 des Lois sur les esclaves est à rapprocher des articles 47 et 49 de la Loi sur le prêt, mais la règle n'est exprimée avec précision, en ce qui concerne la vente, que dans l'article 100 des Lois diverses, dont voici la traduction : « Quand un individu a vendu une chose, animée ou inanimée, qu'il a reçu l'argent de l'acquéreur et qu'il a promis de lui remettre la chose, mais qu'[en définitive] il ne l'a pas livrée, si, sommé par l'acheteur de livrer la chose, il prétend, contrairement à la vérité, qu'il ne la lui a pas offerte en vente, ou qu'il n'a pas reçu d'argent, il sera coupable de détourner les biens (c'est-à-dire la somme reçue) de l'acquéreur, et passible d'une amende égale au double de la chose vendue ». Cet article précise les circonstances qui donnent lieu à l'action du double. D'autre part, il prescrit clairement au juge de calculer l'amende d'après la valeur de la chose. Les raisons de douter sur ce point viennent de notre article 6, qui se borne à dire que l'amende sera égale au double du « capital », et des articles 47 et 49 de la Loi sur le prêt qui s'expriment ainsi : Art. 47 : « Quand une personne a versé une somme d'argent à une autre qui s'est engagée de son côté à lui fournir des denrées alimentaires, si elle ne peut pas obtenir ces denrées, elle aura droit au double de la somme versée. D'autre part, quand une personne a remis des denrées à une autre qui s'est engagée de son côté à lui verser une certaine somme d'argent, si, une fois le délai convenu écoulé, celle qui a reçu les denrées n'a pas envoyé la somme promise, le propriétaire des denrées ne pourra pas réclamer les intérêts de cette somme, mais il aura droit au double des denrées remises par lui ». — Art. 49 : « Quand une personne a versé une somme d'argent à une autre qui s'est engagée de son côté à lui fournir une chose quelconque, si, une fois le délai convenu écoulé, celle qui a reçu l'argent n'a pas livré la chose promise,

2. GARANTIE D'ÉVICTION.

Le cas d'éviction le plus fréquemment envisagé par nos textes est celui où la personne vendue est

l'autre partie aura le droit de réclamer la restitution de la somme versée au double ». Ces textes se réfèrent, croyons-nous, à une situation différente de celle que visent les deux articles mentionnés plus haut. Il s'agit d'une vente faite avec délai de livraison, avance remboursable en denrées ou vente avec arrhes. A l'expiration du terme fixé, l'acquéreur ne pourra pas, comme dans une vente au comptant, exiger que le vendeur lui livre la chose vendue ; mais il pourra réclamer, à titre de compensation, le double de la somme qu'il a versée. Ce n'est pas là une amende, car l'inexécution de l'obligation n'implique pas une faute de la part du vendeur. Ce sont de véritables dommages-intérêts, dont aucune quotité ne va au trésor royal et qui ne sont d'ailleurs pas appelés amende par la loi (cf. Wagaru, 85). Quant à notre article 6, comme il fait allusion à la confection d'un *kromathan*, il est probable que son application a dû, à l'origine, se restreindre à la vente fiduciaire. Or, dans ce cas, le vendeur fait figure d'emprunteur et son refus de livrer la personne vendue équivaut à nier sa dette, ce qui l'expose bien à une amende égale au double du capital prêté. Pour la vente pure et simple, il n'en est pas de même, et c'est dans l'article 100 des Lois diverses qu'on devrait alors chercher la solution. — La jurisprudence moderne n'ayant plus affaire qu'à des ventes avec *kromathan*, condamne toujours au double du « prix », tel qu'il apparaît dans le contrat. V. notamment un arrêt de la Cour des Dika du 7 octobre 117 R. K. (1898), *Dh. S.*, IV, p. 1072-1126. Il est assez curieux de constater que, dans cette affaire, le jugement du tribunal de première instance, confirmé sans motifs nouveaux par la Cour suprême, invoque, non l'article 6 des Lois sur les esclaves, mais l'article 62 des Lois diverses *in fine*, qui dit simplement : « quiconque, ayant pris l'engagement de remettre une chose, nie s'être engagé à remettre cette chose, sera condamné à l'amende du double ».

revendiquée par un tiers qui établit qu'il avait seul qualité pour la vendre. Mais il y a aussi éviction quand la personne vendue est poursuivie en raison d'une dette qu'elle a contractée antérieurement à la vente. Le créancier, dans ce cas, a le droit de poursuivre son débiteur comme si la vente n'avait pas eu lieu. L'acquéreur pourra arrêter les poursuites en désintéressant le créancier (1) ; il fera alors généralement établir un nouveau *kromathan* augmentant d'autant le prix de vente primitif. Mais s'il ne veut pas acquitter la dette et que l'esclave n'ait pas de moyens personnels suffisants pour satisfaire aux exigences de son créancier, l'acquéreur ne pourra que laisser libre cours aux poursuites et il se trouvera évincé par le jeu de la procédure d'éviction (2). Nous pouvons donc nous en tenir, dans les développements qui vont suivre, à l'hypothèse plus simple et plus claire où la personne vendue est revendiquée par le véritable maître.

Les principes posés par la loi siamoise sont applicables, ici encore, à toute espèce de vente. D'après l'article 112 des Lois diverses : « Quand un individu donne, vend ou met en gage une chose quelconque,

(1) Cf. *Manu Kyay*, III, 63 — *Damasat*, VIII, 1 et 2.

(2) Si le vendeur peut être atteint, l'acquéreur pourra se retourner contre lui et réclamer la restitution du prix dès les premières démarches du créancier, sans attendre d'être évincé. C'est ce qui résulte de l'article 30 de la Loi sur le prêt : « ...Si l'esclave a contracté un emprunt tandis qu'il était avec un précédent maître, et que le nouveau maître n'en ait eu connaissance qu'au moment où le créancier est venu réclamer son paiement, l'esclave sera restitué à son précédent maître ».

animée ou inanimée, qui ne lui appartient pas, il sera passible d'une amende établie d'après la valeur de la chose donnée, vendue ou mise en gage ; la chose sera restituée à son propriétaire ». Ainsi la vente d'une personne appartenant à autrui est nulle et ne donne à l'acquéreur aucun titre à la propriété de l'esclave. D'une part, le vendeur s'expose à une sanction pénale ; d'autre part, l'acquéreur devra restituer l'esclave à son véritable maître. Ajoutons, pour compléter, que l'acquéreur évincé pourra exiger de son vendeur le remboursement du prix de vente. Nous allons reprendre successivement ces trois règles et indiquer ensuite les exceptions qu'elles comportent.

Nous ne dirons que quelques mots de la responsabilité pénale encourue par le vendeur. Ce côté de la question ne doit cependant pas être négligé. Une partie de l'amende infligée au vendeur est, en effet, versée au véritable maître et vient s'ajouter à la restitution de l'esclave, à la fois comme une amende véritable et à titre d'indemnité pour la privation des services de l'esclave. En outre, et surtout, le point de vue pénal, la recherche du coupable et son châtiment, domine en cette matière les préoccupations du législateur, comme il apparaît déjà à la lecture de l'article 112 des Lois diverses reproduit plus haut, comme il apparaîtra encore bientôt quand nous passerons à l'obligation pour l'acquéreur de restituer l'esclave.

L'individu qui vend une personne qui ne lui appartient pas est passible des peines du vol, alors même qu'il ne l'aurait pas volée à son propriétaire,

qu'il s'agirait, par exemple, d'un esclave fugitif qui serait venu lui-même s'offrir au vendeur (art. 27 et 34 de la Loi sur le rapt). Le voleur d'esclave, en dehors des châtimens corporels auxquels il s'expose : coups de fouet, marque infamante, affectation à des besognes pénibles ou humiliantes, est passible d'une amende égale au double du prix de l'esclave ; sur le montant de cette amende, pour emprunter la formule habituelle du législateur, il est prélevé une somme égale au prix pour être attribuée au propriétaire ; le reste est divisé par moitié entre le propriétaire et le trésor royal ; ce qui revient à dire que le propriétaire a droit, à la fois comme indemnité et comme amende privée, aux trois quarts de l'amende totale ou à une fois et demie le prix de l'esclave volé. Le voleur est tenu, en outre, de restituer l'esclave ou, à défaut, d'en payer le prix au propriétaire (art. 1 de la Loi sur le rapt). Le crime est considéré comme beaucoup plus grave si l'esclave est vendu à un étranger, il entraîne alors la peine de mort (art. 25 de la Loi sur le rapt — art. 59 et 75 des Lois sur le vol — art. 42 des Lois sur les délits royaux) (1). L'esclave ou la personne d'autrui qui s'est laissé vendre de complicité avec le vendeur est châtié plus ou moins sévèrement suivant son âge (art. 1 et 25 de la Loi sur le rapt). Enfin les cautions qui ont participé à la vente sont punissables au même titre que

(1) A l'époque moderne, la peine de mort est commuée en prison par le roi. V. jugement de la Cour criminelle de Bangkok du 25 juin 112 R.K. (1893), *Dharmasatra vinicchaya*, IV (année 114), p. 280.

le vendeur (art. 11 de la Loi sur le rapt). Toutes ces dispositions ne sont, en somme, que l'application du droit commun en matière de vol (1). Ce n'est qu'après la chute d'Ayuthia que l'on voit paraître des pénalités spéciales au vol d'esclave, en tant qu'il se manifeste sous la forme d'une vente portant sur l'esclave d'autrui. Une décision royale du 22 février 1785 (2) punit du fouet et de l'exposition publique l'individu qui a vendu une personne qui ne lui appartenait pas ou qu'il avait déjà vendue à un tiers, de même que celui qui s'est porté caution d'une telle vente et la personne vendue elle-même. En outre, les enfants et la femme du vendeur ou de la caution sont livrés à l'acquéreur pour tenir lieu de l'esclave vendu qui a dû être restitué à son maître. A défaut de pouvoir offrir cette compensation, le vendeur ou la caution sont fouettés jusqu'à concurrence des deniers qu'ils ont touchés. Et après avoir satisfait l'acquéreur de l'une ou l'autre manière, ils sont, suivant leur sexe, soit affectés au service des éléphants royaux, soit condamnés à travailler dans les moulins à riz du roi (3).

(1) V. art. 61 des Lois sur le vol. Au contraire, le vol de bestiaux est puni beaucoup plus sévèrement que le vol ordinaire (art. 74 des mêmes lois).

(2) Nouvelles décisions royales, texte n° 39, du mardi, quatorzième jour de la lune croissante du quatrième mois de l'année du Grand Dragon, 1146 C.S. Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 28-29.

(3) Cette dernière pénalité, la seule applicable en somme si l'acquéreur était restitué dans ses deniers, a paru à son tour trop légère, et le roi y a substitué, cinq ans plus tard, la condamnation à faucher de l'herbe pour les éléphants royaux

La personne qui est trouvée en possession d'un esclave appartenant à autrui est soupçonnée de se l'être approprié par fraude. L'acquéreur, en cas d'éviction, devra donc, en premier lieu, établir son innocence au regard de la loi pénale. Et la meilleure façon de se justifier sera de mettre le revendeur en présence du vendeur ; ce sera alors à celui-ci de se disculper. Faute de pouvoir produire le vendeur, l'acquéreur devra, pour échapper à la peine du vol, produire des témoins de la vente et établir, à l'aide de ces témoignages, qu'il a payé au vendeur une somme correspondant bien à la valeur de la personne revendiquée (art. 59) (1). Ces règles se retrouvent, avec quelques détails supplémentaires, dans les articles 109, 111, 113, 148 et 155 des Lois sur le vol qui les appliquent à toute espèce de vente. D'une manière générale, l'acquéreur, pour échapper à toute sanction pénale en cas d'éviction, fera bien de ne traiter qu'avec un vendeur connu et susceptible d'être appréhendé, ou de ne contracter la vente qu'en public et en présence de témoins ou des autorités publiques (2). Nous avons suivi plus haut les

(Lois, texte n° 7, de 1151 C.S., traduit dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 33).

(1) Noter que l'article 59 ne parle pas de *kromathan*, lequel, en effet, n'est pas nécessaire en cas de vente pure et simple. Noter aussi que ce texte suppose que le prix devait toujours correspondre à la valeur de l'esclave, ce qui est bien la règle dans une telle vente.

(2) Règles analogues en droit indou : *Manu*, VIII, 202 — *Narada*, VII, 2 et 4 — *Vishnu*, V, 164-166 — *Brihaspati*, XIII, 4, et en droit birman : *Manu Kyay*, ch. II et VII, art. 40. Le droit siamois se rapproche plus dans les détails du droit

conséquences que ces prescriptions devaient entraîner sur le développement de l'usage du *kromathan* et sur les conditions de forme du contrat d'esclavage.

Qu'il puisse ou non établir sa bonne foi, l'acquéreur est également tenu de remettre la personne vendue à son véritable maître. Remarquons que le maître de l'esclave, en découvrant ce dernier entre les mains de l'acquéreur, n'a pas le droit de se saisir de lui de sa propre autorité et de le ramener chez lui sans autre forme de procès. Des textes fort nombreux, épars dans diverses lois, dans le détail desquels nous ne pouvons entrer dans cette étude (1), instituent ou rappellent la procédure à suivre en pareil cas. En résumé, l'esclave ou la personne en puissance retrouvé par son maître devra être consigné (*ajat*) entre les mains de celui qui le détient et qui en deviendra dès lors responsable envers le revendiquant, notamment en cas de fuite. Si la personne qui est trouvée en possession de l'esclave ne veut pas assumer cette responsabilité, l'esclave devra, en principe, être confié à la garde du juge. L'instance en revendication suivra alors son cours et l'esclave ne sera livré au

birman que du droit indou. Le droit indou, par exemple, s'attache surtout à la publicité de la vente ; le droit birman, comme le droit siamois, insiste sur le montant du prix.

(1) V. le préambule de la seconde loi sur les esclaves. La Loi sur les délits privés (art. 1 à 4) reproduit à peu près les mêmes règles, en précisant que le maître qui reprend lui-même son esclave s'expose à une amende pour « transgression » (V. aussi art. 29 des Lois sur les juges). Ici encore, le droit birman est singulièrement identique au droit siamois, jusque dans les détails de la réglementation : *Damasat*, X, 2.

revendiquant que si les prétentions de ce dernier sont reconnues fondées. Remarquons, d'autre part, que la loi siamoise ignore notre exception de garantie ; mais la liberté d'allures de l'ancienne procédure permettait à l'acquéreur de faire comparaître son vendeur devant le juge et tout pouvait être réglé dans le même jugement (1).

L'acquéreur évincé pourra se retourner contre le vendeur et lui réclamer la restitution du prix (art. 44 *in fine*) (2), mais il n'a droit à aucune indemnité, car, jusqu'à l'éviction, il a joui des services de la personne vendue, lesquels représentent les intérêts du prix. Si l'esclave a fait l'objet de plusieurs ventes successives, le dernier acquéreur, évincé par le véritable maître, se retournera contre son vendeur, lequel agira à son tour contre son vendeur, et ainsi de suite, en suivant l'ordre des ventes (art. 54, art. 11 de la Loi sur le rapt) (3). Enfin, s'il s'agit d'un esclave

(1) Il n'en est plus de même avec le Code de procédure actuel (en vigueur depuis le 1^{er} juin 1908), lequel continue à ignorer la garantie incidente, mais ne permet plus au tribunal de prononcer qu'entre les parties en cause. On ne peut donc plus éviter une seconde instance, à moins que le revendiquant ne consente à admettre le vendeur comme second défendeur. Le *Code civil et commercial* de 1926-1929 institue bien la garantie incidente (art. 477 et 478), mais le Code de procédure n'ayant pas été modifié, cette disposition risque de rester lettre morte.

(2) L'article 51 des Lois diverses exprime la même règle en matière de vente immobilière. L'obligation pour le vendeur de restituer le prix à l'acheteur évincé est sanctionnée par le droit indou (Narada, VII, 5 — Brihaspati, XIII, 3) et le droit birman (*Manu Kyay*, ch. II).

(3) L'article 11 de la Loi sur le rapt est rédigé à peu près dans les mêmes termes que notre article 54, mais il s'applique à la

qui a pris la fuite et qui est allé, de complicité avec un autre esclave fugitif, se vendre à l'insu de son maître, l'acquéreur pourra, semble-t-il, exercer pareillement son recours contre l'esclave vendeur, mais si l'esclave n'a pas de quoi le payer, l'acquéreur ne pourra pas exercer contre lui les moyens de contrainte dont il disposerait à l'égard d'un débiteur ordinaire, car son débiteur est l'esclave d'autrui. Il ne pourra que faire frapper l'esclave en remboursement du prix, au taux légal de 3 coups de fouet par 100.000 cauris dus (1). Si le revendiquant désire que son esclave échappe à cette peine, l'acquéreur évincé devra se contenter de la moitié seulement du prix qu'il aura versé (art. 102) (2).

Ces règles générales, — restitution de l'esclave à

vente d'esclave en général et non pas seulement à la vente fiduciaire. D'autre part, il n'envisage que deux ventes successives au plus et non « deux ou trois » comme l'article 54. On verra bientôt la raison de cette dernière différence.

(1) Ce taux est indiqué à l'article 28 de la Loi fixant le tarif des compositions. Cf. p. 61, n. 1.

(2) La personne qui traite avec l'esclave d'autrui se montre beaucoup plus imprudente que celle qui traite avec un vendeur de condition libre. D'où la réduction de moitié qui, est-il besoin de le remarquer, profitera à l'esclave. — L'article 102 est d'une interprétation difficile. Les deux traducteurs anglais l'ont compris autrement que nous, mais leur texte était fautif (v. *infra*, p. 356, n. 1). Notre traduction cadre avec les solutions données pour des cas analogues. V. notamment l'article 41, pour l'hypothèse où un tiers consent un emprunt à un esclave à l'insu de son maître. Cette réduction de moitié semble un curieux souvenir du droit indou qui, dans certains cas, ne permet au revendiquant de rentrer en possession qu'en remboursant à l'acquéreur la moitié du prix (V. *infra*, p. 134, n. 2).

son véritable maître, recours en garantie contre le vendeur, — paraissent n'avoir comporté, à l'origine, qu'une exception : le cas où la vente a eu lieu en justice. Dans cette hypothèse, l'acquéreur est à l'abri de toute éviction, personne n'est admis à soutenir que la personne vendue est son débiteur, son esclave ou qu'elle est placée à un titre quelconque sous sa dépendance : elle est assimilée à l'esclave « acquis à bord d'une jonque », c'est-à-dire fraîchement importé, qui dès lors ne peut encore avoir eu aucune relation ni aucun lien d'aucune sorte dans le pays de l'acquéreur (art. 52 et Lois sur les juges, art. 116). Cependant, l'article 79 admet bien encore dans ce cas que le véritable maître pourra reprendre son esclave des mains de l'acquéreur ; mais il devra rembourser à ce dernier non seulement la somme versée pour « tirer l'esclave des mains du juge », mais même les dettes dont cet esclave pourrait être redevable à l'acquéreur. Enfin, la rédaction de l'article, qui exige que des excuses formelles soient présentées à l'acquéreur, montre qu'il s'agit plutôt d'une faveur qui doit être sollicitée de ce dernier que d'un droit véritable à la restitution de l'esclave ; ou, du moins, convient-il de restreindre l'exercice de ce droit (si on le reconnaît comme tel) à des circonstances particulièrement favorables au revendiquant, comme celles qui ont motivé cette solution légale.

Excepté le cas de la vente en justice, l'acquéreur restait constamment exposé à l'éviction, et, une fois évincé, menacé d'être traité comme un voleur,

il ne disposait que d'un recours, souvent illusoire, contre son vendeur. L'ancien droit siamois, en effet, ignore la prescription acquisitive qui aurait mis l'acquéreur de bonne foi à l'abri de l'éviction après un certain temps de possession (1), comme il ignore les distinctions faites par le droit indou entre la vente publique et la vente clandestine (2). Les inconvénients du système légal apparurent aussitôt que le territoire placé sous l'autorité du roi d'Ayuthia s'étendit à des régions quelque peu éloignées de la capitale, et que les ventes d'esclaves cessèrent d'avoir lieu uniquement dans la ville d'Ayuthia elle-même ou ses environs, entre des parties qui se connaissaient mutuellement et pouvaient facilement se retrouver. Dès l'année 1356, si on se fie au préambule

(1) Au contraire, le droit indou (Manu, VIII, 147 — Narada, I, 79) et le droit birman (Wagaru, 18 — *Maharajadhammasattham*, ch. XV — *Manu Kyay*, III, 69 et 70) déclarent l'acquéreur propriétaire après dix ans de possession. Une règle analogue a été introduite dans le Corpus siamois, mais elle ne joue qu'en matière immobilière.

(2) Le seul effet attaché par le droit siamois à la vente conclue dans un marché est que l'acheteur qui ne peut pas produire son vendeur est alors admis à recourir à l'ordalie pour se disculper ; s'il triomphe de l'épreuve, il échappe aux sanctions pénales, mais il reste tenu de restituer la chose sans pouvoir exiger le remboursement de son prix (art. 111 des Lois sur le vol). En droit indou, au contraire, la vente faite dans un marché public, en présence de témoins, non seulement justifie l'acquéreur au regard de la loi pénale, mais lui fait acquérir la propriété de la chose vendue. Le revendiquant devra rembourser le prix d'achat, à moins que l'acquéreur n'ait pas pu produire son vendeur, auquel cas le propriétaire pourra recouvrer l'objet vendu en remboursant la moitié seulement du prix (Manu, VIII, 201-202, avec la glose de Kulluka, et Gibelin, *Etudes sur le droit civil des Hindous*, I, p. 252 sq.).

de la Loi sur le rapt, les acheteurs d'esclaves du royaume de Sukhôthai, récemment soumis à l'autorité du roi d'Ayuthia, se plaignirent de la sévérité des lois siamoises qui les obligeaient en cas de revendication à restituer l'esclave à son propriétaire en ne leur laissant qu'un recours précaire contre le vendeur. Le roi d'Ayuthia trouva leur réclamation justifiée et décida que, dans ce cas, le propriétaire de l'esclave devrait rembourser à l'acheteur le prix d'achat (1). Cette solution servit de point de départ aux diverses dispositions rangées sous le titre de Loi sur le rapt, dont l'objet commun est de trancher les difficultés soulevées par l'enlèvement, le débauchage ou la fuite des esclaves ou autres personnes sous la dépendance d'autrui.

D'après l'article 19 de cette loi : « Quand un enfant, une femme mariée ou toute autre personne, esclave ou libre, s'est enfui et, parvenu aux frontières du royaume, est acheté par un tiers, cette vente devra être tenue pour définitive. En cas de revendication, lorsque l'acheteur déclare qu'il a acquis [l'esclave] dans une province éloignée, qu'il a un *kromathan* dûment signé et des témoins à l'appui de ses dires, et que la personne [revendiquée], de son côté, admet qu'elle a bien été vendue, l'ancien maître ne pourra reprendre l'esclave ou la personne placée sous son autorité qu'après avoir remboursé à l'acquéreur le montant de la somme [payée par

(1) Le préambule ajoute même que si l'esclave a été acquis autrement que par une vente, son prix sera fixé sur le marché, ce qui est peut-être aller un peu loin.

ce dernier] ». L'article 20 donne la même solution pour le cas où le fugitif a pu franchir les frontières et est acheté à l'étranger par un sujet siamois (1) qui le ramène dans son pays. Enfin, d'après l'article 10 : « Quand un esclave ou une personne placée sous l'autorité d'autrui a été enlevé et vendu par son ravisseur jusque sous la voûte du ciel bleu (2), le véritable maître, s'il vient à découvrir le fugitif, devra pour le reprendre le racheter [à l'acquéreur] pour le prix [payé par ce dernier] ; ensuite, l'esclave devra donner au maître les informations capables de faire trouver celui qui l'a enlevé ». Ainsi, alors même que la personne vendue aurait été volée à son maître, l'acquéreur de bonne foi qui a conclu la vente dans une province éloignée du lieu où habite le véritable maître ne pourra plus être évincé qu'après avoir été remboursé du prix qu'il a payé (3).

La même Loi sur le rapt contient une autre exception aux règles exposées dans les Lois sur les esclaves en matière d'éviction ; et cette exception est plus importante que la précédente, car elle est plus géné-

(1) L'article 25 de la même loi exclut formellement l'étranger du bénéfice de cette disposition. L'acquéreur étranger, trouvé sur le territoire siamois, est passible de la peine du vol. Même disposition dans l'article 59 des Lois sur le vol. D'après l'article 30 de la Loi sur le rapt, si l'esclave volé et son voleur sont arrêtés aux frontières par un des officiers chargés de la surveillance des frontières, l'esclave sera attribué en récompense à cet officier, et le maître de l'esclave devra le lui racheter.

(2) C'est-à-dire les régions frontières. V. à la traduction de cet article à l'appendice.

(3) Exprimée en ces termes généraux, la solution du droit siamois se retrouve dans le droit birman : Wagaru, 135.

rale et introduit un remède analogue à la prescription acquisitive. D'après l'article 33 : « Quand un esclave fugitif est retrouvé par son maître après avoir fait l'objet de plusieurs ventes successives, il faudra décider qu'ayant été vendu jusque trois fois de suite à l'insu de son maître, il est devenu la propriété de l'acquéreur. Si un maître désire reprendre un de ses esclaves et qu'il résulte des déclarations de ce dernier et de l'examen de l'affaire que le fugitif a fait l'objet [depuis sa fuite] de plusieurs ventes, le maître devra racheter son esclave [à l'acquéreur] pour le montant [du prix payé par celui-ci] ; ensuite, l'esclave devra donner à son maître les informations capables de faire trouver celui qui l'a vendu. Si le vendeur est mort ou qu'il ait pris la fuite, la perte sera pour le maître » (1). Ainsi, si l'acquéreur établit que l'esclave a fait l'objet de deux ventes au moins avant de lui être vendu, il ne pourra plus être évincé qu'en obtenant son remboursement du revendeur. Mais il faut que les trois ventes aient eu lieu successivement et en s'enchaînant l'une à l'autre, l'acquéreur dans l'une étant le vendeur dans l'autre, de telle sorte qu'il ne puisse pas y avoir place pour une vente intermédiaire (2).

(1) Cette disposition se retrouve, en termes presque identiques, dans l'article 23 des Lois sur les époux, pour le cas où une femme mariée a pris la fuite et a été vendue à l'insu de son mari.

(2) Ce sens est donné par le mot *pra : thuen* qu'on retrouve dans l'article 23 des Lois sur les époux. Ce mot ne s'emploie généralement qu'avec le mot *nang sü*, « écrit », ou tout autre terme équivalent, et l'expression signifie alors « écrit remis à la place d'un autre, ou en renouvellement d'un autre »

Remarquons que la solution de l'article 33 de la Loi sur le rapt se présente comme une exception à l'article 54 des Lois sur les esclaves, qui, en cas de ventes

(V. Pallegoix, *Dictionarium*, h. v.) et s'applique notamment au reçu délivré par le maître ou le créancier à défaut de pouvoir restituer le *kromathan* perdu ou détruit. Mais dans nos textes, où il est employé avec un nombre, il a gardé son sens originaire, tel qu'il apparaît dans l'épigraphie cambodgienne, comme a bien voulu me le montrer M. G. Coëdès, et il implique seulement une succession de faits se reliant l'un à l'autre. Nos textes ne veulent donc pas dire que l'acquéreur devra exhiber les trois titres de vente ou les trois quittances remises par les vendeurs, car l'exigence d'une preuve écrite est très probablement postérieure à nos textes, mais seulement que l'acquéreur devra établir cet enchaînement des trois ventes entre elles. Laisnant de côté cette question de preuve, qui, du reste, se trouvait alors réglée en faveur de la nécessité d'un titre écrit par le décret de 1870, le prince Rabi explique très clairement le sens du mot *pra* : *thuen* et de notre article 33 dans une note sous un jugement fort obscur de la Cour des Dika du 10 mars 123 R.K. (1905) (*D. B. R.*, III, 569) : « Un esclave à trois *pra* : *thuen*, dit-il, est un esclave dont le maître possède trois *kromathan* dont les dates s'enchaînent sans que personne ait un titre intermédiaire ». Cette définition écarte fort justement une jurisprudence qui avait alors cours devant les tribunaux inférieurs et qui avait même été consacrée par un arrêt de la Cour suprême du 1^{er} juin 116 R.K. (1897) (*Dh. Sam.*, II, p. 358-367), laquelle s'en tenait au fait que l'acquéreur pouvait exhiber plusieurs reçus ou *kromathan* constatant des ventes antérieures à la sienne, alors même que celle-ci serait postérieure au titre du revendiquant, comme, par exemple, au cas où un esclave, après avoir fait l'objet de trois ventes successives, va se vendre à l'insu de son maître à un tiers, prend la fuite, trouve un acquéreur qui rembourse l'ancien maître et reçoit les trois premiers papiers de vente, puis s'enfuit de nouveau pour revenir avec le tiers : il est certain que l'article 33 n'a rien à faire ici et que si le dernier acquéreur doit triompher dans sa revendication, ce n'est pas parce qu'il détient plusieurs *kromathan*, mais parce qu'il est seul à avoir acquis *a vero domino*. Cette conclusion, pourtant, n'est pas celle de l'arrêt de 1905,

successives, multipliait seulement les actions-récursives à l'infini, de telle sorte que la-vente n'offrait jamais aucune sécurité aux parties. Dorénavant, l'acquéreur n'aura plus qu'à s'assurer de la régularité des deux transferts qui ont précédé le sien (1). Il n'évitera pas l'éviction, mais du moins sera-t-il assuré de ne perdre l'esclave qu'en étant remboursé du prix.

Rappelons que la décision royale du 15 août 1795, qui a rendu obligatoire dans certains cas l'intervention des autorités publiques dans les ventes d'esclaves, prive de son recours contre le vendeur l'acquéreur évincé qui ne s'est pas conformé à ses prescriptions (2). Sauf cette pénalité, dont le but était de mettre les acheteurs en garde contre des ventes suspectes, ce texte n'a pas modifié les règles antérieurement suivies en matière d'éviction.

Il ne nous reste plus, pour terminer, qu'à dire quelques mots de l'obligation pour le vendeur de ne pas troubler l'acheteur, obligation qui est généralement rattachée à la garantie d'éviction. On trouve, dans les Lois sur les esclaves, deux cas qui correspondent *grosso modo* au trouble de fait et au

qui, après avoir écarté l'article 33, comme il convient, se perd dans une argumentation verbeuse, dont l'obscurité ne réussit pas à couvrir les faiblesses, pour donner finalement la préférence à l'acquéreur qui a traité avec l'esclave fugitif, parce que son titre est plus ancien que celui du revendeur.

(1) D'où la différence de rédaction entre l'article 54 et l'article 11 de la Loi sur le rapt.

(2) V. *supra*, ch. II, sect. 2, p. 108-109.

trouble de droit des législations modernes. D'après l'article 45, le père qui, après avoir vendu définitivement un de ses enfants, le reprend à l'acquéreur, s'expose à la peine du vol. Ce texte, en réalité, fait simplement ressortir que le vendeur est ici traité comme un tiers, ni plus ni moins sévèrement, et les motifs qui l'ont dicté n'ont probablement rien à voir avec l'idée de garantie (1). Au contraire, un autre texte, l'article 14, pourrait bien s'inspirer du principe que le vendeur ne peut pas évincer l'acheteur. Il décide que le vendeur ne peut plus, une fois la vente conclue, réclamer à l'esclave qu'il a vendu le paiement de créances non encore réglées au moment de la vente, ni intenter contre lui aucun procès pour des faits antérieurs à la vente. La raison peut être que de telles poursuites, si elles étaient permises, pourraient aboutir à l'éviction de l'acheteur. Mais cette solution est aussi édictée dans l'intérêt de l'esclave qui, le plus souvent, aura présenté lui-même l'acquéreur à son maître en vue d'échapper définitivement à l'autorité de ce dernier. Elle se fonde plutôt, en dernière analyse, sur la nécessité d'une liquidation complète des comptes entre le maître et l'esclave, liquidation qui ne peut avoir lieu qu'au moment de la fixation du prix de la vente (2).

(1) L'article 45, en effet, semble avoir pour but de faire ressortir le caractère définitif de la vente pure et simple : *même* si c'est un père qui a vendu son enfant, il sera traité comme un tiers, tout lien sera brisé entre l'enfant et lui, il ne pourra pas obliger l'acheteur à le lui revendre. C'est pourquoi ce texte ne parle que d'une vente pure et simple. Cf. art. 30 et 43.

(2) V. *infra*, p. 188 et 251.

3. GARANTIE DES VICES.

Sous cette rubrique, nous rangeons tous les faits postérieurs à la vente qui, en dehors de l'éviction, ouvrent à l'acquéreur le droit d'exiger du vendeur la restitution du prix. Il ne faut donc voir dans ce titre qu'une dénomination commode, désignant, plutôt que la garantie des vices dans le sens de notre droit, ce qui, dans une certaine mesure, permet d'y suppléer. L'ancien droit siamois, en effet, ne connaît pas la garantie pour les vices cachés. Dans une vente ordinaire, l'acheteur qui découvre après coup l'existence de défauts, si graves soient-ils, dans la chose vendue, ne peut jamais obtenir la rescision de la vente. Cette lacune du droit siamois constitue un sérieux recul sur le droit indou (1). Cependant, en matière de vente d'esclave, il existe des règles spéciales qui, sans introduire à proprement parler la garantie des vices rédhibitoires, apportent quelque chose d'approchant.

Le travail exigé des esclaves au Siam ne réclamait aucune connaissance technique particulière. Aussi, les faits qui donnent lieu à la rescision de la vente sont-ils toujours de ceux qui privent entièrement l'acquéreur des services de la personne vendue : maladie grave, fuite, disparition ou décès. L'inaptitude de l'esclave à servir son maître, ses défauts,

(1) V. Gibelin, *op. cit.*, I, p. 270-271. Même lacune en ce qui concerne la lésion.

sa mauvaise conduite, à moins de se manifester par des actes criminels très graves, ne sont pas considérés par le législateur comme pouvant justifier une annulation de la vente. Le pouvoir de correction qui appartient au maître a paru suffisant. Mais il convient de distinguer ici entre les esclaves qui ont été vendus purement et simplement et ceux qui ont fait l'objet d'une vente fiduciaire.

a. — *Esclaves définitifs.*

D'après l'article 44 des Lois sur les esclaves, l'acquéreur peut réclamer au vendeur le remboursement du prix si la personne vendue s'enfuit dans le mois de la vente. Il peut de même demander la résiliation de la vente si l'esclave tombe gravement malade dans le même délai (1). Le législateur justifie ces solutions en déclarant que la vente ne doit être considérée comme définitive qu'à l'expiration du délai d'un mois. Il y a là, croyons-nous, un souvenir du droit indou, lequel permettait à l'acheteur, dans toute espèce de vente, de revenir sur son acceptation du marché, de restituer l'objet vendu et de réclamer le prix versé au vendeur, sans avoir à exciper d'un motif particulier. Ce « droit de repentir » (*krtanuçaya*), fondé sur une juste observation de la psychologie de l'acheteur qui se laisse trop aisément séduire par la nouveauté de la chose offerte, devait être exercé

(1) Ces deux cas de résiliation se retrouvent en droit birman, mais avec un délai beaucoup plus court et spécial à chaque cas : 7 jours pour la fuite, 10 jours pour la maladie. *Navadhamasattham*, 11 — *Damasat*, VIII, 1 al. 2.

dans un bref délai, variable suivant la nature de la chose vendue, et qui pour les esclaves était d'un demi-mois s'il s'agissait d'un homme et d'un mois s'il s'agissait d'une femme (1). Ainsi, la vente ne pouvait être tenue pour parfaite qu'une fois écoulé le délai imparti à l'acheteur pour l'exercice de ce droit. C'est probablement à cette institution curieuse que se réfère le législateur siamois. Dès lors, il est possible que, primitivement, l'acquéreur avait un mois pour se rendre compte de l'utilité de son achat et que, s'il avait quelque raison d'être mécontent de la personne vendue, il pouvait résilier le marché. Sans aller aussi loin, il est permis de penser que les deux cas de résiliation de l'article 44 ne sont que des exemples, les plus courants du reste, où l'acquéreur peut dénoncer le marché conclu avec le vendeur. Le droit siamois, à la différence du droit indou, exigerait alors que l'acquéreur motive sa demande en annulation du contrat en alléguant de sérieuses raisons, telles que l'inaptitude physique ou la mauvaise volonté de l'esclave à remplir ses devoirs. Mais, en l'absence de toute jurisprudence sur cette question intéressante (2), il serait téméraire d'aller au delà de ces considérations. Elles suffisent du moins à établir que le droit accordé à l'acquéreur

(1) V. Manu, VIII, 222 — Narada, IX, 1 à 6 et Gibelin, *op. cit.*, I, p. 272 sq., qui rapproche ce « droit de repentir » de la condition *nisi placuerit* du droit romain. D'après le même auteur, ce privilège n'appartiendrait qu'aux non-commerçants.

(2) L'article 44 a été abrogé par le décret du 29 novembre 1898.

par l'article 44, quelle que soit la portée qu'on lui reconnaisse, repose, non pas à proprement parler sur une obligation de garantie incombant au vendeur analogue à notre garantie des vices rédhibitoires, mais sur une conception particulière de la vente où le droit moderne ne verrait plus en somme qu'une généralisation des règles sur la vente à l'essai ou *ad gustum*.

Il y a cependant une hypothèse où le droit siamois paraît s'inspirer des notions qui se rapprochent de celles qui servent de base à notre garantie des vices rédhibitoires. C'est celle, envisagée par l'article 13 des Lois sur les esclaves, où la personne vendue se révèle, dans les trois ans de la vente, un véritable bandit et commet, de complicité avec d'autres malfaiteurs, des actes de brigandage (1), pille la maison du maître en terrorisant ce dernier et sa famille par une attaque inopinée à main armée et en allant au besoin jusqu'au meurtre. Dans ce cas, le maître de l'esclave ou ses héritiers pourront réclamer au vendeur de l'esclave criminel la restitution du prix d'achat. La longueur du délai pendant lequel le vendeur est exposé à cette action, et la

(1) L'article 13 se sert de l'expression technique *plon sadom* (*stambha*), dont la définition est donnée dans le préambule de la première loi sur le vol. Elle implique la participation d'un assez grand nombre de personnes (dix au moins d'après la loi susvisée), l'emploi d'armes ou de moyens d'intimidation et le pillage en règle de la maison attaquée. Ce crime, encore trop fréquent au Siam, fait l'objet de dispositions spéciales du Code pénal actuellement en vigueur (art. 301). Les peines qui l'atteignaient autrefois sont prévues aux articles 54 et 55 des Lois sur le vol.

raison donnée par le législateur à l'appui de sa solution, semblent indiquer qu'il s'agit bien ici d'une obligation de garantie mise à la charge du vendeur. Etant données la gravité du crime commis par l'esclave et les complicités qu'il suppose, le vendeur est présumé avoir mis sciemment en vente un individu dont les mauvais penchants lui étaient ou devaient lui être connus. Cependant, il n'est tenu de rembourser que le prix de l'esclave, et non d'indemniser l'acquéreur du préjudice qu'il a subi. D'autre part, l'action en restitution du prix n'est ouverte à l'acquéreur que si la personne vendue s'est rendue coupable, dans le délai fixé, d'un crime très grave à l'encontre de son maître, révélant une nature foncièrement criminelle qui avait déjà dû se manifester auparavant. Peut-être même convient-il de s'en tenir strictement à l'hypothèse envisagée par le législateur (1). En tous cas, un simple vol commis par l'esclave dans les trois ans ne permettrait certainement pas à l'acquéreur d'obtenir la résiliation de la vente (2). On voit, par toutes les réserves dont

(1) Bien que l'article 13 soit resté en vigueur jusqu'à l'abolition de l'esclavage, il n'est mentionné dans aucun des jugements qui nous sont parvenus. Le prince Rabi, dans une note laconique, déclare qu'il ne semble pas que cet article ait reçu jamais aucune application.

(2) Le contraire paraît résulter de l'article 63 *in fine* ; mais ce texte, qui doit être rapproché de l'article 34, ne s'applique évidemment qu'aux esclaves fiduciaires et a seulement pour objet de spécifier que le vendeur n'est pas tenu des délits commis par l'esclave. Nous reviendrons sur ces textes au chapitre suivant. Du reste, les articles 129, 130, 151 et 152 des Lois sur le vol, qui envisagent le cas où un esclave a volé des objets appartenant à son maître, et qui ouvrent à celui-ci

nous sommes obligé d'entourer l'article 13, — texte au surplus isolé, — combien l'ancien droit siamois répugne à l'idée que le vendeur est tenu de garantir l'acheteur contre l'existence de défauts cachés qui rendent la chose vendue impropre à l'usage qu'on en attend. En réalité, la vente une fois conclue et devenue définitive par l'expiration du délai d'un mois, prévu à l'article 44, pendant lequel l'acheteur a eu tout le temps d'examiner la personne vendue, vendeur et acquéreur cessent de se connaître et sont déliés de toute obligation l'un envers l'autre. Le recours en restitution du prix accordé dans l'hypothèse de l'article 13, comme en cas d'éviction, est, plutôt que la consécration d'une véritable garantie à la charge du vendeur, une suite et comme un à côté des poursuites pénales qui restent la préoccupation dominante du législateur.

b. — *Esclaves fiduciaires.*

Il en est tout autrement en cas de vente fiduciaire. L'acquéreur et le vendeur restent alors en relations l'un avec l'autre. Le vendeur demeure tenu de garantir les services de la personne vendue et par suite doit restituer le prix à l'acquéreur si ces services lui font défaut par suite d'une maladie, de la fuite ou du décès de l'esclave. Mais cette obligation, ici encore, a sa source dans des idées étrangères à la

des recours contre diverses tierces personnes, complices ou recéleurs, ne font aucune allusion à un recours possible contre le vendeur lui-même.

vente. Elle provient de ce que l'esclave n'a été remis au soi-disant acquéreur que pour assurer à la fois le remboursement et le service des intérêts de la somme versée à titre de prix. On s'explique dès lors que, quelles que soient les causes qui ont privé l'acquéreur des services de l'esclave, et quel que soit le temps écoulé depuis la vente, le vendeur soit toujours obligé de rembourser le prix ; on ne peut pas parler d'une annulation de la vente ; si le prix devient immédiatement exigible, c'est qu'il constitue désormais pour l'acquéreur une créance sans garantie (art. 60 de la Loi sur le prêt). Aussi le législateur fait-il de ce recours contre le vendeur le trait caractéristique de la vente fiduciaire.

L'article 42, en posant le principe de ce recours, en restreint l'exercice au cas où le prix ne dépasse pas un certain maximum, lequel correspond ici à la valeur même de l'homme vendu d'après le tarif officiel déjà mentionné. Si le prix est celui d'une vente ordinaire, l'acquéreur obtient, en effet, sur la personne de l'esclave, des pouvoirs incompatibles avec l'exercice de ce recours. Toutefois, comme la restriction indiquée dans l'article 42 ne se retrouve plus dans aucune autre disposition légale, et que, d'autre part, la seconde partie de cet article ne formule pas exactement la contre-partie qu'on attendait, on peut se demander si, à l'époque où nous nous plaçons, on ne penchait pas déjà à renverser les rôles et à écarter les effets résultant du montant du prix pour conserver à l'acquéreur un recours qui présentait tant d'avantages. Quoi qu'il en soit, la limitation prévue à l'article 42 ne s'est pas maintenue dans

la pratique et, à la fin de l'ancien droit, l'acquéreur jouit sans discussion de son recours contre le vendeur, quel que soit le montant du prix (1).

Ce recours lui permet d'obtenir, en principe, le remboursement de la dette que « représentait » l'esclave disparu, c'est-à-dire le capital de la somme versée à titre de prix. Les intérêts ne sont dus que si la personne vendue avait été dispensée de servir l'acquéreur et s'était, elle ou son vendeur, engagée à payer les intérêts de son prix (art. 39) (2). Au cas où l'esclave s'enfuit de chez son maître lui-même, les intérêts semblent pouvoir être réclamés au vendeur, sinon du jour où les services de l'esclave ont fait défaut à l'acquéreur, du moins du jour où l'acquéreur a demandé son remboursement. On applique ici les règles ordinaires pour le recouvrement des créances. Ainsi, en cas de pluralité de vendeurs,

(1) L'article 42 a du reste été abrogé par le décret du 29 novembre 1898.

(2) Un prêteur ne peut pas exiger, à titre d'intérêts non soldés, une somme supérieure au capital. Ce principe, qui a sa source dans le droit indou (Manu, VIII, 151) et qu'on retrouve en droit mon-birman (Wagaru, 3 — *Manu Kyay*, p. 13 et III, 19 — *Maharajadhammasattham*, V, 2), a été suivi jusqu'à la promulgation du *Code civil et commercial*, bien que les textes sur lesquels on le faisait reposer eussent manqué de clarté (Cf. note du prince Rabi sous l'art. 34 de la Loi sur le prêt, et T. Masao, *Researches...*, *Journal of the Siam Society*, II, part I, p. 17). La Nouvelle décision royale n° 28, du samedi, deuxième jour de la lune décroissante du quatrième mois de l'année du Tigre, 1156 C. S. (7 mars 1795), décide que cette règle doit s'étendre à l'esclave fiduciaire autorisé à payer les intérêts de son prix, alors même qu'il aurait pris la fuite depuis plus de dix ans (Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 34-35).

l'article 38 déclare qu'ils sont solidairement tenus à l'égard de l'acquéreur (1) ; cette solution n'a rien de surprenant si l'on songe que les vendeurs sont tenus avant tout de garantir la présence de la personne vendue, qu'ils font figure de cautions plutôt que de débiteurs principaux. Or les cautions sont en droit commun obligées solidairement au paiement de la dette quand le débiteur ne peut pas être produit (2). Du reste, quand quelques-uns des vendeurs sont décédés, l'article 38, « par compassion pour les survivants », réduit la créance de l'acquéreur d'un quart.

Nous rencontrons déjà là une hypothèse où l'acquéreur voit sa créance réduite à une portion du prix. Ces hypothèses sont extrêmement nombreuses, au point qu'elles diminuent considérablement la portée du principe posé par l'article 42. Mais il importe ici de distinguer suivant les circonstances qui donnent ouverture au recours spécial de l'acquéreur fiduciaire contre son vendeur.

Ces causes d'ouverture sont, à vrai dire, illimitées, puisque, dans la vente fiduciaire, l'acquéreur est toujours en droit de réclamer la restitution du prix en retournant l'esclave au vendeur. Dès lors, et à plus forte raison, s'il a quelque sujet réel de mécontentement, pourra-t-il demander la résiliation de

(1) La non solidarité des co-débiteurs dans le vieux droit siamois résulte, selon nous, des articles 22 et 27 de la Loi sur le prêt. Le prince Rabi et la jurisprudence moderne ont écarté cette règle pour faire triompher le principe contraire, conforme aux usages anglais et considéré comme plus pratique.

(2) Art. 26 des Lois sur les juges.

la vente. C'est là la contrepartie des effets atténués de la vente fiduciaire qui ne lui permettent ni de châtier sévèrement l'esclave ni de le vendre définitivement. Nous rejoignons l'hypothèse déjà étudiée au début de ce chapitre. En fait, comme nous l'avons remarqué, le maître n'usera de son droit que s'il a des motifs sérieux de le faire, c'est-à-dire si la personne vendue se révèle impropre au service qu'il pouvait en attendre (art. 5 et 7). Il est évident que son recours ne se trouvera circonscrit ni dans le délai de trois ans ni dans les faits prévus à l'article 13. Un délit sans gravité, ou même une simple faute, suffiront à fonder son action. Le seul point intéressant à relever ici, c'est que, dans tous les cas, le vendeur n'est tenu qu'au remboursement du prix, et des intérêts, s'il y a lieu. L'acquéreur ne peut lui réclamer aucune indemnité à raison des dommages matériels résultant des fautes, délictuelles ou non, commises par la personne vendue (art. 34 et 63 pour le vol, art. 36 pour les dommages matériels). C'est l'esclave qui est alors tenu personnellement de réparer le dommage qu'il a causé. Cela augmentera d'autant son prix de rachat, mais cela ne modifiera pas le montant du recours que l'acquéreur est en droit d'exercer contre son vendeur. Ce montant demeure fixé au prix de vente tel qu'il est indiqué dans le *kromathan* (1). Nous retrouverons cette question plus bas en traitant de la responsabilité

(1) Aussi bien, la plupart du temps, l'acquéreur, sous la menace d'exercer immédiatement son recours, obtiendra-t-il que le vendeur souscrive un nouveau *kromathan*, majorant le prix primitif du montant de l'indemnité due par l'esclave.

de l'esclave envers son maître. Toutefois, nous devons indiquer ici cette solution qui montre déjà combien l'idée de nantissement a été peu poussée.

L'intérêt du recours spécial attribué à l'acquéreur fiduciaire apparaît surtout quand il n'est pas susceptible d'être confondu avec le recours déjà étudié, c'est-à-dire quand la personne vendue ne peut pas être restituée au vendeur, qu'elle a pris la fuite ou qu'elle est décédée. Aussi bien, ce sont toujours ces hypothèses que le législateur met en avant quand il oppose l'une à l'autre les deux formes de vente d'esclave (Préambule de la première loi sur les esclaves, art. 5 *in fine*, 19 et 42).

L'hypothèse où la personne vendue prend la fuite est la plus simple. A défaut de pouvoir la ramener chez l'acquéreur, le vendeur devra rembourser à celui-ci le prix tout entier. Le législateur n'envisage aucun cas où cette créance pourrait se trouver réduite. Ainsi, il n'est pas douteux que, si la fuite de l'esclave est due aux mauvais traitements que lui infligeait l'acquéreur, ce dernier n'en aura pas moins le droit à son remboursement intégral, à moins, bien entendu, qu'il n'ait commis des actes sanctionnés par une réduction du prix. Pour mettre en jeu la responsabilité du vendeur, la fuite de l'esclave doit, en principe, avoir été volontaire. Si la personne vendue a été enlevée ou poussée à fuir par un tiers, c'est ce dernier qui est au premier chef responsable envers l'acquéreur, et la responsabilité du vendeur n'est que subsidiaire sans qu'on puisse préciser, du reste, si elle prend fin du fait de la seule arrestation du coupable ou seulement par la restitution de l'esclave ou l'in-

demnisation effective de l'acquéreur. Au cas où les recherches ne donnent aucun résultat, où on ne trouve ni l'esclave ni aucun tiers responsable, il y a « disparition » et le vendeur est tenu à garantie (1).

Le décès de la personne vendue ouvre pareillement à l'acquéreur un recours contre son vendeur en remboursement du prix (art. 42). Si longtemps qu'a duré l'esclavage, le vendeur reste exposé à ce recours. Les services de l'esclave n'acquittent que les intérêts du prix. C'est là, avons-nous vu, la grande différence que présente la vente fiduciaire avec la constitution de gage telle que celle-ci est régie en droit siamois. C'est aussi ce qui permet au législateur de maintenir le prix de rachat de l'esclave au prix de vente primitif. L'inconvénient pour le vendeur de rester indéfiniment exposé au recours de l'acquéreur est donc compensé par de sérieux avantages. Cependant, il y a quelque chose de choquant à voir un acquéreur, qui a profité des services d'un esclave durant toute la vie de ce dernier dans des conditions qui, après tout, ne diffèrent guère de celles qui résultent d'une vente pure et simple, obtenir au décès de l'esclave son remboursement intégral (2). Aussi, trouvons-nous ici une foule de solutions légales qui viennent réduire ou même annuler la créance de l'acquéreur sans qu'on puisse toujours bien en expliquer les motifs.

(1) V. *infra*, ch. IV, sect. 4, b, p. 222-224.

(2) Cela a dû paraître particulièrement choquant quand la condition des esclaves définitifs s'est rapprochée de celle des esclaves fiduciaires, notamment quand les premiers ont été admis comme les seconds à se racheter.

L'acquéreur perd d'abord son recours s'il est responsable de la mort de la personne vendue, soit que celle-ci soit décédée des mauvais traitements qui lui ont été infligés (art. 53), soit que l'acquéreur l'ait laissée sans soins durant une maladie (art. 26 et 27), soit qu'il l'ait emmenée dans des endroits dangereux où elle a trouvé la mort (art. 28). Il en est encore de même quand l'acquéreur a fait un usage abusif de l'esclave fiduciaire pour en tirer un profit plus grand, soit qu'il l'ait envoyé faire du commerce à sa place (art. 25), soit qu'il ait loué ses services (art. 29). Toutes ces solutions s'expliquent aisément, car elles sanctionnent les obligations spéciales de l'acquéreur envers la personne vendue temporairement et elles répondent à l'idée que le créancier est responsable de la perte du gage (art. 25).

On s'éloigne déjà de cette idée quand on fait bénéficier le vendeur de solutions formulées dans le seul but de récompenser l'esclave, comme au cas où l'esclave fiduciaire est tué en défendant son maître (art. 28), ou en faisant la guerre à sa place (art. 16), ou au cas où une esclave est épousée par son maître et meurt en accouchant (art. 98). Mais il faudrait passer en revue toutes les hypothèses où le législateur libère l'esclave ou réduit son prix, car le vendeur voit, par là même, sa dette annulée ou réduite. Ces hypothèses, communes à tous les esclaves, seront étudiées au chapitre suivant.

En s'en tenant aux solutions spéciales à la vente fiduciaire, il s'en faut qu'elles impliquent toujours un manquement de l'acquéreur à ses obligations envers l'esclave. C'est ce qui apparaît nettement à

la lecture des diverses solutions édictées par les articles 26 et 27 en cas de maladie de la personne vendue. L'acquéreur, — à moins de se trouver dans le délai d'un mois prévu à l'article 44, — ne peut pas alors se borner à restituer l'esclave au vendeur et à réclamer le remboursement de son prix. Il est tenu de donner des soins à l'esclave tombé malade à son service. Pour que le malade reçoive bien tous les soins désirables, la loi fait une obligation à l'acquéreur de prévenir immédiatement le vendeur et de laisser ce dernier, s'il le désire, emmener l'esclave chez lui pour le soigner. Si l'acquéreur s'est opposé à ce que le vendeur soigne l'esclave, il perdra son recours en cas de décès. Sa conduite est alors fort suspecte et peut suffire à le faire présumer coupable de la mort de l'esclave. La solution est déjà moins explicable quand sa seule faute a été de ne pas aviser le vendeur : quand bien même il aurait fait son possible pour guérir l'esclave, sa créance, en cas de décès, est réduite d'un tiers. Les solutions deviennent encore plus contestables, quand l'acquéreur a bien avisé le vendeur. S'il l'a laissé emmener l'esclave, sans plus se soucier de son sort, il perdra tout droit au prix en cas de décès, comme s'il s'était entièrement désintéressé de l'esclave. Du reste, serait-il allé voir le malade chez le vendeur, l'aurait-il soigné de son mieux, qu'il perdrait tout de même une partie de sa créance. Mais voici qui est plus : si le vendeur, dûment avisé de la maladie de l'esclave, n'a pas pris le malade chez lui, l'acquéreur, en cas de décès, n'en voit pas moins sa créance amputée, alors même que le vendeur l'aurait laissé

seul à prendre soin de l'esclave. Ainsi, en cas de décès de la personne vendue survenu à la suite d'une maladie, l'acquéreur a eu beau s'acquitter des obligations que la loi lui imposait, il se trouve toujours réduit à une portion de sa créance, les deux tiers dans le cas le plus favorable, celui où le vendeur, de son côté, a abandonné entièrement l'esclave aux soins de son maître, la moitié, le tiers ou moins encore si le vendeur a participé aux soins donnés à l'esclave (1). La volonté du législateur de n'attri-

(1) Les articles 26 et 27 se complètent en partie mutuellement. Ainsi, l'article 26 est le seul à envisager le cas où l'acquéreur n'avise pas le vendeur de la maladie de l'esclave et celui où il s'oppose à ce que le vendeur vienne soigner l'esclave, et l'article 27 le seul à envisager complètement le cas où le vendeur emmène l'esclave et le soigne chez lui. Mais ces deux textes donnent des solutions différentes quand ils traitent de l'hypothèse où l'esclave est soigné chez l'acquéreur. Les solutions peuvent encore se concilier quand l'acquéreur est seul à donner des soins à l'esclave : dans les deux textes, le prix est réduit d'un tiers si le vendeur n'avait aucun motif sérieux pour ne pas aller soigner l'esclave. Mais les solutions sont décidément inconciliables quand l'esclave est soigné, soit par le vendeur et l'acquéreur, soit par le vendeur seul. L'article 27 traite alors l'acquéreur plus sévèrement que l'article 26 : il réduit sa créance des deux tiers ou l'annule entièrement, tandis que l'article 26 se borne à la réduire de moitié ou des deux tiers. Nous n'entreprendrons pas de mettre ces textes d'accord. Nous remarquerons seulement que l'article 26 s'applique certainement à toute espèce de maladie, tandis que l'article 27 parle d'une maladie spéciale : *ok thoraphit* (*durvisa*), « exsuder du venin », expression qui désigne généralement la variole dont les épidémies ont toujours été très fréquentes au Siam. Il est possible que les solutions de l'article 27 aient cours durant les périodes d'épidémies seulement. Mais nous croyons plutôt que le législateur, comme à son habitude, ne fait là que citer un exemple et non exprimer une condition à

buer à l'acquéreur qu'un recours partiel se manifeste encore nettement dans le cas où il s'agit d'un esclave autorisé à payer des intérêts et qui, par suite, doit subvenir lui-même à son entretien. Si un tel esclave décède des suites d'une maladie, l'acquéreur ne pourra réclamer au vendeur que les deux tiers de son prix (art. 26).

Dès lors, ce n'est guère qu'en cas de mort subite ou accidentelle de la personne vendue que l'acquéreur jouira pour le tout de son recours contre son vendeur. Et encore, on se trouvera souvent dans l'un des nombreux cas énumérés ci-dessus où le vendeur sera exonéré de toute garantie. On ne peut qu'être frappé de la différence établie, pour le succès du recours, entre le cas de fuite et celui de décès, que les textes généraux comme l'article 42 mettent cependant sur le même plan. Cette différence selon nous provient, une fois de plus, de la répugnance du législateur à ne voir dans la vente fiduciaire qu'une constitution de gage. Sans doute, en cas de fuite, il n'hésite pas à rendre le vendeur responsable, quelles que soient les circonstances qui ont poussé l'esclave à prendre la fuite. Mais c'est que le vendeur est considéré avant tout comme le garant de la personne qu'il a vendue. Au cas de mort naturelle, au

la mise en jeu des dispositions qu'il édicte. Les deux textes restent donc contradictoires. — Le droit birman consacre seulement l'obligation pour le vendeur de donner des soins à l'esclave malade (Wagaru, 91 — *Navadhammasattham*, 3 — *Maharajadhammasattham*, IX, 2), mais, comme le droit siamois, il annule la créance de l'acquéreur s'il s'est opposé à ce que le vendeur vînt soigner l'esclave (*Damasat*, VIII, 9, al. 2).

contraire, où le recours ne peut plus s'expliquer qu'en faisant appel à la notion de nantissement, le législateur, après avoir posé le principe, hésite à en tirer toutes les conséquences qu'on pouvait attendre. D'où de multiples distinctions qui limitent singulièrement la portée du principe. Ces hésitations trahissent, en réalité, la difficulté qu'a éprouvée le législateur, dès qu'il n'a plus voulu transformer le droit de l'acquéreur fiduciaire en un droit de propriété pure et simple, à voir néanmoins dans la vente fiduciaire autre chose qu'une vente. Il sort alors de tout système juridique préconçu et, dans l'examen des espèces qu'il est appelé à résoudre, il s'inspire le plus largement possible de l'équité. Ainsi s'expliquent, sans doute, les gaucheries et les contradictions qu'on peut relever dans les solutions légales (1). Visiblement, la tendance du législateur est, au cas de décès de l'esclave, de priver l'acquéreur de tout recours, comme s'il s'agissait d'une vente pure et simple. La part de créance que la loi lui laisse entre les mains pourrait bien être, en effet, soit une sorte de pénalité dirigée contre le vendeur qui s'est désintéressé du sort de l'esclave, soit une indemnité allouée à l'acquéreur pour les soins donnés à l'esclave. En fait, ce recours était, à l'époque moderne, tombé en désué-

(1) Outre les contradictions relevées à la note précédente, il est curieux de noter, par exemple, que l'article 27 réduit plus fortement la créance de l'acquéreur quand l'esclave est soigné chez son maître que lorsqu'il est soigné chez le vendeur. On s'attendrait plutôt à la solution contraire. V. aussi p. 182, n. 1.

tude et même considéré par la doctrine comme abrogé (1).

Au cas où la mort de l'esclave fiduciaire est due à un tiers, le vendeur, comme en cas de fuite provoquée, n'est tenu à garantie qu'à défaut du tiers directement responsable envers l'acquéreur (2).

(1) Remarque du prince Rabi sous l'article 35. En fait, le décret du 29 novembre 1898 a abrogé la plupart des textes qui traitaient du recours de l'acquéreur en cas de décès de l'esclave, notamment les articles 26, 27, 29 et 42. Au contraire, le recours en cas de fuite est étendu à l'acquéreur ordinaire. Mais, dans cet état du droit, le contrat d'esclavage est toujours traité comme une vente fiduciaire (V. note du prince Rabi sous l'art. 2).

(2) L'article 29 formule une application de cette règle, dans le cas où un esclave a été victime d'un accident alors qu'il était employé par un tiers, à l'insu de son maître et de son vendeur.

CHAPITRE IV

CONDITION DES ESCLAVES

La condition des esclaves au Siam a, naturellement, beaucoup varié suivant les époques, sans que cela implique nécessairement un changement de législation. Cependant elle a toujours paru très douce aux observateurs européens, non seulement par rapport aux formes d'esclavage, antiques ou contemporaines, qu'ils pouvaient connaître, mais aussi par rapport à la condition faite, au Siam même, aux classes non serviles. Au xvii^e siècle, La Loubère écrit : « ...quoy qu'on dise que les esclaves y sont fort battus (ce qui est bien vray-semblable en un Païs où l'on bat si fort les Personnes libres), néanmoins l'esclavage y est si doux, ou si l'on veut, la liberté y est si vile, qu'il a passé en Proverbe, que les Siamois la vendent, pour manger d'une sorte de fruit, qu'ils appellent Durions. J'ay déjà dit qu'ils aiment mieux la joüer, que de ne point joüer du tout : il est certain aussi qu'ils craignent plus la mendicité que l'esclavage... » (1). Au milieu du xix^e siècle, Mgr Pallegoix constate à son tour que « les esclaves sont en général traités avec beaucoup d'humanité

(1) La Loubère, *op. cit.*, I, p. 296.

et leur sort peut se comparer à celui des domestiques en Europe. » (1). Dans la société siamoise, d'autre part, la condition des esclaves ne différerait guère en fait de celle des hommes libres des dernières classes (2), assujettis à l'autorité du mandarin sur les registres duquel ils figuraient, auquel ils devaient demander jusqu'à la permission de se déplacer (3) et qui pouvait les employer une bonne partie de l'année (six mois à l'époque d'Ayuthia), en principe pour les corvées royales seulement, mais qui ne se gênait pas pour utiliser leurs services pour ses besoins personnels (4). Bien plus, à certains égards, les esclaves avaient une situation meilleure que les gens de condition libre, car il n'étaient soumis qu'à l'autorité de leur maître et par suite n'étaient pas astreints aux corvées royales (5). Avec un maître

(1) Pallegoix, *Description du Royaume Thai*, I, p. 233. Sir J. Bowring (*The Kingdom and people of Siam*, I, p. 193), ou plutôt son informateur, va encore plus loin : il déclare que les esclaves au Siam sont mieux traités que les domestiques en Angleterre. V. aussi, *ibid.*, p. 124. A. Leclère constate de même qu'au Cambodge, « les esclaves sont généralement bien traités et vivent avec le maître comme vivent nos valets de ferme avec le fermier et la fermière » (*Recherches... (droit privé)*, p. 176).

(2) L'article 28 de la Loi sur la hiérarchie civile, datée de 1298 (1376 A. D. ?), range les esclaves avec les pauvres et les mendiants, et leur attribue un rang de cinq *na* (mesure de surface employée fictivement). Les sujets de la classe immédiatement supérieure se voient allouer seulement dix *na*.

(3) Art. 44 des Lois sur les délits royaux.

(4) Abus réprimé par la loi pénale (art. 25 des Lois sur les délits royaux) — V. La Loubère, *op. cit.*, I, p. 299 sq.

(5) Cela n'est strictement vrai que pour les esclaves délitifs. Les esclaves fiduciaires devaient partager leur temps

bienveillant, ils pouvaient mener une existence beaucoup plus heureuse que les autres sujets du royaume, d'autant que par ailleurs ils n'étaient pas privés du droit de fonder une famille et de posséder un patrimoine. Aussi l'esclavage était-il supporté sans honte et n'entraînait-il, à la différence du droit indou ou du droit romain, aucune marque déshonorante (1). Pour échapper aux corvées, aux exactions de leur mandarin, les hommes libres n'hésitaient pas à se vendre à un puissant, même sans être menacés par la misère, et le législateur a vainement essayé d'empêcher ces ventes collusoires, devenues d'autant plus nombreuses que la législation de l'esclavage allait s'adoucissant, et qui diminuaient, au profit de la classe servile, les forces corvéables du pays.

Il est probable que la condition de l'esclave, tant en ce qui concerne sa capacité juridique qu'en ce qui touche les pouvoirs du maître, a, comme nous l'avons déjà indiqué, varié à l'origine suivant la manière dont l'esclave avait été acquis. Mais les lois que nous a conservées la révision de 1805 ne traitent que des esclaves « achetés » et les allusions qu'elles contiennent aux esclaves des autres catégories

entre le service du roi et celui de leur maître (V. *supra*, p. 84, n. 1). Mais ce dernier pouvait les faire dispenser des corvées en payant une modique somme annuelle au mandarin dont ils relevaient.

(1) Cependant, l'article 37 des Lois sur les querelles punit de l'amende celui qui dit à une personne, avec l'intention de l'humilier, qu'elle a été son esclave, alors même que ce serait la vérité. Pour le droit indou, v. Narada, V, 37.

ne nous sont ici d'aucun secours. On peut en conclure, toutefois, que dès l'époque d'Ayuthia, la condition des esclaves tendait à s'uniformiser. Au début de l'époque de Bangkok, il n'y a plus, à ce point de vue, à distinguer que les esclaves qui ont fait l'objet d'une vente fiduciaire et ceux qui ont été vendus purement et simplement. Ceux-ci forment alors le droit commun, et ils diffèrent encore notablement des premiers. Mais, grâce au développement de l'usage du *kromathan* qui a fini par devenir obligatoire, aux changements dans les mœurs dus à l'influence de plus en plus libre et pénétrante de la civilisation européenne et aux efforts combinés du législateur et de la jurisprudence, les différences entre les deux catégories subsistantes d'esclavage ont peu à peu disparu et, dans le dernier état de l'ancien droit siamois, tous les esclaves, de quelque manière qu'ils aient été acquis, jouissent de la même condition, qui est celle des plus favorisés d'entre eux, les esclaves fiduciaires. Conformément à la méthode que nous avons adoptée, nous essaierons de reconstituer la condition des esclaves telle qu'elle résulte des vieilles lois et des textes du premier règne de la dynastie actuelle et nous nous bornerons à indiquer au passage ou en note les changements apportés par la législation ou la jurisprudence récentes.

Ce chapitre sera divisé en quatre sections. Dans la première, nous étudierons les droits et obligations du maître dans ses rapports avec ses esclaves, et dans la seconde, la responsabilité que ces derniers peuvent encourir envers leur maître ; dans une troisième section, nous envisagerons les rapports des

esclaves avec les tiers, c'est-à-dire, d'une manière générale, l'étendue de leur capacité juridique ; dans une dernière section, nous examinerons les rapports qui peuvent naître entre le maître et les tiers du fait de l'esclave.

1. DROITS ET OBLIGATIONS, DU MAÎTRE.

Les droits du maître sur ses esclaves achetés varient suivant la nature de la vente. La vente pure et simple fait entrer sans réserve la personne vendue dans le patrimoine de l'acquéreur. L'esclave n'est alors rien autre qu'un élément de ce patrimoine, à côté des « éléphants, chevaux, bœufs, buffles, maisons, jardins, terres et autres biens » du maître (1), et il suit le sort général de ce patrimoine ; apporté par un époux en se mariant, il reste le bien propre de cet époux qui le reprend à la dissolution du mariage ; acquis au cours du mariage, il est, comme les autres acquêts, considéré comme un bien commun et mis, à la dissolution du mariage, parmi les biens à partager entre les époux ou leurs héritiers (2). A la mort de l'acquéreur, il passe à ses héritiers, de la même manière que les autres biens laissés par

(1) Dans le passage, mentionné à l'Introduction, de l'inscription de Rama Khamhêng (1292), on voit les esclaves figurer dans une énumération analogue, entre les greniers à riz et les plantations d'arec et de bétel.

(2) Art. 64 des Lois sur les époux. Ce même article précise que les enfants d'une esclave appartenant en propre à l'un des époux sont bien communs.

le défunt (1). Assimilé à une chose, l'esclave est soumis comme une chose au pouvoir de son maître ; sans doute, ce pouvoir n'est pas aussi absolu que le droit de propriété en général ; mais il a la même nature et il est désigné du reste par le même mot, *siddhi*, que le droit de propriété (2) ; il comporte le droit d'utiliser librement les services de l'esclave et de le vendre ou de disposer de lui au gré du titulaire.

Au contraire, l'esclave fiduciaire n'est entré dans le patrimoine de l'acquéreur que pour la somme moyennant laquelle il a été acquis. Ce n'est donc pas lui en réalité qui figure dans ce patrimoine, mais la créance, toujours exigible, de l'argent versé au vendeur. C'est cette créance, représentée par le *kromathan*, que les héritiers trouveront dans la succession de l'acquéreur décédé et dont ils poursuivront le recouvrement comme s'ils avaient hérité d'un titre d'emprunt. Par suite, la vente fiduciaire ne met pas la personne vendue sous la *siddhi* de l'acquéreur. L'esclave n'est pas devenu sa chose au

(1) Lois sur les successions, *passim*.

(2) Rappelons que le mot *siddhi* désigne également le pouvoir des parents sur la personne de leurs enfants et celui du mari sur sa femme. Le contenu de ce chapitre pourrait, à bien des égards, s'appliquer aux enfants et aux femmes. En réalité, le mot *siddhi* paraît, plutôt que le droit de propriété lui-même, désigner l'effet définitif du pouvoir attribué à son titulaire et s'opposer au droit précaire, provisoire, né d'une location, d'un dépôt, d'une vente fiduciaire ou encore d'une vente faite par un non-propriétaire. Le droit de propriété est plus complètement désigné par le mot *icvara* ou *issara* qui s'applique du reste aussi bien aux esclaves qu'aux enfants et aux femmes. Cf. G. Cœdès, *Etudes cambodgiennes*, B.E.F.E.O., XXVIII (1928), p. 144, n. 2.

même titre que les objets qui sont entrés dans son patrimoine ; il est resté une personne libre (ou la chose du vendeur) dans la mesure où son prix n'atteint pas sa valeur marchande. L'acquéreur ne peut pas tirer de lui un profit plus grand que la somme qu'il a déboursée. En conséquence, non seulement il ne peut pas disposer de lui librement, mais même il ne peut pas l'employer comme il l'entend : les services qu'il est en droit d'exiger doivent tenir lieu des intérêts du prix et pas davantage. Les pouvoirs de l'acquéreur fiduciaire apparaissent donc comme essentiellement limités, tandis que ceux du propriétaire pur et simple ne comportent, en principe, aucune limite.

Toutefois, ces différences supposent que l'une et l'autre formes de vente se présentent avec tous leurs éléments essentiels, notamment en ce qui concerne le montant du prix. Une vente pure et simple conclue pour un prix inférieur à la valeur de la personne vendue place celle-ci dans une situation voisine de l'esclave fiduciaire ; et inversement, une vente fiduciaire, consentie moyennant un prix égal ou supérieur à la valeur de l'esclave, produit des effets qui la rapprochent d'une vente pure et simple. L'intervention de cet élément jetait donc déjà quelque confusion dans les conditions respectives des deux sortes d'esclaves et tendait à les rapprocher. Mais surtout, l'attribution du droit de rachat à tous les esclaves achetés devait entraîner une confusion beaucoup plus profonde, car tout esclave acheté n'aurait plus dû, semble-t-il, figurer dans le patrimoine de son maître que pour le montant du prix.

Cependant, au début de l'époque de Bangkok, on n'a point encore tiré toutes les conséquences qu'impliquait la généralisation du droit de rachat et les différences entre les deux sortes d'esclaves achetés sont encore très marquées. Ces différences ne disparaîtront complètement qu'à l'époque moderne, mais il est probable que, bien avant l'intervention du législateur, le progrès des mœurs avait rendu caduques bon nombre d'entre elles.

Nous étudierons d'abord les pouvoirs du maître sur la personne physique de ses esclaves, puis la manière dont il lui est permis de les employer, c'est-à-dire ses pouvoirs proprement juridiques, et enfin les obligations dont il est tenu envers eux.

Les anciennes lois donnent au maître, sur la personne physique de tous ses esclaves, des droits fort étendus, mais qui ne sont pas illimités. D'une part, il n'a pas le droit de mettre à mort un de ses esclaves, même définitifs, quelle que soit la gravité de la faute commise. Si l'esclave meurt à la suite de mauvais traitements, le maître sera puni de l'amende prévue en cas d'homicide, tout comme si la victime était un homme libre (art. 8) (1) ; en outre, si l'esclave avait été acquis à titre fiduciaire, le maître perdra son recours contre le vendeur en restitution du prix (art. 53). D'autre part, le maître ne peut pas user de ses pouvoirs arbitrairement, mais seulement en vue de ramener l'esclave fautif à résipiscence, et cela,

(1) Cf. *Maharajadhammasattham*, ch. XIV — *Damasat*, VIII, 8.

qu'il s'agisse d'un esclave définitif (art. 8) ou d'un esclave fiduciaire (art. 9). Mais les limites de ce droit de correction sont fixées d'une manière beaucoup plus précise dans le second cas que dans le premier. Les esclaves définitifs, quand ils ont été achetés pour un prix supérieur à leur valeur légale, peuvent être mis aux fers ou à la cangue, incarcérés, frappés de coups de fouet ou soumis par leur maître aux châtiments les plus pénibles, sans que ces faits en eux-mêmes tombent sous le coup de sanctions pénales (art. 42). Le maître est son justicier comme à l'égard de ses femmes et enfants, et libre, en conséquence, d'infliger le châtiment qui lui plaît, la peine de mort seule étant réservée aux juges royaux. Ce n'est qu'à l'époque moderne que les juges, saisis par la plainte d'un esclave ou d'un membre de sa famille, se sont reconnu le droit d'apprécier si les châtiments infligés par le maître n'avaient pas dépassé la mesure, n'étaient pas, par exemple, hors de proportion avec la faute commise (1). Les esclaves définitifs étaient donc

(1) Jugement de la Cour criminelle de Bangkok du 19 mai 116 R.K. (1897) (*Dh. Sam.*, I, p. 178). Ce jugement dont les considérants, fort amples, sont la première manifestation en jurisprudence des idées nouvelles sur le contrat d'esclavage, déclare qu'il n'y a plus lieu de distinguer entre les esclaves fiduciaires et les esclaves définitifs et il étend à ces derniers les dispositions de l'article 9. La Cour des Dika, en confirmant (Arrêt du 20 octobre 1897, *Dh. Sam.*, II, p. 379), se borne à dire que le maître doit user de son droit de correction avec mesure. Une décision du 6 juillet 123 R.K. (1904) (*D. B. R.*, III, p. 153) montre, en effet, que la Cour suprême n'était pas encore gagnée complètement à la doctrine exprimée dans le jugement susvisé de la Cour criminelle; elle n'hésite pas à assimiler les esclaves définitifs aux esclaves fiduciaires; mais

placés en cette matière à peu près entièrement sous la seule sauvegarde de l'opinion publique et des mœurs. Pour les esclaves fiduciaires, au contraire, le législateur, tout en reconnaissant au maître un pouvoir de correction, prend soin d'en limiter lui-même l'étendue. Il lui permet de les châtier modérément, mais lui défend, sous peine d'amende, de leur infliger des peines entraînant des blessures, si peu graves soient-elles (art. 9) (1). En outre, s'il a occasionné une mutilation ou une infirmité permanente, il ne pourra plus réclamer au vendeur que le tiers du prix (art. 53).

La raison de la différence de traitement faite par la loi entre les deux catégories d'esclaves tient sans doute à ce que l'esclave fiduciaire n'est pas entré définitivement dans le patrimoine de l'acquéreur, qu'il est resté « l'homme » de son vendeur. Mais la loi préfère expliquer cette différence par la possibilité qu'a l'acquéreur, en cas de vente fiduciaire, de

elle refuse d'accorder une amende à des esclaves victimes de mauvais traitements de la part de leur maître pour la raison qu'ils ont été achetés *pour leur pleine valeur*, et elle se borne à les affranchir. Le prince Rabi condamne cette jurisprudence, en déclarant ne pas voir sur quels textes elle se fonde.

(1) La fin de l'article 9 qui indique comment l'amende sera fixée manque de clarté. Ce texte s'éclaire cependant si l'on songe que le montant, de l'amende applicable en cas de blessures ou de mutilations varie d'après la valeur légale de la victime. Ici, elle sera calculée d'après la différence existant entre cette valeur légale et la somme pour laquelle l'esclave a été vendu. Cette différence représente la « part d'homme libre » dont il est question dans notre texte. Par suite, si l'esclave a été vendu pour sa valeur légale, le maître n'encourra aucune amende, comme il résulte *a contrario* du début de l'article.

réclamer au vendeur le remboursement du prix. S'il était attribué au maître des pouvoirs aussi étendus dans les deux sortes de vente, il y aurait à craindre, en effet, qu'il ne soit porté à les exercer avec plus de rigueur contre ses esclaves fiduciaires que contre ses esclaves définitifs, car, au cas où sa dureté les pousserait à prendre la fuite, il pourrait toujours se retourner contre le vendeur, alors que tout recours lui ferait défaut en cas de fuite d'esclaves définitifs. Ainsi, c'est plutôt en vue de ménager le vendeur que par faveur pour l'esclave lui-même que les pouvoirs du maître ont été restreints. Le décret du 29 novembre 1898 a abrogé l'article 42 qui marquait nettement la différence des pouvoirs du maître suivant la nature de la vente et le montant du prix. Depuis lors, la jurisprudence, quoique avec quelque hésitation (1), a étendu à tous les esclaves les dispositions édictées primitivement au profit des esclaves fiduciaires seuls.

En ce qui concerne la question si importante des relations entre le maître et ses esclaves du sexe féminin, les Lois sur les esclaves ne contiennent qu'un texte, l'article 15, d'après lequel un maître ne peut contraindre une esclave fiduciaire à consommer mariage contre son gré, sous peine de perdre la moitié de sa créance contre le vendeur. L'article 46 des Lois sur les époux punit de la même sanction le viol de l'esclave commis par le maître ou un parent du maître,

(1) V. note *supra* sur l'arrêt de la Cour des Dika du 6 juillet 1904. Cette décision, comme nous l'avons indiqué, si elle laisse de côté la nature de la vente, tient encore compte du montant du prix.

hypothèse tombant évidemment sous l'application de notre article 15. Mais il faut que l'esclave ait manifesté sa répugnance dès les premières violences exercées sur sa personne ; si elle attend une seconde occasion pour se plaindre, sa plainte ne devra pas être reçue, parce qu'il ne s'agira que d'une ruse pour obtenir une réduction de son prix (art. 15 des Lois sur la recevabilité des demandes en justice). D'autre part, en cas de simple attentat à la pudeur commis par le maître ou un membre de sa famille, l'esclave victime pourra s'affranchir en ne versant que les trois quarts de son prix (art. 46 des Lois sur les époux) (1).

Si nous envisageons maintenant la manière dont le maître peut employer ses esclaves, nous constatons qu'il jouit, d'après la loi, d'une liberté beaucoup plus grande vis-à-vis de ses esclaves définitifs que de ses esclaves fiduciaires (2). Ainsi, s'il a été reconnu coupable de quelque délit, il pourra envoyer un

(1) L'article 46 des Lois sur les époux ne précise pas de quelle sorte d'esclave il s'agit. Mais l'article 15 des Lois sur les esclaves ne s'applique qu'aux esclaves fiduciaires et l'article 15 des Lois sur la recevabilité des demandes en justice qu'aux esclaves achetées. Il est donc probable que seule l'esclave fiduciaire jouissait à l'origine de la protection de la loi et que cette protection, à l'époque où nous nous plaçons, ne s'étendait encore qu'à l'esclave achetée. Wagaru (XIV, 143), plus libéral que le législateur siamois pour l'esclave temporaire, l'affranchit de plein droit en cas de viol commis par son maître, mais il retire expressément toute protection à l'esclave héréditaire. Le *Manu Kyy* (VI, 42) se borne même à menacer des peines de l'enfer le maître qui abuse de la femme libre d'un esclave irrachetable.

(2) Cf. A. Leclère, *Recherches sur la législation criminelle des Cambodgiens*, p. 512-513.

de ses esclaves définitifs subir à sa place les châtimens corporels auxquels il a été condamné. Cette disposition n'a rien d'exorbitant, étant donné que, sauf disposition contraire, toute peine est rachetable en argent ; dans la personne de ses esclaves, c'est le patrimoine du maître qui est atteint. Mais la loi défend au maître d'en user de même à l'égard de ses esclaves fiduciaires, sous peine de perdre la moitié ou même la totalité de sa créance contre le vendeur, suivant la gravité des châtimens subis par l'esclave (art. 5). La loi explique ici encore cette différence de traitement par l'attribution à l'acquéreur, en cas de vente fiduciaire, d'un recours contre le vendeur le garantissant contre la fuite, la disparition ou le décès de la personne vendue, de telle sorte que cette disposition paraît être un doublet de l'article 9 qui limite le pouvoir de correction du maître. Mais, en réalité, il ne s'agit plus ici du tout du pouvoir qu'a le maître de châtier ses esclaves, mais des services qu'il peut exiger d'eux. Or les esclaves fiduciaires ne sont dans le patrimoine de l'acquéreur que pour assurer le paiement de la dette qu'ils représentent, en capital et intérêts ; c'est donc un abus de la part du maître de les employer à éteindre une autre dette, celle résultant de ses propres démêlés avec la justice.

Il résulte de l'article 16 que le maître peut envoyer un de ses esclaves fiduciaires le remplacer aux armées, mais il perd alors *ipso facto* la moitié de sa créance contre le vendeur. Bien plus, si l'esclave a pris part aux combats, il se trouve libéré ; et s'il meurt au cours des opérations de guerre, le maître ne peut pas réclamer son prix au vendeur. Une autre idée entre

ici en jeu, qui justifie la libération de l'esclave ou de son vendeur, c'est que l'esclave a exposé ou donné sa vie pour son maître, et cette cause d'affranchissement bénéficie à tous les esclaves, comme nous verrons plus loin. Mais la réduction de moitié consentie à l'esclave alors même qu'il n'aurait pas combattu, et qui paraît spéciale aux esclaves fiduciaires, ne peut guère s'expliquer autrement que comme une sanction de l'abus commis par le maître en envoyant de tels esclaves servir à sa place aux armées.

Du reste, la loi prescrit au maître, d'une manière générale, de ménager ses esclaves fiduciaires, de les employer avec mesure (art. 5 et 9). Il ne doit pas chercher à tirer d'eux un profit trop grand, car leurs services sont destinés à tenir lieu des intérêts de leur prix, et ce prix est nettement inférieur à leur valeur. En principe, il doit donc les conserver auprès de lui, les affecter aux menues besognes de la maison, les employer à cultiver ses terres ou à garder ses troupeaux, à moins qu'il ne préfère les laisser libres de travailler pour gagner leur vie et, éventuellement, les moyens de se racheter, en exigeant d'eux une somme fixe, au titre des intérêts de leur prix. En fait, le maître ne réclamait généralement rien de plus de ses esclaves, à quelque catégorie qu'ils appartenissent (1). Mais, s'il dépassait ces limites, notamment s'il envoyait un de ses esclaves fiduciaires faire du commerce au loin, il devenait responsable, envers le vendeur, des accidents survenus à cet esclave, en ce sens que sa créance contre le vendeur

(1) La Loubère, *op. cit.*, I, p. 297.

se trouvait exposée à des réductions plus ou moins grandes suivant la gravité de l'accident ; cette créance était même annulée en cas de perte des deux membres ou des deux yeux, comme en cas de décès (art. 25) (1). Le législateur explique ces solutions par l'idée que le maître a « détérioré » l'homme de son débiteur. Cette idée a eu, assurément, sa valeur. Mais outre que l'explication alléguée s'appliquerait beaucoup mieux au cas de mutilations résultant de mauvais traitements infligés à l'esclave, où elle n'est pas donnée, elle laisse de côté un élément essentiel de la responsabilité du maître, à savoir les circonstances qui mettent celui-ci en faute et qui constituent, d'après la loi, une exploitation abusive de l'esclave. Si l'accident survient alors que l'esclave est employé normalement, il paraît douteux que les solutions précédentes soient encore applicables (2).

La pensée du législateur apparaît du reste avec clarté en cas de louage des services de l'esclave. Le maître peut louer librement les services de ses esclaves définitifs. L'employeur n'est pas responsable, envers le maître, de la disparition ou du décès de l'esclave survenus sans sa faute ; il n'est tenu de payer que la rémunération promise, non la valeur de l'homme

(1) Cf. Wagaru, 91.

(2) Rappelons, en effet, que l'article 53 ne réduit le prix de l'esclave fiduciaire que si la mutilation ou l'infirmité est due aux mauvais traitements qu'il a subis. Si l'esclave est blessé à la suite d'un accident, il semble donc bien que le maître perdra simplement les services de l'esclave pendant son invalidité (art. 73) et on est conduit à voir, dans le fait pour le maître d'employer son esclave à faire du commerce, un abus qui accroît sa responsabilité.

employé (art. 90, 93 et 96 des Lois diverses) (1). Il en est de même si l'esclave loué est un esclave fiduciaire, mais le maître perd, en outre, son recours en remboursement du prix contre le vendeur (art. 29). C'est qu'en effet, comme le remarque le législateur, il a été poussé à louer les services de l'esclave par l'appât du gain. Il se livre alors à une exploitation abusive de l'esclave et, par suite, il le loue à ses risques et périls, comme un esclave définitif. Cette solution est à rapprocher de l'hypothèse où le maître aurait autorisé ce même esclave à subvenir lui-même à sa subsistance, à la condition de payer les intérêts de son prix. Le vendeur, en cas de fuite ou de décès de l'esclave, demeure alors tenu en toutes circonstances au remboursement du prix. Ainsi, pour que les conditions restent normales, le profit tiré des services de l'esclave fiduciaire ne doit pas dépasser celui qu'on

(1) Les Lois diverses envisagent en réalité deux hypothèses distinctes : celle où le maître loue les services de l'esclave à un tiers, et celle où il prête seulement l'esclave à un tiers sans exiger aucune redevance. Dans ce dernier cas, la responsabilité du tiers en cas de disparition ou de décès de l'esclave est plus grande que dans le premier (art. 96). D'autre part, alors même qu'il ne saurait être tenu responsable de la disparition ou du décès de l'esclave qu'il emploie gratuitement, le tiers devra payer la moitié de son prix, moins à titre de compensation que comme contribution aux dépenses faites pour retrouver l'esclave disparu ou aux frais occasionnés par ses funérailles (art. 95 et 96). La raison donnée de ces différences est que le prêt gratuit de l'esclave est un contrat désintéressé, tandis que, dans le louage de services proprement dit, le maître de l'esclave et l'employeur ont en vue, l'un et l'autre, de réaliser un profit (art. 93 et 96). Ce motif est à rapprocher de celui qui est donné par notre article 29. Cf. *Manu Kyay*, VIII, 9 et 10.

pourrait attendre du capital qu'il représente. C'est qu'il n'a été vendu que pour assurer le service des intérêts de son prix, et pas davantage. En louant les services d'un tel esclave, le maître abuse donc des droits qu'il tient du contrat d'esclavage et il ne paraît guère douteux qu'en dehors du décès, seul cas envisagé par le législateur, le maître ne doive être tenu responsable, envers le vendeur, des accidents survenus à l'esclave, suivant les distinctions indiquées plus haut. Mais tout ce système suppose que la vente fiduciaire a été conclue pour un prix nettement inférieur à la valeur marchande de l'esclave. Du jour où le montant du prix n'est plus entré en ligne de compte, les différences établies par le législateur entre les deux catégories d'esclaves ont paru arbitraires. Dans le dernier état de l'ancien droit siamois, le maître est tenu de se comporter pareillement à l'égard de tous ses esclaves ; il doit les employer tous avec mesure et il est responsable, soit envers le vendeur, soit envers l'esclave lui-même, des accidents survenus à ce dernier au cours de son travail. On devait même cesser de s'attacher à la manière dont l'esclave avait été employé ; du moment que l'accident a eu lieu alors qu'il était au service du maître, il obtient, à titre de compensation, une réduction de sa dette, c'est-à-dire de son prix (1).

Les mêmes principes sont encore à la base des articles qui réglementent le droit pour le maître de vendre ses esclaves. Il peut vendre sans restriction aucune un

(1) L'article 29 a été abrogé par le décret du 29 novembre 1898.

esclave définitif, car cet esclave est un élément de son patrimoine et il y figure pour sa pleine valeur. L'esclave vaudra le prix qui sera fixé dans le contrat de vente, sans qu'il y ait à tenir compte de son prix primitif. Au contraire, l'esclave fiduciaire n'est entré en servitude que pour assurer le paiement de la dette que son prix représente. Il ne peut pas obtenir son affranchissement avant d'avoir payé tout son prix. Mais il doit toujours être à même de se libérer en payant une somme égale au montant de ce prix. Par suite, il ne peut pas faire l'objet de la part de son maître d'une vente pure et simple, car ce serait lui enlever toute possibilité de se racheter. Une telle vente est nulle. Elle ne produit aucun effet en ce qui concerne les enfants nés de l'esclave dans la maison de son nouveau maître. Le premier vendeur aura toujours le droit d'obtenir la restitution de l'esclave en remboursant à l'ancien maître le prix de vente primitif. Le juge se bornera à constater la nullité de la seconde vente et prescrira au nouveau maître de restituer l'esclave au premier vendeur, et à l'ancien maître de verser au nouveau le prix qu'il a touché (art. 46). D'autre part, si un esclave fiduciaire fait l'objet, de la part de son maître, d'une vente fiduciaire, une telle vente est valable, parce qu'elle ne prive pas l'esclave du droit de se racheter, mais le prix de rachat de l'esclave reste fixé à son prix primitif. Si donc le prix de la nouvelle vente est supérieur au prix primitif, l'esclave n'en aura pas moins le droit d'obtenir sa libération en versant à son nouveau maître le montant de son prix primitif seulement ; le nouveau maître ne pourra que réclamer la différence à l'ancien

maître, son vendeur. Au contraire, si l'esclave fiduciaire a été revendu pour un prix inférieur à son prix primitif, il ne pourra obtenir sa libération qu'en remboursant intégralement son ancien maître, lequel remboursera à son tour le nouveau et gardera la différence (art. 51). Toutefois, quand un esclave fiduciaire a été ainsi revendu, puis racheté, puis revendu de nouveau par son maître, moyennant un prix inférieur à son prix primitif, le législateur estime qu'il a droit à un traitement de faveur pour avoir aidé son maître, à plusieurs reprises, à sortir d'embarras ; au décès de l'ancien maître, il accorde à l'esclave une réduction de moitié de son prix (art. 20) (1).

Les solutions précédentes sont devenues applicables aux esclaves définitifs quand ces esclaves ont reçu à leur tour le droit de se racheter, en remboursant à leur maître le prix pour lequel il les a acquis. Ce prix a dès lors fixé invariablement le montant de la somme exigible pour leur libération, comme le prix de l'esclave fiduciaire. D'autre part, du moment que l'aliénation définitive ne privait plus l'esclave

(1) C'est-à-dire qu'il obtiendra sa libération en versant à son nouveau maître la moitié seulement de son prix primitif. Si cette somme est insuffisante pour désintéresser le nouveau maître, celui-ci fera donc, en partie, les frais de la gratitude imposée par la loi aux héritiers de l'ancien maître, à moins qu'on admette, ce qui paraît bien douteux, que le nouveau maître pourra, pour la différence, se retourner contre les héritiers. Remarquons que si l'esclave a été revendu pour une somme supérieure ou égale à son prix primitif, il restera tenu du montant tout entier de ce prix. La loi vient seulement au secours de l'esclave qui a été vendu pour un prix élevé ou qui, devenu vieux, n'a pu être revendu qu'à bas prix.

du droit de se racheter, il n'y avait plus lieu de prohiber la vente pure et simple d'un esclave fiduciaire. Dans le dernier état de l'ancien droit, le maître a le droit de disposer également de ses esclaves de l'une ou l'autre catégorie. Dans les deux cas, il ne peut pas de sa propre autorité alourdir la dette dont son esclave est grevé. Même en le revendant définitivement, il ne peut pas retirer davantage que le prix qu'il a payé pour l'obtenir, et le bénéfice de l'opération, s'il y en a un, doit revenir à l'esclave dont le consentement à la vente est du reste devenu nécessaire (1).

Tels sont les droits qui sont reconnus au maître sur ses esclaves. Malgré les restrictions apportées par la loi et la coutume, ces droits restent encore assez étendus, au moins en ce qui concerne les esclaves définitifs. Mais ils sont alors en partie contrebalancés par les obligations mises à la charge du maître.

La principale est l'obligation de subvenir à l'entretien de l'esclave. Cette obligation n'est pas un simple devoir d'humanité. Elle dérive du contrat d'esclavage lui-même. En se vendant ou en étant vendu, l'esclave entend se sauver ou sauver les siens de la misère ;

(1) Note du prince Rabi sous l'article 20. L'article 46 qui défend au maître de vendre définitivement un esclave fiduciaire a été abrogé par le décret du 29 novembre 1898. L'article 51, malgré ses termes très généraux, ne s'appliquait, à l'époque de sa rédaction, qu'aux esclaves fiduciaires qui faisaient l'objet d'une vente fiduciaire, car il parle des *kromathan* établis lors de la vente et de la revente. Du reste, tant que l'esclave définitif a été privé du droit de se racheter, il n'avait aucun moyen, au cas où il était vendu fiduciairement, de bénéficier des dispositions de l'article 51.

l'acquéreur accepte donc implicitement de se charger de la subsistance de la personne vendue. Il doit lui fournir au minimum le logement et la nourriture (1). En temps normal, ce n'est pas une bien lourde charge. D'ailleurs, il est loisible au maître, qui ne pourrait pas subvenir à l'entretien de ses esclaves, de les laisser chercher eux-mêmes à gagner leur vie au dehors, moyennant une petite redevance, au titre des intérêts de leur prix. Mais si ces esclaves ne peuvent pas trouver de travail, leur entretien retombera à la charge du maître, qui n'aura plus d'autre ressource que de les vendre. Dans les époques de disette, l'obligation du maître peut devenir très lourde ; il n'en est cependant pas exonéré. Si, en effet, il chasse ses esclaves de chez lui ou les abandonne, et qu'un tiers les recueille et prenne soin d'eux, il devra aussitôt les ramener avec lui, sinon il s'exposera à perdre ses droits sur eux ou à être obligé de les racheter, pour leur pleine valeur, à celui qui les aura mis à l'abri de la faim (art. 69 et 70). Toutefois, cela suppose que le tiers a agi au su du maître des esclaves qu'il a recueillis, ou après l'avoir averti, conformément aux prescriptions légales, de la présence de ces esclaves chez lui. Mais, alors même que ce tiers n'aurait pas agi avec toute la prudence et tous les scrupules désirables, loin d'être exposé, comme en temps ordinaire, à l'amende encourue par le recéleur de l'esclave d'autrui, il aura droit d'exiger du maître, quand celui-ci viendra à découvrir ses esclaves, la moitié de leur prix ou, s'il le préfère,

(1) D'après Sir J. Bowring (*op. cit.*, I, p. 192), le maître n'est pas obligé d'assurer l'habillement de l'esclave.

il pourra les garder, en payant à leur maître la moitié seulement de leur prix (art. 71) (1). Au contraire, le maître qui pourvoit à la subsistance d'un esclave fiduciaire durant une période de disette en acquiert la propriété complète. Le vendeur ne pourra reprendre la personne vendue qu'en la rachetant à l'acquéreur pour un prix correspondant à sa pleine valeur. Les enfants nés de l'esclave pendant la même période tombent également au pouvoir de l'acquéreur (art. 21) (2). Ainsi, l'obligation de subsistance n'est complète qu'à l'égard des esclaves définitifs. Pour les esclaves fiduciaires, elle ne doit pas dépasser le taux des charges normales de l'existence, sinon l'équilibre du contrat passé avec le vendeur serait rompu à l'avantage de ce dernier. L'acquéreur ne manquerait pas alors de restituer la personne vendue et d'exiger le remboursement de son prix. C'est pour éviter ce recours qui, exercé en temps de crise, aurait de fâcheuses conséquences pour l'esclave et son vendeur, que le législateur adjuge l'esclave au maître qui l'a conservé avec lui, tout en maintenant au vendeur le droit de le racheter, mais pour sa pleine valeur. Ces solutions conservent, comme il a été dit plus haut (3), le souvenir d'une source proprement dite d'esclavage, qui est mentionnée dans le *Dharmasatra* et qui fonctionne

(1) Et si le maître et le tiers sont également désireux, l'un de reprendre les esclaves, l'autre de les garder ? Il est probable qu'alors, suivant l'opinion exprimée par le traducteur des Lois sur les esclaves dans le *Bangkok Calendar* de 1861, il sera fait suivant la préférence des esclaves.

(2) Cette disposition a été abrogée par le décret du 29 novembre 1898.

(3) V. *supra*, ch. I, p. 44 et n. 1.

dans le droit indou et dans le droit birman : la réduction en esclavage du fait de la subsistance.

Le maître n'a pas seulement à sa charge l'entretien de ses esclaves, mais aussi celui de leurs enfants quand ils habitent avec leurs parents, alors même qu'ils ne seraient pas ses esclaves de naissance. Les aliments qu'il leur fournit constituent, en effet, d'après la loi, l'unique raison de l'indemnité qu'il est en droit de leur réclamer quand ils viennent à le quitter avant leur septième année (art. 22). Une disposition légale, qui n'est évidemment qu'une décision d'espèce offerte en exemple, montre que le maître ne doit pas se borner strictement à assurer l'entretien des enfants de ses esclaves, mais qu'il est tenu de se substituer à ces derniers quand, par suite des travaux auxquels il les soumet, ils sont dans l'impossibilité de s'occuper de leurs enfants. Si un de ces enfants, âgé de moins de sept ans, disparaît et, par suite de l'indifférence du maître, n'a pas été immédiatement recherché, le maître est responsable envers la mère de la perte de l'enfant et doit lui en payer le prix (art. 93).

Enfin, corollaire naturel de l'obligation de subsistance, le maître est tenu de donner des soins à l'esclave qui tombe malade ou se blesse à son service. Il ne peut réclamer aucune indemnité à raison des services dont il a été privé pendant l'invalidité de l'esclave, si longtemps qu'elle se soit prolongée, pas plus à l'esclave lui-même (art. 73) qu'au vendeur s'il s'agit d'un esclave fiduciaire (art. 25 et 27). Dans ce dernier cas, on a vu que le vendeur devait être informé par le maître de la maladie de l'esclave et autorisé à lui donner des soins, mais c'est que, d'une part, le vendeur

est le plus souvent un proche parent de la personne vendue et que, par suite, c'est pour lui un devoir élémentaire de venir le soigner en personne. D'autre part, le vendeur, obligé à rembourser le prix en cas de décès de l'esclave, est intéressé à ce que ce dernier soit soigné convenablement. Ainsi s'explique la participation du vendeur aux soins donnés à l'esclave. Mais c'est, en définitive, au maître seul qu'en incombe la charge. C'est ce qui résulte des solutions analysées plus haut pour le cas où l'esclave vient à décéder des suites d'une maladie. S'il guérit après avoir été soigné dans la maison du vendeur, celui-ci bénéficie d'une réduction d'un dixième du prix pour l'indemniser des soins fournis à l'esclave (art. 27 *in fine*). Cette réduction est même portée aux deux tiers si l'esclave, victime d'un accident alors que son maître cherchait à tirer de lui un profit plus grand qu'il n'est permis, doit son rétablissement aux soins du vendeur seul (art. 25). Il est vrai qu'inversement, si le vendeur se désintéresse complètement de l'esclave malade qui se rétablit grâce aux soins qui lui sont donnés par son maître, il perd définitivement la propriété de l'esclave: la loi va jusqu'à lui retirer le droit de le racheter (m. art.). Mais il s'agit là d'une pénalité destinée à frapper le vendeur qui a manqué à un devoir élémentaire d'humanité et de gratitude à l'égard de la personne vendue fiduciairement (1), à moins qu'on ne

(1) Cette solution cadre du reste assez mal avec celle qui est donnée, dans le même article 27, pour le cas où l'esclave décéderait dans les mêmes circonstances: le vendeur obtient alors, malgré son indifférence, une réduction du tiers de sa dette.

préfère y voir une survivance d'une source ancienne d'esclavage, dont il est resté d'autres vestiges dans la législation siamoise, celle qui attribue à titre d'esclave une personne à celui qui lui a sauvé la vie (1).

2. RESPONSABILITÉ DE L'ESCLAVE ENVERS LE MAÎTRE.

La question d'une responsabilité envers le maître ne se pose que pour les esclaves fiduciaires. Le maître ne peut réclamer aucune indemnité à un esclave définitif, pour la raison évidente que cet esclave est tout entier dans son patrimoine. Il devra se contenter de châtier l'esclave pour la faute qu'il a commise. Du reste, il jouit, pour contraindre l'esclave à réparation ou à restitution, de pouvoirs au moins aussi efficaces que ceux dont disposerait un juge. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que, même en cas de délit pénal commis au préjudice du maître, le législateur n'envisage que la responsabilité des tiers qui ont pu faciliter l'exécution du délit ou qui en ont profité, et qu'il prévoie uniformément pour l'esclave de simples châti-

(1) V. art. 25 *in fine*. Cette cause d'asservissement est invoquée par le législateur pour justifier l'attribution de l'esclave au tiers qui l'a recueilli et nourri durant une période de famine (art. 70). Elle paraît avoir constitué une source d'esclavage proprement dite dans l'ancien droit birman (Wagaru, 115 et 116 — *Manu Kyay*, VII, 26). En droit siamois, elle ne s'applique qu'aux personnes qui sont déjà esclaves et n'est qu'un mode secondaire d'acquisition de la propriété sur les esclaves, comme le fait de la subsistance qui répond du reste à la même idée.

ments corporels plus ou moins graves suivant l'importance de la faute. A quoi, en effet, servirait-il d'obliger l'esclave à réparation et de le frapper d'une amende, puisque le maître ne pourrait se payer que sur ce qui lui appartient déjà ? Il subirait même un préjudice supplémentaire, car pour ne pas perdre l'esclave, il devrait payer à la place de celui-ci la part de l'amende revenant au trésor royal. Mieux vaut donc le laisser se faire justice lui-même et n'infliger à l'esclave, pour son délit, qu'une punition exemplaire (1).

Il en est tout autrement pour les esclaves fiduciaires. Ceux-ci ne figurent dans le patrimoine de leur maître que pour le montant de leur prix ; une partie de leur personne est « encore libre » et peut servir, par suite, à garantir ou à acquitter de nouvelles dettes ; leur maître, d'autre part, ne dispose à leur égard que d'un droit de correction peu étendu, insuffisant pour leur inspirer une crainte salutaire. Il est donc possible et même nécessaire de les tenir responsables envers lui. Nous trouvons, en effet, un certain nombre de dispositions qui précisent l'étendue et les conditions de cette responsabilité. D'abord, en cas de fait tombant sous le

(1) V. notamment l'article 129 des Lois sur le vol : « Quand un esclave définitif (*khat khà*) vole un objet appartenant à son maître, et qu'un tiers le lui achète ou le recèle, ou quand un tiers a employé ou incité un esclave à voler son maître, l'instigateur, ou celui qui a employé l'esclave, ou le recéleur, sera passible de l'amende du vol ; quant à l'esclave qui a volé son maître, il sera puni de 50 coups de fouet, pour qu'il se corrige et ne commette plus de méfaits contre son maître ; mais une fois cette peine subie, il ne sera pas passible de l'amende du vol ». V. aussi art. 151 et 152 des mêmes lois.

coup de la loi pénale, l'esclave fiduciaire est formellement tenu à réparation. Ainsi, un tel esclave qui vole des objets appartenant à son maître doit lui en payer la valeur (art. 34 et 63) (1). L'esclave fiduciaire qui s'est enfui est redevable à son maître des dépenses que ce dernier a dû faire pour le retrouver (art. 64). D'autre part, en dehors des actes illicites, l'esclave fiduciaire doit dédommager le maître de tout préjudice causé par sa faute (2) : ainsi, s'il a perdu, cassé ou brisé une chose appartenant à son maître ou entraîné, par sa négligence, la perte des bestiaux dont il avait reçu la garde (art. 11). Il n'encourt aucune responsabilité si la perte est due à la force majeure, par exemple si les animaux qui lui sont confiés meurent de mort naturelle (art. 12) ou sont enlevés de vive force par des bandits (art. 11). Il n'encourt non plus aucune responsabilité si la perte est le fait d'un tiers, comme au cas où les enfants du maître introduisent des étrangers dans la maison confiée à la surveillance de l'esclave (art. 67). La loi envisage même un partage de responsabilité, quand le maître lui aussi a commis une faute, par exemple quand il a confié à l'esclave un trop grand nombre de bestiaux à surveiller (art. 11). La pensée du législateur est trop claire pour qu'on

(1) L'article 63, malgré ses termes généraux, ne s'applique qu'à l'esclave fiduciaire, comme il résulte de la phrase finale qui envisage un recours du maître contre son vendeur en restitution du prix. V. aussi l'article 47 des Lois sur les époux qui punit de l'amende habituelle l'esclave fiduciaire (*thàt fak*) coupable d'adultère avec une femme de son maître.

(2) Mais à la condition que le vendeur ait été payé du prix de l'esclave. V. art. 11.

doive hésiter, en raison de leur petit nombre, à généraliser les solutions qui nous sont données, surtout si l'on songe que ces solutions visent les hypothèses les plus courantes.

La dette née du délit de l'esclave lui est personnelle et ne peut pas retomber sur le vendeur. Il y a ici, comme nous l'avons noté plus haut, oubli complet des conséquences qu'entraînerait l'idée de gage. Le vendeur, en effet, n'est que le garant de la personne vendue et, en droit siamois, cela veut dire simplement qu'il garantit la présence de cette personne dans le patrimoine du vendeur et qu'il s'engage, en cas de disparition, à payer la somme qu'elle a pour mission de représenter dans ce patrimoine. L'article 34 offre un exemple frappant de cette manière de voir. Un esclave fiduciaire vient-il à s'enfuir en volant des objets appartenant à son maître, le vendeur va immédiatement à sa recherche afin de pouvoir le rendre à l'acquéreur et d'éviter toute responsabilité naissant de la fuite. Une fois l'esclave restitué, il est clair qu'il a fait tout ce qu'il devait. Il ne pourra être considéré comme responsable de la dette née du vol que s'il contracte un engagement spécial à cet effet (cf. art. 63) (1). Mais, s'il n'a pas pu retrouver l'esclave, il ne sera tenu que du « capital » du prix et des intérêts, conformément au droit commun (2).

(1) Engagement très fréquent du reste dans la pratique et qui se traduira par une augmentation du « prix » porté au *kromathan*.—

(2) Toutefois, l'emploi dans l'article 34 de l'expression ambiguë « dommages-intérêts » a entraîné la jurisprudence à admettre l'opinion contraire. V. décision de la Cour des Lùk

Le maître recouvrera donc sa créance directement contre l'esclave et de la même façon que s'il s'agissait d'un débiteur de condition libre, c'est-à-dire qu'à défaut de biens suffisants pour réparer le préjudice causé, l'esclave sera vendu en justice et le produit de la vente servira à désintéresser le maître. Celui-ci se paiera alors, non seulement de l'indemnité qui lui est due, mais également du prix qu'il a payé pour obtenir l'esclave. Par suite, quand ce prix atteint déjà la valeur marchande de l'esclave, une telle procédure ne présente plus aucune utilité et le maître se trouve dépourvu de tout recours, comme à l'encontre d'un esclave définitif. Mais il est naturellement en droit de refuser la libération de l'esclave tant qu'on n'offre pas de le désintéresser complètement. La loi, cependant, fait une exception en faveur du vendeur ; il est permis à celui-ci de reprendre la personne vendue en remboursant à l'acquéreur, outre le prix, la moitié

khùn du samedi, troisième jour de la lune décroissante du dixième mois de l'année du Tigre (14 septembre 1878), *Gaz. Roy.*, année 1240, vol. V, p. 388. Nous pensons néanmoins que les mots *khà puai kan*, que nous traduisons par « dommages-intérêts » et qui, littéralement, signifient : « prix de la peine ou du temps perdu », visent seulement, comme en bien d'autres endroits de nos textes (V. notamment l'article 39, où cette expression est employée sans aucun doute à la place des mots *dok bia*, « intérêts », qui figurent dans la même phrase), les intérêts du prix dus en raison de la cessation des services de l'esclave, et que le législateur, s'il avait voulu comprendre par là la valeur du bien volé, se serait servi d'une expression plus précise, comme il l'a fait à la phrase suivante pour l'esclave. Quoi qu'il en soit, même si l'on suit la jurisprudence sur ce point, la responsabilité civile du vendeur n'entre en jeu que faute par lui de pouvoir restituer la personne de l'esclave à l'acquéreur.

seulement de l'indemnité due par l'esclave (art. 36). Cette solution n'implique aucune part de responsabilité pour le vendeur dans la réparation due. Le vendeur, en effet, ne peut pas être tenu débiteur pour une somme supérieure à celle qui figure sur le *kromathan*. Il lui est loisible de ne pas racheter l'esclave. La réduction de moitié qui lui est consentie n'est qu'une mesure de bienveillance édictée afin de le pousser à éviter à l'esclave, qui est le plus souvent un de ses proches parents, l'esclavage définitif résultant d'une vente en justice.

Une fois l'esclave revendu à un tiers, le maître ne peut plus intenter contre lui aucune action en indemnité en raison de faits commis antérieurement à la vente (art. 14). C'est donc au plus tard au moment de la fixation du prix de vente que le maître devra faire valoir les divers titres de créance qu'il peut invoquer contre son esclave, de même que c'est à ce moment-là que l'esclave pourra se prévaloir des différentes circonstances qui l'ont rendu créancier de son maître. Cette disposition ne fait guère que compléter les précédentes en presumant que le maître qui accepte le rachat d'un esclave fiduciaire se considère comme indemnisé par cette opération ou abandonne ses prétentions. C'est en ce sens qu'on y peut voir une application du principe suivant lequel le vendeur ne peut évincer.

Du jour où tous les esclaves ont eu « un prix » fixant le montant de leur libération, leur responsabilité envers le maître s'est trouvée naturellement définie par les règles qui n'étaient tout d'abord applicables qu'aux individus qui avaient fait l'objet d'une vente

fiduciaire. Notamment, le maître a eu dès lors le droit de leur refuser la liberté tant qu'ils ne s'étaient pas acquittés de toutes leurs dettes envers lui, mais s'il les vendait définitivement, il perdait tout recours contre eux, quel que fût le montant du prix de vente.

3. CONDITION JURIDIQUE DE L'ESCLAVE.

Nous plaçons sous cette rubrique les différents rapports juridiques qui peuvent exister entre un esclave et les tiers, c'est-à-dire : *a.* la possibilité pour l'esclave de contracter un mariage légalement reconnu, *b.* le droit d'avoir un patrimoine et la dévolution de ce patrimoine à son décès, *c.* sa capacité de contracter, *d.* sa capacité d'ester en justice.

a. — Mariage de l'esclave.

Remarquons d'abord que le contrat d'esclavage ne met pas fin au mariage contracté antérieurement par la personne qui devient esclave. Une femme qui est vendue par son mari est toujours considérée comme sa femme et le maître qui a des relations avec elle est passible de l'amende infligée au complice de l'adultère (art. 43 des Lois sur les époux). Toutefois, si le mari ne la rachète pas ou la délaisse pendant plus d'un an, le mariage est considéré comme dissous, en ce sens qu'elle est libre de contracter un nouveau mariage ou d'avoir des relations avec un tiers sans s'exposer ni exposer

celui-ci aux peines de l'adultère (art. 31 des Lois sur les esclaves) (1).

Le passage de la condition libre à la condition servile n'affecte de même aucunement la capacité matrimoniale de l'individu qui devient esclave. Il convient d'indiquer ici qu'il y a, en droit siamois, deux formes de mariage, le mariage par cohabitation et le mariage avec cérémonies (2). Dans les deux cas, le futur époux doit, en principe, payer aux parents de la future une certaine somme d'argent, le *sin sot*, où l'on s'accorde à voir le prix de la jeune fille, ou plutôt le remboursement des dépenses que son entretien a coûtées. Par suite, si les parents de la jeune fille ne sont pas indemnisés, leur consentement pour le moins reste nécessaire ; il peut être tacite, mais il était primitivement toujours exigé, quel que fut l'âge de la future épouse. Les cérémonies, outre leur valeur probatoire, servent à déterminer la femme principale. La forme suivant laquelle le mariage a été contracté présente un grand intérêt lors du partage de la succession du mari et de la répression de l'adultère de la femme (3).

Un esclave peut contracter mariage, soit avec une femme de condition libre, soit avec une esclave. Il n'y

(1) L'article 31 ne vise que la femme vendue fiduciairement, tandis que l'article 43 des Lois sur les époux parle simplement d'une femme mariée qui devient esclave. Il est possible que primitivement la vente définitive de la femme mettait fin au mariage. Cette cause de divorce toutefois n'est pas indiquée dans les Lois sur les époux.

(2) Nous laissons de côté le mariage conclu avec l'intervention du roi, hypothèse qui n'a évidemment pas place ici.

(3) Pour plus de détails, v. Duplatre, *Essai sur la condition de la femme au Siam*.

a aucune raison pour lui refuser le droit de procéder à un mariage avec cérémonies et l'article 91 *in fine* semble même consacrer expressément cette solution. Il semble dès lors qu'on a pu distinguer, parmi les femmes mariées à des esclaves, des femmes principales et des femmes secondes, comme dans les unions contractées par des hommes libres. La femme libre qui se marie avec un esclave tombe sous le pouvoir de son mari, mais elle échappe au pouvoir du maître de ce dernier. Cette situation n'a rien d'extraordinaire, puisque l'esclave est capable d'avoir un patrimoine personnel ; sa femme entre dans ce patrimoine sans faire partie de celui du maître (1). Si le maître a fait lui-même les démarches nécessaires et convenu du mariage de son esclave avec les parents de la future, celle-ci n'en sera pas moins au pouvoir de son mari seul, mais le maître aura droit à une part dans le prix des enfants qui naîtront (art. 91) (2). Au contraire, lorsque la femme épousée par un esclave est également de condition servile, elle continue à être soumise au pouvoir de son maître, mais, pour le reste, le mariage produit ses effets ordinaires. Il ne semble pas que l'esclave du sexe masculin ait besoin du consentement de son maître pour se marier.

Au contraire, l'esclave du sexe féminin ne peut

(1) Le droit cambodgien est ici très différent du droit siamois. Il s'oppose en principe au mariage d'une femme libre avec un esclave et, quand il l'admet, la femme devient l'esclave du maître de son mari. A. Leclère, *op. cit.*, p. 219 sq. et *Codes cambodgiens*, I, p. 303, art. 25.

(2) Il semble bien, dans le cas envisagé par l'article 91, que le maître se charge d'acheter une femme pour son esclave.

contracter de mariage régulier qu'avec l'autorisation de son maître. Une union contractée sans cette autorisation est considérée par le législateur comme un simple concubinage et l'adultère de la femme n'ouvre aucune action au mari (art. 48 des Lois sur les époux). Il n'y a là aucune incapacité particulière à la femme esclave. L'autorisation du maître se substitue seulement, et peut-être pour les personnes vendues fiduciairement, s'ajoute au consentement des parents de la future (1). Quand une esclave est demandée en mariage par un homme libre, il ne semble pas que, primitivement au moins, une simple autorisation du maître ait suffi. L'article 100 des Lois sur les esclaves et l'article 45 des Lois sur les époux (qui s'expriment presque dans les mêmes termes) parlent du *rachat* de l'esclave par l'homme libre qui désire en faire sa femme. C'est là, assurément, la procédure normale, celle qui s'accorde le mieux avec la nature du mariage siamois, dont l'effet essentiel est de transférer la *siddhi* des parents ou du maître à l'époux. L'esclave ainsi rachetée en vue d'être mariée à l'acquéreur appartient à une catégorie spéciale d'épouses, inférieure à celle des femmes secondes, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir plus loin. Mais du moment qu'un mari peut vendre sa femme sans mettre fin au mariage qui les unit, on ne voit pas pourquoi un homme libre ne pourrait pas devenir l'époux d'une femme de condition servile sans la racheter à son maître, au moins s'il

(1) Ce n'est qu'à partir de 1865 que la fille majeure a pu se passer du consentement de ses parents pour se marier. V. *supra*, ch. II, sect. 1, p. 97-99 et n. 3.

s'agit d'une esclave fiduciaire ou rachetable. Le consentement du maître paraît suffisant. Que de telles unions aient fini par être admises, cela n'est pas douteux, plusieurs articles des Lois sur la répartition de la population cités plus haut, ainsi que l'article 91 des Lois sur les esclaves, s'y rapportent pour fixer le sort des enfants (1).

Le mariage de l'esclave est protégé par la loi de la même manière que le mariage contracté par un homme libre. En cas d'adultère, l'esclave marié a le droit de confisquer les biens de sa femme et de réclamer une amende au complice, tout de même que l'époux de condition libre (art. 48 des Lois sur les époux et note du prince Rabi). Cependant, si c'est le maître lui-même qui s'est rendu coupable d'adultère avec la femme d'un de ses esclaves, le mari, au lieu de l'amende prévue, obtiendra l'affranchissement et emmènera sa femme avec lui. Si elle refuse de le suivre, ou si le mari refuse de la reprendre, le maître devra verser son prix entre les mains du mari, c'est-à-dire la garder pour lui en « dédommageant » le mari (art. 42 des Lois sur les époux) (2).

(1) V. *supra*, p. 77 et n. 1. Il est évident qu'un homme libre n'a pu valablement épouser une esclave sans la racheter que lorsque le mariage a cessé d'être strictement un achat. D'autre part, l'esclave doit appartenir à la catégorie des esclaves rachetables. Il paraît difficile d'admettre qu'une esclave irrachetable puisse devenir la femme d'un homme libre sans avoir été rachetée à son maître ou donnée par lui.

(2) Même règle en droit cambodgien : A. Leclère, *Recherches...* (*droit privé*), p. 209. Le prince Rabi donne une interprétation différente de la fin de l'article 42 des Lois sur les époux ; il comprend que si la femme ne suit pas son mari, c'est qu'elle

Nous avons vu plus haut quel était le sort des enfants nés du mariage contracté par un esclave. Ils suivent en principe la condition de la mère et n'appartiennent par suite à leur père que si la mère est de condition libre. Ils font alors partie comme la mère du patrimoine du père sans être assujettis au pouvoir du maître de ce dernier. On a vu toutefois que si la mère seule est esclave, les enfants participent en partie de la condition libre de leur père, en ce sens que leur prix de rachat est sensiblement réduit (art. 91 et *supra*, chap. I, sect. 3).

En somme, et bien que les textes manquent pour régler toutes les difficultés relatives au statut matrimonial des esclaves, — difficultés que nous ne sommes pas en mesure d'aborder ici, — il reste acquis que le vieux droit siamois reconnaît le mariage des esclaves et le fait bénéficier de la protection accordée au mariage contracté entre personnes libres, notamment en ce qui concerne la répression de l'adultère.

b. — *Patrimoine et succession de l'esclave.*

Il résulte nettement de plusieurs dispositions de la Loi sur le prêt et des Lois sur les esclaves (1) qu'un esclave peut avoir un patrimoine, distinct de celui de son maître. Il y a tout lieu de croire qu'il pouvait l'aliéner librement, puisque ce patrimoine, comme on

est elle-même esclave d'un autre maître ; le maître du mari serait alors tenu de la racheter pour lui permettre d'aller avec son mari qui se trouve affranchi.

(1) Aux textes analysés *infra*, ajouter l'article 132 des Lois sur le vol.

va voir, répond des dettes contractées par l'esclave sans l'autorisation de son maître, mais nous ne possédons sur ce point aucune disposition formelle. La *siddhi* du maître sur ses esclaves apparaît donc comme un lien purement personnel, qui met la personne physique à la disposition du maître, mais ne s'étend pas aux biens de l'esclave (1).

Ce patrimoine se compose d'abord des biens que possédait l'esclave avant d'être vendu. Durant l'esclavage, il peut s'alimenter de différentes manières : par les produits du travail de l'esclave, s'il a été autorisé à payer les intérêts de son prix, par le mariage de l'esclave avec une femme libre qui fait tomber celle-ci et les enfants nés de cette union sous la *siddhi* de l'esclave, par les successions recueillies par l'esclave (2), les donations qui lui sont faites par son maître ou des tiers, etc.

Au décès de l'esclave, le maître hérite de tous les biens acquis par l'esclave pendant qu'il était à son service (art. 88) (3). Au contraire, les biens qu'il

(1) On reconnaît de même à la femme, placée sous la *siddhi* de son mari, le droit d'avoir un patrimoine propre. Mais cette règle est-elle bien ancienne ?

(2) Il n'est question des droits successoraux de l'esclave que dans l'article 31 des Lois sur les successions. Ce texte envisage l'hypothèse où le défunt a racheté de son vivant un membre de sa famille qui est devenu ainsi son esclave, et il décide qu'un tel esclave se trouve libéré par le décès de son maître, mais qu'il doit imputer sur la part qui lui revient dans la succession le montant du prix pour lequel il a été racheté. Il semble bien résulter de ce texte qu'un esclave, en tant que tel, n'est pas exclu de la succession de ses parents.

(3) L'article 88 a été abrogé par le décret du 29 novembre 1898.

possédait avant de tomber en esclavage (ou avant de devenir l'esclave du maître dans la maison duquel il décède) sont attribués au conjoint et aux parents de l'esclave, conformément au droit commun (1), et ne passent au maître qu'à défaut d'héritiers (art. 89).

Ces dispositions relatives à la succession de l'esclave sont rédigées en termes tout à fait généraux. Cependant, elles ne s'appliquent pas aux esclaves fiduciaires puisqu'au décès de ceux-ci, le maître possède un recours contre le vendeur en remboursement du prix. Au cas où il n'obtiendrait pas satisfaction du vendeur, il pourrait bien se faire adjuger le patrimoine laissé par l'esclave, mais en recourant à la procédure légale et jusqu'à concurrence seulement de la somme portée au *kromathan*. Ce n'est donc qu'en ce qui concerne les esclaves vendus définitivement que le maître peut être considéré comme ayant vocation d'héritier. Et encore aurait-il été logique d'excepter ceux d'entre eux auxquels le droit de se racheter a été étendu, puisque dès lors ils ne figurent plus dans le patrimoine de leur maître que jusqu'à concurrence du montant de leur prix. Ainsi, l'attribution au maître du patrimoine laissé par l'esclave apparaît dans nos textes comme une disposition archaïque, applicable aux esclaves irrachetables seuls et peu en harmonie avec d'autres dispositions visiblement influencées du reste par la situation faite aux esclaves fiduciaires. C'est

(1) L'héritage d'une personne de bas rang (400 *na* ou moins) est divisé en trois parts égales : une part est attribuée aux père et mère du défunt, une autre part à son conjoint et la dernière part à ses frères et sœurs, enfants, petits-enfants ou cousins (art. 51 des Lois sur les successions).

évidemment le vestige d'une législation qui confond entièrement le patrimoine de l'esclave avec celui de son maître, ou plutôt qui dénie à l'esclave le droit de rien posséder sans l'autorisation, toujours révocable, du maître (1).

c. — *Capacité de contracter.*

Les règles générales concernant les contrats passés

(1) Telle paraît être la situation de l'esclave en droit indou : Manu, VIII, 416 et 417. Le droit birman semble admettre le même principe : *Damasat*, VI, 10, et en tire la conséquence que le maître hérite de tous les biens de son esclave sans faire aucune distinction (*id.*, II, 5 et VII, 5). Que nos articles 88 et 89 se rattachent à la même tradition, cela apparaît à la raison même que donne le législateur pour motiver sa décision : les biens laissés par l'esclave sont attribués au maître parce que l'esclave les a acquis dans la maison du maître, parce qu'ils sont « nés » dans la maison du maître, dit même l'article 89, tout comme s'il s'agissait des enfants nés à l'esclave. Mais ceux-ci deviennent la propriété du maître du jour même de leur naissance. Ainsi, la vocation héréditaire du maître est justifiée de telle manière qu'on devrait conclure à un véritable droit de propriété sur les biens de l'esclave. Remarquons, d'autre part, que la règle relative aux biens acquis avant l'esclavage est présentée comme une exception au principe de la dévolution du patrimoine au maître, et que ce principe, à son tour, est donné pour avoir son origine dans le *Dharmasatra*. La distinction entre les biens acquis avant et après la réduction en esclavage peut avoir été le premier pas franchi par le législateur siamois vers la reconnaissance d'un patrimoine propre à l'esclave. L'affectation à ce patrimoine des biens acquis durant l'esclavage pourrait bien avoir été longtemps réservée aux personnes qui avaient fait l'objet d'une vente fiduciaire et n'avoir été admise pour les autres esclaves que du jour où ils ont eu « un prix » fixant la limite de leur endettement. Alors la vocation héréditaire du maître n'a plus été, comme nous disons au texte, que le vestige des droits beaucoup plus étendus qui lui avaient d'abord été reconnus. Cf. *Codes cambodgiens*, I, p. 388, art. 7.

par un esclave se trouvent formulées dans les articles 30 et 31 de la Loi sur le prêt qui s'expriment de la manière suivante : Art. 30 : « Quand un emprunt a été consenti à un esclave à l'insu de son maître et que celui-ci n'en a eu connaissance qu'au moment où le créancier est venu réclamer son paiement, l'esclave devra payer quand il en aura les moyens... » (1). Art. 31 : « Quand une personne riche, un mandarin, un homme de qualité, pourvu de nombreux serviteurs, ou un sujet quelconque du royaume, permet à un esclave d'avoir une habitation séparée ou l'envoie faire du commerce par terre ou par eau, si cet esclave cherche à contracter un emprunt ou une dette quelconque, il faudra, au préalable, s'enquérir auprès de son maître. L'emprunt ne devra être consenti qu'après que le maître aura donné son autorisation et que l'esclave aura, au su de son maître, dressé un écrit revêtu de sa marque. Si le maître n'a pas donné son consentement, le tiers qui aura eu l'imprudence de traiter directement avec l'esclave devra, en cas de fuite de ce dernier, dédommager le maître de la perte de son esclave. Si le maître a eu connaissance de l'engagement contracté par son esclave et qu'il y ait consenti, le capital et les intérêts seront exigibles en entier. Si l'esclave n'a pas les moyens de s'acquitter, il sera livré au créancier qui le conservera jusqu'au règlement de la dette. L'individu qui verse une somme d'argent à un esclave à l'insu de son maître est coupable

(1) La fin de l'article 30 a été traduite plus haut ; elle a trait aux dettes contractées par l'esclave sous un précédent maître, situation qui a été examinée avec la matière de l'éviction.

de s'aboucher avec l'esclave d'autrui ; même si l'esclave possède des biens, ces biens ne devront servir qu'au remboursement du capital et les intérêts devront être retranchés. Si l'esclave n'a pas de biens pour s'acquitter, le créancier ne pourra pas se saisir de sa personne ; il ne pourra réclamer son paiement que lorsque l'esclave viendra à acquérir quelque bien, car il a contracté avec un esclave sans informer son maître ».

Il résulte clairement de ces deux textes qu'un esclave ne peut s'engager personnellement qu'avec l'autorisation de son maître. Sa personne, en effet, fait partie du patrimoine de son maître ; il est donc logique qu'il ne puisse en disposer qu'avec le consentement de ce dernier. L'engagement contracté par l'esclave avec l'autorisation de son maître produit les mêmes effets et a la même force que s'il avait été passé par un homme libre. A défaut de biens suffisants pour acquitter la dette, le créancier se paiera sur la personne de son débiteur esclave ; il usera de ses services et « le conservera jusqu'au règlement de la dette », dit notre texte. Mais il pourrait aussi le faire vendre en justice, suivant la procédure habituelle, et se payer sur les produits de la vente (1). Ainsi, dans ce cas, on peut dire que le maître supporte les effets du contrat passé par l'esclave, puisqu'il s'expose à perdre le bien que ce dernier représente pour lui ; c'est là justement l'effet et la mesure de l'autorisation qu'il accorde (2).

(1) Art. 116 des Lois sur les juges.

(2) Remarquons que l'article 31 de la Loi sur le prêt ne pré-

Le contrat passé par l'esclave sans le consentement du maître n'est pas nul ; mais il produit des effets incomplets. D'abord, le législateur présume que le tiers qui a traité avec l'esclave à l'insu du maître n'a agi de la sorte que pour nuire à ce dernier, pousser l'esclave à s'enfuir ou faciliter sa fuite. Nous laissons de côté pour le moment la responsabilité encourue de ce fait par le tiers envers le maître, car la solution que nous trouvons indiquée ici n'est que l'application de principes que nous aurons à dégager ultérieurement. Ce caractère suspect et blâmable attaché à un tel contrat a aussi ses conséquences dans les relations entre le créancier et l'esclave débiteur. Si la dette était susceptible de porter des intérêts, le capital seul sera exigible ; l'annulation des intérêts dus (1) est présentée expressément comme une peine frappant le délit qui consiste à « s'aboucher avec l'esclave

cise pas au profit de qui finalement l'emprunt est consenti. Il laisserait plutôt entendre que l'esclave, employé par son maître à faire du commerce, s'est endetté pour les besoins ou en raison de ce commerce. La représentation, en effet, est inconnue de l'ancien droit siamois (sauf en matière judiciaire, où elle est permise dans des cas déterminés, entre parents, par exemple). L'autorisation du maître ne peut donc pas conférer à l'esclave la qualité de mandataire. Mais elle lui permet d'agir comme s'il était libre. En somme, le maître, en employant l'esclave à faire du commerce et en l'habilitant à passer les contrats nécessités par l'exercice de cette profession, « risque » l'esclave, mais laisse le reste de son patrimoine à l'abri. On comprend dès lors pourquoi ce mode d'utilisation des esclaves était si répandu, ainsi que l'attestent les observateurs européens.

(1) Ce n'est pas à dire que la dette ne porte pas intérêts. Les intérêts *payés* au créancier lui restent acquis. Mais il ne pourra exiger en justice que le capital versé.

d'autrui ». D'autre part, un contrat conclu par l'esclave à l'insu du maître ne peut pas nuire à celui-ci ; par suite, il n'est pas exécutoire sur la personne de l'esclave ; le créancier ne pourra se payer que sur les biens de ce dernier, s'il en possède ; sinon, il devra attendre, pour poursuivre son paiement, que son débiteur vienne à acquérir quelque bien. En somme, quoique l'engagement de l'esclave soit parfaitement valable en ce qui concerne la restitution du capital, le créancier n'est jamais sûr d'être payé, son gage principal, la personne du débiteur, lui faisant défaut.

Ces solutions supposent que le tiers savait ou aurait dû savoir qu'il traitait avec un esclave. L'article 41 des Lois sur les esclaves permet de compléter les textes cités plus haut pour le cas où le tiers était évidemment de bonne foi et a été trompé par l'esclave qui s'est fait passer pour un homme libre en vue d'obtenir les deniers dont il avait besoin. Le législateur décide que le maître, s'il désire soustraire son esclave aux poursuites du créancier, devra alors payer la moitié de la dette, l'autre moitié restant perdue pour le créancier. L'esclave, de son côté, ne s'expose qu'à des châtimens corporels. Ce texte paraît, de prime abord, se concilier difficilement avec ceux qui viennent d'être analysés, puisqu'il exonère l'esclave d'une partie de sa dette et fait supporter au maître, en partie, l'effet d'un contrat qu'il n'a pas autorisé. Cette contradiction n'est qu'apparente. Si l'esclave est exonéré, c'est, croyons-nous, parce que l'article 41 suppose qu'il n'a aucun patrimoine qui puisse servir au paiement de sa dette, hors sa personne, dont il ne peut pas disposer sans l'autorisation de son maître.

Mais si, en fait, il a des biens, ces biens répondront du capital de la dette, conformément à l'article 31 de la Loi sur le prêt. D'autre part, en cas d'insuffisance du patrimoine de l'esclave, le maître reste libre de l'abandonner à son créancier. Ce n'est que s'il désire conserver son esclave qu'il devra supporter une part de la dette. Cette participation apparaît moins comme une obligation stricte que comme un partage équitable de responsabilité entre le tiers, qui a traité avec l'esclave d'autrui, et le maître, qui « a laissé son esclave faire des dettes au loin » (1). Ainsi, à vrai dire, ce n'est pas la bonne foi du tiers qui met en jeu la responsabilité du maître : c'est la faute, ou la négligence de celui-ci. Par suite, il est prudent de s'en tenir aux conditions de fait indiquées au texte. Il faut que l'esclave avec lequel le tiers est entré en rapports soit un esclave fiduciaire autorisé à payer les intérêts de son prix, c'est-à-dire à avoir un domicile séparé, et qui soit allé se fixer depuis longtemps dans un pays éloigné de celui où son maître habite. Un tel esclave a toutes les apparences de la liberté, et, si l'on observait le droit commun, il lui serait vraiment trop facile, de connivence avec son maître ou grâce à la négligence de celui-ci, d'éluder tous ses engagements. Cependant, si le maître intervient trop

(1) Cette solution est à rapprocher de celle de l'article 102 qui envisage le cas où un esclave fugitif s'est vendu à un tiers de bonne foi : le maître, sans être cependant tenu du contrat passé par l'esclave, devra, s'il désire le faire échapper aux châtimens corporels qu'il a encourus, rembourser au tiers acquéreur la moitié du prix versé à l'esclave ou à son complice. V. *supra*, p. 132 et n. 2.

tard, alors que l'esclave, sur les poursuites de son créancier, a été vendu en justice, le maître ne pourra le reprendre qu'en désintéressant entièrement l'acquéreur (art. 79). Cette solution s'explique par l'effet de la vente en justice, laquelle purge l'esclave de toute dette ou de tout engagement antérieur. Dès lors, elle s'applique à toute hypothèse, alors même qu'il s'agirait d'un esclave définitif, et quelles que soient les circonstances dans lesquelles le créancier, instigateur des poursuites, aurait traité avec lui.

Les textes que nous venons d'analyser se réfèrent particulièrement au contrat de prêt portant sur une somme d'argent consenti avec ou sans intérêts. Mais les principes qui y sont exposés s'étendent à tous les contrats passés par l'esclave. Nous les trouvons appliqués, dans les Lois diverses, au prêt à usage et au louage de choses. Les articles 79 et 81 de ces lois envisagent l'hypothèse où un tiers prête sans redevance ou loue à un esclave des objets déterminés, tels que bateaux, chars, éléphants, chevaux, bœufs ou buffles (1). Conformément aux règles ci-dessus exposées, le contrat n'est pleinement valable que si le maître a autorisé l'esclave à le passer. A défaut de cette autorisation, le propriétaire de l'objet loué ne pourra pas exiger de l'esclave le paiement des loyers arriérés, assimilés à des intérêts. Par contre, il aura droit à la restitution de l'objet prêté ou loué, mais

(1) L'article 79 vise la location ou le prêt sans intérêt d'un bateau, l'article 81, le prêt à usage d'un chariot, d'un éléphant, etc. Mais les règles sont identiques. La location et le prêt à usage font l'objet d'un chapitre commun des Lois diverses (art. 75-84).

ici l'esclave non autorisé par son maître n'est pas responsable de la perte ou de la disparition de cet objet ; il n'est tenu de le restituer qu'en nature. Cette disposition particulière tient sans doute à ce que la perte de l'objet n'a pas enrichi l'esclave, tandis que les deniers qui lui ont été versés sont bien tombés dans son patrimoine et se trouvent confondus avec ses biens personnels (1).

d. — *Capacité d'estër en justice.*

L'esclave a accès aux tribunaux de la même manière qu'un homme libre, qu'il s'agisse de poursuites criminelles ou d'une affaire civile (2). Il sera généralement représenté en justice par son maître, parce que ce dernier est son protecteur naturel et qu'en le défendant, il défend son propre bien (3), mais l'article 55 des Lois sur la recevabilité des demandes en justice permet à l'esclave de se passer de cette représentation et d'agir seul, sans requérir aucune autorisation de

(1) Les Lois diverses (art. 90, 91, 93, 95 et 96) s'occupent également du contrat de louage de services passé par un esclave et exigent l'autorisation du maître. Mais elles n'envisagent les conséquences du défaut d'autorisation qu'entre le tiers et le maître. C'est là une situation extracontractuelle qui sera examinée plus loin. — Il semble bien qu'un esclave autorisé à payer les intérêts de son prix peut louer ses services librement.

(2) D'après le préambule de la Loi fixant le tarif des compositions, c'est un procès intenté par une esclave contre une personne responsable de la mort de son enfant qui a déterminé le roi à une révision générale de l'ancien tarif.

(3) Le mandarin a lui aussi le devoir de représenter ses hommes en justice.

son maître (1). Inversement, l'esclave peut être poursuivi devant les tribunaux comme un individu de condition libre. Toutefois, le plaignant devra s'adresser d'abord au maître pour obtenir que l'esclave soit livré au juge ou, si l'esclave a été arrêté hors de la maison du maître, ce dernier devra être informé des poursuites. Une instance engagée contre un esclave ne sera régulière que si le maître a été mis à même d'y prendre part et une condamnation exécutée contre un esclave sans que le maître ait été prévenu expose à l'amende le juge et les magistrats responsables (2). Mais la nécessité de cette intervention du maître ne porte pas atteinte à la capacité de l'esclave ; elle constitue même moins une mesure de protection ou de tutelle qu'un moyen indispensable au maître qui voudrait conserver son esclave, d'empêcher en temps utile une vente judiciaire qui mettrait définitivement fin à ses pouvoirs.

Nous ne trouvons qu'une exception, assez grave du reste, à cette capacité reconnue à l'esclave d'agir en justice ; elle concerne ses rapports avec son maître lui-même. L'esclave, étant placé sous le pouvoir de son maître, ne peut pas entrer en contestation avec lui (3). S'il succombe dans un procès où la question débattue était justement de savoir s'il était libre ou

(1) Le même article ne permet pas à un esclave de représenter son maître en justice.

(2) Cf. A. Leclère, *Recherches... (droit privé)*, p. 202-203.

(3) Ce principe est énoncé notamment dans l'article 29 de la Loi sur le prêt. Il s'applique également aux autres personnes placées sous le pouvoir d'autrui : enfants et femmes mariées.

esclave, il est passible d'un châtiment spécial pour la faute qu'il a commise en contestant l'autorité de son maître (art. 68). L'effet immédiat de cette règle est de fermer absolument l'accès des tribunaux à l'esclave, quand il se présente comme tel, dès qu'il s'agit d'une action dirigée contre son maître. Il faut naturellement excepter les procès qui tendent à mettre fin au contrat d'esclavage, notamment ceux par lesquels l'esclave offre à son maître de lui payer son prix. Cette exception ne concerne que les esclaves rachetables, c'est-à-dire qu'elle ne s'appliquait primitivement qu'aux individus qui avaient fait l'objet d'une vente fiduciaire. Ceux dont l'esclavage est définitif n'ont aucun moyen de saisir les tribunaux de leurs griefs contre leurs maîtres. On s'explique dès lors pourquoi la protection de la personne des esclaves définitifs est si mal assurée par la loi : c'est qu'elle leur refuse, par ailleurs, le droit de se plaindre, et on s'explique, d'autre part, pourquoi la sanction des abus d'autorité du maître, en ce qui concerne les esclaves fiduciaires, consiste le plus souvent dans une réduction du prix : ce n'est qu'à l'occasion du règlement de leur prix et accessoirement à leur demande en libération, que ces esclaves peuvent exposer leurs griefs et invoquer en leur faveur le bénéfice des sanctions prévues par la loi.

L'article 85 (1) présente une solution analogue pour le cas où l'esclave a, non pas précisément des griefs personnels à formuler contre son maître, mais

(1) Cet article 85 est répété textuellement dans l'article 12 des Lois sur la recevabilité des demandes en justice.

des actes criminels à lui reprocher, actes commis contre des tiers et tombant sous le coup de la loi pénale, — où l'esclave se présente, non comme un plaignant à proprement dit, mais comme un accusateur, deux situations confondues du reste dans l'ancien droit siamois. Dans ce cas encore, la dénonciation de l'esclave devra être reçue seulement après qu'il aura versé son prix entre les mains du maître, c'est-à-dire après qu'il aura obtenu son affranchissement. L'esclave n'est dispensé du versement de son prix que si les faits criminels allégués contre le maître rentrent dans la catégorie des crimes graves (*mahanta dosa*) (1). Si ces faits sont reconnus exacts, l'esclave sera libéré en récompense de sa délation. Mais si l'accusation qu'il a portée est reconnue fausse, il encourra un châtiment sévère destiné à servir d'exemple aux esclaves capables d'une telle ingratitude à l'égard de leurs maîtres (art. 90) (2).

(1) Ces crimes graves, d'après la classification des Lois sur les délits royaux (préambule et art. 1 à 10), désignent des fautes commises dans le service du roi : usurpation de fonctions, abus d'autorité, désobéissance aux ordres du roi, vol au préjudice du trésor royal, etc. Mais il est probable que l'article 85 se réfère plutôt à l'énumération plus large qui figure dans l'article 90, lequel, croyons-nous, ne fait que compléter le premier. Quoi qu'il en soit, on voit que l'article 85 englobe sûrement des actes criminels dont l'esclave ne peut pas être la victime, ce qui justifie l'interprétation que nous en avons donnée. Toute personne, en effet, peut, et même, dans certains cas, doit dénoncer aux autorités publiques les crimes commis par un tiers qui parviendraient à sa connaissance.

(2) Cet article 90 se retrouve presque dans les mêmes termes dans l'article 104 des Lois sur les délits royaux. Le premier de ces textes a été abrogé par le décret du 29 novembre 1898 qui a omis de viser le second.

L'article 85 ne s'applique qu'aux esclaves rachetables, puisqu'il prévoit le versement du prix. Toutefois, il est possible qu'il ait été étendu de bonne heure à tous les esclaves, en ce qui touche la dénonciation des crimes graves, puisqu'alors l'esclave n'est pas tenu de se libérer au préalable (1). Ce n'est qu'à une époque récente, et par une interprétation très large de ce texte, qu'un esclave a pu, pour tous les faits donnant lieu à une action pénale, mettre son maître en accusation sans être tenu de verser son prix (2). Il a pu naturellement agir dans son propre intérêt, quand lui-même avait été l'objet de mauvais traitements de la part de son maître. Les tribunaux ont pu dès lors assurer efficacement la protection de la personne de l'esclave définitif, examiner si le maître

(1) L'article 90 (et l'art. 104 des Lois sur les délits royaux) parle, en effet, des esclaves en général. La raison de douter que ce texte ait bien eu en vue une dénonciation faite par un esclave irrachetable est qu'il prévoit comme châtiment de la délation fausse la vente définitive de l'esclave. Or, une telle vente ne serait d'aucun profit pour le maître s'il s'agissait d'un esclave définitif. Le maître, au surplus, serait libre de le vendre et l'ordre du législateur serait au moins superflu.

(2) Dans le dernier état de l'ancien droit, les mots « crimes graves » sont considérés comme s'appliquant à tous les actes tombant sous le coup de la loi pénale (note du prince Rabi sous l'art. 12 des Lois sur la recevabilité des demandes en justice) et tout esclave a le droit d'invoquer la loi pénale en sa faveur. La nécessité du versement préalable du prix ne s'applique plus dès lors qu'aux affaires civiles entre maître et esclave, auxquelles on feint de croire que s'appliquait la première partie de l'article 85. Mais, comme on s'accorde à reconnaître que cette disposition doit être laissée de côté quand il s'agit de contestations relatives au montant du prix dû par l'esclave pour obtenir son affranchissement, on voit que l'article 85 a perdu à peu près toute portée.

n'avait pas abusé de ses pouvoirs et armer de sanctions pénales des dispositions qui jusque-là ne pouvaient être que des recommandations d'humanité. Quant aux affaires civiles entre maître et esclave, le principe ancien a toujours conservé sa valeur et l'esclave n'a jamais été admis à porter le différend devant le juge qu'après avoir versé son prix (1). Mais il n'y a plus alors d'esclaves irrachetables et l'impossibilité pour l'esclave d'agir en justice contre son maître revient simplement à dire que le maître, créancier du prix, ne peut pas être condamné à faire un paiement à l'esclave tant que ce dernier reste son débiteur. Toute instance civile intentée par l'esclave contre son maître doit donc se présenter comme une demande en libération, une offre de versement du prix, à l'occasion de laquelle l'esclave fait valoir les causes qui l'ont rendu créancier de son maître et diminuent d'autant le prix qui peut être exigé pour sa libération.

4. RESPONSABILITÉ DU FAIT DE L'ESCLAVE.

Nous étudierons sous cette rubrique les rapports juridiques qui peuvent naître entre le maître et les tiers du fait de l'esclave, c'est-à-dire : 1^o la responsabilité encourue par le maître envers les tiers du fait de l'esclave, notamment en raison des délits

(1) V. cependant un arrêt de la Cour des Dika du 8 octobre 122 R.K. (1903) (*D. B. R.*, II, p. 412) où, pour des motifs assez spécieux, un esclave a été admis à plaider contre son maître sans versement préalable de son prix.

commis par ce dernier ; 2° la responsabilité encourue par les tiers envers le maître quand, à l'insu et au préjudice de ce dernier, ils sont entrés en relation avec l'esclave ; nous bornerons nos développements quant à ce second ordre d'idées au cas de fuite de l'esclave.

a. — *Responsabilité du maître.*

Nous avons indiqué plus haut dans quelle mesure le maître peut être regardé comme responsable des contrats passés par son esclave avec son autorisation. Quant aux contrats passés par l'esclave à l'insu de son maître, nous avons vu qu'en principe ils n'obligeaient pas le maître envers les tiers.

A plus forte raison, le maître ne peut-il pas être tenu des délits commis par l'esclave, à moins d'être reconnu complice (1). Plusieurs textes consacrent en effet ce principe (2). Mais l'autorité dont le maître dispose sur ses esclaves et qui le fait seul juge de leurs écarts de conduite lui impose également un certain devoir de surveillance tant à l'égard des tiers que de la justice du pays. Ainsi, le maître qui laisse en sa présence un de ses esclaves proférer des injures ou se livrer à des actes de violence contre un tiers est passible de la même amende que l'esclave ; ce maître est coupable de n'avoir pas usé de son autorité

(1) Il faudrait du reste tenir compte ici de la facilité redoutable avec laquelle le législateur ancien attribue la qualité de complice et même de coauteur d'un délit. V. *infra*.

(2) Notamment art. 131 et 132 des Lois sur le vol. Mais nulle part le principe n'est exprimé en termes aussi généraux que dans les codes birmans : Wagaru, 131 — *Damasat*, X, 6.

pour empêcher l'esclave de commettre le délit (art. 13 de la Loi sur les querelles). Si un esclave commet un meurtre, son maître devra le livrer au juge. Si le coupable s'est échappé, le maître complètement étranger au crime n'encourra, il est vrai, aucune peine, mais il devra rester à la disposition du juge et s'engager à lui remettre le fugitif s'il vient à le découvrir (art. 132 des Lois sur le vol). Si le meurtre a été commis par l'esclave alors que son maître l'avait envoyé au loin pour quelque affaire (ce qui exclut le cas de l'esclave fugitif), la responsabilité encourue par le maître est plus grande. A défaut de pouvoir livrer le criminel à la justice, il devra payer une amende égale à la moitié de son prix ; une partie de cette amende servira à couvrir les dépenses entraînées par les obsèques de la victime ; le reste sera partagé entre la famille du défunt et le trésor royal (art. 131 des Lois sur le vol).

On voit, par les dispositions qui précèdent, que, malgré le principe posé au début de cette section, les délits commis par un esclave ne laissent pas le maître absolument indemne de toute responsabilité. Sans doute, hors le cas de complicité ou de participation au délit, du reste facilement admis, il ne s'expose pas au châtement encouru par le coupable, mais il est, dans une certaine mesure, considéré comme le gardien de l'esclave au lieu et place de la famille de ce dernier (1). C'est en cette qualité qu'il est tenu de

(1) D'après l'article 131 des Lois sur le vol, le maître n'est condamné à l'amende prévue qu'à défaut de la famille de l'esclave. Cette disposition se réfère probablement à l'esclave fiduciaire.

produire l'esclave criminel à la justice ou d'aider aux recherches. Le législateur ne va pas jusqu'à mettre à la charge du maître la compensation due en raison du préjudice causé par l'esclave ; cette compensation, en effet, bien qu'elle soit distinguée de l'amende, n'incombe, comme celle-ci, qu'à l'auteur du délit. Mais remarquons que si l'esclave est livré à la justice, le maître risque de le perdre ou d'être obligé de le racheter des mains du juge (1) ; et même, à défaut de pouvoir produire l'esclave, nous le voyons, au moins dans un cas, tenu d'une manière de réparation à l'égard de la famille de la victime sous forme d'un forfait égal à la moitié du prix de l'esclave coupable. Ces solutions trahissent une certaine hésitation de la part du législateur à désolidariser entièrement le maître d'avec son esclave. Il est dès lors permis de penser que nous avons là l'écho d'une tradition où la responsabilité du maître était beaucoup plus étendue, où, peut-être, à défaut de livrer l'esclave, il était tenu de toutes les conséquences du délit. Les anciennes lois fournissent des solutions tout à fait analogues, et qui reflètent la même hésitation, en ce qui concerne la responsabilité encourue par les membres d'une famille vivant en commun en cas de crime commis par l'un d'entre eux (2). Or, l'esclave

(1) L'article 104 des Lois sur les juges défend au juge de procéder à la vente d'un esclave condamné à l'amende et insolvable sans avoir prévenu son maître, qui aura ainsi la possibilité de reprendre son esclave en payant le montant de la condamnation.

(2) V. notamment les articles 37, 38, 81 et 153 des Lois sur le vol.

fait partie de la famille et est soumis à la même autorité que les femmes et les enfants. Toutefois, les dispositions relatives aux délits commis par un esclave sont trop peu nombreuses pour que nous puissions développer ces considérations qui, au reste, devraient s'appuyer sur une étude détaillée de la responsabilité familiale en droit siamois.

b. — *Responsabilité des tiers en cas de fuite de l'esclave.*

La fuite de l'esclave met très souvent en jeu la responsabilité des tiers, car l'esclave, dénué généralement de ressources, ne peut guère s'enfuir loin de chez son maître et rester à l'abri des recherches qu'avec la complicité ou l'aide d'autrui. Sans doute, la responsabilité des tiers ne naît pas ici du seul fait que l'esclave a pris la fuite ; elle suppose toujours une certaine faute ou une certaine imprudence de leur part. Mais l'appréciation que fait le législateur de la conduite des tiers qui sont entrés en relations avec l'esclave fugitif est si sévère, les présomptions de culpabilité qu'il établit sont si nombreuses, que l'analyse des solutions légales consacrées à ces difficultés trouve naturellement sa place ici. Le grand nombre de ces solutions qui, outre des dispositions éparses dans d'autres textes, constituent presque entièrement la matière de la seconde loi sur les esclaves et de la Loi sur le rapt, souligne l'intérêt pratique de la question, mais l'intérêt théorique en est plutôt mince et nous pourrions nous borner à essayer de grouper toutes ces données dans un ordre qui fasse

ressortir les principes dont elles paraissent être l'expression (1).

L'individu de condition libre (2) qui enlève ou débauche un esclave est un voleur et comme tel, il s'expose, comme il a été dit plus haut (3), à une amende égale au double du prix de l'esclave, dont moitié va au maître et moitié au trésor royal. Il doit, en outre, restituer l'esclave ou en payer la valeur à son propriétaire. L'amende du double n'atteint que le voleur qui a complètement réalisé son dessein, c'est-à-dire qui a entraîné l'esclave dans une autre province ou qui est allé le vendre. L'amende est réduite si ce dessein n'a pu avoir qu'un commencement d'exécution et la réduction est d'autant plus forte que le coupable était plus loin du but qu'il se proposait d'atteindre. Ainsi, s'il est surpris au moment où il allait emmener l'esclave, l'amende est de la moitié du prix ; s'il tient l'esclave caché dans sa maison et qu'on l'y découvre avant qu'il ait été emmené, plus loin, l'amende est égale au prix (art. 1 et 29 de la Loi sur le rapt). Enfin, aucune amende n'est encourue par celui qui, après avoir enlevé un esclave, vient le restituer à son maître (art. 2 de la même loi).

(1) Cf. A. Leclère, *Recherches sur la législation criminelle des Cambodgiens*, p. 490-500.

(2) Quand un esclave enlève un autre esclave, il n'est pas considéré comme un voleur ; non seulement il ne s'expose pas aux peines du vol, mais il n'encourt également aucune responsabilité envers le maître de l'esclave qu'il a enlevé. La loi les regarde seulement comme des esclaves fugitifs, punissables pour la faute qu'ils ont commise à l'égard de leurs propres maîtres (art. 23 de la Loi sur le rapt et art. 77 et 101 des Lois sur les esclaves).

(3) Ch. III, sect. 2, p. 126-128.

Ces dispositions visent le cas où le tiers est l'auteur principal de la fuite de l'esclave et agit avec l'intention d'en tirer un profit. Il en ressort clairement que le législateur s'attache, pour déterminer le taux de l'amende, plutôt aux faits accomplis qu'à l'intention du coupable. Cependant l'amende, malgré son caractère mi-privé mi-public, n'atteint le coupable qu'en tant qu'auteur principal, directement responsable de la fuite. Elle est nettement distincte de la réparation du dommage, laquelle consiste dans la restitution de l'esclave ou le paiement de son prix au maître.

Le tiers qui, sans enlever l'esclave, l'incite à fuir et y réussit, est également considéré comme l'auteur principal de la fuite. Il encourt, par suite, une double responsabilité, pénale et civile. Il est frappé d'une amende en tant qu'instigateur. Il est, en outre, responsable de l'esclave envers le maître et tenu de payer son prix en cas de décès (art. 7 et 16 de la même loi).

Au contraire, la personne qui, sans avoir l'intention de faire fuir l'esclave, lui donne l'occasion de prendre la fuite, n'encourt aucune responsabilité pénale, mais elle doit réparation au maître pour le dommage qu'elle lui a causé. Ainsi en est-il pour celui qui emploie un esclave à l'insu de son maître (art. 93 des Lois diverses) (1), qui, par exemple, l'envoie faire quelque affaire au loin, sauf qu'il lui est donné un mois pour retrouver l'esclave et le restituer à son maître (art. 65

(1) L'article 93 vise à la fois le cas où le tiers a loué les services de l'esclave et celui où il l'a employé sans rémunération.

des Lois sur les esclaves) (1). Il en est de même pour celui qui, à l'insu du maître, loue ou prête un bateau à un esclave (art. 79 des Lois diverses), ou lui prête une somme d'argent (art. 31 de la Loi sur le prêt) (2). Il en est encore de même pour celui qui, trouvant un esclave enchaîné, le délivre de ses fers (art. 35 de la Loi sur le rapt). Le législateur va jusqu'à tenir pour suspect celui qui se présente pour racheter un esclave que son maître n'a pas manifesté l'intention de vendre: il le rend responsable de la fuite de l'esclave, mais ne le convainc de vol que s'il est établi qu'il a bien incité l'esclave à fuir ou l'a soustrait aux recherches (art. 78 des Lois sur les esclaves) (3).

La solution est la même quand une personne fournit à un esclave fugitif les moyens de se mettre hors d'atteinte, quand elle lui procure, par exemple, des vivres, une barque, de l'argent, etc.; elle n'encourt de ce fait aucune responsabilité pénale, mais elle doit payer

(1) Si l'esclave est retrouvé après que le tiers a payé son prix, il ne sera pas restitué au maître, mais il deviendra l'esclave du tiers, ce qui montre bien que le versement du prix ne constitue pas une amende. — L'article 65 ne parle pas du défaut d'autorisation du maître, mais ce texte ne paraît être qu'une illustration des règles posées à l'article 93 des Lois diverses, une précision sur le mode de paiement du prix.

(2) Il est fait exception pour les esclaves autorisés à payer des intérêts. Le tiers qui leur confie des marchandises pour la vente (art. 40 des Lois sur les esclaves) ou qui les leur vend à crédit (art. 22 de la Loi sur le rapt) n'est pas responsable de leur fuite, mais il ne peut pas non plus réclamer au maître la somme due par l'esclave. La solution serait sans doute la même en cas d'emprunt, dans l'hypothèse où l'esclave ne serait pas retrouvé (cf. art. 41 des Lois sur les esclaves).

(3) Cet article a été abrogé par le décret du 29 novembre 1898.

au maître le prix de l'esclave dont elle a assuré la fuite (art. 5 de la Loi sur le rapt). De même, celui qui, au moment où un maître va mettre la main sur un esclave fugitif ou au moment où il le ramène chez lui, s'interpose entre les deux hommes et permet à l'esclave de s'échapper de nouveau, doit dédommager le maître de la perte de son esclave (art. 24 et 35 de la même loi).

Quand il s'agit d'un esclave qui a réussi à s'échapper, les tiers, même complètement étrangers à la fuite, ne sont pas exempts de toute responsabilité envers le maître. Sans doute, la personne qui, en se déplaçant, rencontre sur son chemin un esclave fugitif et fait route avec lui, ou qui vient à passer la nuit sous le même toit que lui, est à l'abri de toute poursuite, à moins d'être au courant de la situation de son compagnon de route ou de lui être apparentée (art. 56 et 57 des Lois sur les esclaves) (1). Mais il est déjà significatif que de telles solutions aient besoin d'être formulées. Le simple fait de venir proposer au maître de lui racheter un esclave en état de fuite suffit à faire naître la responsabilité du tiers, auteur d'une telle démarche : si l'esclave vient à s'échapper de nouveau et qu'il ne puisse pas être retrouvé, ce tiers devra

(1) Si la personne est un parent de l'esclave, le législateur suppose qu'elle ne peut pas ignorer la condition du fugitif. Son devoir est de se constituer le gardien de l'esclave et d'en assurer la restitution au maître. Si elle n'en fait rien, elle s'expose aux peines du vol (art. 56). Mêmes solutions en droit mon-birman : Wagaru, 122 à 134 — *Damasat*, X, 3. Nos articles 56 et 57 se retrouvent presque mot à mot dans les articles 122 et 124 du Code de Wagaru.

payer son prix au maître (art. 72) (1). L'hypothèse où l'esclave fugitif est accueilli par un tiers fait l'objet de nombreuses dispositions dont on ne retiendra que les principales. Si le fugitif vient trouver un tiers chez lui et lui demande abri, le devoir de ce tiers sera de le recevoir et de procéder aussitôt à une enquête. S'il apprend que le fugitif est un esclave, il devra avertir son maître (si celui-ci habite dans la même localité) ou les autorités du pays (si le maître habite une autre province). Il sera alors dégagé de toute responsabilité envers le maître au cas où l'esclave qu'il a accueilli viendrait à décéder ou à s'échapper de nouveau (art. 60 des Lois sur les esclaves). Il sera même en droit d'exiger du maître, lorsqu'il viendra reprendre l'esclave, une rétribution pour la garde et l'entretien du fugitif et des enfants nés à celui-ci depuis qu'il s'est enfui (art. 61 des mêmes lois) (2). Mais s'il reçoit l'es-

(1) Cet article est à rapprocher de l'article 12 de la Loi sur le rapt qui envisage le cas où un tiers, ayant découvert l'esclave en fuite, s'engage, moyennant rémunération, à le ramener à son maître : ce tiers devient aussi responsable envers le maître au cas où l'esclave s'échapperait de nouveau, sauf qu'il n'est tenu que du tiers du prix s'il n'a pas touché sa rémunération d'avance. Pour l'article 72 des Lois sur les esclaves, comme pour l'article 12 de la Loi sur le rapt, le tiers est présumé de mauvaise foi ; sa démarche est considérée comme une ruse destinée à faire gagner du temps à l'esclave fugitif, mais elle n'est pas jugée suffisante pour constituer un fait de complicité ou de provocation, et elle n'entraîne, par suite, aucune responsabilité pénale.

(2) Celui qui trouve un esclave fugitif et le ramène à son maître a de même droit à une récompense, égale au tiers ou aux deux tiers du prix de l'esclave suivant la distance (art. 27 et 34 de la Loi sur le rapt). Mais il n'a droit à aucune récompense si c'est lui qui a enlevé l'esclave (art. 26, même loi) ou s'il

clave et le garde chez lui sans avertir le maître ou les autorités du pays, non seulement il devient responsable de la fuite, de la disparition ou du décès de l'esclave, mais il se rend coupable d'un délit spécial, pour « avoir tu la vérité » (1), et s'expose de ce fait à une amende de onze mille cauris par jour à compter de l'expiration du délai qui lui est donné pour faire sa déclaration ; cette amende, après un mois de silence, est portée au montant du prix de l'esclave. Si plusieurs personnes ont successivement accueilli et caché l'esclave, le montant de l'amende est partagé entre tous les coupables proportionnellement au temps qu'il a passé chez chacun d'eux (art. 3 et 4 de la Loi sur le rapt (2)).

Le législateur suppose rarement que le tiers qui abrite chez lui un esclave appartenant à autrui puisse être de bonne foi. Cette hypothèse ne se présente guère, en effet, qu'au cas où le tiers a acheté l'esclave d'un non-propriétaire, c'est-à-dire en cas d'éviction. Mais il peut arriver que le tiers n'ait pu obtenir aucun

a ôté les fers dont ce dernier avait été chargé (art. 9, même loi, et art. 62 des Lois sur les esclaves). Celui qui lui a enlevé ses fers est, en effet, responsable de sa fuite.

(1) Ici *bangkat*, mais plus fréquemment *amphrang* : « cacher ce qu'on est tenu de dire ».

(2) Les articles 30 et 43 des Lois sur les esclaves appliquent la même amende au vendeur qui cache l'esclave revenu chez lui. Mais les délais qui figurent dans l'article 43 sont différents de ceux qui sont prévus dans l'article 30 ou dans l'article 3 de la Loi sur le rapt. D'autre part, l'amende pour recel de l'esclave est parfois réduite à la moitié du prix de l'esclave (art. 27 et 34 de la Loi sur le rapt) ou au tiers (art. 14, même loi). Nous n'entreprendrons pas d'expliquer ces différences qui, du reste, laissent le principe intact.

renseignement sur le fugitif, qu'il ignore même la présence de ce dernier parmi ses gens. La procédure à suivre est alors celle que nous avons indiquée à propos de l'éviction. Le maître qui a réussi à découvrir son esclave n'a pas le droit de le reprendre de force contre la volonté de celui qui le détient. Mais celui-ci devient le gardien légal de l'esclave et demeure responsable de sa fuite ou de sa disparition jusqu'à ce que le maître ait établi ses droits sur l'esclave qu'il revendique (Préambule de la seconde loi sur les esclaves et art. 55). Si le détenteur de l'esclave ne conteste pas les droits du maître, mais lui demande un délai pour la restitution du fugitif, il sera, faute de le livrer au jour convenu, tenu de payer une indemnité au maître à raison de 150 ou 300 cauris par jour de retard, suivant le sexe de l'esclave ; si le retard s'est prolongé au delà de deux mois, il sera passible d'une amende égale au prix de l'esclave, amende dont la moitié sera, comme à l'ordinaire, allouée au maître (art. 76 des Lois sur les esclaves) (1).

En somme, de cette rapide analyse des nombreuses solutions légales consacrées à ce sujet, on voit se dégager deux principes généraux touchant la responsabilité des tiers qui sont entrés en rapports avec un esclave fugitif : 1^o Le tiers qui a fourni à l'esclave, même indirectement et sans intention criminelle établie, les moyens ou simplement l'occasion de

(1) Ici encore, on ne s'explique pas la différence considérable entre le montant de l'indemnité journalière attribuée au maître et le taux de l'amende, également journalière, qui est due par le détenteur de mauvaise foi (art. 3 de la Loi sur le rapt et note *supra*).

prendre la fuite doit dédommager le maître de la perte de l'esclave, alors même que l'esclave viendrait à décéder, ce décès étant considéré comme une conséquence de la fuite. 2° Le tiers qui détient l'esclave d'autrui en connaissance de cause, mais même sans intention criminelle établie, est, dans les mêmes conditions, responsable de l'esclave envers le maître et tenu, à défaut de pouvoir le restituer, de payer son prix. Cette responsabilité est purement civile, puisqu'elle n'a lieu qu'à défaut de restitution de l'esclave, mais elle se présente le plus souvent comme une conséquence ou, sinon, comme une atténuation de la responsabilité pénale encourue par le voleur ou le recéleur. Tout en distinguant ces responsabilités l'une de l'autre, le législateur semble les rattacher au même ordre d'idées et s'il condamne le tiers à réparation, c'est que, malgré l'insuffisance de preuves, il ne se résout pas à l'innocenter tout à fait. Bien que les faits relevés contre le tiers ne permettent pas de le considérer comme un véritable criminel, sa conduite reste entachée de soupçons et c'est cette suspicion qui paraît être le fondement de l'obligation qui lui est imposée d'indemniser le maître du fugitif. Ainsi, la condamnation civile apparaît en réalité comme une condamnation pénale amoindrie, incomplète, en raison des doutes qui planent sur la culpabilité du tiers (1).

(1) Ce motif est fort clairement indiqué dans l'article 78 : le prétendu acheteur doit payer le prix du fugitif parce qu'il est *soupçonné* d'avoir eu des intentions criminelles ; il n'est soumis aux peines du vol que si, grâce à l'arrestation de l'esclave, sa culpabilité peut être établie. De même, l'article 31

Aucune des solutions qui viennent d'être envisagées ne tient compte de la nature du contrat qui lie l'esclave à son maître. Pourtant, s'il s'agit d'une vente fiduciaire, l'acquéreur dispose, en cas de fuite de l'esclave, d'un recours en remboursement du prix contre le vendeur. Comment le jeu de ce recours va-t-il se combiner avec l'exercice d'une action contre le tiers responsable de la fuite ? La difficulté a été entrevue par l'article 5 de la Loi sur le rapt. Ce texte décide que : « Le maître qui détient un écrit dûment signé (donc, un acquéreur avec garantie, en principe un acquéreur fiduciaire) ne pourra pas, en cas de fuite volontaire de l'esclave, exercer aucun recours contre celui qui aurait procuré à ce dernier les moyens de s'enfuir, car le contrat de vente subsiste... » Il est clair que le législateur, dans ce cas particulier, a voulu empêcher que l'acquéreur, après avoir réussi à se faire indemniser par le tiers considéré comme responsable du succès des projets de l'esclave, ne touche le prix une seconde fois, grâce aux papiers de vente restés entre ses mains. Faut-il voir, dans cette disposition isolée, l'application d'un principe d'après lequel l'acquéreur fiduciaire, ayant la possibilité de se faire indemniser par le vendeur, perdrait le droit d'agir contre le tiers responsable de la fuite de son esclave ?

de la Loi sur le prêt (*supra*, p. 198) annule les intérêts en cas d'emprunt consenti à un esclave à l'insu de son maître, parce que le prêteur « s'est abouché avec l'esclave d'autrui », donc est présumé de mauvaise foi. V. aussi l'article 5 *in fine* de la Loi sur le rapt, dont le sens reste clair, en dépit des difficultés d'interprétation que présente ce passage, et *supra*, p. 218, n. 1.

Nous ne le pensons pas, au moins sous cette forme générale. Il est évident que le possesseur actuel de l'esclave, c'est-à-dire son maître, sera le plus souvent le seul en mesure de faire procéder immédiatement à des recherches et de découvrir les coupables, complices ou instigateurs de la fuite. Le vendeur, intéressé à ce que les poursuites aboutissent, pourra joindre ses efforts aux siens, mais on ne le voit pas être substitué *de plano* au maître, tandis que celui-ci resterait réduit à son recours. D'ailleurs, l'article 5 de la Loi sur le rapt contient une réserve formelle : il n'est applicable qu'au cas où l'esclave aurait fui *volontairement*. Dans ce cas, en effet, le vendeur fiduciaire est au premier chef responsable de la fuite de l'esclave ; si des tiers sont intervenus dans la suite pour aider le fugitif à réaliser ses desseins, la résolution de prendre la fuite n'en est pas moins née spontanément dans l'esprit de l'esclave et il est à craindre qu'une fois ramené chez l'acquéreur, il ne cherche de nouveau à s'échapper. Ainsi, il est à la fois logique et expédient de laisser au vendeur seul le soin des recherches et l'exercice du recours contre les tiers responsables. Mais si l'esclave n'a pas fui de son gré, s'il a agi sur l'instigation d'un tiers, tout de même que s'il avait été enlevé de force, il n'y a pas de raison de rendre le vendeur immédiatement responsable ; il ne le sera que subsidiairement, au cas où ni l'esclave ni le tiers coupable ne seraient retrouvés. On peut se demander comment la pratique se tirait des difficultés de cette distinction qui comporte des nuances presque insaisissables et qui suppose établis, au moment des poursuites, des faits qui ne sont généralement connus

que bien plus tard, et on peut douter que l'article 5 de la Loi sur le rapt ait eu beaucoup d'emplois en dehors de l'hypothèse, du reste assez courante, qu'il envisage (1). Mais il est certain que le législateur avait bien cette distinction en vue. On la trouve indiquée de nouveau dans l'article 28 de la Loi sur le prêt, à l'occasion d'une hypothèse où, justement, l'acquéreur est représenté comme pouvant poursuivre lui-même le tiers responsable de la fuite (2) (3).

(1) V. une application directe de cet article dans une décision de la Cour des Lùk khun du jeudi, dixième jour de la lune décroissante du neuvième mois de l'année du Tigre (22 août 1878), *Gaz. Roy.*, année 1240, vol. V, p. 381.

(2) L'article 28 de la Loi sur le prêt dispose : « Quand [dans une famille] le père, la mère, les frères ou sœurs, les enfants, les femmes, tombés dans la misère, contractent un emprunt ou se vendent, et souscrivent ensemble un *kromathan* en due forme, et que, longtemps après, les intérêts ayant été payés en partie ou n'ayant pas été payés du tout, la dette est restée longtemps en souffrance, plusieurs mois ou plusieurs années, si l'un des emprunteurs [ou l'une des personnes vendues], *sans prendre la fuite de son propre gré* ou sans mourir de mort naturelle, est poussé à fuir ou est tué par un tiers, et que les père et mère, les frères ou sœurs, les enfants ou les femmes de la victime aient eu connaissance de ces circonstances, lesquelles après enquête soient reconnues exactes, *au cas où le créancier [ou l'acquéreur] poursuivrait le meurtrier ou l'instigateur de la fuite* et obtiendrait de lui le paiement de l'amende, la dette devra être partagée entre la victime ou le fugitif et les codébiteurs présents (entendez que ceux-ci ne seront tenus que de leur part). Mais si les parents, les frères ou sœurs, les enfants ou les femmes de la victime ou du fugitif se font payer l'amende par le meurtrier ou l'instigateur, le capital dû ne devra pas être divisé ; il devra, ainsi que les intérêts, être réclamé en totalité, [sauf pour les intérêts à ne pas excéder] dix annuités ou le montant du capital prêté, à ceux des emprunteurs [ou esclaves] qui ont souscrit le contrat avec l'emprunteur [ou

l'esclave] décédé [ou en fuite] et qui ont obtenu l'amende, *car il ne s'agit pas de fuite volontaire* ou de mort naturelle ». Ce texte semble supposer, il est vrai, que le fugitif s'était vendu avec d'autres membres de sa famille et il est clair que son objet principal est d'écarter la solidarité assumée par les parties, au cas où l'acquéreur se ferait indemniser par le tiers responsable de la fuite. Mais il n'y a lieu, croyons-nous, de faire aucune différence entre la responsabilité qui incombe dans ce cas à chacun des signataires du *kromathan* et celle qui est assumée par le vendeur dans la vente fiduciaire. On voit donc que, dans une hypothèse où la fuite est donnée comme due à un tiers, le législateur admet que l'acquéreur ait le droit d'agir contre ce dernier, concurremment du reste avec les autres parties au contrat et, malgré le danger qu'il y a à argumenter *a contrario* avec des textes comme ceux du Corpus siamois, farcis de décisions d'espèce, à la manière dont cet article insiste sur le caractère involontaire de la fuite, il semble bien qu'on soit autorisé à conclure qu'au cas où l'esclave se serait enfui volontairement, ses co-vendeurs, non seulement seraient tenus de son prix *in solidum*, mais s'exposeraient en outre au recours immédiat de l'acquéreur, sans pouvoir l'obliger à attendre le résultat des poursuites qu'ils seraient à même de diriger contre des tiers soupçonnés d'avoir aidé le fugitif à mener à bien ses projets.

(3) Pour en finir avec les questions soulevées par la fuite des esclaves, signalons un contrat fort répandu et qui donne lieu à des dispositions légales très intéressantes, mais dont l'étude serait en dehors de notre sujet : le contrat par lequel une personne promet, moyennant une récompense, de ramener le fugitif à son maître (art. 12, 13, 28 et 32 de la Loi sur le rapt). — Rappelons que l'esclave est tenu de rembourser à son maître toutes les dépenses que ce dernier a dû faire pour le reprendre (art. 64 des Lois sur les esclaves).

CHAPITRE V

CAUSES D'AFFRANCHISSEMENT

Les esclaves ne forment pas au Siam une classe distincte dans la population ; ils font partie des sujets du royaume comme les hommes de condition libre ; ils sont rangés dans la hiérarchie sociale au bas de l'échelle, côte à côte avec les pauvres et les mendiants, et ce rapprochement montre que la place qui leur est assignée est due, non à leur condition servile, mais à leur dénuement présumé. Leur servitude est moins un état qu'un lien établi, d'autorité privée, entre leurs maîtres et eux, un lien plus fort mais de même nature que celui qui unit le débiteur au créancier. Il faut peut-être faire exception pour les esclaves attachés par les fidèles au service des monastères et pour les esclaves royaux ou esclaves de l'Etat, parmi lesquels figurent notamment les individus condamnés à certaines peines irrachetables. Mais, si l'on s'en tient aux esclaves des particuliers, on ne voit rien qui les différencie radicalement des autres éléments de la société et qui les marque, à l'égard des tiers, d'une empreinte indélébile. Ce caractère, que nous avons déjà souligné à diverses reprises, explique la facilité de l'affranchissement. Le législateur ne trouve ni dans la constitution de la société ni dans la situation juridique de l'esclave

rien qui y fasse obstacle. Le retour à la liberté doit donc être aussi aisé que le passage de la condition libre à la condition servile. En outre, il résulte de ce caractère fondamental de l'esclavage siamois que l'esclave, une fois libéré, est entièrement assimilé à l'homme de condition libre. Il ne conserve aucune marque de sa condition antérieure, soit à vis-à-vis des tiers, soit vis-à-vis de son ancien maître, qui peut demeurer son protecteur, mais pas nécessairement. Il n'y a rien qui corresponde aux affranchis du droit romain.

Les causes d'affranchissement sont nombreuses. A côté de l'affranchissement par le maître, il existe des affranchissements de droit, dont bénéficient tous les esclaves. D'autre part, certains esclaves, dont le privilège a été peu à peu généralisé, ont le droit de se racheter en versant leur prix à leur maître.

1. AFFRANCHISSEMENT PAR LE MAÎTRE.

Tout esclave, à quelque catégorie qu'il appartienne, peut être libéré par son maître. Les anciennes lois contiennent peu de renseignements sur ce mode d'affranchissement qu'elles présentent comme ayant sa source dans le *Dharmasatra* (1). A la différence du droit indou, elles ne font mention d'aucune procédure ou formule symbolique (2). Ce silence tient du reste

(1) Les affranchis figurent parmi les six sortes d'esclaves « qu'il n'est pas licite au maître d'employer » (préambule général des Lois sur les esclaves).

(2) Narada, V, 42 et 43. Les codes birmans ne font allusion

peut-être à ce que nos textes ne traitent que des esclaves achetés, c'est-à-dire de ceux dont la servitude est généralement constatée par un titre écrit qui se trouve entre les mains de leur maître. Leur affranchissement résulte du fait que leur maître déchire ou leur remet les papiers de vente. L'opération est une remise de dette. La libération gratuite de l'esclave par son maître est un appauvrissement volontaire qui constitue une œuvre pie, et peut être inspirée uniquement par des motifs religieux ; elle s'entoure alors ordinairement d'une certaine solennité, se fait dans une pagode, en présence de religieux et de laïcs pris à témoin de la volonté claire et irrévocable du maître de se dépouiller en vue d'acquérir des mérites (1).

Une autre façon pour le maître de manifester clairement son intention de rendre la liberté à son esclave est de le laisser entrer dans la communauté bouddhique, soit comme moine (*bhikkhu*), soit comme novice

à aucune formalité pour l'affranchissement. Au contraire, la coutume cambodgienne connaissait l'affranchissement par le denier, qui a fait place peu à peu à l'affranchissement par l'écrit (A. Leclère, *Recherches... (droit privé)*, p. 238-240). Il n'existe pas en siamois de terme spécial pour désigner l'affranchissement. Le mot pali *muncana* n'est pas entré dans la pratique.

(1) M. Aymonier (*Le Cambodge*, II, p. 400-401 et III, p. 282-308) a relevé au Vat d'Athvéa et à Angkor Vat un assez grand nombre d'inscriptions, datées du ^{xvii}^e siècle, relatant des affranchissements d'esclaves prononcés en présence de chefs religieux et de laïcs ; elles renferment presque toujours une formule imprécatoire maudissant ceux qui molesteraient ultérieurement les esclaves libérés ou les revendiqueraient. Une de ces inscriptions (*id.*, II, p. 302, 20-B) rapporte un affranchissement fait au moment d'une incinération, en exécution des dernières volontés du défunt.

(*samanera*), soit comme nonne. L'ordination, d'après les règles de l'ordre, ne peut pas être conférée à un individu de condition servile. L'autorisation accordée à l'esclave de se faire ordonner équivaut donc à l'affranchir. Cet affranchissement est définitif. Si l'esclave quitte la robe jaune (ce qu'il peut faire à tout moment, la religion bouddhique ignorant les vœux perpétuels), il ne retombe pas au pouvoir de son ancien maître (art. 75) (1). Ce mode d'affranchissement volontaire paraît avoir été assez fréquent. Il constituait, aux yeux du bouddhiste, une action doublement méritoire qui allégeait le poids de ses péchés (2). Il s'applique certainement aux esclaves de toutes les catégories, car nous savons, par un texte du premier règne (3), que les esclaves de guerre en pouvaient bénéficier.

2. AFFRANCHISSEMENT DE DROIT.

Il y a de nombreuses circonstances où l'esclave se trouve libéré de plein droit, quelle que soit l'intention de son maître. Nous en avons déjà rencontré plusieurs

(1) Il en est de même pour le débiteur (même texte). L'ordination à laquelle le créancier a consenti équivaut à une remise de dette. — La mention des nonnes dans l'article 75 est assez curieuse, car il ne semble pas qu'il ait jamais existé au Siam de communautés de nonnes à proprement parler (*bhikkhuni*), et par suite, une femme ne peut pas recevoir une ordination valable. Les nonnes siamoises (*rûp xi*) sont des femmes qui observent les préceptes religieux et vivent à la manière des moines, mais sans avoir été ordonnées.

(2) Pallegoix, *op. cit.*, II, p. 41.

(3) Lois, n° 22 de 1167 C.S., analysé *supra*, ch. I, sect. 1.

au cours de nos développements. Il ne nous reste à parler que de deux hypothèses spéciales et particulièrement intéressantes : celle où l'esclave a été envoyé aux armées ou a été fait prisonnier, et celle où une esclave est épousée par son maître.

a. — *Esclave envoyé aux armées ou fait prisonnier.*

Cette cause d'affranchissement paraît se fonder sur une cause plus générale dont l'origine se trouve dans le droit indou. D'après Narada (V, 30), tout esclave qui sauve la vie de son maître en exposant la sienne est affranchi *ipso facto* et obtient même une part de fils dans la succession du maître. Le droit siamois ne va pas aussi loin, mais comme le droit mon-birman (1), il a retenu l'idée du législateur indou. D'après l'article 28 des Lois sur les esclaves, l'esclave fiduciaire qui est blessé en défendant son maître attaqué par des bandits n'est pas affranchi *ipso facto*, mais son prix se trouve réduit des deux tiers. S'il trouve la mort, soit en allant au secours de son maître, soit simplement en l'accompagnant, le maître perd son recours contre le vendeur parce que, dit notre texte, l'esclave a péri « à la place de son maître ».

Le cas de l'esclave fiduciaire envoyé aux armées à la place du maître est analogue au précédent. S'il

(1) Le Code mon de Wagaru (117) reproduit encore la règle de Narada sous sa forme générale (sauf en ce qui concerne la part de fils attribuée à l'esclave). Les codes birmanes postérieurs ne paraissent plus la reconnaître comme une cause générale d'affranchissement. Mais ils contiennent alors des dispositions analogues au droit siamois. V. *infra*.

meurt au cours de la guerre, on peut bien dire encore qu'il est mort à la place du maître et ce dernier perd, en effet, son recours contre le vendeur. Mais ici, il y a un souvenir plus net de la formule généreuse du droit indou : l'esclave fiduciaire qui a pris part aux combats, qui a donc exposé sa vie pour son maître, et qui échappe à la mort, se trouve affranchi de plein droit. Cette différence avec la solution de l'article 28, malgré des circonstances évidemment comparables, tient peut-être, comme nous l'avons indiqué plus haut, à ce que le maître abuse de ses pouvoirs en envoyant un esclave fiduciaire guerroyer à sa place ; même si l'esclave n'a pas combattu, donc n'a pas eu à risquer sa vie, on a vu, en effet, que le législateur le faisait néanmoins bénéficier d'une réduction de la moitié de son prix (art. 16). Au contraire, si l'esclave n'a pas été envoyé aux armées à la place de son maître, mais qu'il ait été régulièrement levé par les officiers du roi, il ne paraît bénéficier d'aucune réduction et ne revient pas affranchi ; seulement, en cas de décès, le maître perd son recours contre le vendeur (art. 17) (1).

Toutes ces solutions sont édictées en faveur des esclaves fiduciaires seuls. C'est là sans doute le trait qui marque le plus grand recul de la législation siamoise par rapport au droit indou. L'esclave définitif qui, au péril de ses jours, sauve la vie de son maître, n'a obtenu de récompense que dans le droit récent,

(1) Cette disposition montre que les esclaves fiduciaires, à la différence des esclaves définitifs, restaient bien astreints aux corvées royales. La raison de l'annulation de la dette du vendeur est sans doute la même que celle qui est exprimée sous l'article 83. V. *infra*.

au moment où la condition des esclaves s'est entièrement uniformisée. Le législateur n'envisage pas le cas où il serait envoyé aux armées par son maître, soit que cela ne puisse pas se rencontrer, soit plutôt que le législateur tienne qu'en agissant ainsi, le maître ne fait qu'user de ses droits. Cependant, nous trouvons un cas d'affranchissement de plein droit qui est à rapprocher des hypothèses précédentes et qui est ouvert aux esclaves de toute catégorie. D'après l'article 80, l'esclave qui, en se déplaçant pour le service du maître, est pris par l'ennemi, se trouve définitivement affranchi. S'il parvient à s'enfuir ou est relâché par l'ennemi, son maître n'aura plus aucun droit sur lui. Le législateur considère peut-être que la captivité, nouvel esclavage, fait disparaître le premier, et il cherche évidemment, par l'appât de la liberté, à faire revenir l'esclave sous sa juridiction. Mais il convient de souligner qu'il n'en est ainsi que si l'esclave a été fait prisonnier alors qu'il se déplaçait pour le compte de son maître, soit que ce dernier l'ait envoyé faire du commerce au loin, soit qu'il l'ait pris à sa suite aux armées ou se soit fait remplacer par lui, car les termes employés par le législateur sont très larges (1). Notre texte précise que si l'esclave voyageait pour ses besoins personnels, avec l'autorisation du maître, la captivité ne mettrait pas fin au premier esclavage. Et l'article 83 reprend la même solution pour le cas où l'esclave pris par l'ennemi serait un

(1) Solution identique en droit birman qui, tout en usant de termes aussi généraux que notre article 80, indique expressément le cas où le maître a envoyé l'esclave à sa place aux armées (*Damasat*, VIII, 7).

esclave fugitif, échappé à l'autorité de son maître. Ainsi, nous retrouvons encore à la base de cette cause d'affranchissement l'idée que l'esclave doit sa libération au fait de s'être exposé aux plus grands périls sur l'ordre ou pour le compte de son maître.

Enfin, s'il s'agit d'un esclave autorisé à payer des intérêts, qui, par suite, a sa liberté d'allure, et qu'il lui arrive d'être pris par l'ennemi, son maître ne pourra réclamer au vendeur (ou à l'esclave lui-même, à son retour de captivité) que les deux tiers du prix, alors même qu'il se serait déplacé pour ses besoins personnels, mais à condition qu'il ne soit pas en état de fuite (art. 83). Cette hypothèse se rapproche de celle où le déplacement est commandé par le maître, car la liberté de fait dont l'esclave jouit lui a été laissée, peut-on dire, pour se procurer les moyens d'assurer le paiement des intérêts.

On voit que la formule du droit indou, si elle ne régit plus le droit siamois, transparaît cependant avec une clarté plus ou moins grande sous les solutions légales. Il est évident, du reste, qu'elle n'est pas seule à les inspirer et qu'il s'y mêle, pour une bonne part, de simples motifs d'équité (1).

b. — *Esclave épousée par son maître.*

On a vu plus haut que le maître qui contraint une

(1) Noter le motif, d'inspiration toute bouddhique, que donne le législateur à l'appui de sa décision dans l'article 83 : les malheurs de la guerre sont le fruit des péchés de tous ; il est juste que le maître y ait sa part en subissant une réduction de sa créance contre le vendeur.

esclave fiduciaire à avoir des rapports sexuels avec lui ou avec un de ses parents est puni par une réduction de la moitié de sa créance. On n'a rien trouvé de tel pour les esclaves vendues définitivement qui, sans doute, à moins d'être déjà mariées, ne pouvaient guère s'opposer à la volonté de leur maître. Mais alors, grâce à la facilité extrême avec laquelle le mariage se forme en droit siamois, l'union contractée par le maître revêt normalement le caractère d'un mariage par cohabitation, et l'esclave est rangée désormais parmi les femmes du maître, à un rang qui, tout inférieur qu'il soit à celui des femmes principales ou secondes, la distingue cependant des autres esclaves. Elle doit dorénavant être traitée par le maître en épouse et ne plus être astreinte à des besognes d'esclave (1). L'adultère donne au maître le droit de réclamer au complice une amende égale aux trois cinquièmes de celle qui frappe le complice d'une épouse principale (Préambule des Lois sur les époux). L'épouse esclave n'a droit, il est vrai, à aucune part dans la succession du maître, son époux, mais ses enfants, qui sont de condition libre, reçoivent une part de l'héritage paternel, part inférieure à celle qui est attribuée aux enfants des femmes principales ou secondes (art. 11

(1) Le texte n° 18 des Lois, daté du samedi, quatrième jour de la lune décroissante du mois de Magasira, année du Petit Dragon, 1159 C.S. (7 décembre 1797, mais un jeudi), décide qu'en cas d'adultère commis par une épouse de condition servile, le mari perdra le droit d'agir contre les complices s'il envoyait l'esclave épousée par lui se faire embaucher chez autrui pour engranger du riz. En la faisant travailler de la sorte, il cesse de la considérer comme sa femme et ses rapports avec elle ne méritent plus la protection légale.

des Lois sur les successions). Si ses enfants sont prédécédés, elle conserve à la mort du père les biens qu'il leur avait donnés de son vivant et dont elle avait continué à jouir, qu'elle qu'en soit la valeur (art. 7 des mêmes lois). Et surtout, au décès du maître, elle se trouve affranchie de plein droit, du moins si son union avec le maître n'est pas restée stérile (même texte).

Il semble que pendant longtemps il n'y ait pas eu d'autres dispositions touchant les rapports sexuels du maître avec ses esclaves. Or, cette situation était très préjudiciable aux esclaves fiduciaires qui avaient consenti à s'unir à leur maître. Ces esclaves restaient débitrices de leur prix, une fois mariées, et leur maître, profitant de la facilité du divorce, leur réclamait, en les répudiant, le paiement de la totalité de leur prix. Le préambule de la dernière loi sur les esclaves nous a conservé le souvenir des plaintes portées par ces esclaves ou leurs vendeurs devant le juge suprême de leurs affaires. C'est en réponse à ces réclamations, évidemment dignes de la sollicitude du législateur, que furent édictées les mesures que contient cette loi. Il est impossible, au moins actuellement, de tirer parti de la date qui figure dans le préambule, mais il y a tout lieu de croire que le législateur est intervenu avant la chute d'Ayuthia. A la suite de cette intervention, la condition des esclaves fiduciaires prises pour femmes par leur maître ou par un proche parent de leur maître s'est trouvée sensiblement améliorée. D'une part, elles se trouvent définitivement affranchies au premier enfant qui naît de cette union. Elles n'ont donc plus à attendre jusqu'au décès du maître. De la catégorie des épouses esclaves, elles passent à celle des épouses

libres. Par suite, elles peuvent divorcer à leur gré, sans avoir à restituer leur prix ; mais le maître conserve alors tous les enfants sous son autorité, au lieu de les partager avec la mère comme en droit commun (art. 96). On voit que ce n'est pas le mariage qui affranchit l'esclave, mais la naissance de l'enfant, lequel, en raison de la condition du père, naît libre. Il convient, du reste, de ne pas insister sur cette nuance. Il est, en droit siamois, bien d'autres exemples où le mariage ne produit tous ses effets qu'à la survenance d'un enfant (1). Peu importe que l'enfant soit mort avant que la mère ait fait usage de la liberté qui lui était rendue ; du moment qu'il est né, elle est libérée pour toujours. Et de même, peu importe que l'esclave soit morte en donnant naissance à l'enfant, elle est morte libre et le maître ne pourra pas réclamer son prix au vendeur (art. 98) (2). D'autre part, quand l'union est restée stérile, l'esclave n'est admise à quitter le maître qu'en lui remboursant son prix, comme par le passé. Mais, si c'est le maître qui désire se séparer d'elle, elle bénéficie d'une réduction de moitié, comme au cas où l'union aurait eu lieu contre son gré (art. 99 des Lois sur les esclaves et art. 46 des Lois sur les époux) (3).

(1) L'article 7 des Lois sur les successions en fournit déjà un exemple. L'article 62 de la Loi sur le prêt, qui va être analysé, en fournit un autre. Mais v. surtout art. 20, 33, 84, 86, 139 et 141 des Lois sur les époux.

(2) Noter la raison, foncièrement bouddhique, invoquée par ce texte : « Ce ne sont pas seulement les humains : Indra et Brahma eux-mêmes ne peuvent pas échapper à la mort », lieu commun de la littérature palie.

(3) Le décret du 21 mars 1868 analysé plus haut (Ch. II,

Ces solutions s'inspirent évidemment (si elles ne leur sont pas contemporaines et n'ont pas une même origine) de celles que fournit l'article 62 de la Loi sur le prêt pour le cas où un créancier épouse sa débitrice : la créance se trouve pareillement annulée à la naissance d'un enfant. La loi assimile expressément la somme due au *sin sot*, c'est-à-dire à l'argent versé aux parents de la future et qui correspond au prix qu'elle représente aux yeux de ceux-ci. Si l'union est restée stérile, la femme, en divorçant, fait renaître le capital de sa dette, de même que, d'après le droit commun des époux, le *sin sot* est alors restituable au mari (1). Mais ce texte, moins complet que les Lois sur les esclaves, n'envisage pas le cas où c'est le mari créancier qui aurait rompu le mariage. A part cette omission, on voit que l'esclave fiduciaire est traitée

sect. 1, p. 96-97) ne semble pas avoir modifié ces règles. Il paraît, il est vrai, refuser à l'esclave la qualité d'épouse si son maître, au moment de l'épouser ou après le mariage, n'a pas déchiré les papiers de vente. Mais cela signifie simplement, selon nous, que l'esclave ainsi épousée reste une esclave et peut toujours être vendue sans son consentement par son mari, à la différence des épouses libres qui doivent désormais consentir à la vente. L'épouse esclave dont le maître détruit le *kromathan* devient, en effet, une épouse libre. Il est improbable que le législateur ait eu l'intention d'abroger l'affranchissement de droit résultant de la naissance d'un enfant, malgré la généralité maladroite des termes dont il s'est servi, ni de priver les épouses de condition servile des avantages que leur conférait leur qualité d'épouses. Sur ce point, cf. *Cours* du prince Rabi, p. 54-57.

(1) Signalons qu'un décret du 21 juin 119 R.K. (1900) (*Textes du Ve règne*, année 119, p. 10) a décidé que le *sin sot* ne serait plus restituable en cas de divorce, même en l'absence d'enfant né du mariage.

absolument comme une débitrice ; et, en effet, elle est débitrice de son prix et son emploi par le maître a seulement pour but d'assurer le paiement des intérêts. On s'explique dès lors pourquoi les solutions que nous venons d'exposer ne s'appliquent qu'aux esclaves fiduciaires. La naissance de l'enfant ne les affranchit que parce qu'elle éteint la dette qui était la raison même de leur servitude. Il n'en va plus de même pour les esclaves irrachetables. Leur condition ne se trouve pas sensiblement modifiée du fait de leur mariage avec le maître, même confirmé par la naissance d'un enfant ; elles cessent seulement de faire partie de la succession du mari. Mais l'évolution à laquelle nous avons souvent fait allusion et qu'il nous reste maintenant à retracer devait les amener à bénéficier des dispositions primitivement réservées aux esclaves fiduciaires (1).

(1) Le droit siamois paraît suivre ici une tradition différente de celle du droit indou. D'après Katyayana (Colebrooke, II, 247, 49), l'esclave qui donne un fils à son maître se trouve affranchie avec son enfant. L'affranchissement est une récompense immédiate accordée à l'esclave pour avoir assuré à son maître une descendance mâle. Ici encore, le droit mon-birman fournit des solutions intermédiaires entre le droit indou et le droit siamois. D'après le code de Dhammavilasa (J. Jardine, *Notes on Buddhist Law*, fasc. VII, p. 11), l'esclave achetée par le maître pour en faire sa concubine est affranchie à la naissance d'un fils, mais cet affranchissement ne produit d'effet qu'au décès du maître (art. 34). S'il s'agit d'une esclave donnée en gage et qu'elle ait mis au monde un fils, elle n'obtient sa liberté qu'en acquittant sa dette (art. 37). Enfin, s'il s'agit d'une esclave héréditaire, elle n'est jamais libérée, même en cas de survenance d'enfant, de l'un ou l'autre sexe, même au décès de son maître et mari (art. 36 et 40). Le Code de Wagaru reproduit les mêmes solutions, avec cette différence qu'il ne

3. REMBOURSEMENT DU PRIX AU MAÎTRE.

Dans le dernier état de l'ancien droit siamois, tout esclave est admis à recouvrer sa liberté en versant son « prix » entre les mains de son maître ; ce prix, à défaut de titre de vente, est déterminé par la loi. C'est là un des traits marquants de l'esclavage siamois moderne, un de ceux qui accusent le mieux la fragilité de la barrière qui sépare l'esclave de l'individu de condition libre. Si l'on comprend que, sous cette forme, l'esclavage ait pu subsister jusque dans les premières années du xx^e siècle, on s'explique aussi la facilité et la rapidité avec lesquelles le législateur a pu y mettre fin, dès qu'il y a vu un obstacle au progrès de la civilisation.

paraît plus s'attacher au sexe de l'enfant, mais la mère n'est affranchie qu'à la mort du maître ; la raison qui apparaît ici est que la mère ne peut pas être l'esclave de ses propres enfants (117, 140 et 141). Le *Damasat* du P. Sangermano, quoique avec moins de netteté, paraît en être resté au même état de droit et ne libérer l'esclave qu'à la mort du maître (II, 12) ; il dispose formellement qu'en cas de répudiation, le maître ne perd pas le droit de réclamer le prix de l'esclave (VII, 10). On voit que, sauf la situation spéciale faite aux esclaves héréditaires (dont nous ignorons du reste la condition en droit siamois ancien) et l'abandon de la condition du sexe masculin, les solutions du droit mon-birman sont identiques à celles du droit siamois *antérieurement* à la dernière loi sur les esclaves. Le droit birman entre, d'autre part, dans des distinctions, ignorées du droit siamois, suivant que l'esclave épousée par son maître lui appartient en propre, ou qu'elle appartient en propre à sa femme, ou qu'elle a été achetée en commun par le maître et sa femme.

L'étude des anciennes lois montre, comme on devait bien s'en douter, que ce mode d'affranchissement a été d'abord un privilège réservé à certaines catégories d'esclaves, et que, comme les droits indou, mon et birman, le droit siamois a commencé par admettre de nombreuses classes d'esclaves irrachetables, assujettis sans espoir de liberté au pouvoir de leur maître. Il serait intéressant de pouvoir suivre pas à pas l'évolution qui a abouti à la généralisation du droit de rachat. Cette évolution, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, a considérablement contribué à améliorer la condition des esclaves, en permettant de leur étendre tout naturellement des dispositions qui n'avaient été édictées qu'en faveur de certains d'entre eux. Elle entraînait même une notion nouvelle de l'esclavage, en le réduisant à n'être plus qu'une forme d'endettement. Malheureusement, nous sommes bien souvent, ici encore, livrés aux conjectures, non seulement sur le développement chronologique de cette évolution, mais même sur son point de départ. La compilation de 1805, peut-être à dessein, ne nous a conservé que les dispositions concernant les esclaves achetés et ne nous renseigne que par de brèves allusions sur les autres classes. Les déductions qu'on en peut tirer sont donc toujours hasardeuses (1). D'autre part, l'extension du droit de rachat n'a été qu'exceptionnellement marquée par

(1) Ainsi, les Lois sur les esclaves ne font aucune mention des esclaves de guerre, pourtant très nombreux à l'époque d'Ayuthia. Que saurions-nous de leur condition si nous n'avions pas le texte de 1805 dont il a été parlé ?

un acte législatif. Elle s'est, le plus souvent, réalisée par une usure naturelle des dispositions qui avaient cessé de correspondre à l'état des mœurs (1). Elle est alors insaisissable ou n'est saisie que tardivement, lorsque surgit un texte d'où il ressort que les vieilles solutions n'ont plus cours.

Il semble qu'à l'origine le droit de rachat n'ait été attribué qu'aux personnes qui avaient fait l'objet d'une vente fiduciaire. La plupart des dispositions concernant l'exercice de ce droit ou qui en impliquent l'attribution supposent, en effet, ou qu'il s'agit de cette catégorie d'esclaves (art. 18, 31, 33 et 46), ou qu'un contrat de vente a été passé par écrit dans les formes légales (art. 48, 51 et 84), ce qui revient au même, puisque, comme nous l'avons montré plus haut, la vente fiduciaire seule est subordonnée à la rédaction d'un écrit, d'un *kromathan* où figure le montant de la somme que la personne vendue représente dans le patrimoine du maître. D'autre part, on ne rencontre aucune disposition précisant comment, à défaut d'un tel document, serait fixé le prix de l'esclave qui demanderait sa libération. On peut être d'autant plus surpris d'une telle lacune que la loi, en accordant le droit de rachat aux enfants des esclaves fiduciaires, forcément dépourvus de papiers de vente, a pris soin de se référer à un tarif officiel

(1) On peut même dire que la vulgarisation par l'imprimerie des textes de lois jusque-là manuscrits a eu l'inconvénient de ressusciter des dispositions caduques qui, invoquées par d'habiles plaideurs, ont parfois plongé les tribunaux dans l'embarras.

des prix fondé sur l'âge (art. 74). L'attribution du droit de rachat aux esclaves fiduciaires résulte du reste logiquement de la nature spéciale du contrat qui les lie à leur acquéreur. Constituant un véritable gage entre les mains de leur maître, ils devaient être admis sans difficulté à se dégager eux-mêmes en payant la dette pour laquelle ils s'étaient ou avaient été remis temporairement au créancier, sauf, bien entendu, à être restitués à leur ancien maître, s'il s'agissait de personnes en puissance. Nos textes, à cet égard, ne font aucune distinction entre le droit qui appartient au vendeur et celui qui est attribué à la personne vendue elle-même. Une fois remboursé, le maître n'a plus aucune autorité sur l'esclave ; celui-ci recouvre sa condition antérieure.

Primitivement, la vente fiduciaire était toujours faite pour un prix nettement inférieur à la valeur marchande de la personne vendue. Les enfants nés durant la servitude échappaient alors au pouvoir du maître. Il est possible qu'il y ait eu un temps où l'élévation du prix entraînait pour la personne vendue la perte du droit de rachat, comme elle a bien pu entraîner corrélativement pour l'acquéreur la perte du recours contre le vendeur. Les enfants se trouvaient alors réduits en servitude. Mais il semble que de bonne heure le montant du prix ait cessé de jouer un rôle essentiel dans la formation du contrat de vente fiduciaire. Les parents, conservant leur droit de rachat, ne pouvaient pas dès lors être privés du droit de racheter leurs enfants nés durant leur servitude ; cela aurait été les empêcher à jamais de reconstituer leur famille et d'obtenir en somme l'effacement complet

de leur ancienne condition. Aussi, le législateur a été amené, dès la seconde loi sur les esclaves, à étendre le droit de rachat aux enfants des esclaves fiduciaires et, comme leur prix n'est fixé par aucun contrat, il s'est tout naturellement référé au tarif officiel déjà existant (1) qui fixait la valeur de la personne humaine en vue de la détermination des compensations pécuniaires dues en cas de meurtre ou de lésions corporelles. Ce tarif, variable suivant l'âge et le sexe, a été analysé plus haut (2).

Ainsi, tout ce qu'il est permis d'affirmer pour la tradition transmise par les anciennes lois, c'est que les esclaves fiduciaires et leurs enfants jouissaient certainement du droit de se racheter.

Pour l'autre catégorie d'esclaves « achetés », ceux qui proviennent d'une vente pure et simple, le doute est possible. Leur condition était, à l'origine, si nettement opposée à celle des premiers, comportait un état d'assujettissement si complet, qu'on est naturellement porté à leur refuser le droit de rachat. La *siddhi* du maître sur l'esclave, comme celle du père sur l'enfant ou du mari sur la femme, apparaît dans son essence comme quelque chose d'absolu, de définitif, transférable seulement par la volonté de celui qui en est investi. Certains textes, en effet, paraissent ne trouver d'application que si l'on admet qu'au moment de leur rédaction, de tels esclaves étaient

(1) La Loi fixant le tarif des compositions est datée de 955 C.S., soit 1593 D.A., mais il résulte du préambule que la pratique du *wergeld* était en usage avant cette date.

(2) Ch. I, sect. 3, p. 79-80.

irrachetables, notamment l'article 66 qui suppose qu'une caution, pour pouvoir reprendre l'esclave et le revendre ailleurs, d'accord avec lui, doit feindre que l'esclave s'est enfui (1). Cependant, d'autres textes, dont les plus nets figurent dans la dernière loi sur les esclaves, semblent reconnaître le droit de se racheter à la classe entière des esclaves « achetés », sans tenir compte de la nature de la vente (art. 84 et 86). Ces textes seraient du reste insuffisants si nous ne savions, d'une manière sûre, que cette classe d'esclaves bénéficiait bien de ce droit, dès les premières années de la fondation de Bangkok. Il semble donc que, dès l'époque d'Ayuthia, il se soit produit une certaine confusion à cet égard entre ces deux catégories d'esclaves. Comment cette confusion a-t-elle pu se produire ? L'explication paraît pouvoir être trouvée dans le développement de plus en plus fréquent de l'emploi du *kromathan* dans les ventes d'esclaves. Nous avons indiqué les raisons qui ont contribué à généraliser cet usage, sans toutefois le rendre formellement obligatoire. Un nouvel avantage s'est ajouté par la suite à ceux qui résultaient de la rédaction d'un écrit. Tout esclave pourvu de papiers de vente s'est assuré pour lui-même l'exercice du réméré. Mais la difficulté ne paraît être que déplacée. Comment l'attribution du droit de rachat a-t-elle fini par être subordonnée uniquement à l'existence

(1) La caution est, en effet, tenue du prix en cas de fuite de l'esclave. Sa ruse ne lui permet donc pas d'échapper au recours du maître. Parmi les autres textes, l'article 46 n'est pas moins significatif.

d'un contrat écrit de vente, quelle que fût la nature de celle-ci, vente fiduciaire ou vente pure et simple ? La réponse semble bien se trouver dans nos textes eux-mêmes. Il résulte de l'article 32 qu'une personne pouvait se vendre elle-même à réméré, sans vendeur ni caution pour garantir l'opération vis-à-vis de l'acquéreur. Or, une telle vente fiduciaire, qui laissait l'acquéreur démuní de son recours caractéristique en cas de fuite ou de décès de la personne vendue, ne se distinguait guère d'une vente pure et simple que par la nécessité d'un écrit et par l'attribution à l'esclave du droit de se racheter en remboursant son prix à l'acquéreur. C'est dans la pratique de tels contrats, probablement très ancienne puisque le texte qui la suppose courante figure dans la première loi sur les esclaves, que doit être l'origine de la relation établie peu à peu entre l'existence d'un *kromathan* et l'attribution du droit de rachat. La rédaction d'un écrit, lors d'une vente pure et simple, montrait que la personne vendue, trop misérable pour pouvoir s'engager formellement à rembourser le créancier qui allait devenir son maître, ou pour trouver des répondants, n'en avait pas moins conservé quelque espoir de racheter sa liberté. L'indication du prix affirmait l'intention des parties de ne fixer que le montant d'une rançon, et non le prix d'une aliénation définitive. De la sorte étaient distingués, parmi les individus vendus sans condition, les véritables esclaves pour dettes et ceux qui avaient été vendus pour le profit, comme de simples objets d'échange. Et, en effet, les quelques allusions faites aux esclaves même fiduciaires tombés, par suite de la négligence

ou de l'abandon de leur vendeur, au pouvoir définitif de l'acquéreur et dont l'asservissement n'est donc pas constaté par un contrat écrit, semblent bien laisser entendre que tout espoir de retrouver la liberté était perdu pour eux et leurs enfants (art. 10, 21 et 27). De tels esclaves, au reste, ne sont même plus des esclaves achetés ; ils sont assimilés aux esclaves « acquis à bord d'une jonque », c'est-à-dire amenés de l'étranger par un trafiquant et que personne évidemment n'a autorité pour faire sortir d'esclavage contre la volonté de celui qui les a achetés. Nous penchons donc à croire que, à la fin d'Ayuthia, tous les esclaves achetés pourvus de contrats écrits bénéficiaient du droit de se racheter, en remboursant à leur maître le montant de leur prix de vente. Il faut dès lors admettre également, pour les raisons données plus haut, que leurs enfants jouissaient du même droit et pouvaient invoquer en leur faveur le tarif légal, primitivement réservé aux enfants dont les parents avaient été l'objet d'une vente fiduciaire.

Il ne paraît pas possible d'aller plus loin. La Loubère, après avoir distingué les esclaves de naissance, les esclaves pour dettes, les esclaves pris en guerre et ceux qui ont été confisqués en justice, ajoute simplement : « Quand on n'est esclave que pour dette, on redevient libre en payant », et n'envisage aucune possibilité de rédemption pour les autres (1). Il n'y a

(1) La Loubère, *op. cit.*, I, p. 297. Remarquons que cet observateur, si bien renseigné, ignore le droit de rachat des enfants d'esclaves. D'autre part, nous ne savons pas précisément ce qu'il entend par esclave pour dette, car il ne fait aucune allusion à la vente fiduciaire.

aucun doute pour les esclaves de guerre : comme en droit birman, leur esclavage était définitif et héréditaire (1). Quant aux esclaves acquis en justice, le témoignage de La Loubère semble trouver confirmation dans quelques-unes des dispositions légales (art. 52 et 79 des Lois sur les esclaves et art. 116 des Lois sur les juges). On peut même douter que le droit de rachat fût reconnu aux esclaves attribués aux tiers qui ont assuré leur subsistance en temps de famine, car les textes qui les concernent n'accordent ce droit qu'à leur ancien maître, — et encore avec certaines réserves, — et s'ils ne le refusent pas expressément aux esclaves eux-mêmes, il est assez singulier qu'ils ne disent rien du cas où ces derniers voudraient se libérer par leurs propres moyens (art. 21, 69, 70 et 71) (2). Sans doute, il faut se garder de tirer des conclusions trop rigoureuses du silence de nos textes, puisque nous ne possédons probablement pas toute l'ancienne législation siamoise sur l'esclavage. Pourtant, on peut s'étonner à bon droit qu'en dehors des Lois sur les esclaves, le seul texte qui parle d'un droit de rachat précise encore qu'il s'agit d'esclaves *achetés* (art. 115 des Lois sur les juges) (3).

Ce n'est donc qu'à partir de l'époque de Bangkok que s'est franchement dessinée l'évolution en faveur

(1) Wagaru, 116 *in fine*.

(2) V. surtout l'art. 21 *in fine*. Le droit indou (Narada, V, 31) permet à de tels esclaves de se racheter en donnant une paire de bœufs. Le droit birman exige seulement le remboursement du riz (Wagaru, 116).

(3) Ce texte reproduit d'ailleurs presque littéralement l'article 86 des Lois sur les esclaves.

de la généralisation du droit de rachat. Dès 1805, le premier roi de la dynastie aujourd'hui régnante, Phra:Phuttha Jot Fa, l'accorda aux esclaves de guerre, sous des modalités qui ont été étudiées plus haut. Cet acte, accompli alors qu'aucune influence européenne ne s'était encore fait sentir, fait le plus grand honneur à son auteur, d'autant plus que la terrible guerre birmane venait à peine de finir et menaçait de se rallumer bientôt. Les motifs sur lesquels il se fonde montrent toute la répugnance qu'on éprouvait alors à concevoir un esclavage définitif, privant l'assujetti de tout espoir de recouvrer sa liberté ou tout au moins de trouver un acquéreur compatissant pour l'arracher des mains d'un maître cruel. Cet état d'esprit est tout à fait significatif de la période nouvelle où nous entrons.

Avec les esclaves de guerre disparaissait la classe la plus nombreuse des esclaves irrachetables. L'emploi, rendu pratiquement obligatoire, du *kromathan* dans toutes les ventes d'esclaves allait couper court aux dernières difficultés concernant l'attribution du droit de rachat à la classe des esclaves achetés, dont les deux catégories tendaient de plus en plus à se confondre (1). D'autre part, le texte de 1805 auquel

(1) Cependant Pallegoix (*op. cit.*, I, p. 298), qui dépeint le Siam du III^e règne (1824-1851), affirme qu'il existait encore à cette époque une forme de vente définitive, mais ce qu'il en dit fait supposer qu'il s'agit plutôt de l'adoption, dont il a été parlé plus haut. Sir J. Bowring (*op. cit.*, I, p. 191) dit aussi qu'il y avait encore, à l'époque de son voyage à Bangkok (1855), des esclaves irrédimibles, peu nombreux, comprenant surtout des filles vendues en bas âge par leurs parents.

nous venons de nous référer admet que les enfants d'esclaves, à quelque classe que leurs parents appartiennent, sont en droit d'obtenir leur liberté en payant la somme fixée au tarif légal et il l'étend sans hésitation aux enfants des esclaves de guerre. Dès lors, il n'y a plus à proprement parler, dès le début du XIX^e siècle, d'esclaves héréditaires. Les derniers esclaves irrachetables ne transmettent plus leur condition désespérée à leurs enfants.

Enfin, mais surtout à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'évolution des mœurs, hâtée par une véritable révolution pacifique dans les institutions sociales, d'où allait sortir le Siam moderne, devait faire tomber en désuétude, bien avant l'intervention du législateur (1), les dispositions légales qui pouvaient faire obstacle à l'exercice du droit de rachat. Ainsi, les créanciers n'usaient plus guère de leur droit de se faire adjuger en justice leurs débiteurs insolvables ou de les faire vendre aux enchères. Les plus intraitables d'entre eux les faisaient emprisonner, ou les acceptaient comme esclaves avec un prix correspondant au montant de leurs dettes (2). Ce n'est pourtant

(1) Ce fut surtout l'œuvre du décret du 29 novembre 117 R.K. (1898) (*Textes du V^e règne*, année 117, p. 94-127) qui, sous le prétexte qu'elles étaient en contradiction avec les principes formulés par la nouvelle Loi sur la procédure civile du 11 octobre 115 R.K. (1896), a abrogé un nombre considérable de dispositions légales, dont beaucoup étaient déjà hors d'usage, parmi lesquelles 27 articles des Lois sur les esclaves.

(2) Préambule du décret de 1892 cité *infra*. Article sur ce texte dans le *Dharmasatra vinicchaya*, année 1898, p. 17 et 80. Cf. A. Leclère, *Recherches sur la législation criminelle des Cambodgiens*, p. 185-187.

qu'en 1892 (1) que fut définitivement abolie la vieille procédure d'exécution sur la personne. A cette date, il n'y a plus, dans la pratique sinon dans la législation, d'esclaves irrachetables. L'œuvre d'émancipation définitive était du reste déjà commencée, comme nous allons voir. Auparavant, il nous faut revenir un peu en arrière et exposer la procédure suivant laquelle s'exerçait le droit de rachat.

La première phase de cette procédure est la détermination de la somme que l'esclave est tenu de verser à son maître. Cette somme est, en principe, celle qui figure au contrat de vente ou au tarif légal. Mais ce « prix » initial peut se trouver modifié par suite de diverses causes sur lesquelles nous ne reviendrons pas. C'est au moment où l'esclave demande à se racheter qu'il peut se prévaloir des circonstances qui ont entraîné une diminution de son prix. C'est également à ce moment-là, au plus tard, que le maître devra invoquer les faits qui ont augmenté le prix de l'esclave, ainsi que les créances spéciales qu'il pourrait avoir à recouvrer contre lui : intérêts dus (pour un esclave autorisé à payer des intérêts), indemnité pour dommages matériels causés par l'esclave, remboursement des frais occasionnés par sa fuite, etc. (2). Il n'y a pas lieu de faire de différence suivant que l'esclave se rachète lui-même ou qu'il est racheté par son vendeur

(1) Décret du 6 mars 110 R.K. *Kraisi*, IV, p. 1297-1301 — *Lois anc. et mod.*, I, p. 284-287.

(2) V. un exemple de ce règlement dans l'affaire qui a fait l'objet d'un jugement de la Cour civile de Bangkok du 27 juin 116 R.K. (1897), *Dh. Sam.*, II, p. 26.

ou un tiers ; une fois le prix de rachat convenu et payé, toutes les dettes de l'esclave envers son ancien maître sont éteintes (art. 14). La détermination du prix constitue donc un règlement définitif, un apurement complet des comptes entre l'esclave et son maître. C'est à ce dernier, en principe, qu'incombent le soin et la responsabilité d'effectuer ce règlement, car c'est lui qui détient le titre d'esclavage. Il indiquera à l'esclave la somme dont il s'estime créancier. Mais il ne devra pas hésiter, en cas de doute, à confier le règlement de l'affaire au juge, car, s'il a exigé plus que son dû, il s'exposera à voir retrancher du montant de sa créance véritable le double de la somme qu'il réclame indûment (art. 84) (1).

Le règlement des comptes entre l'esclave et son maître se complique quand l'esclave qui désire se racheter s'est vendu avec d'autres pour un prix global sans indication de prix individuels. L'ancien droit siamois n'admet la solidarité qu'à titre exceptionnel, même entre codébiteurs apparentés les uns aux autres (2). La jurisprudence moderne, qui a réussi à consacrer le principe contraire, a cependant maintenu la règle traditionnelle en ce qui concerne le contrat d'esclavage, et en a même tiré, comme on verra bientôt, une conséquence intéressante lors de l'application

(1) En règle générale, un créancier qui réclame plus que son dû est condamné pour « cupidité » (v. *infra*, p. 326, n. 2) à une réduction de sa créance véritable égale à la somme qu'il demande en excès de ses droits (art. 55, 58 et 65 de la Loi sur le prêt — art. 47 et 48 des Lois sur les esclaves). On voit que, dans l'hypothèse envisagée par l'article 84, cette pénalité est doublée. — Cf. A. Leclère, *op. cit.*, p. 597-598.

(2) V. *supra*, p. 149, n. 1.

des premières mesures abolitives. L'esclave, en effet, ne peut être tenu que de son prix, précisément parce que le contrat qui le lie à son maître est une vente et non un emprunt. Cette distinction, qui se trouve formellement exprimée dans différents arrêts de la Cour Suprême (1), devait être signalée ici, car elle montre que, même à l'époque moderne, le contrat d'esclavage a conservé son caractère translatif. Il en résulte que, si quelques-uns seulement des esclaves vendus demandent à se racheter, les autres n'en ayant pas les moyens ou étant en fuite ou décédés, il faudra répartir le prix entre les uns et les autres. Sur quelles bases s'opérera cette ventilation ? La loi ne nous fournit aucune indication sur ce point. La Cour des Lùk Khun employait couramment, dans la seconde moitié du xix^e siècle, un mode de calcul qui représente probablement une tradition ancienne. Il consiste à partager le prix total proportionnellement au prix légal de chacun des esclaves au moment de la vente (2). Ainsi, un homme âgé de 55 ans s'est vendu avec ses deux enfants, une fille de 21 ans et un fils de 8 ans, pour une somme de 480 ticaux ; le père et son fils meurent ; le prix de rachat de la fille survivante sera obtenu en prenant comme base son prix tel qu'il apparaît au tarif légal ; ce prix ressort à

(1) Notamment, arrêts du 31 juillet 122 R.K. (1903) et du 28 janvier 122 R.K. (1904), cités *infra*, p. 282, n. 2.

(2) Notamment, décision du jeudi, dixième jour de la lune décroissante du premier mois de l'année du Tigre (19 décembre 1878), *Gaz. Roy.*, année 1240, vol. VI, p. 29. Les chiffres cités sont empruntés à l'affaire qui a fait l'objet de cette décision, mais le résultat est donné sans tenir compte de la loi de 1874.

48 ticaux ; celui des esclaves décédés étant, d'après le même tarif, de 40 et 32 ticaux, on voit que la somme due au maître s'élève à 192 ticaux. La Cour des Dika, qui a hérité des attributions de l'antique Cour des Lùk Khun, a adopté cette méthode, un peu compliquée peut-être, mais qui a le mérite de tenir compte de la nature du contrat d'esclavage (1).

Le maître ne peut pas s'opposer au rachat, que la proposition émane de l'esclave lui-même, du vendeur, ou d'un tiers. Il n'y a, à ce principe, qu'une exception d'ordre général. L'offre de rachat peut et même doit être écartée pendant la période du labourage ou de la moisson, parce que le travail de l'esclave est alors de première utilité, non seulement pour le maître, mais pour la population tout entière. Il est formellement défendu au juge de se saisir, durant cette période, de demandes tendant au rachat d'esclaves (art. 18). Cette disposition était tombée en désuétude au milieu du XIX^e siècle ou n'était plus invoquée que par des maîtres retors et sans pitié (2).

En temps normal, sauf encore quelques hypothèses exceptionnelles (3), le maître devra consentir au

(1) V. entre autres les deux arrêts cités *supra*.

(2) Un décret du roi Mongkut « au sujet des agissements du *gresthi* de Bang Mëo », daté du samedi, premier jour de la lune croissante du sixième mois de l'année du Lièvre, 1229 C.S. (3 juin 1867) (*Décrets du IV^e règne*, fasc. 7, n^o 269, p. 112-114. — Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 41-42) condamne cette disposition sans l'abroger formellement. Le prince Rabi a cru devoir la conserver dans son édition des anciennes lois, mais il déclare n'en connaître aucune application en jurisprudence.

(3) On a vu notamment que l'article 27 défend au maître de restituer l'esclave au vendeur qui l'a complètement aban-

rachat de l'esclave. S'il refuse, il perd d'abord son recours contre le vendeur, dans l'hypothèse où l'esclave viendrait à prendre la fuite. Tout ce qu'il pourrait alors demander au vendeur, ce serait de l'aider à retrouver le fugitif et peut-être de contribuer aux frais des recherches (art. 33) (1).

D'autre part, si, après avoir renouvelé trois fois son offre, l'esclave n'obtient aucune réponse de son maître, il pourra s'adresser au juge qui, conformément à la procédure habituelle, convoquera le maître devant lui. Si aucun arrangement n'intervient, le juge ne pourra que prendre note des dépositions des parties et le procès suivra son cours comme entre un créancier et un débiteur ordinaires (art. 13 des Lois sur la recevabilité des demandes en justice). Mais si le maître n'avait aucune raison de repousser l'offre qui lui était faite et qu'il ait ainsi, sans nécessité, contraint l'esclave à recourir à la justice, il n'aura droit qu'aux neuf dixièmes de l'offre qu'il n'a pas voulu accepter immédiatement. Inversement, si l'esclave, ayant fait convoquer son maître devant le juge, n'apporte pas le montant de sa libération, il devra payer un supplément d'un dixième (art. 86 des Lois sur les esclaves et art. 115 des Lois sur les juges) (2).

donné durant une maladie. Cela veut dire, selon nous, que le maître a acquis sur l'esclave un pouvoir définitif, qui ne comporte plus de droit de rachat.

(1) L'article 33 envisage l'hypothèse la plus favorable au maître, celle où il a retenu l'esclave auprès de lui par charité et d'accord avec le vendeur, lequel était venu lui proposer de le rembourser à l'expiration du terme convenu.

(2) L'article 86 n'est pas clair. Le prince Rabi l'interprète

Cette pénalité, si elle suffisait à retenir l'esclave téméraire, était au contraire trop faible pour intimider un maître désireux de garder un esclave rachetable à son service le plus longtemps possible, en dépit des offres de rachat qui lui étaient faites. Il trouvait, d'ailleurs, dans la procédure même, des moyens dilatoires aussi variés que nombreux, et il avait beau jeu pour retarder pendant des années un affranchissement qui lui déplaisait. Le roi Phra : Phuttha Jot Fa résolut de mettre fin par une mesure radicale à ce qu'il considérait comme une oppression. Une décision du 22 avril 1795 (1) décide que si le

comme attribuant à l'esclave, obligé par son maître récalcitrant à recourir au tribunal, une réduction d'un dixième de son prix. Nous avons suivi cette interprétation. Mais le texte dit simplement que le « dixième » sera réclamé au maître. Il pourrait bien s'agir là des frais de justice qui, en effet, sont fixés, en principe, au dixième de ce qui est obtenu par la partie gagnante et à la charge de celle-ci (art. 70 des Lois sur les juges). Notre texte signifierait alors que le maître est tenu de payer les frais de justice à la place de l'esclave qu'il a contraint par son mauvais vouloir à s'adresser au tribunal. Cette interprétation paraît bien avoir été celle de la pratique : V. notamment une décision de la Cour des Lùk khun du samedi, septième jour de la lune décroissante du douzième mois de l'année du Tigre (16 novembre 1878) (*Gaz. Roy.*, année 1240, vol. VI, p. 26), qui vise le cas où c'est l'esclave qui a obligé inutilement son maître à venir en justice : il y est dit que le dixième sera payé par l'esclave *à la place du maître*. Remarquons que l'article 115 des Lois sur les juges (comme l'art. 70) a été abrogé par le décret du 29 novembre 1898, qui a omis de viser notre article 86 qui en est la reproduction textuelle, à un mot près. Cette survivance accidentelle de l'article 86 explique sans doute l'interprétation du prince Rabi.

(1) Nouvelles décisions royales, texte n° 30, du mercredi, quatrième jour de la lune croissante du sixième mois de l'an-

maître ne répond pas, dans le délai d'un mois, à la convocation qui lui a été adressée à la requête de son esclave, ce dernier se trouvera affranchi *ipso facto* ; l'esclave versera son prix au trésor royal ; une fois ce versement effectué, le maître sera avisé par le mandarin dont il dépend qu'il n'a plus aucun droit sur l'esclave ; s'il essaie de le reprendre par la force, il sera puni de cinquante coups de fouet, outre l'amende de droit commun encourue pour violence exercée sur un homme libre.

Le maître qui a été remboursé de son prix doit remettre les papiers de vente qu'il détient à l'esclave ou à la personne qui l'a racheté (art. 48 et 51). En cas de remboursement partiel, il est d'usage de porter simplement une mention du paiement au dos du titre. Si les papiers de vente ont disparu, le maître délivrera un reçu (*nangsü pra : thuen*). Ces règles, la seconde surtout, n'étaient pas toujours observées et n'étaient ni l'une ni l'autre obligatoires. On voit, par l'article 48, que la possession du *kromathan* ne confère pas nécessairement à son titulaire le droit de créancier ou de maître. Elle établit une présomption en sa faveur, mais cette présomption peut être combattue par des témoignages. Cela, du reste, allait de soi en raison des nombreux cas d'affranchissement de droit. Même quand l'esclave ou son vendeur invoquait un paiement effectif, le fait que l'acquéreur était resté en possession du titre de vente et n'avait délivré aucun reçu ne coupait pas court aux difficultés. Des maîtres

née du Lièvre, 1157 C.S. Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 40-41.

peu scrupuleux n'hésitaient pas, après avoir touché le prix, à en réclamer de nouveau le paiement en produisant le *kromathan* que, pour des prétextes quelconques, ils n'avaient pas restitué au moment du paiement. Et inversement, des esclaves ou des vendeurs, informés de la disparition du *kromathan*, en profitaient pour se prétendre libérés. Dans l'un et l'autre cas, des pénalités atteignaient le coupable : amende du simple pour le maître « cupide », amende du double pour l'esclave ou le vendeur qui avait cherché à « détourner les biens » de l'acquéreur, sans parler des châtiments corporels qui frappaient l'esclave coupable d'« être entré en contestation » avec son maître (art. 47, 48 et 68). Mais ces pénalités, qui ne sont pas spéciales au contrat d'esclavage (1), n'empêchaient pas les procès de se multiplier. En présence des difficultés éprouvées par les tribunaux pour trancher cette question de preuve, le roi Mongkut, dans un décret du 5 avril 1860 (2), décida de limiter autant que possible le recours à la preuve testimoniale. Désormais, l'esclave, en remboursant le maître, devra exiger de ce dernier, soit la restitution du *kromathan*, soit la remise d'un reçu écrit. A défaut de preuve écrite, il ne sera

(1) V. *supra*, p. 122 et n. 1, 252, n. 1 et *infra* les notes sous la traduction des articles 47 et 48.

(2) Décret du jeudi, quinzième jour de la lune croissante du cinquième mois de l'année du Singe, *Décrets du IV^e règne*, fasc. 5, nos 170 et 171, p. 42-53 — *Lois anc. et mod.*, I, p. 271-276. — Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 49-52. Il y a en réalité deux décrets datés du même jour et rédigés dans les mêmes termes ; le second contient seulement quelques dispositions supplémentaires pour l'exécution du texte en province.

plus admis à faire entendre des témoins contre le *kromathan* produit par le maître. Ces prescriptions, on le voit, se bornent à rendre obligatoires les règles consacrées par la pratique. Le décret n'autorise l'audition des témoins à l'encontre d'un titre écrit que dans deux cas seulement :

1^o L'esclave allègue que le titre produit par le maître est un faux. Il faudra bien alors s'en rapporter aux témoignages et aux expertises. Mais cette défense doit être opposée par l'esclave dès les premières réclamations du maître.

2^o L'esclave prétend qu'il a été victime de violences ou de menaces de la part du maître, qui l'a contraint, soit à se reconnaître son esclave sans avoir touché la somme qui figure au *kromathan* ou après n'en avoir touché qu'une partie, soit à accepter un reçu pour une somme inférieure à celle qu'il a versée. Dans ce cas, l'esclave devra adresser une pétition au roi (ou au gouverneur, en province) dans le délai maximum de sept jours, à compter du jour où les violences ont été exercées contre lui. Sur l'ordre du roi, l'affaire sera examinée d'urgence et l'esclave sera, bien entendu, autorisé à faire entendre des témoins. Mais s'il laisse passer le délai qui lui est imparti sans protester, il ne sera plus admis à contester la validité de l'écrit qu'il a revêtu de sa signature.

Ces prescriptions constituaient assurément un progrès sérieux sur l'ancienne procédure en ce qu'elles sanctionnaient d'une manière efficace la supériorité de la preuve écrite sur la preuve orale, supériorité déjà affirmée par les vieilles lois, et habitaient les débiteurs à se munir d'un titre écrit à l'appui de leurs

paiements. Mais le législateur avait été un peu trop vite, dans son désir d'éliminer la preuve testimoniale ; en la restreignant aux cas de faux et de violence, il risquait d'enfermer les tribunaux dans un formalisme plus dangereux peut-être que la liberté d'appréciation dont ils disposaient auparavant, et la jurisprudence moderne a eu quelque peine à introduire de nouvelles exceptions que la logique autant que l'équité imposait, comme en cas de perte du reçu, par exemple (1).

(1) En 1904, la Cour suprême jugeait encore qu'en présence d'un *kromathan* produit par le maître, l'esclave n'est pas admis à recourir à la preuve testimoniale en alléguant que le reçu aurait disparu (arrêt du 31 août 123 R.K., *D. B. E.*, III, p. 321). Il est vrai que la Cour suprême tient qu'un tel reçu, pour être valable, aurait dû être passé devant l'*ampho* où il en serait resté trace. Mais cette exigence va sûrement au delà des prescriptions du décret du 22 septembre 1870 qui n'assujettit à cette formalité que le *kromathan* lui-même. Le prince Rabi, tout en reconnaissant qu'un reçu ordinaire est suffisant, approuve cependant le jugement de la Cour suprême. Qu'en conclure sinon qu'à cette époque la doctrine et la jurisprudence s'en tiennent encore strictement à la lettre du décret de 1860 ? — V. aussi un jugement de la Cour d'appel d'août 1897 (*Dh. Sam.*, II, p. 661) qui refuse à la caution, en cas de fuite des esclaves dont elle est garante, de recourir aux témoignages pour prouver que ces esclaves ont payé leur prix. Cependant, il s'agit d'un tiers qui ne peut pas être en possession du reçu. On trouve toutefois, en 1903, une décision de la Cour suprême (arrêt du 9 mars 121, *D. B. E.*, II, p. 232) qui, en raison des circonstances, a écarté l'application du décret de 1860 dans un cas où pourtant aucun reçu n'avait été établi. Nous ne pouvons pas songer à suivre cette jurisprudence dont l'évolution, — ou plutôt les variations, — ont continué après l'abolition de l'esclavage. Il convient de noter, en effet, que le décret de 1860 ne s'applique pas seulement au contrat d'esclavage,

Le décret du 22 septembre 1870 relatif à la forme du *kromathan* (1) n'a apporté aucune règle nouvelle en ce qui concerne la preuve du paiement. Mais, en faisant du contrat d'esclavage un contrat solennel, il en a accru la force probante aux yeux du juge. Désormais, en face d'un tel titre, la preuve testimoniale n'est presque jamais admise. On se demande même si un reçu ordinaire est suffisant. Le décret de 1870 oblige, en effet, les parties à faire contresigner par l'*ampho* toute mention de paiement portée au *kromathan* pour une somme supérieure à dix *tamlüng* (40 ticaux). Est-ce à dire que si le paiement est constaté par un reçu distinct, il sera assujetti aux mêmes formes que le *kromathan* ? Un jugement isolé de la Cour Suprême a été jusque-là, moins d'un an avant l'abolition complète de l'esclavage (2). C'était retourner contre l'esclave un formalisme édicté surtout en sa faveur. Ce jugement n'a du reste pas fait jurisprudence. Les formalités imposées par le décret de 1870 ne touchent, en effet, que le *kromathan* lui-même, en tant que preuve du contrat d'esclavage. Au reste, le décret de 1883, qui a imposé l'emploi de formules officielles

mais à tous les contrats alors en usage, et notamment au contrat de prêt qui a donné lieu à une jurisprudence abondante.

(1) *Supra*, ch. II, sect. 2.

(2) V. la note ci-dessus. Cette question avait été discutée, dès 1883, devant la Cour des Lùk khun, où les avis avaient été partagés ; un tribunal spécial (qui devait former plus tard la Cour des Dika) avait jugé qu'un reçu ordinaire était suffisant (décision du sixième jour de la lune décroissante du troisième mois de l'année du Cheval, soit 28 février 1883, *Gaz. Roy.*, année 1245, p. 116). Mais cette décision paraît avoir été oubliée par la jurisprudence ultérieure.

pour la rédaction du *kromathan*, ne donne à l'*ampho* aucune instruction pour l'enregistrement ou l'établissement de reçus, distincts du titre de vente. Si ce fonctionnaire intervient, ce ne peut donc être que comme un témoin ordinaire.

CHAPITRE VI

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

L'esclavage, tel qu'il se présentait au Siam au milieu du ^{xix}^e siècle, était une institution bien différente de celle qui florissait à la même époque en Afrique ou en Amérique. Ce n'était plus guère qu'une forme d'endettement. Les pouvoirs du maître, autrefois presque absolus, avaient reçu bien des limitations et, à l'encontre de ces pouvoirs, l'esclave avait des droits qu'il pouvait faire valoir devant les tribunaux ; de ces droits, le plus caractéristique était celui d'exiger son affranchissement en apportant son « prix » au maître. Sans doute, cette dette initiale avait une tendance à s'accroître au cours de l'esclavage, du fait de nouveaux emprunts consentis par le maître ou de dettes nouvelles nées à la charge de l'esclave, de telle sorte qu'il était souvent bien difficile à ce dernier de réunir la somme nécessaire à son rachat, d'autant plus qu'il devait tout son temps au service du maître ; mais faute de pouvoir se libérer, il avait au moins la possibilité de trouver un prêteur compatissant pour le racheter et le soustraire à l'autorité d'un maître qui lui déplaisait. D'autre part, au décès de l'esclave, la dette ne passait pas à ses enfants : ceux-ci demeuraient bien au pouvoir du maître, mais

ils avaient un prix indépendant de celui de leurs parents, fixé par la loi. En fait, tous les témoignages de l'époque s'accordent à constater que les esclaves étaient généralement bien traités et même ne constituaient pas la classe la plus malheureuse de la société.

Le nombre des esclaves était fort élevé. Mgr Pallegoix l'évalue au tiers ou pour le moins au quart de la population (1). Là justement était le danger. Sans cesse alimentée par des sources les plus diverses, parmi lesquelles il faut citer en premier lieu les jeux de hasard dont le peuple siamois est si friand (2), cette énorme classe servile risquait d'absorber toute la main-d'œuvre du pays au détriment des entreprises utiles. Cette multitude d'esclaves, en effet, travaillait peu ; généralement employés comme domestiques, ils faisaient partie du train habituel des maisons riches ou princières et y vivaient en fait dans l'oisiveté. Aussi, quand le Siam sortit de son isolement, quand le commerce et l'industrie européens y pénétrèrent librement et que les entreprises locales elles-mêmes commencèrent à se développer, il apparut bientôt aux esprits éclairés qu'il fallait mettre fin à une institution qui attirait et paralysait les forces dont le pays allait avoir besoin pour son développement économique. Ajoutons aussi que le gouvernement siamois, dans son désir de pousser rapidement son pays dans la voie suivie par les Etats civilisés, ne pouvait pas

(1) Pallegoix, *op. cit.*, I, p. 235 et 298. J. Bowring (*op. cit.*, I, p. 191) estime cette proportion bien inférieure à la réalité, surtout si l'on ne tient pas compte des Chinois.

(2) V. La Loubère, *op. cit.*, I, p. 191.

rester indifférent au mouvement humanitaire qui se dessinait alors dans tous les grands Etats du monde en faveur de l'abolition et de la proscription de l'esclavage.

C'est un des plus nobles titres de gloire du roi Chulalongkorn d'avoir compris, dès les premières années de son règne, la nécessité de mettre fin à l'esclavage dans ses Etats et d'avoir su mener à bien cette œuvre, qui s'annonçait comme fort délicate, en raison du grand nombre de personnes qu'elle atteignait, et surtout de la transformation des mœurs qu'elle impliquait. A l'avènement de ce roi (1^{er} octobre 1868), un certain nombre d'esprits avancés étaient partisans d'une abolition rapide. On envisagea même un moment, dans les milieux gouvernementaux, la mise en vigueur de mesures qui auraient abouti à la suppression complète de l'esclavage en moins de dix ans (1). Cette précipitation aurait risqué de provoquer dans le pays, nullement préparé à des mesures aussi radicales, des mécontentements et des résistances qui, durant la minorité du nouveau roi (2), auraient

(1) Le *Siam Repository* (revue trimestrielle rédigée en anglais) annonce dans son numéro de juillet 1871 (p. 341-342 et 348) que le gouvernement se propose d'édicter pour l'année suivante une loi qui obligera le maître à imputer chaque mois une certaine somme sur le prix de chacun de ses esclaves, lequel s'élevait à cette époque à 48 dollars (80 ticaux) environ. Le numéro d'octobre du même périodique (p. 394) précise même que le montant du dégrèvement mensuel sera de 1 dollar 20 ou 0,60 (2 et 1 tical) suivant le sexe. C'est le système qui sera adopté par la loi de 1905.

(2) Au moment de son avènement, le roi Chulalongkorn avait quinze ans. Il fut assisté jusqu'à sa vingtième année par le premier ministre du précédent règne, qui assumait les fonctions de régent.

pu le rendre impopulaire et compromettre le succès de la réforme. Outre leur caractère impolitique, de telles mesures auraient troublé profondément l'économie du pays en amputant d'une bonne part les patrimoines privés. Il aurait été imprudent d'exiger immédiatement des propriétaires d'esclaves de gros sacrifices, alors que la plupart d'entre eux n'en auraient pas compris l'utilité. Enfin et surtout, il convenait d'habituer le pays à trouver ailleurs que dans l'esclavage des moyens de placer les capitaux disponibles ou d'obtenir du crédit. Le gouvernement siamois, tout en étant pénétré de la nécessité de la réforme, eut la sagesse d'apprécier ces raisons à leur juste valeur et de comprendre que, pour réussir pleinement, il fallait procéder par étapes et en s'entourant de toutes les précautions désirables.

Le décret du 22 septembre 1870, relatif à la forme du *kromathan*, peut être considéré comme une mesure préparatoire à l'œuvre qui allait bientôt être entreprise ouvertement. Outre les avantages, déjà signalés, résultant de la fixation nette du prix de chaque esclave, la réfection de tous les instruments de vente allait permettre le recensement de la population servile et l'évaluation de l'importance des capitaux engagés sous cette forme. D'autre part, ce texte consacrait sans discussion possible la généralisation du droit de rachat dont le montant se trouvait désormais clairement fixé pour chaque esclave. Enfin, l'intervention d'un fonctionnaire dans la passation du contrat d'esclavage rendait déjà l'opération moins facile que par le passé, en soulignait au moins le caractère exceptionnel aux yeux des parties.

Quatre ans après, à son retour d'un voyage dans l'Inde, le roi Chulalongkorn assumait personnellement le pouvoir et aussitôt fit faire à son pays un premier pas nettement marqué vers l'abolition. La loi du 21 août 1874 fixant le tarif des prix des enfants d'esclaves et d'hommes libres, sanctionne le désir du nouveau roi de soustraire définitivement à l'esclavage tous ses sujets nés depuis son avènement au trône. Ce texte, qui sera analysé plus loin, ne touchait pas aux droits acquis des maîtres d'esclaves et des parents, sauf en ce qui concerne les enfants nés durant les années déjà écoulées du règne, pour lesquels étaient édictées des dispositions transitoires. Son application devait entraîner inéluctablement la disparition complète de l'esclavage, mais dans un laps de temps qui ne devait pas être inférieur à une soixantaine d'années. Dans le préambule de la loi et dans un décret postérieur, daté du 18 octobre 1874 (1), le roi répond d'avance longuement aux critiques que la loi pourrait soulever de la part et de ceux qui étaient restés attachés aux anciennes coutumes et de ceux qui auraient désiré une abolition plus rapide. Aux yeux des premiers, il fait ressortir l'effet limité et mesuré de la réforme, qui laisse subsister pendant encore plus d'un demi-siècle une institution condamnée qui n'a plus sa place dans aucun Etat moderne ; il montre que les propriétaires actuels d'esclaves n'en subiront aucun préjudice sensible, calmant ainsi les appréhensions qu'avaient soulevées les projets étudiés au début de son règne ;

(1) *Kraisi*, I, p. 205-210 — *Lois anc. et mod.*, I, p. 462-466. Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 62-64.

il compte que les enfants d'esclaves, libérés par l'effet de la loi, auront à cœur de poursuivre l'affranchissement de leurs parents en cherchant par leur travail à réunir la somme due au maître. Aux partisans d'une abolition rapide, il explique les difficultés de la tâche, la nécessité de préparer le pays aux idées des peuples « civilisés », de permettre aux affranchis de trouver le temps d'apprendre un métier et de mettre fin aux pratiques qui, comme les jeux de hasard, les auraient bientôt fait retomber dans la misère. Le roi se prononce donc en faveur d'une solution moyenne, mais il déclare aussi que, si les circonstances le permettent, il avancera l'heure de l'abolition complète.

La loi de 1874 ne semble du reste avoir soulevé, lors de sa promulgation, aucune réaction notable. Ses effets ne devaient se faire sentir qu'une quinzaine d'années plus tard, au moment où les bénéficiaires de la loi, non susceptibles d'être réduits en esclavage, commenceraient à faire nombre dans la société. Il y eut alors des discussions qui remirent en question la réforme elle-même et qui montrent qu'elle avait eu du mal à entrer dans les mœurs (1). Les tribunaux la défendaient assez mollement contre les tentatives pour l'éluder. Le contrat d'esclavage avait tendance à ressusciter sous la forme d'une vente de services futurs. Le maître consentait à son serviteur, au moment de l'entrée en service, une avance sur les gages futurs, lesquels étaient fixés chaque mois à une somme dérisoire par rapport au montant de l'avance. De la

(1) V. notamment un article paru dans le numéro 11 du *Çuddhyalankara* de l'année 1248 C.S. (1887-1888), p. 41.

sorte, le salarié se trouvait en fait lié à son maître pour toute la vie. En cas de rupture du contrat, certains tribunaux condamnaient le salarié, à défaut de pouvoir restituer l'avance encore due, à reprendre son service auprès du maître. L'ancien contrat d'esclavage se trouvait à peu près reconstitué sous des formes moins protectrices pour l'assujetti que par le passé. La Cour Suprême condamna, il est vrai, cette jurisprudence, en décidant que le maître, à défaut du remboursement de l'avance consentie par lui, serait réduit aux moyens d'exécution ordinaires sur les biens du salarié (1). Mais c'était supprimer tout crédit à ceux qui, ne pouvant plus se vendre, n'avaient que leurs services à donner en gage. Le gouvernement siamois comprit que, sous peine de mécontenter les bénéficiaires mêmes de la réforme, il fallait offrir aux maîtres et aux serviteurs un succédané du contrat d'esclavage qui permît le cautionnement des services, mais sous des modalités et des formes qui le rendissent compatible avec les tendances nouvelles. Ce fut l'objet de la loi du 20 janvier 1899 (2). Ce texte, qui est toujours en vigueur mais qui ne paraît plus guère recevoir d'application qu'en province, renforce de sanctions pénales le contrat de louage de services. Désormais, la rupture injustifiée de ce contrat par le serviteur l'expose à l'emprisonnement de trois mois au plus

(1) Cependant, encore en 1903, la Cour d'appel confirmait un jugement condamnant le serviteur à travailler pour son maître. V. arrêt de la Cour des Dika du 20 juillet 122 R.K. (*D. B. R.*, II, p. 294, avec note du prince Rabi).

(2) *Textes du V^e règne*, année 117, p. 136.

ou à une amende privée au profit du maître de 200 ticaux au maximum, ou à ces deux peines cumulées (art. 2) ; lorsque les services consistent dans la garde d'un enfant ou d'un infirme, l'emprisonnement peut être porté à six mois (art. 3). D'autre part, la personne qui a engagé ses services pour une période déterminée, laquelle ne peut excéder trois ans, et qui a été défrayée par l'employeur de ses frais de route, se rend passible, en cas de manquement injustifié à sa promesse, de l'emprisonnement de trois ans au maximum, ou d'une amende privée qui ne peut excéder le double de la somme reçue de l'employeur, ou de ces deux peines cumulées (art. 4). Mais, pour bénéficier de ce régime, le contrat de louage de services doit être passé devant l'*ampho* et le salaire mensuel alloué par le maître ne doit pas être inférieur à huit ticaux, ou à quatre ticaux, quand le maître subvient à la subsistance du serviteur (art. 5). Le but de la loi de 1899, comme l'indique du reste son préambule, a été de réglementer la pratique des avances sur salaires futurs. En fait, sauf l'hypothèse envisagée par l'article 4, il n'est guère fait usage de cette forme spéciale du contrat de louage de services qu'en cas d'avance consentie par le maître. L'*ampho* constate à la fois le louage de services et l'emprunt. Le serviteur n'est admis à quitter son maître qu'après l'avoir intégralement remboursé. On est ainsi encore assez près de la vente fiduciaire, mais outre que le travail du serviteur s'impute désormais sur le capital de la dette, au lieu d'en représenter les intérêts, les pouvoirs de coercition destinés à assurer l'autorité du maître sont retirés à ce dernier et confiés aux tribu-

naux. Nous ne pouvons pas pousser plus loin l'étude de cette loi, qui nous intéresse seulement en tant que tentative destinée à faire rentrer le contrat d'esclavage dans les normes du droit moderne, tentative évidemment destinée à combler le vide laissé par la disparition progressive d'un moyen de crédit extrêmement répandu.

Depuis 1890, de nombreuses réformes administratives avaient eu lieu, et le pays n'allait pas tarder à être de plus en plus rapidement entraîné par son gouvernement dans la voie du progrès. En 1892, le Ministère de la Justice avait été fondé, et la Cour Suprême, nouvellement réorganisée, allait, grâce à l'impulsion d'esprits entièrement gagnés aux idées nouvelles, veiller à ce que les lois réformatrices fussent observées avec probité. En même temps, des réformes complémentaires aidaient à la transformation des mœurs, condition nécessaire à la réussite complète de l'œuvre poursuivie par le législateur. Depuis 1898, un certain nombre de maisons de jeux étaient fermées chaque année et les formes les plus dangereuses du jeu abolies ou réglementées. Le développement économique du pays offrait des ressources de plus en plus nombreuses à la génération nouvelle. Le « jeune Siam », tout pénétré de l'esprit européen, triomphait, et les tenants du passé n'osaient plus élever la voix. Sûr de ne rencontrer aucune résistance, le roi décida d'achever l'œuvre commencée en 1874.

En 1900, au retour de son premier voyage en Europe, le roi Chulalongkorn régla la question de l'esclavage dans les provinces du Nord-Ouest qui, bien que réunies au royaume de Siam, avaient joui jusque-là d'une légis-

lation autonome. Cinq ans après, il proclama enfin l'abolition complète de l'esclavage. La loi du 31 mars 1905 (1) affranchit définitivement les enfants d'esclaves, nonobstant les dispositions de la loi de 1874 (art. 3), et défend de conclure de nouveaux contrats d'esclavage (art. 4). Les anciens contrats sont maintenus, mais le maître est tenu d'inscrire au crédit de l'esclave, chaque mois, à partir du 1^{er} avril 1905, une somme de quatre ticaux, imputable sur le montant de la dette figurant au *kromathan* ; toutefois, la fuite de l'esclave suspend le remboursement de la dette (art. 5). En cas de revente ou de changement de maître, la dette de l'esclave ne peut pas être accrue, c'est-à-dire que son prix ne doit pas dépasser la somme qu'il devait à son ancien maître au moment du transfert (art. 6). Ces dispositions, qui s'inspirent de celles qui avaient été étudiées au début du règne, conduisirent en quelques années à la disparition de l'esclavage. L'application de la loi de 1905 ne semble avoir soulevé aucune difficulté ; elle n'a donné lieu à aucune décision notable de la Cour Suprême. L'institution, battue depuis longtemps en brèche, n'a plus de défenseurs.

On ne trouve plus, dans les lois actuellement en

(1) *Textes du V^e règne*, année 124, p. 23-25. Trad. anglaise dans *The Directory for Bangkok and Siam*, 1906, p. 62-63, et années suivantes. Signalons que les dispositions de la loi du 31 mars 1905 avaient déjà passé dans un décret du 9 janvier de la même année (*Textes du V^e règne*, année 123, p. 165-166) spécial aux provinces cambodgiennes de Siem-Réap, Battambang et Sisophon, qui formaient alors le cercle de Burapha (*purva*, Est) et qui devaient être cédées à la France par le traité du 23 mars 1907.

vigueur, mention de l'esclavage que dans l'article 269 du Code pénal, entré en vigueur le 22 septembre 1908, qui punit de l'emprisonnement de un à sept ans et de l'amende de cent à mille ticaux : « Celui qui importe, exporte, transporte, achète ou vend une personne comme esclave, ou qui en dispose, ou qui la reçoit ou la détient à ce titre contre sa volonté » (1), sauf les mesures transitoires et autres exceptions résultant alors des décrets sur l'abolition.

Il ne nous reste, pour compléter ce chapitre, qu'à reprendre l'analyse de la loi de 1874, plus intéressante pour nous que la loi de 1905 en raison de son caractère transactionnel et de la durée de son application. Nous terminerons par un exposé sommaire du régime spécial des provinces septentrionales du Siam, soustraites, jusqu'à une époque toute récente, à l'application de la loi de 1905.

1. LA LOI DE 1874.

Le désir du roi Chulalongkorn, en publiant la loi du 21 août 1874 relative à la fixation du tarif des prix des enfants d'esclaves et d'hommes libres (2), a été, comme nous l'avons indiqué plus haut, de mettre

(1) Traduction de M. G. Padoux : *Code pénal du royaume de Siam*, Paris, 1909, p. 70-71.

(2) Loi du vendredi, neuvième jour de la lune croissante du mois de Savana, année du Chien, 1236 C.S. *Kraisî*, I, p. 182-194 — *Lois anc. et mod.*, I, p. 453-462 — *Gaz. Roy.*, I, année 1236, p. 215 sq. Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 56-62.

fin à l'esclavage pour tous ses sujets nés durant son règne. La suite logique de ce désir eût été de proclamer l'affranchissement immédiat des enfants nés en esclavage depuis l'avènement et de prohiber pour l'avenir toute vente portant sur des enfants nés sous le nouveau règne. Mais cette solution eût porté atteinte aux droits des parents de condition libre sur leurs enfants. D'autre part, en ce qui concerne les enfants nés de parents esclaves, il eût été à craindre, comme le remarque le préambule de la loi, que le maître, ne pouvant plus tirer d'eux aucun profit, ne consentît plus à se charger de leur subsistance et que les parents ne fussent poussés à les abandonner ; de toute manière, il valait mieux leur laisser le temps d'apprendre un métier et ne leur accorder le bénéfice de l'affranchissement qu'à un âge où ils seraient en mesure de pouvoir subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Le législateur retarde donc l'attribution du nouveau statut jusqu'au moment où les bénéficiaires de la loi auront atteint leur vingt et unième année. Jusqu'à cet âge, ils restent soumis à l'ancien régime, mais avec un prix légal particulier, destiné à ménager la transition.

La loi ne s'applique qu'aux personnes nées pendant ou après l'année de l'avènement du roi Chulalongkorn. Cette année est celle du Grand Dragon, 1230 C.S., qui a commencé le 24 mars 1868 (1). Aucune modification

(1) Les gens du peuple au Siam ne connaissent le plus souvent que le nom cyclique de l'année de leur naissance. Comme le même nom ne revient que tous les douze ans, il y a peu d'incertitude sur l'année de la naissance, au moins quand on a la personne devant les yeux. Quant à obtenir quelque précision sur le mois et le quantième, il n'y faut guère songer. Cela

n'est apportée à la condition des personnes nées antérieurement. Elles peuvent être vendues et rachetées conformément à la législation antérieure. S'il s'agit d'esclaves de naissance, leur prix reste déterminé par le tarif légal déjà étudié, qui varie avec l'âge et le sexe (art. 2 *in fine*). Ainsi, si la loi avait reçu son application normale, l'esclavage serait resté possible jusqu'à l'extinction totale des générations antérieures au nouveau règne.

Quant aux sujets appartenant aux générations nouvelles, quel qu'ait été leur statut lors de la publication de la loi, esclaves, enfants d'esclaves ou hommes libres, ils doivent se trouver définitivement affranchis à leur majorité ; et une fois affranchis, ils ne peuvent plus retomber en esclavage. Aucun majeur de 21 ans, né depuis le 24 mars 1868, ne peut être vendu ni se vendre lui-même (art. 8). L'arrivée à majorité des générations nouvelles introduisait progressivement le nouveau statut dans la population de condition libre.

Jusqu'à leur majorité, les bénéficiaires de la loi restent ou peuvent devenir esclaves, mais leur prix, quelle que soit leur condition, est déterminé par un nouveau tarif exposé dans l'article 2 de la loi. Ce tarif suit exactement jusqu'à l'âge de huit ans celui des esclaves de naissance soumis à l'ancien régime, allant progressivement de 6 ou 4 ticaux à 32 ou 28 ticaux suivant le sexe. Mais à partir de l'âge de neuf

explique pourquoi le législateur a pris pour point de départ, non la date exacte de l'avènement, mais l'année (dans le calendrier lunaire alors seul en usage).

ans, le prix de l'enfant subit, à chaque nouvelle période de 3 ans, une réduction de plus en plus forte, de telle manière qu'entre 18 et 20 ans, il n'est plus que de 4 ticaux pour les garçons et de 3 pour les filles. Ainsi, le nouveau tarif achemine peu à peu l'enfant, à partir de l'âge où il commence à pouvoir assurer lui-même sa subsistance, à l'affranchissement définitif où, ne pouvant plus disposer de sa personne, il n'a plus de prix possible, ni légal ni conventionnel.

Le nouveau tarif s'applique d'abord aux enfants nés de parents esclaves pendant et depuis l'année du Grand Dragon 1868, même à ceux qui étaient déjà nés au moment de la publication de la loi de 1874. En conséquence, les maîtres d'esclaves ont été invités, par un décret du 8 octobre 1874 (1), à faire mentionner par l'*ampho*, au dos des papiers de vente des parents, le nom et l'âge des enfants tombant sous le coup de la loi et à faire porter, le cas échéant, les mêmes mentions sur les documents établis lors des ventes futures. Ces enfants pourront toujours obtenir leur affranchissement en versant le prix indiqué au nouveau tarif, alors même qu'ils auraient passé entre les mains d'un nouveau maître (art. 3). C'est dire qu'ils ne peuvent pas être vendus, soit isolément, soit avec leurs parents, pour un prix supérieur à leur prix légal.

Quant aux enfants nés de parents de condition libre, depuis le début de l'année siamoise 1868, ils

(1) *Gaz. Roy.*, I, année 1236, p. 208 — *Kraisi*, I, p. 203-205 — *Lois anc. et mod.*, I, p. 452-453. Trad. anglaise dans S. J. Smith, *op. cit.*, p. 55-56.

peuvent être vendus par leurs parents, mais la vente doit être faite d'après le nouveau tarif légal qui s'impose ainsi jusqu'en matière contractuelle. Conformément au décret de 1868 analysé plus haut (1), le consentement des enfants à la vente n'est pas obligatoire jusqu'à 15 ans (art. 6), mais, passé cet âge, leur acquiescement est nécessaire et leur signature, ou celle d'un témoin autorisé par eux, doit figurer sur le *kromathan*, sous peine de nullité de la vente (art. 7).

La loi de 1874 a été déclarée applicable à partir de l'année siamoise suivante (année du Porc, commençant le 6 avril 1875). Elle a soulevé, lors de son application, deux difficultés principales. La première a trait à la détermination même des bénéficiaires de la loi. Il n'existait, à cette époque, aucun acte de l'état civil ni rien qui pût en tenir lieu (2) ; la date de naissance s'établissait par les moyens de preuve ordinaires. Il était inévitable que des difficultés dussent surgir de l'impossibilité où se trouvaient presque toujours les tiers de connaître avec certitude l'âge des personnes avec lesquelles ils traitaient. La loi de 1874 l'avait prévu et, sans pouvoir y apporter de remède, avait essayé de prévenir la mauvaise foi des parties en indiquant les sanctions qui les attein-

(1) Ch. II, sect. 1, p. 100.

(2) Le décret ministériel qui a prescrit la déclaration des naissances et des décès et leur enregistrement par les autorités administratives est du 13 août 128 R.K. (1909) ; il ne s'appliquait primitivement qu'à Bangkok.

draient au cas où elles tenteraient, soit de se soustraire à ses dispositions, soit de s'en réclamer indûment. L'article 8 prescrivait à l'acquéreur, avant la vente, d'interroger avec soin sur son âge la personne qui devait devenir son esclave afin de savoir si elle tombait sous le coup de la loi ; dans la négative, il n'était pas nécessaire de mentionner l'âge sur les papiers de vente, puisqu'on se trouvait alors soumis à la législation antérieure. Mais à défaut d'une telle enquête, l'absence de l'âge de l'intéressé dans le contrat ne devait pas l'empêcher de jouir plus tard du bénéfice de la loi et, à condition d'établir sa date de naissance, de se trouver libéré à sa majorité ; malgré le titre de vente, l'acquéreur imprudent était alors frustré de son prix en punition de sa négligence. D'autre part, au cas où un individu, après avoir affirmé au moment de la vente qu'il ne rentrait pas dans les conditions d'âge exigées par la loi, prétendrait indûment dans la suite en réclamer le bénéfice, le même article 8 déclarait qu'il serait fait application de l'article 68 des Lois sur les esclaves, lequel punit de dix coups de fouet l'esclave qui soutient faussement qu'il est libre ou qu'il a payé son prix (1).

Ces dispositions si détaillées contenaient de graves lacunes. Elles laissaient d'abord entièrement de côté le cas où, sans qu'il y ait eu mauvaise foi de part ou d'autre, la date de naissance alléguée lors de la vente

(1) V. une application de cette disposition dans un arrêt de la Cour des Dika du 15 juin 116 R.K. (1897), *Dh. Sam.*, II, p. 344.

serait reconnue fausse. Mais, ce qui est beaucoup plus grave et beaucoup plus pratique, elles paraissaient n'atteindre que l'hypothèse où le *kromathan* ne porterait aucune indication d'âge. Il est clair qu'alors la personne vendue ne pouvait pas être privée du droit de revendiquer le bénéfice de la loi. Mais que fallait-il décider quand le maître, d'accord avec l'esclave, avait fait préciser dans le contrat de vente, comme l'y invitait du reste l'article 8, que cet esclave était né avant 1868, et, par suite, se trouvait soustrait à l'application de la loi ? L'esclave devait-il être admis plus tard à soutenir qu'il était né en réalité à une date ultérieure et à réclamer sa libération à sa majorité ? L'ancienne Cour des Lùk khun lui refusa ce droit, en invoquant l'autorité qui s'attache au *kromathan*, acte solennel passé devant un fonctionnaire dans des formes spéciales, offrant toute garantie quant à la libre expression des volontés des parties. Cette jurisprudence ne manquait pas d'assises dans la lettre de la loi ; elle pouvait apparaître comme le seul moyen qui existât à cette époque d'atteindre des escroqueries contre lesquelles les maîtres pouvaient difficilement se défendre. Mais on voit aussi qu'elle mettait sérieusement en danger, pour un certain temps au moins, l'œuvre même du législateur. Une simple erreur de date privait l'intéressé du bénéfice de l'affranchissement de droit. Et surtout, une déclaration mensongère, faite sous la pression du besoin, et, au surplus, n'émanant pas nécessairement de l'intéressé lui-même, allait le retenir toute sa vie dans l'esclavage. Une telle jurisprudence servait trop bien les résistances qui, dans les classes

pauvres comme dans les classes riches, s'élevaient contre les décisions généreuses, mais encore prématurées, du législateur. Elle fut sévèrement critiquée dans la presse locale (1). Elle ne prit fin cependant qu'après la réorganisation de la Cour Suprême. Un arrêt de la nouvelle Cour des Dika, du 19 mai 1899 (2), condamna avec sévérité un jugement de la Cour d'appel qui refusait l'affranchissement légal à un individu qui avait trompé l'acquéreur sur son âge. La Cour Suprême affirme que l'indication dans le *kromathan* d'une fausse date de naissance n'empêche pas l'intéressé de jouir du bénéfice de la loi, du moment qu'il dispose de preuves suffisantes pour établir son âge véritable (3). Cette décision est évidemment celle qui répond aux intentions du législateur de 1874, qui n'a eu que le tort de s'en tenir à des solutions de détails, encore que l'impossibilité de renoncer au

(1) *Çuddhyalankara*, année 1249 C.S. (1887), numéro 12, p. 45.

(2) Arrêt du 19 mai 118 R.K., *D. B. R.*, I, p. 61 et *Dh. Sam.*, V, p. 134, où il est daté par erreur de l'année 117.

(3) La Cour Suprême ajoute que la loi de 1874 a expressément prévu le cas où l'esclave aurait fait une déclaration mensongère et que cette loi renvoie à l'article 68 des Lois sur les esclaves. Mais cet article 68, comme nous le disons au texte, ne parle que du cas où l'esclave se prétendrait *indûment* libéré. Cette référence appuierait plutôt la jurisprudence que condamne la Cour Suprême. Mais il convient de remarquer qu'en 1899, le Code pénal n'était pas encore promulgué. A défaut de pouvoir punir convenablement l'escroquerie commise par l'esclave, il était assez ingénieux de recourir à l'article 68. Mais la peine qu'il prononçait était-elle bien efficace ? — La Cour Suprême ne parle pas de la restitution de l'argent versé par l'acquéreur de bonne foi. C'est une question qu'elle a peut-être voulu éluder en s'emparant de l'article 68.

nouveau statut découlât assez clairement de l'économie même de la loi et des termes impératifs de l'article 9. Ainsi s'est trouvée réglée cette première difficulté, qui risquait de paralyser l'effort du législateur.

Une seconde difficulté s'est élevée en jurisprudence, dans le cas d'une vente portant sur plusieurs individus dont quelques-uns seulement sont soumis au nouveau régime. Les articles 4 et 5 prescrivent au maître de spécifier dans le contrat de vente la dette incombant à chacune des personnes vendues. Le prix de celles qui tombent sous l'application de la loi est, en effet, variable et s'éteint à leur majorité, tandis que le prix des autres parties demeure en principe constant. Ces prescriptions avaient pour but de simplifier le règlement ultérieur de la dette. Mais que décider dans l'hypothèse où elles n'ont pas été observées, où des individus de statuts différents ont été vendus pour un prix global, sans indication de la part afférente à chacun ? Il paraissait tout indiqué de déterminer la part de la dette incombant aux individus non bénéficiaires de la loi, en retranchant du prix global le prix légal des bénéficiaires d'après leur âge au moment de la vente. Ainsi, un mari a vendu en 1891, pour une somme de 562 ticaux, sa femme âgée de 40 ans et ses trois enfants, deux filles âgées de 16 et 14 ans et un garçon âgé de 12 ans. En 1902, ces esclaves demandent à se libérer. Il n'y a pas de doute que les enfants, nés tous les trois après 1868 et majeurs, se trouvent affranchis de plein droit. Mais que devra payer la mère ? L'acquéreur raisonnait de la

manière suivante : au moment de la vente, les prix des enfants, d'après le tarif de la loi de 1874, étaient respectivement de 12, 23 et 22 ticaux, soit au total 57 ticaux. Le reste, 505 ticaux, représente le prix conventionnel de la mère. Ce raisonnement ne manquait pas de logique et s'inspirait des règles posées par la loi. Il était généralement admis en pratique et triompha d'abord en jurisprudence (1). La Cour Suprême le condamna formellement par deux arrêts rendus en 1903 et 1904 (2). Le fait, dit-elle, que la vente a été effectuée pour un prix global montre que les parties ont contracté dans l'ignorance de la loi de 1874. Le prix doit donc être réparti conformément à la procédure antérieure, c'est-à-dire proportionnellement au prix légal de chacune des parties d'après l'ancien tarif. Ce calcul fait ressortir la part de la mère à 147 tcs 52, celle de sa fille aînée à la même somme et celle de chacun des deux autres enfants à 133 tcs 12. L'affaire doit être réglée comme si chaque co-obligé s'était vendu séparément pour sa part du prix total ainsi déterminée. Un esclave, en effet, ne peut être tenu que de son prix ; il ne répond pas du prix des autres esclaves dont les noms figurent à côté du sien sur le contrat de vente. La dette de la mère reste donc fixée à 147 ticaux 52. Quant aux enfants qui se sont vendus pour un prix supérieur au

(1) Décision de la Cour des Lùk khun citée *supra* p. 253, n. 2.

(2) Arrêts du 31 juillet 122 R.K. (1903), *D. B. R.*, II, p. 312 et du 28 janvier 122 R.K. (1904), *D. B. R.*, II, p. 468, avec notes du prince Rabi.

tarif légal, ils ne s'en trouvent pas moins affranchis de droit et l'acquéreur n'est pas admis à leur réclamer son remboursement (art. 8) (1). Comme le déclare le prince Rabi dans ses notes de jurisprudence, il serait vain de discuter l'argumentation de la Cour Suprême. Il est clair que cette jurisprudence tardive, si favorable aux esclaves non bénéficiaires de la loi, avait pour but de punir les acquéreurs inexcusables d'ignorer la loi de 1874 ou coupables d'avoir voulu la tourner. Nous sommes à deux années de la promulgation de la loi sur l'abolition complète de l'esclavage. Il est temps que les tribunaux veillent à faire triompher dans tout le pays l'essai, bien timide encore, tenté au début du règne.

(1) Nos données sont empruntées à l'arrêt du 28 janvier 1904 (v. n. ci-dessus). Dans cette affaire, un des enfants s'était racheté avant 1902 pour 120 ticaux, somme bien supérieure à celle qu'il était tenu de payer d'après la loi de 1874. La Cour Suprême voit dans cette circonstance une raison de plus pour écarter la loi de 1874 dans la ventilation du prix. L'enfant qui a payé plus que ce qu'il devait n'est du reste pas admis à restitution. Il est fait là application d'une règle ancienne qui n'admet la restitution de l'indu qu'à titre exceptionnel. — Dans l'autre affaire, du 31 juillet 1903, un paiement partiel avait été effectué également, mais il avait été imputé sur le montant global de la dette, c'est-à-dire qu'il paraissait bien avoir été fait au nom de tous les co-obligés, à la différence de l'affaire précédente. La Cour Suprême glisse sur cette circonstance et n'en considère pas moins les esclaves comme tenus seulement de leur part (calculée comme il a été dit) *dans le reste de la dette*. On voit par là que la Cour Suprême avait son opinion faite et que l'argument tiré du paiement partiel était tout à fait accessoire.

2. L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE DANS LES PROVINCES DU NORD-OUEST.

Les Etats laotiens du Nord, soumis à la Birmanie depuis le milieu du xvi^e siècle, libérés à différentes reprises par les armées siamoises, étaient devenus finalement tributaires de Bangkok dans le dernier quart du xviii^e siècle (1). Ils jouissaient encore à la fin du xix^e siècle d'une autonomie administrative à peu près complète. La loi de 1874 n'y était pas applicable. L'esclavage s'y était donc maintenu sous sa forme ancienne. Bien que cette étude constitue une digression un peu en marge du présent travail, il paraît intéressant de donner au moins quelques indications sommaires sur l'état où se présentait l'esclavage dans les pays laotiens au commencement du xix^e siècle et sur la manière dont le gouvernement de Bangkok en a envisagé la suppression après l'expérience de 1874. L'ancienne législation laotienne nous est inconnue ; cette lacune, si regrettable pour l'étude des sources et l'histoire du droit siamois, peut être ici comblée — très imparfaitement du reste — par les renseignements qui ont été réunis à Bangkok pour la préparation de la loi destinée à accommoder le texte de 1874 à l'usage des pays laotiens. Cette

(1) Les Etats laotiens dont il s'agit sont ceux de Xieng Mai, Nàn, Lampang, Lamphun et Phrè. Ils forment aujourd'hui le cercle de Phayab. M. R. le May a consacré à l'histoire de cette région les deux premiers chapitres de son ouvrage : *An Asian Arcady*, Cambridge, 1926.

accommodation elle-même ne manque pas d'intérêt, car elle indique la mesure de ce que le gouvernement central a jugé possible de faire à cette époque dans des régions éloignées (1) et demeurées jusque-là à l'écart du mouvement de modernisation qui triomphait à Bangkok. Enfin, cette loi, spéciale aux provinces laotiennes du Nord-Ouest, respectée par la loi de 1905 sur l'abolition complète de l'esclavage (2), est demeurée en vigueur jusqu'au 1^{er} avril 1913. Il est donc nécessaire de la connaître si l'on veut se rendre compte de l'état dernier de la question de l'esclavage sur toute l'étendue du pays.

A la fin du xix^e siècle, on trouvait dans les anciens Etats laotiens du Nord-Ouest du Siam deux catégories d'esclaves : les esclaves achetés et les esclaves de guerre. Les premiers étaient ceux dont l'esclavage résultait d'un contrat de vente ; ils jouissaient de la même condition que dans les provinces relevant directement de Bangkok, et il est probable qu'avant comme après l'établissement du Corpus de 1805, ils étaient régis par la législation générale du royaume. Ils se libéraient en remboursant leur prix à l'acqué-

(1) La voie ferrée n'a atteint Xieng Mai qu'en 1921. Avant le chemin de fer, il fallait un mois de voyage pour se rendre de Bangkok à cette ville.

(2) Art. 2 de la loi du 31 mars 1905. Cet article soustrait aussi à l'application de la loi les provinces cambodgiennes qui formaient alors le cercle de Burapha où l'esclavage avait été aboli par le décret du 9 janvier 1905 (v. *supra*), de même que les provinces de Saiburi (Kedah), Kelantan et Tringganu, de population malaise et régies par la loi musulmane, qui devaient être cédées à l'Angleterre par le traité du 10 mars 1909.

reur ; leurs enfants naissaient esclaves et pouvaient se racheter en versant au maître la somme fixée au tarif légal. Les esclaves de guerre provenaient, comme nous l'avons indiqué, de la répartition faite par le roi entre ses officiers des ennemis faits prisonniers ou raziés au cours des opérations de guerre. La loi de 1805 qui avait, à Bangkok et dans les provinces siamoises, à peu près assimilé les esclaves de guerre aux esclaves achetés, n'avait pas été étendue aux Etats laotiens. Les esclaves de guerre avaient conservé un statut qui se distinguait profondément de celui des esclaves achetés. D'abord, à la différence de ces derniers, ils se trouvaient affranchis de plein droit à l'âge de 60 ans. D'autre part, ils jouissaient avant cet âge du droit de rachat, mais d'après un tarif qui s'écarte à plusieurs points de vue du tarif légal que nous connaissons. Il diffère sensiblement d'un Etat à l'autre : 62 ticaux pour un homme à Nàn, 42 seulement à Thon. D'autre part, le prix d'une femme n'est jamais inférieur à celui d'un homme ; il lui est même beaucoup supérieur dans la majorité des Etats : 64 ticaux à Thon, 72 à Xieng Mai, contre 42 et 54 pour un homme respectivement dans ces deux Etats. Enfin, ce tarif ne tient pas compte de l'âge et il est applicable aux descendants des esclaves de guerre eux-mêmes dès la troisième ou la cinquième année de leur naissance. Ces différences avec le statut des autres esclaves ne constituent sans doute, en grande partie, que des particularités locales. Il se pourrait bien aussi que le régime ainsi décrit ait conservé certains traits qu'il avait en commun avec les anciennes lois ou coutumes proprement siamoises.

qui régissaient les esclaves de guerre avant la fondation de Bangkok, et sur lesquelles, comme on sait, les textes réunis en 1805 ne contiennent aucun renseignement.

Cette diversité de statuts n'allait pas sans inconvénients et la persistance, jusqu'aux approches du ^{xx}^e siècle, de la catégorie des esclaves de guerre constituait un anachronisme dont le gouvernement central ne manquait pas de sentir le caractère fâcheux. Au retour de son premier voyage en Europe, le roi Chulalongkorn, qui avait peu à peu substitué son autorité à celle des pouvoirs locaux, résolut de soumettre les pays laotiens à une législation uniforme sur l'esclavage et d'introduire en même temps dans ces pays des mesures qui devaient en amener progressivement la disparition. Tel fut le double objet de la Loi sur les esclaves dans les provinces du Nord-Ouest, du 21 juin 119 R.K. (1900) (1). Cette loi prescrivit d'abord aux propriétaires d'esclaves de faire établir devant le *nai khuëng* (fonctionnaire correspondant à l'*ampho* des provinces siamoises) des *kromathan* pour tous les esclaves, aussi bien pour ceux qui appartiennent à la catégorie des esclaves de guerre que pour ceux qui ont été achetés. Cette formalité devait être accomplie pour le 30 novembre 1900 (2). Après cette date, aucun autre moyen de preuve

(1) *Textes du V^e règne*, année 119, p. 89-94. Elle est entrée en vigueur le 21 septembre 1900 (art. 2).

(2) Cette date a été reportée au 30 septembre 1901, puis au 30 septembre 1902 (Décrets ministériels des 24 novembre 1900 et 2 janvier 1901, *Textes du V^e règne*, année 119, p. 237-238 et année 120, p. 211).

ne doit plus être reçu par les tribunaux (art. 10).

Les esclaves de guerre ont leur prix uniformément fixé à 25 ticaux pour les hommes et 32 pour les femmes (art. 4). Il est expressément défendu au maître de refuser l'affranchissement quand un esclave de cette catégorie lui remet la somme prévue par la loi (art. 6). Les enfants des esclaves de guerre, sauf l'exception qui sera indiquée plus bas, atteignent le même prix dès l'âge de 10 ans ; jusqu'à cet âge, leur prix s'élève chaque année d'une somme égale au dixième du montant de leur pleine valeur (art. 8). On voit que la loi nouvelle conserve aux esclaves de guerre et à leurs descendants leur statut particulier et qu'elle se borne à modifier et à uniformiser les chiffres.

Ces esclaves sont, comme autrefois, affranchis de droit à l'âge de 60 ans. Mais cette disposition est étendue aux esclaves achetés (art. 5). La condition de ces derniers ne subit pas d'autre changement. Il est seulement spécifié (art. 12) que la marque ou la signature de la personne vendue doit, quel que soit son âge, figurer dans le contrat de vente, sous peine de nullité.

Nous arrivons maintenant aux dispositions qui ont pour but d'amener la disparition progressive de l'esclavage. La date prise comme point de départ est celle du retour du roi à Bangkok, le 16 décembre 1897. Tout enfant, né ce jour-là ou depuis, est né libre ; quelle que soit la condition de ses parents (art. 7), et ne peut devenir esclave d'aucune manière (art. 9). La loi nouvelle est donc d'un effet plus radical que la loi de 1874. Il n'a pas paru nécessaire d'ins-

tituer un régime transitoire pour les mineurs. D'autre part, le législateur, profitant de l'expérience précédente, a cherché à écarter par avance toute discussion sur la détermination des bénéficiaires du nouveau statut. Ce n'est plus l'acquéreur, mais le fonctionnaire devant lequel le contrat de vente est passé, qui devra s'assurer que l'individu qui se vend ne tombe pas sous le coup de la loi. En cas d'incertitude sur l'âge, il devra exiger la production de deux témoins au moins, qui devront affirmer sous la foi du serment que la personne qui fait l'objet de la vente est née avant le 16 décembre 1897 ; à défaut de pouvoir obtenir ces témoignages, il devra refuser de dresser ou de contresigner le contrat (art. 11). L'article 13 précise, en outre, que toute vente portant sur une personne définitivement affranchie par l'effet de la loi est nulle, quelle que soit la date indiquée sur le *kromathan* : la personne indûment réduite en esclavage pourra quitter librement l'acquéreur sans que ce dernier puisse exiger le remboursement de son prix.

On voit que la loi de 1900 marque une solution beaucoup plus rapide et plus complète de la question de l'esclavage que la loi de 1874. Le nouveau statut est conféré immédiatement, sans que les bénéficiaires aient à attendre jusqu'à leur majorité ; ils ne peuvent pas tomber en esclavage du fait de leurs parents. Quant aux esclaves de toutes catégories, ils sont affranchis à l'âge de 60 ans. Cette disposition permettait de prévoir pour 1956 l'extinction complète de l'esclavage en pays laotiens. Mais le rapide progrès des idées occidentales durant les premières années du ^{xx}e siècle a permis d'avancer cette date. Dès la

seconde année de son règne, le roi Rama VI a pu parachever l'œuvre de son père en étendant, par un décret du 16 janvier 1913 (1), le régime de la loi de 1905 aux provinces laotiennes (devenues dans l'intervalle le cercle de Phajab). Ce texte, très bref, décide simplement que le prix des esclaves, dans cette partie du royaume, sera, à compter du 1^{er} avril suivant, soumis aux réductions prévues par la loi de 1905, c'est-à-dire que le maître devra en retrancher, chaque mois, une somme de quatre ticaux. La catégorie des esclaves de guerre a, par suite, entièrement disparu dès la même année. Quant aux autres esclaves, leur prix moyen ne dépassant guère 100 ticaux, ils se sont trouvés affranchis au cours des années 1914 et 1915. Cette dernière date marque la limite extrême de l'application — combien mitigée du reste — des lois qui ont fait l'objet de notre étude.

(1) *Textes du VI^e règne*, année 130, p. 422.

APPENDICE

TRADUCTION

LOIS SUR LES ESCLAVES (1)

1

Voici les règles concernant cette racine de contestations qui a trait aux esclaves achetés et aux esclaves de guerre, de l'un ou l'autre sexe. Elle constitue l'une des causes de litiges reconnues par le livre sacré du *Dharmasatra*, où elle se trouve énoncée sous la for-

(1) Nous avons pris pour base le texte du manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale Vajiranana sous la cote 44 (R 13 de l'*Inventaire des manuscrits juridiques siamois*, de M. J. Burnay) et qui appartient à la série dite « secondaire » (*rong song*) des manuscrits directement issus de la révision de 1805. Les manuscrits de cette série, dépourvus des sceaux dont sont revêtus les manuscrits proprement officiels, sont l'œuvre de la même équipe de scribes que ceux-ci ; ils peuvent avoir été destinés, comme le suggère M. Burnay (*Journal of the Siam Society*, XXIII, part 3, p. 139 en note), à l'établissement de copies. La première page du manuscrit des Lois sur les esclaves porte qu'il a été collationné sur l'original le samedi, cinquième jour de la lune décroissante du onzième mois de l'année du Bœuf, 1167 C.S., soit le 12 octobre 1805. Il a donc été écrit à un moment où le travail de copie des manuscrits officiels était encore en cours. C'est un manuscrit « en accordéon » de 169 pages ; le texte des Lois sur les esclaves est précédé d'un préambule de 12 pages qu'on retrouve en tête de tous les autres volumes établis en 1805 et qui expose les circonstances et les raisons

mule : DASICADASAM (1). Il y a sept sortes d'esclaves qu'il soit licite d'employer, d'après le passage suivant du texte sacré : DHANENAVIKINEYYAVA PUTTADASA-MATAPITA JATIDASADINNAKA ATA (2) DASACABHAT-TAKA DHAJAHATACADASAKA DASAVANNAPISATTAMA. Ce qui veut dire : DAVANNA (3) : la classe entière des esclaves, SATTAMA : comprend sept groupes qu'il est licite d'employer, DHANENA VIKINEYYAVA : à savoir, les esclaves achetés avec des biens, PUTTADASA : les enfants d'esclaves nés durant l'esclavage de leurs parents, MATAPITACADASAKA : les esclaves qui sont venus à leur maître de ses père et mère, DINNAKACA : les esclaves qui ont été donnés par un

qui ont amené le roi à ordonner la révision des collections législatives, ainsi que la manière dont cette révision a été conduite. Nous n'avons pas cru utile d'en donner la traduction. — Nous avons fait également état d'un manuscrit sur olles écrit en caractères cambodgiens accentués, conservé à la Bibliothèque Nationale Vajiranana sous la cote 88 *th*. Ce manuscrit suit, d'une manière générale, le texte du précédent ; mais il fournit, sur beaucoup de points de détails, des leçons différentes et, semble-t-il, meilleures. En l'absence des manuscrits officiels, cette copie, non datée et de provenance inconnue, mais qui paraît ancienne, constitue un document fort utile pour l'intelligence du texte. — Signalons qu'il a paru deux traductions anglaises des Lois sur les esclaves, l'une qui a été publiée dans le *Bangkok Calendar* de 1861 et dont l'auteur paraît être D. B. Bradley, l'autre qui est due à S. J. Smith et qui a paru en un volume séparé en 1880. Nous n'avons pas cru devoir relever ni justifier toutes nos divergences avec ces deux traducteurs, dont les versions, du reste, ne s'accordent pas toujours entre elles.

(1) Dans le manuscrit, les mots palis sont écrits en caractères cambodgiens.

(2) Pour *atta*.

(3) Pour *dasavanna*.

tiers, ATTADASACA : les esclaves acquis par [le rachat] des peines auxquelles ils avaient été condamnés, BHATTAKACA : les esclaves qui ont été nourris durant une période où le riz était cher, DHAJAHATACADASAKA : ceux qu'après avoir porté les étendards victorieux sur les champs de bataille, leur maître a obtenus comme esclaves de guerre. Telles sont les sept sortes d'esclaves qu'il soit licite d'employer.

D'autre part, les six sortes d'esclaves qu'il n'est pas licite d'employer font l'objet du passage suivant : MUNCANABHIKKHUDASACA BRAHMANADANADASATA (1) DASOMETIBHIKKHUMBHIKKHU ATTHISILAANNEJANA KHETTADASATICHATTHEVA DASAKAMMENALABBHARE. Ce qui veut dire : CHATTHA EVADASA : les esclaves qu'il n'est pas licite de considérer comme des esclaves, qu'il n'est pas licite d'employer, il y en a six sortes, MANGANACA (2) : à savoir, l'esclave dont son maître a bien voulu faire le sacrifice et qu'il cesse d'employer, BHIKKHUDASACA : l'esclave que son maître a eu la bonté de laisser ordonner bonze, BRAHMANADASAKA : l'esclave que son maître a eu la bonté d'attacher au service d'un brahmane, DASOMETIBHIKKHUMBHIKKHU : un bhiksu ne peut prétendre qu'un autre bhiksu soit son esclave, ATTHISILAANNEJANA : une personne ne peut réclamer comme son esclave le fidèle observateur des préceptes religieux qui est venu chercher asile chez elle, KHETTADASA : une personne ne peut réclamer comme son esclave celui qui est venu habiter dans ses propriétés, maisons, jardins

(1) Pour *dasaka*.

(2) Pour *muncana*.

ou terres. Au total, six sortes. Ces six sortes d'esclaves, *DASAKAMMENALABBHARE* : nul n'a le droit de les employer dans la condition d'esclaves.

Voici maintenant les ramifications qui procèdent de cette racine de contestations ; formées des décisions royales disposées en articles, elles ont été transmises comme suit :

Salut ! En 1359, année de la Chèvre, le onzième jour de la lune croissante du mois d'Asadha, un lundi, S. M. Ramadhipatindranarindra paramamahacakravartirameçvararaja tejojayabrahmadevatidevatribhuvanadhipeça paramapavitra se rendit au Palais Puspakamalamahavaijayan [ta] prasada et, tourné vers l'Orient, après avoir médité sur le livre sacré du *Dharmasatra*, il fit entendre les commandements suivants : D'après le livre sacré du *Dharmasatra*, il y a sept sortes d'esclaves qu'il est licite d'employer dans la condition d'esclaves, à savoir : 1^o les esclaves qui ont été achetés ; 2^o les enfants d'esclaves nés durant l'esclavage de leurs parents ; 3^o les esclaves qui viennent des père et mère ; 4^o les esclavés acquis par donation ; 5^o les esclaves acquis par le rachat des peines auxquelles ils avaient été condamnés ; 6^o les esclaves qui ont été nourris pendant la famine ; 7^o les esclaves acquis comme captifs de guerre.

2 (2).

Voici d'abord les règles concernant les esclaves

(1) Cette numérotation ne figure pas dans le manuscrit ; c'est celle de l'édition Rabi.

qui ont été achetés. Il y en a trois sortes, exposées dans le *Dharmasatra* de la manière suivante :

- 1^o Ceux qui n'ont pas été achetés définitivement ;
- [2^o Ceux qui ont été achetés définitivement] (1) ;
- 3^o Ceux qui ont été achetés et qui ne sont pas employés [par l'acquéreur].

Les esclaves qui n'ont pas été achetés définitivement, ce sont ceux qui ont fait l'objet d'une vente fiduciaire, qui ont vendeur et garant. S'ils s'échappent, s'enfuient ou disparaissent, l'acheteur pourra agir contre vendeur et garant.

Les esclaves qui ont été achetés définitivement, ce sont ceux qui ont été achetés pour leur pleine valeur et dont personne n'est garant. S'ils s'échappent, s'enfuient ou disparaissent, l'acheteur ne pourra pas agir contre le vendeur.

Les esclaves qui ont été achetés et qui ne sont pas employés, ce sont ceux à propos desquels, une fois la vente conclue, il a été convenu de payer des intérêts, ou qui se sont engagés eux-mêmes à payer des intérêts, et dont l'acheteur n'utilise pas les services.

3.

ARTICLE PREMIER. — Si le mari, les père et mère ou le maître inscrivent le nom d'un de leurs enfants, d'une de leurs femmes ou d'un de leurs esclaves dans un *kromathan* de vente, l'opération produit tous ses effets ; que l'acquéreur l'ait portée ou non à la connaissance de celui dont le nom figure dans le *kroma-*

(1) Omission du copiste.

than, la vente est valable d'après la coutume du pays. car le mari, les père et mère ou le maître ont pleine autorité (1).

4.

ART. 2. — Quand une femme ou un enfant inscrit le nom de ses parents ou de son mari dans un *kroma-than* de vente, une telle opération ne produit aucun effet, parce que la femme ou l'enfant n'a aucune autorité sur son mari ou ses parents.

5.

ART. 3. — Quand une personne est réduite par la misère à vendre fiduciairement, pour que leurs services tiennent lieu des intérêts d'une somme de 1, 2, 3 cent mille [cāuris] ou davantage, ses frères ou sœurs, ses enfants, ses neveux ou nièces ou ses petits-enfants, ou d'autres membres de sa famille, l'acquéreur devra les employer avec mesure ; il ne devra pas maltraiter les gens d'autrui. S'il n'est pas content d'eux, qu'il les rende au vendeur et réclame son argent. Si l'acquéreur, dans quelque procès que ce soit, se fait remplacer par un de ces esclaves, et qu'il arrive que ce dernier soit battu, enchaîné, mis aux fers ou à la cangue, frappé de coups de fouet, exposé au soleil et à la pluie, plongé dans l'eau, ou soumis à des peines quelconques à la place de l'acquéreur ou à la place d'un enfant ou d'une femme, d'un frère ou d'une sœur, ou d'un autre membre de la famille de l'acqué-

(1) *Issarabhava*.

reur, celui-ci devra être considéré comme ayant agi injustement et il devra être puni ; le montant du prix de l'esclave sera réduit de moitié. Si l'esclave est frappé de coups de fouet, l'acquéreur n'aura plus aucun droit au prix. [Au contraire] quand il s'agit d'un esclave qui a été vendu définitivement, si le maître est reconnu coupable de quelque faute dans le service du roi, et que l'esclave subisse une peine à sa place, le maître ne sera pas punissable, parce qu'un tel esclave, ayant été vendu définitivement, est sous le pouvoir de l'acquéreur ; s'il s'enfuit, disparaît ou meurt, la perte est pour son maître.

6.

ART. 4. — Quand une personne a vendu un esclave, un de ses enfants, une de ses femmes, ou une chose quelconque, qu'elle a remis un *kromathan* à l'acheteur et que celui-ci, comptant sur la bonne foi du vendeur, lui a versé l'argent convenu, si la chose vendue n'est pas livrée à l'acheteur, il y a tromperie de la part du vendeur. Si l'examen de l'affaire établit que les choses se sont passées comme il vient d'être dit, le vendeur sera passible d'une amende égale au double du capital ; il sera prélevé une somme égale à l'argent versé pour être allouée au propriétaire de la chose ; le reste ira moitié à l'acheteur, moitié au trésor royal.

7.

ART. 5. — Au cas où une personne a été vendue fiduciairement pour que ses services tiennent lieu

d'intérêts, moyennant une somme qui a bien été versée au vendeur, lorsque l'acheteur, mécontent de l'esclave, va pour le rendre au vendeur fiduciaire, mais que celui-ci refuse de le reprendre et de restituer l'argent à l'acquéreur, que l'acquéreur remet l'esclave au juge, qui convoque le vendeur et lui ordonne de reprendre l'esclave puis de restituer l'argent à l'acquéreur, si le vendeur persiste dans son refus d'emmener l'esclave, lequel reste ainsi entre les mains du juge, toute personne qui se présentera pour racheter l'esclave et rembourser l'acquéreur deviendra le propriétaire définitif de l'esclave ainsi racheté. Si, dans la suite, cet esclave est revendu par un tiers, qu'il disparaisse ou prenne la fuite, son premier vendeur devra payer la totalité du capital reçu par lui lors de la première vente, sans qu'il y ait lieu à aucune réduction.

8.

ART. 6. — Lorsqu'un maître est irrité contre un de ses esclaves, il peut le frapper, mais seulement pour l'amender et lui inspirer de la crainte ; il ne doit pas le faire mourir. Si l'esclave est d'une mauvaise nature, rebelle aux réprimandes, que son maître le vende. S'il le frappe et occasionne sa mort, il sera passible de l'amende au taux de la main, du bois ou du fer (1).

(1) Allusion aux distinctions faites pour fixer le montant de la composition, lequel varie suivant la matière de l'instrument qui a servi à commettre le meurtre. V. G. Padoux, *Code pénal du royaume de Siam*, Introduction, p. XIII.

9.

ART. 7. — Quand un homme est réduit par la détresse et la misère à vendre fiduciairement, pour tenir lieu des intérêts des deniers qui lui sont versés, ses enfants ou ses femmes, ses frères ou sœurs, ou d'autres membres de sa famille, ou ses esclaves, de l'un ou l'autre sexe, si le prix de vente est inférieur à douze cent mille [cauris] s'il s'agit d'une femme, ou à quatorze cent mille s'il s'agit d'un homme, l'acquéreur devra employer ces gens avec mesure ; s'ils commettent quelque faute, il pourra les châtier raisonnablement ; il ne devra pas les opprimer, enchaîner, mettre aux fers ou à la cangue, ni les frapper, ni les emprisonner, ni leur infliger des punitions cruelles ; si l'esclave, [à la suite de châtiments excessifs], se trouve blessé, mutilé, privé d'un œil, etc., le maître devra être considéré comme ayant agi injustement, il sera passible d'une amende, partie pour l'homme libre, partie pour l'esclave ; il ne sera fait remise que de la part de l'amende afférente à la condition d'esclave ; pour la part afférente à la condition d'homme libre, elle sera payée par l'auteur des violences et ira moitié à la victime, moitié au trésor royal (1).

10.

ART. 8. — Quand un homme, réduit par le besoin à se vendre fiduciairement ou à vendre ses femmes,

(1) V. p. 168, n. 1.

ses enfants, ses petits-enfants, reçoit l'argent convenu de l'acquéreur, sans lui remettre de *kromathan*, et se met [lui-même ou met les personnes vendues] au service de l'acquéreur, si, malgré les instances de celui-ci, il demande délai sur délai et s'obstine à ne pas lui remettre un *kromathan*, après un laps de 9, 10 mois, un an, [les personnes vendues] tomberont au pouvoir du maître, comme si elles avaient été achetées à bord d'une jonque. S'il vient à naître des enfants, de l'un ou l'autre sexe, le maître aura sur eux le même pouvoir que sur des enfants d'esclaves, parce que le vendeur a voulu se jouer de l'acheteur.

11.

ART. 9. — Quand un homme est réduit par la misère à vendre fiduciairement ses enfants, ses femmes, ou d'autres membres de sa famille, ses petits-enfants ou arrière-petits-enfants, ou d'autres personnes, esclaves ou libres, que celui avec lequel il traite offre de lui verser la somme convenue, mais que le vendeur remet à plus tard son paiement et l'engage à emmener les personnes vendues sans différer, et que celui qui doit les acheter accepte de les prendre à son service, si par la faute desdites personnes une chose lui appartenant est brisée, cassée ou perdue, un tel acquéreur, qui n'a pas encore versé la somme convenue au vendeur, a fait preuve de cupidité (1) en s'empressant

(1) Le législateur se sert ici du mot *mak* qui implique que l'acquéreur a exigé une chose qui ne lui était pas due. V. *infra*, n. sous l'article 47.

de tirer profit des personnes vendues ; si la chose a une valeur égale ou inférieure à cent mille [cauris], ces personnes n'en devront rien payer ; si la chose a une valeur supérieure à cent mille [cauris], les personnes vendues en paieront le tiers ; le propriétaire supportera la perte des deux autres tiers. — Quand le vendeur a reçu la somme convenue de l'acquéreur et qu'il lui a remis un *kromathan*, si, par la faute de l'esclave fiduciaire, une chose appartenant à l'acquéreur est cassée, brisée ou perdue, cet esclave devra dédommager l'acquéreur intégralement. — Quand l'acquéreur emploie de tels esclaves à prendre soin de ses bœufs, buffles, éléphants, chevaux ou autres animaux vivants, si ces esclaves ne les gardent pas, les laissent s'échapper et en occasionnent la perte, ils devront dédommager l'acquéreur intégralement. Si, en veillant sur les bœufs ou les buffles, ils sont assaillis par des malfaiteurs qui les maltraitent et les ligotent puis emmènent les bœufs, buffles, chevaux ou éléphants, ils n'encourront aucune responsabilité. Si les éléphants, chevaux, bœufs ou buffles sont trop nombreux pour que les esclaves puissent les surveiller et qu'ils viennent à disparaître pour une raison quelconque, il sera fait deux parts [du prix des animaux disparus], l'une sera à la charge des esclaves et l'autre sera supportée par le maître. Mais si des malfaiteurs, en recourant au brigandage ou à la violence, enlèvent les éléphants, chevaux, bœufs ou buffles, dans des endroits habités, ou dans des pâturages ou des champs, ou dans la brousse ou la forêt, pendant le jour ou pendant la nuit, et que l'examen de l'affaire établisse que les choses se sont passées ainsi, les esclaves n'en-

courront aucune responsabilité, parce qu'il était au-dessus de leurs forces de conserver la garde des bestiaux.

12.

ART. 10. — Quand un esclave fiduciaire est employé à prendre soin des éléphants, chevaux, bœufs ou buffles de son maître, si les animaux ainsi confiés à sa garde viennent à mourir, le maître ne pourra pas lui en réclamer le prix.

13.

ART. 11. — Quand un individu a vendu un membre de sa famille ou une personne quelconque et que l'acquéreur emploie la personne vendue à son service, si, dans les trois ans, la personne vendue se révèle un malfaiteur, et qu'elle soit reconnue coupable de s'être concertée avec des gens de sa bande pour piller la maison du maître et le massacrer [lui et les siens], causant ainsi des troubles dans le pays, celui qui répond des deniers devra payer le prix tout entier [de l'esclave] parce qu'il a trompé l'acquéreur en mettant un malfaiteur à son service. Si plus de trois ans se sont écoulés, la restitution du prix de l'esclave ne sera plus exigible, et la perte sera pour le maître.

14.

ART. 12. — Quand une personne a des esclaves, de l'un ou l'autre sexe, contre lesquels elle a de nombreuses créances à recouvrer ou des procès à intenter

pour diverses causes, si elle les vend avant d'avoir recouvré ses créances ou exercé ses actions, elle ne pourra plus réclamer le paiement desdites créances ni intenter aucune desdites actions.

15.

ART. 13. — Quand un individu a vendu à titre fiduciaire, et non définitivement, l'une de ses esclaves ou l'une de ses filles, si le maître contraint la personne vendue à prendre un époux quand elle ne le désire point, et que le fait soit attesté par des témoins dignes de foi, le prix de l'esclave sera réduit de moitié, l'acquéreur [n'en] recevra [que] la moitié, parce qu'il a poussé l'orgueil jusqu'à contraindre l'enfant, le petit-enfant ou l'esclave d'autrui à se marier contre son gré.

16.

ART. 14. — Quand un maître envoie un de ses esclaves à la guerre à sa place et que l'esclave s'est battu contre l'ennemi, le maître ne pourra plus lui réclamer son prix. Si l'esclave ne s'est pas battu contre l'ennemi et qu'il revienne sain et sauf, il sera fait deux parts de son prix, une part [seulement] sera attribuée au maître. S'il arrive que l'esclave meure au cours des opérations de guerre, le maître ne pourra pas réclamer au vendeur le montant de son prix, parce qu'il s'est fait remplacer par l'esclave.

17.

ART. 15. — Quand des individus, appartenant à un

groupe de la classe militaire ou civile, ont été réduits par l'infortune à se faire esclaves de telle ou telle personne dûment connue, si la guerre éclate et que ces sujets, que l'infortune a fait tomber dans la condition servile, soient levés par leurs chefs de groupe ou mandarins et envoyés à la guerre, et qu'ils meurent, soit en se battant contre l'ennemi, soit des suites de maladies contractées à la guerre, l'acheteur ne pourra pas réclamer au vendeur le montant de leur prix, parce que [c'est] le roi [qui] a envoyé ces esclaves à la guerre.

18.

ART. 16. — Quand un homme est réduit par la détresse à vendre fiduciairement, pour que leurs services tiennent lieu des intérêts des deniers qui lui sont versés, ses enfants, ses femmes, ses frères ou sœurs, ou d'autres membres de sa famille, ou des esclaves, de l'un ou l'autre sexe, si, après un grand laps de temps, une fois qu'on est arrivé à la saison du labourage ou de la moisson, les esclaves ou leur vendeur désirent reverser à l'acquéreur le montant de leur prix, il faudra considérer que si l'on travaille l'eau, c'est pour avoir du poisson, et que si l'on travaille la terre, c'est pour avoir du riz (1) ; le maître ne devra pas accepter son remboursement ; mais, aussitôt la saison passée, il devra recevoir l'argent qui lui est dû. Si des esclaves ou leur vendeur, durant la saison du labourage, saisissent un tribunal d'une action tendant au versement

(1) Probablement un dicton.

de l'argent [dû au maître], aucun juge, dans aucun tribunal, ne devra recevoir leur demande.

19.

ART. 17. — Quand un homme a vendu ses enfants, ses femmes ou des esclaves et que, avant que le *kromathan* ait été établi, les personnes vendues prennent la fuite, que l'acheteur se retourne contre le vendeur mais que celui-ci déclare que les fugitifs ont été vendus définitivement, que l'acheteur soutient au contraire qu'il s'agit d'une vente fiduciaire mais que le contrat n'a pas encore été dressé, s'il est reconnu que la vente était bien une vente fiduciaire mais que le *kromathan* n'avait pas encore été établi au moment où les personnes vendues ont pris la fuite, l'acheteur aura droit à la totalité du capital, mais il ne pourra pas obtenir les intérêts dus, quel qu'en soit le montant, parce qu'il n'a pas de *kromathan* ; il pourra réclamer ces intérêts aux esclaves [eux-mêmes] dès qu'il les aura retrouvés.

20.

ART. 18. — Quand des esclaves ou d'autres personnes, de l'un ou l'autre sexe, ont fait l'objet d'une vente fiduciaire, moyennant une certaine somme d'argent, que leur acheteur, éprouvé par l'infortune, les a revendus à un autre maître, puis, une fois les difficultés surmontées, les a rachetés et repris, puis, éprouvant de nouveaux embarras, est allé les revendre de nouveau, si le prix pour lequel il les a revendus est inférieur à celui qu'il avait lui-même payé à leur

premier maître, et qu'après un grand laps de temps, au cours duquel ces esclaves se sont mariés et ont eu des enfants, leur premier maître décède ou ne les reprenne pas, alors que le prix de la dernière vente est resté inférieur au prix que leur premier maître avait touché, ils ne seront plus tenus que de la moitié de leur prix [primitif] ; il leur sera fait remise de l'autre moitié en raison des services qu'ils ont rendus.

21.

ART. 19. — Quand une personne a vendu à titre fiduciaire des esclaves ou des hommes libres, ses enfants ou ses petits-enfants, pour deux, trois cent mille [cauris] ou pour toute autre somme, durant une période où le riz était rare et où le bétel coûtait cher, et que l'acheteur a assuré la subsistance des personnes vendues pendant cette période difficile, si, [dans la suite], le prix du riz ayant baissé, le vendeur désire rembourser à l'acheteur son argent, il devra lui verser le prix tout entier des esclaves. S'il s'agit d'une esclave, depuis longtemps chez l'acquéreur, et qu'elle y ait eu des enfants, la mère et les enfants seront sous le pouvoir de l'acquéreur, parce qu'il a assuré leur subsistance pendant la famine.

22.

ART. 20. — Quand des individus de l'un ou l'autre sexe se sont vendus pour que l'acquéreur emploie leurs services, que des enfants, garçons ou filles, ont suivi [chez l'acquéreur] leurs parents, leurs

frères ou sœurs, ou leurs oncles ou tantes, sans figurer nommément dans le contrat de vente, et que, dans la suite, ces enfants, devenus grands, désirent s'en aller, s'ils étaient âgés de 1, 2 mois, sept ans au plus [au moment où ils sont venus chez le maître], ce dernier aura droit au prix du lait, du riz et des aliments solides [qu'ils auront consommés] ; [en conséquence], le prix de ces enfants sera divisé en trois : un tiers représentera le prix du lait, les deux autres tiers le prix des aliments qu'ils auront consommés, et on attribuera ces parts au maître des parents esclaves, ainsi qu'il est juste (1). Si les enfants qui ont ainsi accompagné leurs parents, leurs frères ou sœurs, leurs oncles ou tantes, avaient dépassé l'âge de sept ans, on ne devra pas tenir compte du prix du riz [qu'ils auront absorbé], car ils ont déjà pu être employés par le maître à lui tendre le riz et l'eau. — Quand le maître, sans être dans l'embarras, n'a fait que céder aux instances de l'acquéreur en lui vendant l'une de ses esclaves, si, plus tard, il désire reprendre les enfants de cette esclave, devenus grands dans l'intervalle (2), il ne devra pas être tenu compte du prix du lait ou de la subsistance.

23.

ART. 21. — Quand des personnes, des éléphants,

(1) Le texte siamois n'est pas plus clair. Il est probable qu'il est fait allusion ici à des distinctions analogues à celles qu'on trouve dans l'article 109 des Lois diverses (*supra*, p. 73, n. 1).

(2) Il s'agit, comme au début de l'article, d'enfants nés avant la vente et que la mère avait emmenés chez son nouveau maître.

des chevaux, des bœufs, des buffles ou des choses, des vêtements, ont été vendus et que l'acquéreur a touché le prix avant d'avoir livré les personnes ou les choses vendues, s'il déclare artificieusement que ces personnes, éléphants, chevaux, bœufs, buffles ou vêtements ont disparu et qu'il offre de restituer le prix à l'acheteur, celui-ci aura droit à des dommages-intérêts au taux de 30 % par mois.

24.

ART. 22. — Quand un individu est réduit par la détresse à vendre un de ses enfants, une de ses femmes, un de ses frères ou une de ses sœurs, ou d'autres membres de sa famille, ou un de ses esclaves, de l'un ou l'autre sexe, ou ses éléphants, chevaux, bœufs, buffles, ou des choses quelconques, il devra livrer la chose vendue trois jours au plus après avoir touché le prix. S'il laisse passer ce délai sans livrer la chose à l'acquéreur, et qu'elle vienne à s'enfuir, à disparaître ou à périr, le vendeur devra restituer à l'acquéreur tout [l'argent] qu'il aura reçu de lui.

25.

ART. 23. — Quand un esclave fiduciaire est employé par son maître à faire du commerce, et que, le pied lui ayant manqué, il est tombé d'un arbre, ou que le bateau qui le transportait a coulé, qu'il a été malade, s'est cassé un bras ou une jambe, s'est crevé un œil et qu'il doit son salut à l'assistance de tierces personnes, si son maître le soigne et qu'après guérison,

l'esclave désire le quitter, le maître ne pourra réclamer aucune indemnité pour les soins qu'il lui aura donnés. Si l'esclave fiduciaire a perdu un bras ou une jambe, le montant de son prix sera réduit d'un tiers. S'il a perdu les deux bras, les deux jambes ou les deux yeux, rien ne devra plus être réclaté de son prix. S'il a perdu un œil seulement, son prix sera réduit des deux tiers, parce que l'acquéreur a détérioré l'homme d'autrui. — Si les parents, les frères ou sœurs ou les grands-parents de l'esclave fiduciaire viennent le chercher et le soignent chez eux et qu'il se rétablisse, son prix sera réduit des deux tiers, parce que l'acquéreur ne lui a pas donné de soins. S'il est resté dans la maison de l'acquéreur et qu'il y décède, rien ne pourra être réclaté de son prix. S'il tombe à la mer et qu'il se fût noyé s'il n'avait été sauvé par l'intervention d'un tiers, il devra être racheté pour une somme égale à son prix. S'il n'était pas en danger de mort et qu'un tiers l'ait aidé à se tirer d'affaire, la moitié du prix sera attribuée à la personne qui l'aura aidé à se sauver.

26.

ART. 24. — Quand un individu est réduit par la détresse à vendre fiduciairement un de ses enfants, une de ses femmes ou un autre membre de sa famille pour que ses services tiennent lieu d'intérêts, si, après avoir longtemps servi le maître, cet esclave tombe malade, l'acheteur devra en aviser le vendeur. S'il n'avise pas le vendeur, mais qu'il prenne soin de l'esclave, le prix de ce dernier, en cas de décès sur-

venu dans la maison du maître, sera réduit des deux tiers et le tiers restant sera attribué à l'acquéreur. Si le vendeur est avisé, et que les père et mère ou d'autres parents de l'esclave malade viennent prendre soin de lui, son prix, en cas de décès, sera réduit de moitié, et la moitié restante sera attribuée à l'acquéreur. Si le vendeur, avisé, ne vient pas soigner l'esclave, mais que l'acheteur prenne soin de lui, le prix de l'esclave, en cas de décès, sera réduit d'un tiers, et les deux tiers restants seront attribués au vendeur (1). Si le vendeur, avisé par l'acquéreur, vient soigner l'esclave, le prix de ce dernier, en cas de décès, sera réduit des deux tiers et le tiers restant sera attribué à l'acquéreur. Si le vendeur était disposé à venir soigner l'esclave, mais que l'acheteur s'y soit opposé, ce dernier, en cas de décès, ne pourra rien réclamer au vendeur du prix de l'esclave décédé. S'il s'agit d'un esclave qui paie des intérêts, s'il tombe malade chez son vendeur ou chez ses père et mère ou chez d'autres parents, et qu'il y décède, son prix sera réduit d'un tiers et les deux autres tiers seront attribués à l'acquéreur. S'il prend la fuite et meurt, son vendeur sera tenu de tout le capital du prix ; quant aux dommages-intérêts (2), ils ne seront pas exigibles.

27.

ART. 25. — Quand un sujet du royaume est réduit

(1) Erreur du copiste pour : « à l'acheteur ». Les éditions imprimées portent : « ...les deux tiers restants seront payés par le vendeur ».

(2) C'est-à-dire les intérêts du prix. V. p. 186, n. 2.

par l'infortune à vendre fiduciairement un de ses enfants ou petits-enfants, un de ses frères ou une de ses sœurs, ou un enfant de sa femme, ou un de ses esclaves, de l'un ou l'autre sexe, pour servir l'acquéreur, si cet esclave vient à être atteint de la variole (1), l'acquéreur devra en aviser le vendeur. Si le vendeur est venu soigner l'esclave dans la maison du maître, et que celui-ci n'ait pas soigné le malade, en cas de décès de l'esclave survenu chez son maître, ce dernier ne pourra pas réclamer au vendeur le prix de l'esclave mort de la variole, parce qu'il a abandonné l'esclave à son sort ; la mort de l'esclave sera supportée par l'acquéreur, parce qu'il a méprisé un sujet du roi. Si l'acquéreur a avisé le vendeur de l'état de l'esclave et qu'ils l'aient tous les deux soigné dans la maison de l'acquéreur, le prix de l'esclave, en cas de décès, sera réduit des deux tiers, et le tiers restant sera attribué à l'acquéreur. Si le vendeur a bien été avisé par l'acquéreur de l'état de l'esclave, mais que, par suite de quelque infortune ou de quelque maladie, il n'ait pas pu prendre soin du malade, mais qu'il soit allé le voir, et que l'acquéreur ait soigné l'esclave, le prix de ce dernier, en cas de décès, sera réduit de moitié et l'autre moitié sera attribuée à l'acquéreur. Si le vendeur a été avisé par l'acquéreur et que, bien qu'il n'eût aucun empêchement, il ait abandonné l'esclave sans lui donner aucun soin, mais si, de son côté, l'acquéreur a soigné l'esclave, en cas de décès de ce dernier, il faudra décider qu'un tel vendeur a méprisé

(1) Litt. : « exsude du venin ». V. p. 155, n. 1.

un sujet du royaume ; le prix de l'esclave sera réduit d'un tiers ; le vendeur devra payer les deux autres tiers. Au cas où le vendeur n'a pris aucun soin de l'esclave, si celui-ci échappe à la mort et se rétablit, il passera sous le pouvoir de l'acquéreur, quel que soit son prix ; si le vendeur désire le racheter et le reprendre auprès de lui, le maître devra refuser. — D'autre part, si le vendeur emmène l'esclave et le soigne chez lui, et si l'acquéreur va le soigner également, le prix de l'esclave, en cas de décès, sera réduit des trois cinquièmes ; les deux autres cinquièmes seront attribués à l'acquéreur. Si l'acquéreur n'a pas été soigner l'esclave, mais qu'il soit allé le voir, le prix de l'esclave, en cas de décès, sera réduit des quatre cinquièmes ; le cinquième restant sera attribué à l'acquéreur. Si l'acquéreur n'a pas été voir l'esclave, ne l'a pas soigné, ne lui a pas apporté des médicaments, des bananes, de la canne à sucre, mais que le vendeur ait pris soin de lui, en cas de décès, l'acquéreur ne pourra rien réclamer du prix de l'esclave décédé, parce que cet acquéreur l'a abandonné à son sort et a méprisé un sujet du roi. Si le vendeur réussit, grâce à ses soins, à guérir l'esclave, après trois mois écoulés, il ne pourra lui être réclamé aucuns dommages-intérêts (1) ; l'esclave sera [simplement] renvoyé à son maître, conformément à la coutume du pays ; l'acquéreur n'aura droit qu'aux neuf dixièmes du prix ; il sera fait remise du dixième restant au profit du vendeur, en raison des soins donnés à l'esclave.

(1) Pour « intérêts », comme à l'article précédent.

28.

ART. 26. — Quand un individu est réduit par le besoin à vendre fiduciairement un de ses enfants ou un de ses petits-enfants, pour que ses services tiennent lieu d'intérêts, et que l'acquéreur et maître de l'esclave, obligé [de se déplacer] pour une affaire, emmène l'esclave comme compagnon de route, si cet esclave est tué par des bandits ou dévoré par des tigres, des crocodiles ou d'autres bêtes féroces, comme il est esclave et que son maître l'a emmené, son prix ne pourra pas être réclamé au vendeur, parce qu'[il est mort] en accompagnant son maître. Au cas où des bandits attaqueraient le maître et où l'esclave viendrait à son aide, si le maître échappe à la mort, mais que l'esclave meure en le défendant, le maître perdra son droit au prix, parce que l'esclave est mort à sa place. Si l'esclave, en défendant son maître, ne meurt pas, mais qu'il soit blessé, il sera fait une réduction des deux tiers de son prix et le maître n'aura droit qu'au tiers restant.

29.

ART. 27. — Quand une personne a vendu à titre fiduciaire un de ses enfants, ou un de ses petits-enfants, ou un de ses frères ou une de ses sœurs, pour que ses services tiennent lieu d'intérêts, et qu'après un grand laps de temps, le maître permet à cet esclave de louer ses services ou loue lui-même les services de l'esclave, en vue d'en toucher le prix, si des bandits attaquent, dépouillent, frappent et tuent l'esclave

ainsi loué, le maître n'aura pas droit au prix de l'esclave dont il a loué les services ; il ne pourra réclamer que le prix des services loués. Quand l'esclave n'a pas été autorisé par son maître à louer ses services, et qu'il les a loués de sa propre autorité, ou qu'ils ont été loués par ses parents ou son vendeur, à l'insu du maître, s'il vient à être tué par des bandits, son prix tout entier sera réclaté au vendeur, parce que le maître n'a pas autorisé l'esclave à louer ses services ou que cet esclave a été loué à son insu ; quant à la personne qui a loué l'esclave, elle devra payer le prix des services aux parents de l'esclave pour qu'ils fassent des actions méritoires au bénéfice du défunt. Quand un individu a loué directement les services de l'esclave, sans s'adresser au maître et à l'insu des parents de l'esclave et du vendeur, si cet esclave vient à être tué par des bandits ou dévoré par des tigres, des crocodiles ou d'autres bêtes, ou à mourir de quelque maladie, l'employeur devra payer son prix tout entier.

30.

ART. 28. — Quand un individu a vendu fiduciairement un de ses enfants ou esclaves et que, dans la suite, la personne qui a fait l'objet de la vente fiduciaire s'enfuit et vient retrouver celui qui l'a vendue, si le maître va s'enquérir auprès de son vendeur et que celui-ci lui cache le retour de l'esclave, au cas où, dans la suite, le maître découvrirait le fugitif dans la maison du vendeur, ce dernier sera tenu coupable d'avoir caché l'esclave d'autrui, causant ainsi un dommage au maître ; on déduira [du temps qu'il a

gardé l'esclave] trois jours [s'il habite] dans la ville, et cinq jours [s'il habite] en dehors de la ville ; pour le surplus, il sera passible d'une amende de 11.000 [cauris] par jour ; après un mois, l'amende sera égale à la totalité du prix de l'esclave (1).

31.

ART. 29. — Quand un homme est réduit par la misère à vendre sa femme à titre fiduciaire pour que ses services tiennent lieu d'intérêts, s'il ne va pas la voir, ne la rachète pas, la délaisse longtemps, passé le délai d'un an, il ne pourra plus la considérer comme sa femme ; si quelqu'un la rachète et la prend pour femme, si elle a un amant ou un [nouveau] mari, il n'y aura pas lieu aux peines [de l'adultère].

32.

ART. 30. — Quand un individu est réduit par la pauvreté à se vendre fiduciairement et qu'il n'a ni répondant ni caution, si l'acquéreur lui fait confiance et l'achète comme esclave, en cas de fuite, le maître ne pourra rien réclamer aux frères ou sœurs ou autres membres de la famille du fugitif dont les noms ne figurent pas dans le *kromathan*. Et pourquoi en est-il ainsi ? Parce que les membres de la famille de cet esclave ne se sont pas portés cautions pour lui.

(1) Cf. art. 3 de la Loi sur le rapt.

33.

ART. 31. — Quand un propriétaire d'esclaves, de l'un ou l'autre sexe, vend fiduciairement l'un d'entre eux et s'engage par écrit à rembourser le prix de l'esclave à une date fixée, et qu'une fois l'échéance arrivée, il apporte le montant du prix au nouveau maître, mais que celui-ci remet à plus tard son paiement, déclarant que, par compassion pour l'esclave, il désire le garder encore quelque temps auprès de lui, si, sur ces entrefaites, l'esclave prend la fuite, l'ancien maître devra aider à la recherche du fugitif et faire son possible pour le restituer au nouveau maître ; si, après enquête, il est reconnu qu'il n'a pas pu le retrouver, le nouveau maître ne pourra pas tenir l'ancien pour coupable.

34.

ART. 32. — Quand un individu a vendu fiduciairement un de ses enfants, une de ses femmes ou un de ses esclaves pour servir l'acquéreur, et que, dans la suite, cet esclave est un sujet de trouble, qu'il vole son maître et prend la fuite, si le vendeur ne peut pas retrouver l'esclave et le restituer à l'acquéreur, il sera tenu de la totalité du capital et des dommages-intérêts (1). Si l'esclave est retrouvé, et qu'après examen de l'affaire, il soit reconnu coupable d'avoir volé son maître, il devra payer la valeur de l'objet volé en entier et recevra vingt coups de fouet.

(1) C'est-à-dire des intérêts. V. p. 186, n. 2.

35.

ART. 33. — Quand le maître d'un esclave fiduciaire réclame son prix au vendeur, que le vendeur, tombé dans la misère, déclare n'avoir pas l'argent nécessaire pour s'acquitter, et qu'il demande à se porter caution pour l'esclave fiduciaire dont les services tenaient lieu d'intérêts, et à l'emmener pour le vendre afin de payer le maître avec l'argent [qu'il touchera de la vente], si, avant que la vente ait eu lieu, l'esclave prend la fuite ou meurt, l'affaire sera réglée conformément aux décisions du roi concernant la fuite ou le décès des esclaves.

Telles sont les règles concernant les esclaves qui ont fait l'objet d'une vente fiduciaire, soit 33 articles.

36.

ARTICLE PREMIER. — Quand un sujet de la classe civile ou militaire a vendu fiduciairement une personne, ou qu'il a emprunté de l'argent et mis un de ses esclaves à la disposition du créancier pour que ses services tiennent lieu des intérêts de la somme reçue, puis qu'il a préféré payer les intérêts et reprendre l'esclave à son service dans sa demeure, puis que, ne pouvant pas payer les intérêts, il a remis de nouveau cet esclave au bailleur de fonds pour qu'il le reprenne à son service, si, par la faute de cet esclave, une chose appartenant à son maître vient à être brisée ou perdue, il devra en payer la valeur au propriétaire. Lorsque le

préjudice causé est important et que l'esclave n'a pas de biens pour s'acquitter, s'il vaut plus que son prix, il sera vendu sur le marché pour tout ce qu'il vaut et le produit de la vente sera attribué au maître [qui l'employait]. Quand le prix de l'esclave vendu atteint [déjà] le prix [qu'il vaut], si son vendeur, par compassion ou affection pour lui, désire le racheter et le reprendre, il devra payer au maître la moitié de la valeur de la chose brisée ou perdue par la faute de l'esclave. Au cas où l'esclave n'est pas racheté par le vendeur et où il est mis en vente pour tout ce qu'il vaut, s'il ne se présente personne pour le racheter, la perte sera supportée par le maître.

37.

ART. 2. — Quand un homme est réduit par le besoin à vendre sa femme à titre fiduciaire, pour une certaine somme, et qu'il s'engage à payer les intérêts suivant la coutume, si, dans la suite, cet homme vient à mourir et que la personne vendue reste seule, les intérêts n'en seront en rien affectés et l'acquéreur aura droit à la totalité du capital et des intérêts qui lui seront dus.

38 (1).

ART. 3. — Quand des enfants, des femmes, des esclaves de l'un ou l'autre sexe, ont été vendus [par plusieurs personnes à la fois] et qu'ils n'ont pas

(1) Texte d'une interprétation difficile. Notre traduction s'accorde avec les deux versions anglaises mentionnées plus haut.

été livrés à l'acheteur, mais qu'ils ont été gardés par leurs vendeurs, lesquels se sont engagés à payer les intérêts, en cas de fuite des personnes vendues, si plusieurs des vendeurs fiduciaires sont décédés, les survivants seront seuls tenus ; le capital et les dommages-intérêts (1) seront divisés en quatre parts ; il en sera alloué trois à l'acquéreur et il sera fait remise du quart restant par compassion pour les vendeurs.

39.

ART. 4. — Au cas où une personne, qui a fait l'objet d'une vente, soit fiduciaire, soit pure et simple, suivant les indications du *kromathan*, n'a pas été livrée à l'acheteur, soit que le vendeur l'ait gardée auprès de lui en s'engageant à payer les intérêts [de son prix], soit qu'après l'avoir livrée, il soit venu louer ses services, lorsque le vendeur continue à retenir l'esclave sans le livrer, malgré les réclamations de l'acquéreur, et qu'il ne paie pas les intérêts ou le prix des services loués, si [plus tard] il informe [l'acquéreur] que l'esclave s'est enfui ou qu'il est décédé, l'acquéreur sera admis à réclamer la totalité du capital et des dommages-intérêts (2) ou du prix des services à celui qui a retenu l'esclave.

40.

ART. 5. — Quand l'esclave d'un riche marchand (3),

(1) Pour « intérêts », v. p. 186, n. 2.

(2) Pour « intérêts », comme plus haut.

(3) *Çresthi*. V. sur ce mot les observations de M. G. Cœdès, .

d'un *phajari* (1) ou d'un Chinois, qui a coutume d'aller par eau et par terre, pour vendre et acheter des marchandises, [pratiquant son commerce], soit dans une jonque sur l'eau ou aux débarcadères, soit dans un chariot traîné par des bœufs ou des buffles, soit dans les marchés, se voit confier pour la vente des vêtements, des pièces de soie, des pierres précieuses, des bijoux, et qu'il s'agit d'un esclave qui s'est engagé à payer des intérêts à son maître et qui les lui a payés [jusque-là], s'il emporte les marchandises d'autrui et prend la fuite, le propriétaire de ces objets ne pourra pas en réclamer [la valeur] au maître de l'esclave, et le maître ne pourra pas réclamer [le prix de] son esclave à celui qui lui a remis des marchandises ; tous les deux devront supporter leur perte et joindre leurs efforts pour recouvrer le fugitif.

41.

ART. 6. — Quand un individu a été réduit par la détresse et la misère à vendre fiduciairement un membre de sa famille, un de ses enfants ou petits-enfants, ou à se vendre lui-même, quand la vente a été constatée par un *kromathan* revêtu de la marque des intéressés, portant que les services de la personne vendue tiendraient lieu des intérêts, quand l'acqué-

L'inscription de Nagara Jum (Journal of the Siam Society, XII, part 3) et Etudes cambodgiennes XIII (B.E.F.E.O., XVIII, 9).

(1) J'ignore le sens de ce terme qu'on retrouve dans certains ouvrages anciens, notamment l'*Histoire des brahmanes de Ligor* que vient de publier la Bibliothèque Nationale Vajiranana. Il s'agit évidemment d'une classe de personnes.

reur n'a pas fait travailler cette personne chez lui, qu'il a consenti qu'elle paie des intérêts et qu'elle aille demeurer ailleurs, dans un pays éloigné [de celui où il habite], lorsque la personne ainsi vendue a fait un emprunt dans le pays où elle est allée se fixer et que celui qui a consenti l'emprunt ignorait que son emprunteur fût l'esclave d'autrui, si, plus tard, au moment où ce créancier réclame son remboursement, l'emprunteur refuse de s'acquitter, déclarant être l'esclave d'autrui, ou qu'il soit réclamé en justice par un tiers qui prétend que l'emprunteur poursuivi est un de ses esclaves qu'il a autorisé à payer les intérêts de son prix et qui a pris la fuite, et si, après examen, il est reconnu que l'emprunteur poursuivi est bien l'esclave d'autrui [et qu'il vit éloigné] depuis un grand laps de temps, il faudra décider que l'acquéreur a eu tort de laisser son esclave faire des dettes loin de chez lui ; l'esclave recevra trente coups de fouet ; quant au montant de l'emprunt, il en sera fait deux parts ; une part devra être payée par le maître de l'esclave, parce qu'il l'a laissé faire des dettes loin de chez lui ; l'autre part sera perdue pour le créancier qui a consenti l'emprunt.

Telles sont les règles concernant les esclaves qui ont fait l'objet d'une vente avec promesse de payer des intérêts, soit 6 articles.

42.

ARTICLE PREMIER. — Quand un esclave a fait l'objet d'une vente fiduciaire moyennant un prix de 12 cent

mille [cauris] s'il s'agit d'une femme, ou de 14 cent mille s'il s'agit d'un homme, cette somme pourra être réclamée au vendeur en cas de fuite ou de décès de l'esclave. Quand le prix de l'esclave vendu dépasse 12 ou 14 cent mille, suivant le sexe, si son maître le frappe et lui fait quelque mal que ce soit, il n'encourra aucune peine, parce que le prix de l'esclave est supérieur au tarif fixé par les décisions royales ; l'esclave est sous le pouvoir du maître.

43.

ART. 2. — Quand un esclave ou un enfant qui a été vendu définitivement [par son maître ou ses parents] s'enfuit et revient chez celui qui l'a vendu, si ce dernier garde le fugitif 2, 3 jours sans informer l'acquéreur, celui-ci, quand il découvrira le fugitif, aura droit à une indemnité de 11.000 cauris par jour ; si deux ou trois ans se sont écoulés, il aura droit à une somme égale au prix de l'esclave tout entier.

44.

ART. 3. — Quand un sujet du royaume est réduit par la pauvreté à vendre définitivement l'un des siens, si, dans le délai d'un mois, la personne vendue s'enfuit, le vendeur devra rembourser à l'acheteur tout le montant de son prix. Si la personne vendue s'enfuit et disparaît plus d'un mois après la vente, le maître qui l'a achetée devra supporter la perte. D'autre part, si, dans le délai d'un mois, la personne vendue tombe gravement malade, est atteinte de troubles mentaux

ou d'une maladie quelconque, elle sera restituée au vendeur qui devra rembourser le prix à l'acheteur. Si plus d'un mois s'est écoulé quand la personne vendue tombe malade, la perte sera pour l'acheteur, il ne pourra rien réclamer au vendeur. Après le délai d'un mois, la vente est définitive. Si l'esclave est revendiqué par un tiers comme étant de ses gens ou comme étant son esclave, l'acheteur poursuivra son remboursement contre son vendeur.

45.

ART. 4. — Quand un individu, après avoir vendu un de ses enfants définitivement, le reprend en le volant à l'acheteur, il sera passible de l'amende du vol, parce qu'il a vendu son enfant définitivement, puis l'a repris par vol, créant ainsi des difficultés à l'acheteur.

46.

ART. 5. — Quand un sujet du royaume a vendu fiduciairement une de ses filles, une de ses petites-filles, une de ses sœurs, ou toute autre femme, si l'acheteur revend définitivement l'esclave fiduciaire à un tiers, [alors même] qu'un grand laps de temps se serait écoulé, au cours duquel cette esclave aurait eu un, deux enfants là où elle a été vendue définitivement, les parents ou le maître qui l'ont vendue à titre fiduciaire [pourront toujours] restituer le montant du prix à l'acheteur ; le juge prescrira [alors] à celui qui a acheté l'esclave définitivement de la restituer, ainsi que ses enfants et petits-enfants, à ses parents ou à

son premier maître ; et l'acheteur qui l'avait vendue définitivement devra rembourser le prix à celui qui la lui avait achetée, parce que celui qui achète un esclave à titre fiduciaire n'a pas le droit de le vendre définitivement.

Telles sont les règles concernant les esclaves qui ont fait l'objet d'une vente définitive, soit 5 articles.

47.

ARTICLE PREMIER. — En cas d'emprunt ou de vente d'esclave, quand la somme prêtée ou versée à titre de prix n'a pas été remboursée, si [l'emprunteur ou le vendeur] conteste [sa dette] et qu'après examen de l'affaire, il soit reconnu qu'il n'a pas encore effectué le remboursement, il sera coupable de détournement du bien d'autrui (1) et passible d'une amende égale au double de la somme en litige. Si l'examen de l'affaire établit [au contraire] qu'il a versé à son bailleur de fonds le montant de l'emprunt ou du prix qui lui est réclamé, le créancier ou l'acquéreur devra lui payer une somme égale à celle qu'il réclame par simple cupidité (2).

(1) *Pra:bat sin thàn*, expression technique très usitée, qui désigne tout acte par lequel le débiteur cherche à frustrer le créancier du paiement de ce qu'il lui doit. Ce délit entraîne presque toujours l'amende du double.

(2) *Mak dai*, autre expression technique qui fait pendant à la première, délit consistant pour le créancier à exiger plus que son dû. La sanction généralement prévue est l'amende du simple ou une réduction de la créance véritable égale au montant de la somme réclamée à tort.

48.

ART. 2. — Quand une personne, poursuivie en remboursement d'un emprunt ou du prix d'un esclave qu'elle a vendu, prétend qu'elle en a effectué le remboursement, mais que le créancier ou l'acquéreur ne lui a pas rendu le *kromathan*, qu'il a remis la main sur l'esclave ou sur [elle] son débiteur, l'a employé à son service, l'a mis aux fers ou battu, si l'examen de l'affaire établit que le créancier a bien reçu de l'esclave ou du débiteur la somme qui lui était due et qu'il ne lui a pas rendu le *kromathan*, ce créancier sera passible d'une amende égale à la somme qu'il a la cupidité de réclamer de nouveau (1). S'il a mis aux fers ou frappé [le débiteur ou l'esclave qui l'avait remboursé], il sera puni, en outre, de l'amende prévue pour ces délits. [Au contraire], si la somme prêtée ou le prix de vente n'a pas encore été remboursé au créancier, le débiteur sera coupable de détournement du bien d'autrui (2) et passible d'une amende égale au double de la somme en litige.

49.

ART. 3. — Quand [dans une même famille] l'épouse première, l'épouse intermédiaire et l'épouse dernière (3) se sont vendues l'une à l'autre et qu'un écrit

(1) V. n. ci-dessus.

(2) V. n. ci-dessus.

(3) Allusion aux différentes classes d'épousés. Cet article

a été dressé en due forme, si la débitrice paie sa dette sans difficulté, quel que soit le montant du capital et des intérêts dus, elle sera tenue du capital tout entier, mais il lui sera fait remise des intérêts parce que [créancière et débitrice] ont le même mari.

50.

ART. 4. — Quand un sujet du royaume, qui a peu de fortune, rachète un esclave, mais n'a pas les moyens de payer le prix en entier et que le vendeur lui permet néanmoins d'emmener l'esclave, si ce dernier prend la fuite et retourne chez le vendeur, celui-ci devra restituer à l'acheteur la somme versée, parce que le prix de l'esclave n'a pas été payé en totalité. Si l'esclave s'échappe, s'enfuit et meurt ailleurs [que chez le vendeur], [vendeur et acheteur] devront supporter respectivement leur perte, l'un ne pourra pas exiger de l'autre la somme qui lui restera due.

51.

ART. 5. — Quand un individu est esclave pour un prix peu élevé et que son maître, après l'avoir longtemps employé à son service, tombe dans la pauvreté et va le vendre à un tiers, moyennant un prix élevé,

reproduit presque textuellement le début de l'article 6 de la Loi sur le prêt, qui continue : « ...Si [elle paie] avec difficulté, elle sera tenue du tiers des intérêts dus. Si elle conteste l'écrit qui a été dressé, et qu'après examen, il soit reconnu [que sa contestation est injustifiée], elle sera tenue des deux tiers des intérêts dus, parce qu'elle a voulu détourner le bien d'autrui ».

si, dans la suite, cet esclave ne se plaît pas [avec son nouveau maître] et qu'il désire rembourser son prix, il ne sera tenu de payer que son prix primitif ; le complément devra être réclamé par le nouveau maître à l'ancien. Lorsque le prix de l'esclave est élevé et que son maître le vend à un tiers pour un prix peu élevé, si, dans la suite, cet esclave ne se plaît pas avec son nouveau maître et désire rembourser son prix, il devra en verser le montant à son ancien maître, lequel paiera à son tour le nouveau, et les deux maîtres devront restituer les *kromathan* à l'esclave.

52.

ART. 6. — Quand une personne a intenté un procès en vue du recouvrement du prix d'un de ses esclaves et des autres sommes qui lui sont dues, et que le juge a prescrit le paiement, mais que personne ne s'est présenté pour racheter l'esclave, lequel est demeuré longtemps entre les mains du juge, si, après trois mois écoulés, un tiers se présente pour racheter l'esclave et le libère des mains du juge, ce sera comme si l'esclave était acquis à bord d'une jonque ; même si c'est une femme mariée et mère, elle passera sous le pouvoir de l'acquéreur ; personne ne pourra plus soutenir que cet esclave est son débiteur, parce que l'acheteur l'a acquis des mains du juge.

53.

ART. 7. — Si le maître est irrité contre un esclave fiduciaire, il peut le frapper, mais pas au point de

le rendre infirme. S'il le bat jusqu'à occasionner une mutilation ou une infirmité permanente, le prix moyennant lequel cet esclave a été acheté sera divisé en trois ; on en retranchera les deux tiers, un tiers seulement en devra être restitué à l'acheteur. Si l'esclave meurt des coups qu'il a reçus, les parties seront quitte à quitte (1).

54.

ART. 8. — Quand un individu a été vendu à titre fiduciaire à deux ou trois endroits et qu'il est revendiqué par son véritable propriétaire, chaque acheteur poursuivra la restitution de ses deniers contre son vendeur dans l'ordre des ventes.

Salut ! En 1387 (2), année du Porc, le cinquième jour du mois de Magha, un dimanche, S. M. Ramadhi-

(1) Litt. : « que la même chose retombe sur lui ». Les deux traducteurs anglais comprennent que l'acquéreur subira la peine du talion. La formule dont se sert ici le législateur accompagne, en effet, généralement, aujourd'hui encore, les sentences capitales et est même prise, dans le langage courant, pour une expression équivalente à « être condamné à mort ». C'est bien le sens qu'elle a le plus souvent dans nos textes (art. 104, *infra*, art. 6 de la Loi sur le rapt, par exemple). Mais le contexte conduit ici à appliquer cette formule dans les rapports entre l'acquéreur et le vendeur et à lui rendre le sens vague, qu'elle n'a du reste pas tout à fait perdu, d'un simple rétablissement d'équilibre entre les parties. Nous comprenons donc que l'acquéreur perdra son prix, comme le vendeur a perdu son esclave. L'acquéreur coupable d'avoir tué l'esclave fiduciaire est d'ailleurs soumis à des sanctions pénales qui sont les mêmes que pour le meurtre d'un homme libre, mais qui ne paraissent pas impliquer nécessairement la peine de mort (cf. art. 8).

(2) Le manuscrit sur olles signalé plus haut, de même que les éditions imprimées, porte la date de 1378.

patiṅripāmacākṛavartirajatejojayabrahmadevātidevatribhuvanadhiṭṭeṇa paramapavitra donna force de loi aux prescriptions suivantes et ordonna de les porter à la connaissance des princes, des membres de la famille royale, des grands conseillers de l'armée et des hauts mandarins dans tous les services qui se trouvent dans la capitale Āyuddhyamahatīlakabhavanavāratanaṇṇarajadhānipurīrāma.

Si un sujet du royaume, un esclave ou un homme libre qui s'était enfui de chez son maître ou seigneur, vient à être découvert, le maître ou seigneur ne devra en aucun cas s'emparer de la personne du fugitif et le ramener de force avec lui ; il devra consigner son sujet ou esclave entre les mains de celui qui le détient. Si celui qui détient le fugitif ne sait pas où [ce dernier] réside, il faudra s'adresser au mandarin du lieu et aviser le *Phra:suratvadi* et le [juge] *Phēng* (1) pour qu'ils instruisent l'affaire, conformément à la procédure suivie en pareil cas. — D'autre part, si l'homme s'est enfui depuis longtemps et que son seigneur ou maître le découvre dans quelque maison ou propriété habitée, il devra le consigner entre les mains du propriétaire ; si celui-ci refuse de prendre à sa charge la consignation du fugitif, [le seigneur ou maître] avisera le [chef de] dix (2) ou de cent, entre

(1) *Phra:suratvadi*, ou *sassadi* (le *Oc-Prà-Sassadi* de La Loubère, *op. cit.*, I, p. 324), fonctionnaire préposé à la tenue des rôles. — *Phēng*, magistrat de l'ordre judiciaire dont le rôle principal, d'après La Loubère (I, p. 331 et II, p. 59), est de « lire tout haut l'article de la Loi, qui regarde le procès ». Cf. Pallegoix, *op. cit.*, I, p. 358 — Bowring, *op. cit.*, I, p. 175.

(2) D'après la Loubère (I, p. 152 et 304), le chef de dix est le titre porté par celui qui monte un éléphant sur la croupe.

les mains duquel le fugitif sera consigné et par les soins duquel il sera amené devant le juge ; une assignation sera envoyée au mandarin pour qu'il défende dans l'affaire, conformément à la procédure d'usage. Si le fugitif est découvert dans un marché, il devra être consigné au maître de ce marché ; une requête sera présentée au service compétent qui procédera aux assignations et convocations nécessaires pour l'examen de l'affaire. Si le fugitif est découvert sur un chemin ou sur une route, dans un endroit où il n'y ait personne qui puisse le recevoir en consignment, il sera envoyé au juge ; le *jukra:bat* (1) prendra note de ses déclarations ; si l'homme persiste à se reconnaître l'esclave ou le sujet d'une [autre] personne [que le revendiquant], l'affaire sera poursuivie en conséquence ; quant au fugitif, il sera tenu solidement dans les fers ; passé trois jours, on enverra en toute diligence une assignation au mandarin pour qu'il défende dans l'affaire ; si, après sept jours, le mandarin n'est pas venu présenter ses conclusions, le juge consignera provisoirement l'homme à la garde de son [prétendu] premier seigneur ou maître et, à l'arrivée du mandarin, l'affaire sera reprise conformément aux décisions du roi. Si l'homme [qui s'est enfui] s'échappe [de nouveau] et vient de lui-même retrouver son seigneur ou maître, il devra être envoyé au juge ; le *jukra:bat* prendra note de ses déclara-

(1) D'après La Loubère (*op. cit.*, I, p. 323), « *Oc-Prà-Jockebat* est une espèce de Procureur du Roy, et sa fonction est d'être un espion exact du Gouverneur ». — Cf. Pallegoix, *op. cit.*, I, p. 358 et Bowring, *op. cit.*, I, p. 174.

tions ; si le fugitif reconnaît qu'il est bien le sujet ou l'esclave [de celui chez qui il est revenu], on enverra un courrier porter un avis là où l'homme se trouvait [avant sa fuite], et l'affaire suivra son cours ; quant au fugitif, il sera gardé par les soins du juge ; si, après sept jours, l'autre partie ne défend pas dans l'affaire, le juge consignera l'homme provisoirement au maître ou seigneur [chez qui il est revenu], et, à l'arrivée de l'autre partie, l'affaire sera reprise, conformément à la procédure du pays.

55.

ARTICLE PREMIER. — Quand un esclave, de l'un ou l'autre sexe, après avoir longtemps servi son maître, a pris la fuite et qu'il est allé se fixer sur la terre ou dans la maison d'une autre personne, si le maître, parti à la recherche du fugitif, le découvre et qu'il veuille le ramener, mais que le propriétaire de la terre ou de la maison ne le lui permette pas, ce dernier deviendra responsable de l'esclave.

56.

ART. 2. — Quand un esclave, de l'un ou l'autre sexe, après avoir longtemps servi son maître, a pris la fuite et qu'un tiers l'a rencontré en cours de route, qu'il a causé avec l'esclave ou que l'esclave a pris la fuite devant lui, si ce tiers ignorait que l'esclave se fût enfui de chez son maître, ce dernier, au cas où il [les] aurait rencontrés [ensemble], ne pourra réclamer aucune peine contre le tiers qui a voyagé avec son esclave, parce que l'esclave a [seulement] fait route

avec lui. Si ce voyageur savait que l'esclave avait fui de chez son maître et s'il était [lui-même] un parent de l'esclave, il sera tenu coupable de vol ; et pourquoi en est-il ainsi ? Parce qu'ils sont parents.

57.

ART. 3. — Quand un sujet du royaume est appelé par quelque affaire à se rendre dans un endroit éloigné, et qu'avant d'arriver au lieu où il a à faire, il s'arrête dans une *sala*, ou dans un monastère, ou dans un endroit habité [qui se trouve sur son chemin], si un esclave ou un client fugitif vient à s'arrêter au même endroit, et que son maître ou seigneur, parti à sa recherche, l'y découvre en compagnie de ce voyageur, il ne pourra pas accuser celui-ci du vol de son esclave ou de son client, parce que l'endroit [où il les a rencontrés] sert d'abri à tous ceux qui voyagent dans le pays.

58.

ART. 4. — Quand une sœur, une fille, une nièce, une petite-fille ou une arrière-petite-fille, tombée dans la misère, est rachetée par son oncle ou sa tante, ou par ses grands-parents, ou par ses arrière-grands-parents, si on vient la demander en mariage, aucun de ses enfants, garçons ou filles, si nombreux soient-ils, ne pourra être réclamé [par l'oncle ou l'ascendant qui a racheté la mère] comme étant son esclave. Si [l'oncle ou l'ascendant dont il s'agit] n'a pas racheté sa parente, mais l'a prise chez lui et a pourvu à sa subsistance, elle sera libre de le quitter à son gré.

S'il lui consent un emprunt, quel qu'en soit le montant, il ne pourra réclamer que le capital et n'aura pas droit aux intérêts.

59.

ART. 5. — Quand un esclave est révendiqué [par son véritable propriétaire], celui qui l'a acheté échappera à toute peine s'il conduit le revendiquant en présence de son vendeur. Si l'acheteur ne peut pas produire son vendeur, qu'il ait acheté l'esclave pour un prix inférieur à ce qu'il vaut et qu'il ne puisse produire aucun témoin de la vente, il sera passible de la peine du vol. Si l'acheteur ne peut pas mettre son vendeur en présence du revendiquant, mais qu'il puisse produire des témoins de la vente et qu'il ait acheté l'esclave pour tout ce qu'il vaut, il échappera à la peine du vol, il ne sera tenu que de renvoyer l'esclave à son ancien maître, le revendiquant.

60.

ART. 6. — Quand une personne prend chez elle un esclave fugitif qu'elle a rencontré en chemin, ou qui s'est rendu de lui-même auprès d'elle, et qu'elle ignore si le fugitif est un esclave ou un homme libre et quels sont ses parents, elle devra l'interroger à ce sujet. Si le maître de l'esclave demeure dans la même localité ou province qu'elle, elle devra l'inviter à venir racheter l'esclave et à le reprendre auprès de lui. Si le maître ne vient pas racheter son esclave et que ce dernier prenne la fuite ou meure, la personne qui l'a reçu ou trouvé n'encourra aucune peine. Si

l'esclave déclare que son maître habite une autre localité ou province, la personne qui l'a reçu ou trouvé devra aviser le chef de la localité ou de la province. Si, connaissant le maître du fugitif, elle ne l'a pas avisé, ou n'a pas avisé le chef de la localité ou de la province, et qu'elle ait gardé l'esclave chez elle un, deux mois, elle devra, en cas de fuite ou de décès de l'esclave, payer son prix au maître.

61.

ART. 7. — Quand un esclave ou une femme mariée a fui de chez son maître ou de chez son mari et a traversé une, deux ou plusieurs provinces, celui qui gardera le fugitif auprès de lui pour l'employer à son service devra faire une déclaration au *dharma-dhikara* (1) pour que [ce magistrat] voie le fugitif, l'interroge et prenne note de ses réponses. Si le maître, parti à la recherche de son esclave ou de sa femme, découvre le fugitif, il devra payer une rémunération variable suivant le sexe du fugitif ; si le fugitif est un homme et qu'il ait traversé une province, le maître devra payer pour sa garde une somme de 1 *tamlüng*, 2 ticaux (2) ; si c'est une femme, 1 *tamlüng*. Si le fugitif a passé par deux, trois, quatre, cinq provinces, le maître devra payer pour sa garde 3 *tamlüng* pour un homme et 2 *tamlüng* pour une femme avant de pouvoir le ramener. Si le fugitif a trouvé un emploi,

(1) Ce mot qui signifie juge en sanscrit pourrait bien avoir désigné au Siam une classe spéciale de juges.

(2) Pour la valeur du *tamlüng* et du tical, v. p. 61, n. 1.

s'est fixé depuis longtemps [chez celui où il est découvert], et qu'il lui soit né des enfants, garçons ou filles, le maître de l'esclave ne pourra emmener ces enfants qu'après avoir payé au maître de la maison [où l'esclave s'est réfugié] le prix de la garde pour chacun d'eux, parce que le maître de la maison a pris soin des enfants du fugitif. Si un individu qui n'a aucune dignité publique garde un esclave sans aviser le maître ou sans faire de déclaration au *dharmadhikara*, il sera passible de l'amende applicable en cas de vol. S'il a avisé le *dharmadhikara*, il n'encourra aucune peine, parce qu'il a fait une déclaration au *dharmadhikara*.

62.

ART. 8. — Quand un esclave qui s'est enfui avec ses fers, déclare à son maître, quand celui-ci vient à le recouvrer, qu'on lui a enlevé ses fers avant de le renvoyer auprès de lui, il n'y aura pas lieu de donner une récompense à celui qui a trouvé l'esclave, parce qu'il a enlevé les fers du fugitif. Si, au contraire, le fugitif a été renvoyé avec ses fers, le maître devra donner à celui qui a trouvé l'esclave une récompense variable suivant la distance.

63.

ART. 9. — Quand un esclave s'est enfui avec des biens appartenant à son maître, si celui-ci, parti à sa recherche, parvient à recouvrer le fugitif, ce dernier devra payer intégralement la valeur des biens [volés] à son maître ; quant au capital et aux inté-

rêts [de son prix], le maître les lui réclamera, conformément à la coutume du pays. Quand le maître, parti à la recherche de son esclave, est parvenu à le découvrir, mais qu'au moment où il allait le reprendre, une personne s'est portée caution pour le fugitif, cette personne devra, en cas de [nouvelle] fuite de l'esclave, payer la valeur des biens volés. D'autre part, quand le maître de l'esclave, parti à sa recherche, le découvre, et que le fugitif est décédé, le maître ne pourra réclamer au vendeur que le capital [du prix de l'esclave], conformément au *Dharmasatra*.

64.

ART. 10. — Quand un maître ou un créancier a payé une récompense ou un salaire pour recouvrer un esclave ou un débiteur qui avait pris la fuite, il pourra réclamer à l'esclave ou au débiteur le remboursement de cette dépense.

65.

ART. 11. — Quand une personne a poussé l'esclave d'autrui à faire du commerce dans une autre province, ou à faire une chose quelconque qui a donné à cet esclave l'occasion de prendre la fuite, elle devra payer d'abord la moitié [du prix du fugitif] ; pour l'autre moitié, il lui sera accordé un délai d'un mois pour faire des recherches ; si elle ne retrouve pas le fugitif, elle devra payer son prix en entier ; si, plus tard, elle retrouve le fugitif, elle le gardera comme son esclave.

66.

ART. 12. — Quand la caution prétend que l'esclave pour lequel elle répond s'est enfui et que, dans la suite, le maître de l'esclave découvre le fugitif et l'envoie au juge, si, après examen de l'affaire, il est établi que la caution est allée vendre l'esclave en secret, elle sera punie de l'amende du double, laquelle ira moitié au maître, moitié au trésor royal. L'esclave recevra dix coups de fouet, puis sera rendu à son maître.

67.

ART. 13. — Quand un esclave fiduciaire est employé par son maître à garder sa maison, si les enfants ou les petits-enfants du maître font monter des étrangers dans la maison et que certains objets disparaissent, ceux qui ont fait monter les étrangers dans la maison devront payer [la valeur des objets disparus].

68.

ART. 14. — Quand un esclave poursuit son maître en justice, en prétendant qu'il n'est pas son esclave ou qu'il a remboursé son prix, si, après examen de l'affaire, il est établi qu'il est bien l'esclave de celui qu'il poursuit ou qu'il ne l'a pas encore remboursé de son prix, il recevra dix coups de fouet, avant d'être rendu à son maître, pour que cette punition serve d'exemple.

69.

ART. 15. — Quand un individu qui a des esclaves, de l'un et l'autre sexe, depuis longtemps à son service, durant une période de cherté du riz, manquant de riz et de poisson pour les nourrir, les a chassés de chez lui pour qu'ils pourvoient eux-mêmes à leur subsistance et que ces esclaves sont allés chercher asile auprès d'un tiers, lequel les a nourris pendant que le riz était cher, si leur maître les a vus et qu'il n'ait pas fait valoir les droits qu'il avait sur eux, il ne pourra plus, dans la suite, quand le riz sera bon marché, les réclamer comme ses esclaves. Et pourquoi en est-il ainsi ? Parce qu'il ne les a pas réclamés pendant que le riz était cher.

70.

ART. 16. — Lorsque, durant une période de calamité, où le riz était cher, un maître, manquant de riz pour nourrir ses esclaves, les a abandonnés pour qu'ils aillent gagner de quoi manger, et que ces esclaves, avant d'avoir pu trouver du travail, sont allés chercher asile auprès d'un tiers qui les a nourris et a pris soin d'eux, si leur maître, une fois que le prix du riz a baissé et que la période de calamité a pris fin, désire reprendre ses esclaves, leur prix devra être fixé d'après tout ce qu'ils valent, et leur maître devra verser ce prix en entier à celui qui leur a donné du riz à manger, parce que, en agissant ainsi, il leur a sauvé la vie.

71.

ART. 17. — Quand un sujet du royaume a des esclaves, de l'un ou l'autre sexe, depuis longtemps à son service, et que, au cours d'une période où le riz est cher, ces esclaves, manquant de riz pour pourvoir à leur subsistance, vont chercher asile auprès d'un tiers qui les nourrit et prend soin d'eux sans leur demander aucune information et sans aviser leur maître, si, dans la suite, alors que le prix du riz a baissé, le maître vient à découvrir ses esclaves et qu'il veuille les reprendre, leur prix sera divisé en deux, une moitié sera attribuée à celui qui les aura nourris, l'autre moitié à leur maître.

72.

ART. 18. — Lorsqu'une personne, ayant rencontré un esclave fugitif à l'endroit où il s'est rendu, est venue proposer à son maître de le lui racheter, en déclarant qu'elle lui paierait son prix, si cette personne revient plus tard dire que l'esclave a de nouveau pris la fuite, c'est que [sa première démarche] était une ruse imaginée pour tromper le maître ; elle sera tenue de ramener le fugitif ; à défaut de le ramener, elle devra payer son prix en entier.

73.

ART. 19. — Si un esclave, pendant que son maître l'emploie, tombe malade ou se blesse, et reste long-

temps, plusieurs mois ou plusieurs années, sans pouvoir travailler, son maître ne pourra pas exiger les intérêts [de son prix] en compensation des services dont il aura été privé, il n'aura droit qu'au capital.

74.

ART. 20. — Les enfants nés d'une esclave fiduciaire sont sous le pouvoir du maître [de la mère] ; s'ils désirent le quitter, ils devront lui verser leur prix, évalué d'après leur âge. [Toutefois] si le prix d'une esclave est inférieur à 600.000 [cauris] et qu'elle ait des enfants durant son esclavage, aucun de ces enfants, si nombreux soient-ils, ne sera attribué au maître à titre d'enfant d'esclave ; si le maître a pris soin d'eux, il pourra se faire rembourser, jusqu'à leur septième année, le prix du lait, du riz et des aliments solides [qu'il leur aura fournis] ; passé cet âge, il ne pourra plus rien leur réclamer, parce que ces enfants étaient en état de pourvoir à leur subsistance et capables de travailler.

75.

ART. 21. — Quiconque, inspiré par sa dévotion, a eu la bonté de laisser un de ses esclaves se faire ordonner bonze, novice ou nonne dans la sainte religion [bouddhique], ne pourra plus recouvrer cet esclave, alors même qu'il aurait quitté l'état religieux. Le créancier qui a permis à son débiteur de se faire ordonner ne pourra plus recouvrer sa créance.

76.

ART. 22. — Quand un esclave fugitif, qu'une personne tient caché dans sa maison, est découvert par son maître, si ce dernier veut ramener son esclave, mais que celui [qui le détient] demande un délai pour le renvoyer et finalement ne le renvoie pas à son maître, le garde auprès de lui, privant ainsi le maître des services de son esclave, les dommages-intérêts seront fixés à 300 cauris s'il s'agit d'un esclave, et à 150 s'il s'agit d'une esclave. Après un mois, deux mois écoulés, il sera passible d'une amende basée sur le prix tout entier de l'esclave ; une moitié de cette amende ira au maître, l'autre moitié au trésor royal.

77.

ART. 23. — Quand des esclaves aident d'autres esclaves qui ne sont pas de leurs parents à se cacher, et que leur maître, mis au courant par un tiers, va s'enquérir auprès d'eux, mais qu'ils lui cachent la vérité, si, dans la suite, le maître des fugitifs vient à découvrir ses esclaves et qu'après examen de l'affaire, il soit reconnu que d'autres esclaves les ont cachés parmi eux et nourris, on infligera aux uns et aux autres la peine du fouet applicable suivant l'âge de chacun.

78.

ART. 24. — Quand un individu vient demander à racheter un esclave que son maître n'a nullement

manifesté l'intention de vendre, si [sur ces entre-faites] l'esclave prend la fuite, celui qui est venu proposer de le racheter sera considéré comme ayant agi de connivence avec des malfaiteurs, et la fuite de l'esclave sera attribuée à la proposition qu'il est venu faire [au maître] ; il devra payer la valeur de l'esclave. Si [dans la suite] on retrouve l'esclave qui s'est enfui, et qu'il déclare que celui qui est venu proposer de l'acheter l'a emmené avec lui et caché, ou l'a engagé à fuir, le prétendu acheteur sera assimilé à un voleur d'esclave et passible de l'amende prévue en cas de vol d'esclave.

79.

ART. 25. — Quand un riche marchand (1), un maître de maison, un sujet du royaume, rattaché à un service administratif quelconque, possède de nombreux esclaves et qu'il leur fait faire du commerce, par terre, par eau, au Nord, au Sud, lorsque l'un de ces esclaves s'enfuit et se fixe quelque part, qu'à la suite d'un procès, il se trouve entre les mains du juge, dans un endroit où il est possible [à son maître] de se rendre, le tout à l'insu de son maître, et qu'après un grand laps de temps, un tiers vient mettre fin au procès et rachète l'esclave entre les mains du juge, si, plus tard, le maître du fugitif vient à découvrir son esclave et qu'il veuille le reprendre, il devra rembourser celui qui a mis fin au procès de toutes les dépenses qu'il a faites pour racheter l'esclave ; ensuite,

(1) *Çresthi*, comme à l'article 40.

ce dernier devra préparer du riz rôti et des fleurs, ainsi qu'il convient, et les présenter, en demandant pardon, à celui qui a mis fin au procès; puis il sera restitué à son maître. Si, par sa faute, des biens ou des objets quelconques ont été brisés, cassés ou perdus, ces biens devront [au préalable] être payés à leur propriétaire.

80.

ART. 26. — Quand un esclave que son maître a envoyé faire quelque affaire à sa place, est pris par l'ennemi, si, dans la suite, cet esclave s'échappe et revient [dans son pays], il cessera d'être l'esclave du maître [qui l'employait avant sa captivité]. Si l'esclave se déplaçait pour sa propre affaire quand il a été pris par l'ennemi, il ne cessera pas, à son retour, d'être esclave.

Salut ! En 1557, année du Bœuf, un dimanche de la quinzaine claire du mois de Visakha, S.M. Parama pavitra, s'étant rendue dans la partie gauche du Palais Vaijayan [ta]mahaprasada, donna audience au Chao Phaja Çriratanamandirapala, au Khun Candraditya, au Khun Indraditya, au Nai Thao, pandit royal, et commanda de rédiger les décisions suivantes :

81.

ARTICLE PREMIER. — D'après l'ancien *Dharmasatra*, en cas d'achat d'éléphants, de chevaux, de bœufs, de buffles, d'argent, d'or, ou de rachat d'esclaves, ou d'achat de vêtements, de bateaux, de thé, de riz, de poissons, d'arc, de bétel ou d'objets quelconques,

si, avant que le prix ait été payé, le vendeur tombe au pouvoir de l'ennemi, à proximité [du lieu de la vente] ou au loin, alors que l'acheteur n'est pas tombé au pouvoir de l'ennemi, le vendeur pourra réclamer à l'acheteur tout [ce qui lui est dû] ; [mais] si l'acheteur tombe au pouvoir de l'ennemi, non le vendeur, celui-ci ne pourra rien réclamer à l'acheteur. S'il s'agit de biens donnés en prêt, dont le remboursement est garanti par une caution, ou qui portent intérêts, on appliquera les règles ci-dessus. Si [un débiteur] d'un rang au moins égal à celui de chef de groupe tombe au pouvoir de l'ennemi, on examinera [l'état de ses affaires] ; s'il a laissé des biens, des [personnes sous sa dépendance], esclaves ou libres, et que ce patrimoine soit passé aux mains de ses parents, de ses frères et sœurs, de ses enfants ou de ses petits-enfants, ceux qui sont ainsi en possession de ces biens et de ces gens, esclaves ou libres, seront tenus de payer les dettes du captif, ils ne devront pas détourner les biens d'autrui (1). Si celui qui est tombé au pouvoir de l'ennemi parvient à s'enfuir et revient [dans son pays] et qu'il ait des biens, des gens [sous sa dépendance], esclaves ou libres, il devra payer [ses dettes] comme il vient d'être dit.

82.

2. — D'autre part, quand la capitale est prise par l'ennemi et que les sujets qui l'habitaient se sont dispersés et ont fui dans les provinces, lorsque le roi

(1) V. *supra*, p. 326, n. 1.

est rentré dans la capitale, a repris le pouvoir, puis a levé une armée pour soumettre l'ennemi et a remporté la victoire, si les soldats qui ont accompagné le roi ont ramené [avec eux] les habitants de la capitale, ils ne devront pas les traiter comme s'ils étaient sous leur pouvoir, leur réclamer leur prix.

83.

ART. 3. — Quand un esclave, après avoir fui de chez son maître, a passé dans une autre province et qu'il a été pris par l'ennemi, au cas où il parviendrait à s'échapper et reviendrait [dans son pays], il devra être restitué à son maître. S'il n'a pas pris la fuite [mais] payait des intérêts, et qu'il soit pris par l'ennemi, il sera fait trois parts de son prix : une part [seulement] sera attribuée à son maître ; il sera fait remise des deux autres par compassion pour son vendeur, parce que c'est aux péchés de tous que sont dus les troubles qui affectent le pays ; la perte [des deux tiers] sera supportée par le maître.

84.

ART. 4. — Quand un esclave acheté, ne voulant plus rester [chez son maître, lui] demande quelle somme il doit verser [pour être affranchi], que le maître ne va pas devant le tribunal [du juge] *Phëng* (1) et qu'il réclame à son esclave des sommes qui ne figurent pas dans le contrat, si l'examen de l'affaire établit

(1) V. *supra*, p. 331, n. 1.

que le maître s'est bien rendu coupable de cette fraude envers l'esclave, [sa créance] sera réduite de deux fois la somme qu'il aura réclamée par simple cupidité (1) afin que les sujets du royaume ne soient plus opprimés [de la sorte].

85

ART. 5. — Quand un esclave a quelque sujet de se plaindre de son maître, il ne pourra le faire appeler devant un tribunal qu'après lui avoir versé son prix ; il ne devra pas intenter de procès [contre son maître] par dessus l'argent qu'il lui doit. [Toutefois], si le maître a commis un crime grave, la plainte de l'esclave sera recevable, quand bien même il n'aurait pas versé son prix.

86.

ART. 6. — Quand un esclave acheté, ne voulant plus rester [chez son maître, lui] demande quelle somme il doit verser [pour être affranchi], le maître n'a pas le droit de refuser [son remboursement]. Si, après trois offres successives, il persiste dans son refus, il subira un prélèvement du dixième [de sa créance] (2), parce qu'il a causé des difficultés à un sujet du pays. Si l'esclave, sans verser la somme due à son maître, fait une demande en justice, menant ainsi [inutilement] le maître devant le tribunal, le prélèvement du dixième sera supporté par l'esclave.

(1) V. *supra*, p. 326, n. 2.

(2) Ou « il subira le prélèvement du dixième... ». V. p. 255, n. 2.

87.

ART. 7. — Quand des esclaves se querellent entre eux et que les uns profèrent des injures contre le maître des autres, si ce dernier n'a pas entendu de ses propres oreilles [les injures lancées contre lui] et que le fait lui soit [simplement] rapporté par ses esclaves, il ne devra pas ajouter foi à leurs dires, il n'y aura pas lieu d'en tenir compte ni d'y donner suite. Au contraire, si le maître a entendu de ses propres oreilles et vu de ses propres yeux [les esclaves l'injurier], il conviendra de donner suite à l'affaire.

88.

ART. 8. — Quand un esclave, de l'un ou l'autre sexe, a un maître charitable qui l'emploie avec bonté, les étoffes, les vêtements, les objets et autres biens qu'il laissera à sa mort iront à son maître. Et pourquoi en est-il ainsi ? Parce qu'il s'agit d'un esclave et que les biens qu'il possède, il les a eus dans la maison de son maître.

89.

ART. 9. — Quand un esclave qui possédait des biens avant d'être esclave vient à décéder, son maître n'aura aucun droit sur les biens du défunt, parce que ces biens n'ont pas été acquis dans la maison du maître ; ils seront attribués à la femme et aux membres de la famille de l'esclave décédé. Si le défunt ne laisse ni enfant, ni femme, ni mari, ni père, ni mère, ni

frère, ni sœur, ses biens seront attribués au maître conformément aux règles exposées dans le *Dharmasatira*.

90.

ART. 10. — Quand un esclave accuse son maître d'avoir commis un acte de brigandage, ou de recéler de l'argent, de l'or et des objets appartenant au roi, ou de s'être rendu coupable de trahison ou de tout autre acte criminel, si, après examen de l'affaire, il est reconnu que le maître n'est pas coupable, l'esclave diffamateur sera exposé à la cangue, avec un écriteau sur le visage en signe d'infamie ; puis il devra crier : « Ne suivez pas l'exemple d'un esclave dépravé qui a diffamé son maître » (1) ; ensuite, il sera fouetté, aura les lèvres coupées et sera mis en vente. Si le maître était cruel pour son esclave et que celui-ci ait dit vrai, il deviendra libre et cessera d'être esclave.

Salut ! En 1267, année du Porc, le premier jour de la lune décroissante du dixième mois, un jeudi, S. M. Paramapavitra, s'étant rendue dans la salle du trône au Nord du Palais, [le visage tourné] vers l'Occident, donna audience au Phra : Kasém raxasuphava : di (2), qui exposa à Sa Majesté que lorsque des sujets du royaume avaient été contraints par la misère à vendre

(1) Sur cette peine, cf. La Loubère, *op. cit.*, I, p. 404 ; — Pallegoix, *op. cit.*, I, p. 364-365.

(2) Le Phra : kasém, au début de l'époque de Bangkok, était un magistrat de l'ordre judiciaire qui était chargé de prononcer les condamnations résultant des décisions rendues par la Cour des Lùk khun.

fiduciairement leurs sœurs, leurs filles, leurs petites-filles ou leurs nièces, les enfants, les petits-enfants ou les neveux du maître prenaient ces esclaves pour femmes, puis les abandonnaient, après avoir eu des enfants avec elles ou sans en avoir eu ; que le maître réclamait [alors] le remboursement de son prix tout entier ; que [les vendeurs poursuivis en remboursement] demandaient à faire entendre leurs griefs ; que, saisi de ces plaintes, il ne savait quelle suite y donner. Sa Majesté commanda au Phra : Kasém raxasuphava : di de suivre à l'avenir des règles suivantes :

91.

ARTICLE PREMIER. — Quand des esclaves se marient entre eux, leurs enfants, de l'un ou l'autre sexe, s'ils sont nés dans la maison du maître ou dans la maison d'un membre de la famille du maître, seront sous le pouvoir du maître de la mère. [Toutefois], si l'esclave mère n'a pas été vendue pour tout son prix, le maître n'aura pas droit au prix des enfants, il ne pourra réclamer qu'une indemnité pour la privation des services de la mère. Si la mère a été vendue pour tout son prix, il aura droit à la totalité du prix des enfants. Si le père est de condition libre, et que les enfants soient nés dans la maison du maître de l'esclave mère, leur prix sera réduit d'un tiers, en tant que part de condition libre, revenant au père ; les deux autres tiers seront attribués au maître de la mère esclave. Si la femme esclave est allée vivre dans la maison de son mari, et que des enfants y soient nés, de l'un ou l'autre sexe, la moitié de leur prix sera attribuée à leur père et

l'autre moitié au maître de leur mère. D'autre part, si une femme libre se marie avec un esclave, les enfants nés de cette union seront acquis à la mère. [Toutefois], si un maître est allé, avec les présents d'usage, demander en mariage une femme libre pour un de ses esclaves, le maître du mari esclave aura droit au tiers du prix des enfants qui naîtront.

92.

ART. 2. — Quand des esclaves sont mariés et vivent ensemble, si l'un d'eux vient à s'enfuir, le maître ne pourra pas réclamer le prix du fugitif à celui qui est resté. [Mais] si l'esclave qui est resté avait remis au maître un écrit en due forme par lequel il se portait caution pour l'esclave qui s'est enfui, le maître pourra, conformément à cet engagement, réclamer le prix du fugitif à celui qui est resté.

93.

ART. 3. — Quand une esclave, au moment de son achat, nourrissait un enfant, et que cet enfant n'a pas encore atteint l'âge de sept ans, si le maître envoie la mère travailler et garde l'enfant chez lui, en cas de disparition de l'enfant, si le maître ne s'est pas préoccupé sur-le-champ de faire des recherches pour le retrouver, et que l'enfant vienne à mourir ou ne puisse pas être rendu à sa mère, le maître devra payer à celle-ci le prix de l'enfant, évalué d'après son âge. Si l'enfant est âgé de plus de sept ans, le maître n'encourra aucune peine.

94.

ART. 4. — Un homme libre qui a eu des rapports sexuels avec une esclave devra prendre soin d'elle durant sa grossesse et pendant les trois mois qui suivront l'accouchement. Si elle meurt durant cette période, son prix sera réduit d'un tiers et l'homme devra payer les deux autres tiers. Si l'homme n'a pas pris soin de l'esclave durant sa grossesse et qu'elle meure en accouchant, il sera tenu de payer la totalité de son prix. Si l'homme a pris soin de l'esclave durant sa grossesse et qu'il ne lui soit arrivé aucun malheur, au cas où l'esclave ne désirerait plus rester avec le père, l'enfant qu'elle a mis au monde sera considéré comme à moitié libre et à moitié esclave, et son prix sera divisé en conséquence. Si l'homme n'a pas pris soin de la femme durant sa grossesse, il n'y aura pas lieu de tenir compte, pour fixer le prix de l'enfant, de la part de condition libre.

95.

ART. 5. — Quand une esclave achetée pour un prix supérieur à six *tamlüng* prend un mari, ou quand un esclave acheté pour un prix supérieur à sept *tamlüng* prend femme, tous les enfants nés de ces deux esclaves dans la maison du maître ou dans la maison d'un membre de la famille du maître seront sous le pouvoir de l'acquéreur. Si l'esclave n'habite pas chez son maître, il sera fait cinq parts dans le prix de chaque enfant ; une part sera laissée à l'esclave ; le maître aura droit aux quatre autres parts, parce

que l'esclave lui a demandé l'autorisation d'habiter hors de chez lui. Si le maître [au contraire] a demandé à l'esclave d'habiter chez lui, le prix des enfants ne devra subir aucune réduction.

96.

ART. 6. — Quand une esclave fiduciaire est prise pour épouse par son maître, ou par un frère, un enfant, un petit-enfant, un neveu, ou le père du maître, si elle a des enfants, quel qu'en soit le nombre, elle deviendra libre à cause de ces enfants. Si l'homme et la femme ne désirent plus vivre ensemble et veulent divorcer, la femme ne sera pas tenue de payer son prix ; quant aux enfants, étant de bonne naissance, ils seront sous le pouvoir de leur père.

97.

ART. 7. — Les enfants nés de l'union d'esclaves appartenant à des maîtres différents seront tous, quel qu'en soit le nombre, sous le pouvoir du maître de la mère, de même que lorsqu'une vache est laissée en liberté, ses petits, quel qu'en soit le nombre, appartiennent tous au propriétaire de la vache.

98.

ART. 8. — Quand une épouse esclave est morte en accouchant, ou quand l'enfant seul est mort et que la mère a survécu, le maître ne pourra pas réclamer au vendeur le montant de son prix ; il devra restituer à

l'esclave [si elle a survécu] le contrat de vente et la traiter comme une épouse de condition libre. Ce ne sont pas seulement les humains : Indra et Brahma eux-mêmes ne peuvent pas échapper à la mort.

99.

ART. 9. — Quand un maître a pris une de ses esclaves pour épouse, si, dans la suite, il ne veut plus vivre avec elle, il ne pourra lui réclamer que la moitié de son prix, l'autre moitié sera laissée à l'esclave. Si c'est l'esclave [ainsi mariée] qui ne désire plus rester avec son maître, celui-ci aura droit à la totalité du prix, parce que c'est l'esclave qui s'est détachée de lui.

100.

ART. 10. — Quand un homme libre s'est épris d'une jeune esclave appartenant à un tiers, et que, sans l'avoir rachetée, il la garde chez lui, la traite comme sa femme, ne la renvoie pas à son maître, a des enfants avec elle ou n'en a pas, et qu'il prive le maître des services de son esclave, un tel homme, assez audacieux pour ne pas craindre les prescriptions édictées par le roi pour le bien du royaume, sera passible de l'amende pour transgression (1) ; il devra, en outre, payer au maître une indemnité pour le préjudice qu'il lui aura causé. Si l'esclave a des enfants avec cet

(1) *La: mot*, terme technique, atteinte illégale aux droits ou à la personne d'autrui ; rend le coupable passible d'une amende variable suivant son rang et celui de la victime.

homme, il n'y aura pas lieu à indemnité ; les enfants seront attribués à la mère, parce qu'ils sont nés de l'esclave d'autrui.

101.

ART. 11. — Quand un esclave cache un autre esclave à l'insu de son maître, et que le maître de l'esclave [fugitif] sait que son esclave est caché par l'esclave d'un tiers, aucune poursuite ne pourra être intentée par ce maître contre l'esclave recéleur, parce que le coupable est également de condition servile ; il devra simplement reprendre son esclave. Si le maître [de l'autre esclave] vient à découvrir lui-même l'esclave que son propre esclave détient, il devra informer l'autre maître et ordonner à son esclave de restituer le fugitif à son maître. Si l'esclave n'est pas restitué, le maître de l'esclave coupable du recel sera passible d'une amende égale à la moitié du prix [de l'esclave recélé], parce qu'il était de connivence avec son homme.

102.

ART. 12. — Quand un esclave cache un autre esclave, et qu'ils vont se vendre l'un l'autre, à l'insu de leurs maîtres, ils recevront des coups de fouet correspondant aux deniers [versés par l'acquéreur], puis ils seront restitués à leurs maîtres. Si l'ancien maître s'oppose à ce que son esclave soit battu (1), il devra le racheter

(1) Toutes les éditions imprimées portent ici un *dai* (signe du passé) au lieu du *hai* (« faire en sorte que ») du manuscrit. La proposition devient alors : « Si l'ancien maître n'a pas battu

pour la moitié [seulement] du prix [pour lequel il a été vendu], parce que l'acquéreur a manqué de prudence.

103.

ART. 13. — Quand un individu, que sa vigueur rend impudent, seul ou avec l'aide de plusieurs complices, s'est rendu maître par la violence d'une esclave appartenant à autrui, laquelle a aussitôt crié et résisté, que des témoins ont entendu les cris ou assisté à la résistance de l'esclave, et que cet individu l'a violée ou a tenté de la violer, il devra, si ces faits sont établis, être puni de l'amende prévue par les anciennes décisions royales. Si, en faisant violence à l'esclave, il la blesse, il sera passible, en outre, d'une amende en raison de ces blessures. Ceux qui l'ont accompagné seront passibles de la moitié de l'amende. Si plusieurs individus ont fait violence à cette femme, ils seront punis chacun de trente coups de fouet, puis ils seront passibles d'une amende variable suivant le rang, parce qu'ils se sont rendus coupables du délit public de violence.

104.

ART. 14. — Quand une esclave a des rapports sexuels avec deux hommes à la fois, au su ou à l'insu de son maître, si une rixe éclate entre ses deux amants et que l'un d'eux soit tué par l'autre, le meurtrier

son esclave... », contresens qui rend le contexte, d'une interprétation déjà difficile par lui-même, tout à fait inintelligible. V. *supra*, p. 132, n. 2.

sera mis à mort pareillement (1). Si le roi lui fait grâce, le meurtrier sera passible de l'amende prévue par les décisions royales. Si la victime était un esclave, et que l'auteur du crime soit d'un rang inférieur à 400 *na* (2), l'amende sera doublée ; [sur le montant de cette amende], il sera prélevé une somme égale au prix de la victime, pour être versée à son maître ; le reste servira à acheter de l'herbe pour les éléphants royaux. Quant à la femme dépravée, elle sera exposée publiquement, comme une femme sans mari, qui a deux amants [à la fois] ; il ne lui sera jamais permis de racheter la peine de l'exposition, pour quelque motif que ce soit ; elle recevra trente coups de fouet, puis sera rendue à son maître.

(1) Il est fait usage ici de la formule qui a été commentée plus haut, p. 330, n. 1.

(2) V. *supra*, p. 160, n. 2.

LOI SUR LE RAPT (1)

Voici les règles concernant le rapt des personnes en puissance, des enfants, des femmes d'autrui, [lequel délit] constitue l'une des racines de contestations ou causes de litiges consacrées par les saints textes. [Cette cause de litiges] est énoncée dans le livre sacré du *Dharmasatra* sous la formule suivante : PUTTADIADAYAGATASAHEVA (2), dont le sens vient d'être développé. Voici les ramifications ou subdivisions de la matière litigieuse qui procèdent du *Dharmasatra* ; formées par les décisions des anciens rois, disposées en articles, elles ont été transmises comme suit.

(1) Cette traduction a été faite sur le texte des manuscrits officiels, dits *xa:bab luang*, établis en 1805, dont les trois exemplaires nous sont parvenus. Deux de ces manuscrits sont conservés à la Bibliothèque Nationale Vajiranana sous la cote 62 ; le troisième se trouve aux archives du Ministère de la Justice (V. J. Burnay, *Inventaire des manuscrits juridiques siamois...*, où nos volumes sont décrits sous les cotes L 12, L 12x et L 12y). Le texte de la Loi sur le rapt est, dans les trois manuscrits, précédé du préambule habituel et suivi de textes beaucoup plus étendus rangés sous la rubrique : Lois sur la répartition de la population, qui forment un *laksana*, ou titre, différent. Il n'offre, d'un manuscrit à l'autre, que des variantes orthographiques, fort peu nombreuses du reste. Dix-huit articles ont été traduits en anglais par S. J. Smith (*Laws on slavery*, p. 24-27).

(2) Ecrit en caractères cambodgiens dans les manuscrits.

Salut ! En 1899, année de la Chèvre, le septième jour de la lune croissante du premier mois, un mercredi, au moment fixé comme propice, le Nai Sam Khla, secrétaire du Phra:Suphava:di (1), ayant exposé à S.M. Ramadhipatiçriparamacakravartirajadhira-japaramapavitra que lorsque des esclaves ou des sujets du royaume s'étaient enfuis de chez leurs maîtres ou seigneurs, il y avait des gens qui les emmenaient jusqu'à Xalieng, Sukhôthai, Thung-jang, Bang jom, Song kuë, Sa luang, Xao dong rao, Kamphêng Phet (2), pays soumis à Sa Majesté et ne formant plus qu'un [avec le reste du royaume] ; et qu'il y avait des gens qui vendaient ces esclaves ou sujets du royaume sous la puissance d'autrui ; et que les maîtres ou seigneurs d'Ayuthia, quand ils découvraient [les fugitifs], les revendiquaient et invoquaient [contre les possesseurs] la règle qui prescrit à l'acheteur [évincé] de poursuivre contre son vendeur la restitution de ses deniers ; Sa Majesté, à laquelle le mandarin ci-dessus nommé avait demandé de bien

(1) Classe de juges ; de sk. *sabha*, assemblée, tribunal.

(2) *Xao dong rao*, qui signifie : « les habitants de la région forestière des environs (de Kamphêng Phet) », est une corruption évidente de Xakangrao, nom d'une ville que l'on croit être en effet le site ancien de Kamphêng Phet. Ce nom est cité à plusieurs reprises au début des Annales d'Ayuthia, de même que celui de la ville de Xalieng. Il figure aussi dans une des inscriptions relevées à Sukhôthai, au milieu d'une énumération de localités où l'on retrouve précisément, avec une orthographe légèrement différente, les noms de Sa luang, Song kuë et Bang jom de notre texte (G. Cœdès, *Inscriptions de Sukhodaya*, p. 129 et n. 4). Toutes ces villes faisaient partie du royaume de Sukhôthai.

vouloir indiquer sa manière de voir, alla présenter des aliments aux bonzes dans la salle du trône Ratana et, tournant le visage vers l'Occident, elle exprima sa sentence, en présence de ses conseillers et ministres, dans les commandements suivants : Quand la vente a eu lieu ainsi en dehors d'Ayuthia, il serait dur de prescrire à l'acheteur de poursuivre contre son vendeur le remboursement de ses deniers. Qu'on n'invoque donc pas les règles concernant les esclaves ou sujets en état de fuite. Et quand ceux qui ont débauché des gens d'autrui sont allés les vendre jusqu'à Xalieng, Thung jang, Bang jom, Sa luang, Song kuë, Xao dong rao, Kamphëng Phet, Sukhôthai, sous la voûte du ciel bleu (1), hors de l'atteinte des maîtres ou seigneurs [dépouillés], il serait tout à fait injuste de juger l'affaire dans les mêmes conditions que [si la vente avait eu lieu] à Phetxaburi, Ràtburi, Suphannaburi, Sa phong, Khrong phlab, Phrëk, Siraxathirât, Nakhon Phrom (2). Si les maîtres ou seigneurs désirent rentrer en possession de leurs esclaves ou sujets et poursuivre les voleurs ou recéleurs, ils devront rembourser aux acquéreurs le prix que ces derniers auront payé. Si [les fugitifs] ont été acquis sans [versement de] prix, leur valeur sera fixée sur le marché, et leurs maîtres devront les racheter [pour le prix qui s'ensuivra]. Les maîtres ou seigneurs qui viendront à

(1) Cette expression, qui figure dans l'inscription de la stèle de Rama Khamhëng (G. Coëdès, *op. cit.*, p. 42, 3), se retrouve dans les articles 10 et 30, où elle désigne évidemment les régions frontières.

(2) Villes qui devaient former le domaine primitif des rois d'Ayuthia.

découvrir leurs esclaves ou sujets [fugitifs] ne devront plus les reprendre purement et simplement et réduire l'acquéreur à poursuivre contre son vendeur le remboursement de ses deniers, comme si la vente avait eu lieu à Ayuthia. Quiconque ne se conformera pas à cette décision de Sa Majesté sera coupable de transgresser (1) les commandements royaux et s'exposera à l'amende due suivant le rang.

ARTICLE PREMIER. — Quiconque enlève un sujet du royaume, un esclave, un enfant ou une femme, [mais est surpris] avant d'avoir réussi à le faire s'échapper, alors qu'il était sur le point de l'embarquer ou [qu'il se trouvait] dans un marché ou dans un endroit analogue, sera, s'il existe des témoins attestant qu'il avait bien l'intention d'emmener l'esclave ou la personne d'autrui et de lui faire prendre la fuite, considéré comme un voleur et passible d'une amende égale à la moitié du prix. S'il a emmené l'esclave d'autrui et l'a tenu caché dans sa maison, mais n'a pas eu le temps de le faire s'échapper, s'est borné à le garder chez lui, il sera puni d'une amende égale à la valeur [de l'esclave]. S'il l'avait emmené hors de la province ou lui avait fait traverser le fleuve quand son maître l'a découvert, l'amende sera d'une fois et demie le prix. S'il a envoyé ou emmené le fugitif dans une autre province ou s'il l'a mis en vente, [mais] que l'esclave soit restitué, il [ne] sera passible [que] d'une amende égale au double du prix ; si l'esclave n'est pas restitué, il devra payer sa valeur et sera de plus passible de l'amende du double ; en outre,

(1) V. p. 355, n. 1.

il sera fouetté comme il conviendra, puis il sera marqué d'une effigie humaine. Quant à [l'esclave ou à la personne en puissance] qui est parti avec lui, s'il l'a suivi de plein gré, [il conviendra de tenir compte de son âge] : s'il s'agit d'un enfant de 12 ans au plus, il ne lui sera infligé aucune peine ; s'il est âgé de 13 à 16 ans, il recevra 20 coups de rotin ; s'il est âgé de 17 à 25 ou 30 ans, il recevra 30 coups de rotin, puis il sera restitué à son maître ou seigneur.

ART. 2. — Si un individu, après avoir enlevé l'esclave, l'enfant ou la femme d'autrui, ramène la personne enlevée à son maître ou mari, alors que ce dernier n'a aucune information sur l'endroit où [le fugitif] est allé, il y aura lieu seulement à la restitution de l'esclave ou de la femme à son maître ou mari, et aucune peine ne devra être infligée au ravisseur, parce qu'il a restitué de lui-même [la personne qu'il avait enlevée], à la pensée du châtiment qui l'attendait.

ART. 3. — Quand un individu cache un esclave ou une personne sous la puissance d'autrui dans sa maison, ou cherche par des douceurs à retenir chez lui un esclave ou une personne sous la puissance d'autrui qui s'est rendu auprès de lui après avoir pris la fuite, il lui sera accordé un délai de trois jours [s'il habite] dans la ville, ou de cinq jours [s'il habite] en dehors de la ville, pour se mettre en relations [avec le maître du fugitif]. Si, dans les 3 ou 5 jours, celui qui détient l'esclave ou la personne d'autrui est allé avertir son maître, il n'encourra aucune peine. Si, une fois le délai passé, il n'a pas averti [le maître], il sera passible d'une amende de 11.000 cauris par

jour ; après un mois écoulé, l'amende sera de la totalité du prix de l'esclave ou de la personne recélée. Si cette personne est demeurée longtemps [dans la maison d'autrui] et qu'elle y ait eu des enfants, ceux-ci devront être livrés au maître. Si le fugitif est demeuré successivement chez plusieurs personnes, elles seront toutes convoquées devant le juge. S'il est reconnu exact [qu'elles ont caché le fugitif], elles seront tenues de payer le prix du recel proportionnellement au temps que le fugitif aura passé chez chacune d'elles ; du nombre de jours passés [à chaque endroit], à la condition que le séjour ne se soit pas prolongé au delà d'un mois, on retranchera trois ou cinq jours suivant [que la personne en jeu habite] dans la ville ou en dehors de la ville : [l'amende] ira moitié au maître, moitié au trésor royal.

ART. 4. — Quand un esclave ou une personne sous la puissance d'autrui, en état de fuite, s'est rendu auprès d'un tiers, en lui demandant à se reposer chez lui, ou en le priant de lui donner à manger, et que ce tiers a tenu l'esclave ou la personne d'autrui caché dans sa maison sans avoir averti son maître, s'il arrive qu'en perquisitionnant dans la maison, on ait découvert le fugitif et que [le tiers] ait [d'abord] élevé de [fausses] prétentions [quant à la propriété de l'esclave], puis qu'au cours de l'enquête, il ait fini par avouer avoir caché l'esclave ou la personne d'autrui, ce tiers sera passible d'une amende égale au prix de la personne recélée.

ART. 5. — Quand un esclave ou une personne sous la puissance d'autrui, en état de fuite, s'est rendu auprès d'un tiers, si ce tiers lui a fourni des vivres,

du riz, du sel, un bateau, des rames, de l'argent ou de l'or, ou des objets quelconques, et lui a procuré [ainsi] les moyens de s'enfuir hors du village ou de la province et de passer dans un autre village ou dans une autre province, il devra payer le prix du fugitif. D'autre part, le maître qui détient un écrit dûment signé ne pourra pas, en cas de fuite volontaire de l'esclave, exercer aucun recours contre celui qui aurait procuré à ce dernier les moyens de s'enfuir, car le contrat de vente subsiste ; si [cet individu] est traduit [devant le juge], il [ne pourra qu'être] requis de verser une somme d'argent (1) à titre de garantie [de sa bonne conduite] ; si le fugitif est retrouvé et qu'il déclare que [l'individu soupçonné] l'a volé, tenu caché, remis ou vendu [à un tiers], [cet individu] sera passible de l'amende du vol.

ART. 6. — Quand un individu s'entretient en secret avec un enfant, une femme, un sujet du royaume ou un esclave et le pousse à commettre un vol, puis [une fois le vol commis] le tue pour ne garder que

(1) Le texte porte : « il devra racheter son cou », expression à laquelle l'article 28 de la Loi fixant le tarif des compositions permet de donner un sens en décidant que : « pour racheter son cou, on versera le montant de l'amende prévue pour transgression », c'est-à-dire une somme variable suivant le rang de la victime et celui du coupable. Le reste de la phrase semble bien indiquer qu'il ne s'agit que d'un cautionnement restituable quand les soupçons sont définitivement écartés. C'est bien ainsi que ce passage était compris dans la pratique récente. V. la décision de la Cour des Lùk khun du 22 août 1878, citée p. 224, n. 1. S. J. Smith traduit : « ... If he (l'esclave) was such as to be redeemed for his value, then obtain a statement of denial... » (*op. cit.*, p. 25).

l'objet [volé], cet instigateur perfide sera mis à mort pareillement (1). S'il a emmené [la personne d'autrui] et l'a vendue ou [est surpris] avant d'avoir eu le temps de la vendre, ou qu'il ait eu des rapports sexuels avec elle, ou qu'il l'ait frappée ou blessée, il sera passible de l'amende prévue par les décisions royales applicables suivant le cas. Si le criminel, traduit en justice, se défend d'avoir été l'instigateur [du vol], on exigera de lui une garantie. Si [dans la suite] on découvre le fugitif et que, traduit devant le juge, il déclare avoir agi sur l'instigation [de l'individu soupçonné] et que l'examen de l'affaire établisse qu'il en a bien été ainsi, [l'instigateur] sera passible de l'amende du double ou du triple suivant le cas.

ART. 7. — Si un esclave, un enfant ou une femme mariée qui avait pris la fuite, une fois découvert par son maître, déclare avoir été poussé par un tiers à prendre la fuite, et que cette déclaration soit corroborée par des témoins, [celui qui l'a poussé à fuir] sera passible de l'amende prévue contre les instigateurs. Si le fugitif est blessé ou meurt en s'échappant, la peine encourue par celui qui l'a trompeusement incité à fuir et a été cause de ses blessures ou de sa mort sera aggravée en conséquence. Quant au fugitif, s'il a suivi le tiers de son plein gré, il sera fouetté, conformément aux décisions royales.

ART. 8. — Si une fille ou une femme mariée est enlevée par son amant et conduite par lui chez des membres de sa famille ou des amis, et que ceux-ci la tiennent cachée dans leur maison, sans avertir ses

(1) V. note sous l'article 53 des Lois sur les esclaves.

parents ou son mari, ni le chef du village ou de la province, le maître de la maison subira une peine égale à la moitié de celle encourue par le ravisseur. Si l'homme s'était fait accompagner par des amis pour enlever de force la fille ou la femme d'autrui et la conduire chez des membres de sa famille ou des amis, et que le maître de la maison la tienne cachée et l'abrite chez lui sans avertir les parents ou le mari ni le chef du village ou de la province, il subira une peine égale à celle encourue par ceux qui ont accompagné le ravisseur, conformément aux décisions royales.

ART. 9. — Quand un esclave ou toute autre personne, que son maître ou mandarin avait mis aux fers, prend la fuite et se rend auprès d'un tiers, si ce dernier lui enlève ses fers avant de le ramener à son maître ou mandarin, il n'encourra aucune peine, [mais] il n'aura droit à aucune récompense. S'il ramène [l'esclave] avec ses fers, il aura droit à une récompense variable suivant la distance.

ART. 10. — Quand un esclave, ou une personne placée sous la puissance d'autrui, a été enlevé et vendu par son ravisseur jusque sous la voûte du ciel bleu (1), le véritable maître, s'il vient à découvrir le fugitif, devra le racheter [à l'acquéreur] pour le prix [payé par ce dernier]; ensuite, l'esclave devra donner au maître les informations capables de faire trouver celui qui l'a enlevé.

ART. 11. — Quand un homme, après avoir fait

(1) C'est-à-dire dans les régions frontières. V. *supra*, p. 361, n. 1.

l'objet d'une ou deux ventes, est revendiqué par un tiers, chaque acquéreur poursuivra le remboursement de ses deniers contre son vendeur dans l'ordre des ventes ; puis, on infligera au vendeur, aux cautions et à la personne vendue les peines prévues par les décisions royales.

ART. 12. — Quand un objet, ou un bœuf, un buffle, un bateau, un char, un esclave ou un individu sous la puissance d'autrui a pris la fuite, a disparu ou a été volé, si une personne informe le propriétaire qu'elle a découvert [la chose, l'animal ou l'homme disparu] et qu'elle s'engage à le lui ramener, moyennant une somme d'argent reçue [d'avance] à titre de salaire ou promise par écrit, cette personne devra, au cas où elle ne pourrait pas rapporter [l'homme ou l'animal] fugitif ou [l'objet] disparu, en payer la valeur au propriétaire. Si elle le rapporte, selon son engagement, le propriétaire devra lui payer la rémunération convenue. Quand la rémunération n'a pas été versée [d'avance], si celui qui devait la toucher ne peut pas rapporter le bien disparu à son propriétaire, il sera condamné à payer le tiers de la valeur de ce bien, parce que sa tromperie a été cause que le propriétaire n'a pas recherché l'objet disparu.

ART. 13. — Quand un objet, ou un bœuf, un buffle, un bateau, un char, un esclave ou un individu sous la puissance d'autrui a pris la fuite ou a disparu, si une personne informe [le propriétaire] qu'elle a découvert [le fugitif ou la chose disparue], qu'elle s'engage à le lui rapporter, et qu'elle déclare qu'elle l'a consigné entre les mains du chef du village ou de la province, et si elle reçoit du propriétaire une somme d'argent

à titre de salaire ou de rémunération, ou qu'elle se fasse remettre par lui une promesse écrite de récompense, cette personne devra, au cas où elle ne réussirait pas à ramener [elle-même] le bien [disparu], faire en sorte qu'il soit restitué à son propriétaire ; celui-ci devra [alors] lui payer la totalité de la rémunération ou de la récompense promise. Si elle ne peut pas exécuter son engagement, elle devra payer au propriétaire la valeur du fugitif ou du bien disparu.

ART. 14. — Quand un esclave s'enfuit et pénètre dans une maison, si le maître de cette maison, interrogé un instant après par le maître du fugitif, lui cache la présence de l'esclave et que celui-ci soit [finalement] découvert chez lui, le maître de la maison sera condamné à une amende égale au tiers du prix du fugitif ; le montant de cette amende ira moitié au maître, moitié au trésor royal. Si l'esclave réussit à s'échapper en raison du fait qu'il est entré dans la maison d'un tiers et grâce aux déclarations mensongères de ce dernier, l'amende sera égale à la totalité de son prix.

ART. 15. — Quand des bateaux sont amarrés ensemble, si des enfants, des petits-enfants, des esclaves ou d'autres personnes sous la puissance d'autrui passent d'un bateau dans l'autre, le propriétaire du bateau [où ils sont montés] devra avertir leur maître. S'il les emmène sans l'avertir, il sera passible de la même amende qu'en cas de vol.

ART. 16. — Quiconque séduit une esclave appartenant à autrui en lui promettant de la racheter pour en faire sa femme et l'épouse sans avoir réalisé sa promesse, puis lui fait prendre la fuite et la tient

cachée, sera, en cas de restitution [de l'esclave], passible d'une amende égale à la valeur [de celle-ci]. Si l'esclave n'est pas restituée, l'amende sera du double du prix.

ART. 17. — Quand un individu a enlevé la fille d'autrui, une femme mariée, une esclave ou toute autre personne sous la puissance d'autrui, qu'il l'a emmenée dans la maison d'un membre de sa famille ou d'un ami, qu'il a eu des rapports sexuels avec elle, puis qu'il est allé la vendre dans un autre village ou dans une autre province, si le maître de la maison [où il s'est rendu], bien qu'il fût au courant [du rapt], n'a pas averti soit le mari, les parents, le maître de l'esclave ou de la personne enlevée, soit le chef du village ou de la province, mais qu'il ait celé la vérité, se soit fait complice [du rapt] d'une manière quelconque, il sera passible de la peine prévue pour dissimulation (1) [de faits qu'il était tenu de révéler] de complicité avec le ravisseur.

ART. 18. — Quand un individu a enlevé un esclave, de l'un ou l'autre sexe, ou un membre de la famille d'autrui et l'a emmené dans la maison d'un tiers, le maître de cette maison n'encourra aucune peine s'il ignorait que le ravisseur fût venu s'abriter chez lui, parce qu'il était dans l'ignorance. [Mais] si, dans la même hypothèse, il est établi, après enquête, que le maître de la maison savait que la personne emmenée chez lui était un esclave ou une personne enlevée à autrui et qu'il a consenti à donner asile au ravisseur,

(1) *Amphrang*, terme technique, taire une chose que l'on est tenu de dire. V. p. 219, n. 1.

il sera passible d'une amende égale à la moitié de celle qui sera encourue par le ravisseur. Et pourquoi en est-il ainsi ? Parce qu'il a consenti à garder l'esclave ou la personne d'autrui dans sa maison.

ART. 19. — Quand un enfant, une femme mariée ou tout autre individu, esclave ou libre, s'est enfui et, parvenu aux frontières du royaume, est acheté par un tiers, cette vente devra être tenue pour définitive. En cas de revendication, lorsque l'acheteur déclare qu'il a acquis [l'esclave] dans une province éloignée, qu'il a un *kromathan* dûment signé et des témoins à l'appui de ses dires, et que la personne [revendiquée], de son côté, admet qu'elle a bien été vendue, l'ancien maître ne pourra reprendre l'esclave ou la personne placée sous son autorité qu'après avoir remboursé à l'acquéreur le montant de la somme [payée par ce dernier].

ART. 20. — Quand un esclave, un enfant, un petit-enfant ou toute autre personne sous la puissance d'autrui, ou un sujet du royaume, s'est enfui par delà les frontières du royaume, et qu'une fois tombé dans un autre pays, il a été racheté par un tiers qui l'a sauvé et ramené dans l'intérieur du royaume, si, dans la suite, le maître vient à découvrir son esclave, son enfant, ou petit-enfant, il devra le racheter pour la totalité de son prix, lequel sera fixé par le *jukra:bat* (1) compétent. S'il s'agit d'un sujet du royaume, son mandarin demandera la permission de prélever sur le produit des amendes la somme nécessaire pour le racheter et le rendre au service royal.

(1) V. *supra*, p. 332, n. 1.

Si l'esclave ou le sujet du royaume avait été débauché ou enlevé par un tiers et envoyé par lui [au delà des frontières], le juge procédera à l'examen de l'affaire. Si le tiers est reconnu coupable, ses biens seront confisqués et il sera mis à mort. Quant au sujet du royaume, il sera racheté et restitué [au service du roi].

ART. 21. — Quiconque est convaincu d'avoir rencontré un esclave, de l'un ou l'autre sexe, et de l'avoir repoussé pour lui faire prendre la fuite, devra payer [au maître de cet esclave] la totalité de son prix.

ART. 22. — Quand un esclave achète à crédit des marchandises pour les revendre avec bénéfice et qu'il s'est engagé à payer les intérêts [de son prix] à son maître, [ce dernier] ne pourra pas, au cas où son esclave prendrait la fuite, accuser [le vendeur] d'avoir fourni des vivres à l'esclave. Si le propriétaire des marchandises remises [à l'esclave] désire les récupérer, qu'il aille à leur recherche ; [de même], si le maître de l'esclave veut recouvrer le fugitif, qu'il aille lui-même à sa recherche.

ART. 23. — Quand un homme et une femme, tous deux de condition servile et appartenant à des maîtres différents, prennent la fuite ensemble, le maître de l'un n'aura aucun recours contre le maître de l'autre, parce que ces esclaves sont tous les deux des voleurs qui ont pris volontairement la fuite en frustrant [leur maître respectif] de leur prix. D'autre part, si des deux fugitifs qui ont fui ensemble, l'homme n'est pas de condition servile et que la femme [seule] soit esclave, l'homme sera punissable pour avoir volé l'esclave d'autrui. Et si des deux fugitifs qui ont fui ensemble, la femme n'est pas de condition servile

et que l'homme [seul] soit esclave, la femme sera punissable pour avoir volé l'esclave d'autrui.

ART. 24. — Quiconque, au moment où un esclave fugitif est découvert par son maître, s'interpose entre eux, repousse [le maître] et permet ainsi à l'esclave de s'échapper, ou, l'ayant arraché des mains du maître, le laisse s'échapper, sera tenu de rechercher l'esclave et de le restituer à son maître ; s'il ne le restitue pas, il devra payer son prix.

ART. 25. — Quiconque est reconnu coupable d'avoir enlevé un sujet du royaume, un esclave ou un individu sous la puissance d'autrui et de l'avoir vendu en pays étranger, ou de l'avoir embarqué, une fois vendu, à bord d'un bateau ou d'une jonque, ou d'avoir reçu un salaire pour l'envoyer à l'étranger, sera condamné à mort. Quant à [l'acquéreur] étranger, il sera emprisonné et condamné à l'amende comme voleur. Pour l'homme, [sujet du royaume, esclave ou personne en puissance], qui est allé avec cet étranger, s'il est âgé de 12 ans au moins jusque 14, 15, 16 ans, il recevra 30 coups de fouet, puis il sera restitué à son maître. Si le voleur et l'homme sont arrêtés avant que la vente ou l'envoi [à l'étranger] ait eu lieu, ils seront passibles de la moitié des coups de fouet et de la moitié de l'amende encourus en cas de vente ou d'embarquement à bord d'une jonque, et une partie de l'amende infligée au voleur sera versée au maître de l'homme [enlevé]. Quant à ce dernier, le juge tiendra compte de son âge ; si ce n'est plus un enfant et qu'il ait consenti à l'enlèvement, il recevra le même nombre de coups de rotin que le voleur. S'il est restitué, il y aura lieu à une amende égale au double de son prix. Si

le maître, pour recouvrer son esclave ou son homme, a dû payer une rémunération, elle sera à la charge du voleur.

ART. 26. — Quand une personne ramène [à ses parents, à son mari ou à son maître] un enfant, une femme ou un esclave, de l'un ou l'autre sexe, qu'un criminel avait réussi, par des paroles trompeuses, à débaucher et qu'il avait mis en vente, il sera attribué à cette personne le tiers ou les deux tiers du prix du fugitif, suivant la distance [qu'elle a dû parcourir pour le ramener]. Mais si l'esclave déclare qu'il est revenu de lui-même et que cette déclaration soit reconnue exacte, la personne qui l'a ramené n'aura droit à aucune rémunération ; [mais] elle ne pourra pas être considérée comme coupable et elle n'encourra aucune peine.

ART. 27. — Celui qui accueille un enfant, une femme mariée ou un esclave devra, dans un délai de 10 jours ou d'un mois, suivant la distance, l'interroger et le ramener à ses parents, à son mari ou à son maître. S'il le tient caché, ne le ramène pas [à son maître], l'emploie à son service, il sera passible d'une amende égale à la moitié [du prix du fugitif]. S'il va le vendre, il subira la peine du vol. S'il le ramène à son maître, il lui sera attribué le tiers ou les deux tiers du prix, suivant la distance.

ART. 28. — Quand une personne s'est adressée à un tiers et lui a promis par écrit une rémunération pour le cas où il parviendrait à découvrir et lui ramènerait un esclave fugitif, et que cette personne, une fois que l'esclave lui a été rendu, a refusé de payer la rémunération promise, elle devra, si l'examen de l'affaire

établit qu'elle a bien commis cette tromperie, verser une amende égale au double du montant de la rémunération convenue à celui qui a ramené l'esclave; en outre, elle devra payer à sa place les frais du procès. Pourquoi en est-il ainsi? Parce que cette personne n'est pas digne de foi et qu'elle a créé des difficultés à la justice du pays.

ART. 29. — Quiconque est reconnu coupable d'avoir débauché et de cacher dans un endroit quelconque une personne sous la puissance d'autrui, esclave ou libre, un enfant, une femme mariée, sera passible d'une amende égale au double du prix [de la personne recélée]; [sur le montant de cette amende], on prélèvera l'argent du prix pour le verser au maître; le reste ira, moitié au maître, moitié au trésor royal.

ART. 30. — Quand une personne sous la puissance d'autrui, un enfant, une femme mariée, a pris la fuite ou a été emmené dans la direction du Nord ou du Sud, au bout de la voûte du ciel bleu (1), si le voleur est arrêté par les gardiens des portes du royaume ou les douaniers, il sera passible de la peine applicable suivant la gravité de son crime. Quant au fugitif, il sera attribué en récompense à celui qui l'a arrêté; si son maître le découvre et qu'il veuille le racheter, il devra le racheter pour une somme égale à son prix.

ART. 31. — Quiconque, après avoir calculé le moment propice, fournit à l'esclave, à l'enfant, ou à la femme d'autrui des indications de nature à le pousser à fuir, devra prendre à sa charge la rémunération

(1) Le sens de cette expression est ici fourni par le contexte. V. *supra*, p. 361, n. 1.

que le maître aura dû payer pour recouvrer le fugitif.

ART. 32. — Quand une personne s'est engagée à ramener un esclave fugitif à son maître, et que l'esclave, avant d'avoir été rendu à son maître et d'avoir été mis en sa présence, réussit, en cours de route, à s'échapper des mains de celui qui l'avait pris, si le maître vient [dans la suite] à retrouver son esclave et que celui-ci reconnaisse qu'il s'est bien enfui en cours de route, la personne qui avait pris l'esclave et qui en avait informé [le maître] n'encourra aucune peine.

ART. 33. — Quand un esclave fugitif est retrouvé par son maître après avoir fait l'objet de plusieurs ventes successives (1), il faudra décider qu'ayant été vendu jusque trois fois de suite à l'insu de son maître, il est devenu la propriété de l'acquéreur. Si un maître désire reprendre un de ses esclaves et qu'il résulte des déclarations de ce dernier et de l'examen de l'affaire que le fugitif a fait l'objet [depuis sa fuite] de plusieurs ventes, le maître devra racheter son esclave [à l'acquéreur] pour le montant [du prix payé par celui-ci] ; ensuite, l'esclave devra donner à son maître les informations capables de faire trouver celui qui l'a vendu. Si le vendeur est mort ou qu'il ait pris la fuite, la perte sera pour le maître.

ART. 34. — Celui qui accueille un esclave, un enfant, ou une femme mariée, devra, dans un délai de 10 jours ou d'un mois, suivant la distance, interroger l'esclave,

(1) *Prathuen*. V. p. 137, n. 2.

l'enfant ou la femme qu'il a accueilli et il devra le ramener à son maître, à ses parents ou à son mari. S'il le cache, ne le ramène pas [à son maître] et l'emploie à son service, il sera passible d'une amende égale à la moitié seulement [du prix du fugitif]. S'il va le vendre pour en tirer profit, il subira la peine du vol. S'il le ramène à son maître, il lui sera attribué le tiers du prix. S'il cache qu'il détient le fugitif et que celui-ci soit découvert par le maître, il ne lui sera pas attribué de récompense, mais il échappera à la peine du vol.

ART. 35. — Quand une personne a enchaîné un de ses gens, quiconque, demeurant au même lieu, délivre l'homme enchaîné de ses fers, sera, en cas de fuite de cet homme, tenu de payer son prix en entier. D'autre part, quand une personne a mis la main sur un de ses gens et qu'elle l'emmène, quiconque, en cours de route, arrache cet individu des mains de celui qui l'emmène, et le laisse aller, sera tenu de dédommager le maître, à la place de l'homme qu'il a laissé aller.

Telles sont les règles concernant le rapt des personnes en puissance, des enfants et des femmes d'autrui, soit au total 35 articles.

BIBLIOGRAPHIE

SIAM

OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- N. Gervaise, *Histoire naturelle et politique du Royaume de Siam*, Paris, 1688.
La Loubère, *Du Royaume de Siam*, 2 vol., Paris, 1691.
Turpin, *Histoire civile et naturelle du Royaume de Siam*, 2 vol., Paris, 1771.
Mgr Pallegoix, *Description du royaume Thai ou Siam*, 2 vol., Paris, 1854.
Sir J. Bowring, *The kingdom and people of Siam*, 2 vol., Londres, 1857.
Twentieth Century Impressions of Siam, Londres, 1908.
P. W. Thornely, *The history of a transition*, Bangkok, 1923.
W. A. R. Wood, *A History of Siam*, Londres, 1926.

VIEUX DROIT.

- Lieut.-colonel James Low, *On the Laws of Mu'ung Thai or Siam* (*Journal of the Indian Archipelago*, I, 1847, p. 327-429).
(D. B. Bradley), *Siamese laws and customs on slavery, translated from the Siamese code of laws* (*Bangkok Calendar for the year 1861*).
Samuel J. Smith, *Siamese domestic institutions. Old and new Laws on slavery*, Bangkok, 1880.
W. Archer, *The siamese laws on debts*, Bangkok, 1885.
W. Archer, *The siamese laws on disputes and assault*, Bangkok, 1886.
Capit. G.-E. Gerini, *Trial by ordeal in Siam and the Siamese Law of ordeals* (*Asiatic Quarterly Review*, N. S. IX, 1895, p. 415-424 et X, 1895, p. 156-175).
O. Frankfurter, *Die rechtlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse in Siam*, Berlin, 1896.

- E. Aymonier, *Le Cambodge*, vol. II, Paris, 1901 (contient, p. 22-46, un chapitre consacré aux institutions siamoises).
- J. Cuaz, *Le jugement de Dieu ou l'Epreuve judiciaire au pays de l'Eléphant blanc d'après l'ancien code siamois* (*Revue Indo-Chinoise*, 15 janvier 1905, p. 8-12).
- T. Masao, *Researches into indigenous Law of Siam as a study of comparative jurisprudence* (*Journal of the Siam Society*, II, part 1, Bangkok, 1905, p. 14-18).
- T. Masao, *Siamese law: Old and new* (*Twentieth Century impressions of Siam*, Londres, 1908, p. 91-94).
- L. Duplatre, *Essai sur la condition de la femme au Siam*, Lyon, 1922.
- N. Chune Charuvastra, *La formation du mariage et la puissance maritale en droit siamois*, thèse Paris, 1922.
- R. Lingat, *Note sur la révision des lois siamoises en 1805* (*Journal of the Siam Society*, XXIII, part 1, Bangkok, 1929, p. 19-27).
- J. Burnay, *Inventaire des manuscrits juridiques siamois dits xa:bab luang et xa:bab rong song raxa:kan thi nung* (*Journal of the Siam Society*, XXIII, part 3, Bangkok, 1930, p. 135-203 et XXIV, part 1, Bangkok, 1930, p. 29-79).

DROIT COMPARÉ

DROIT INDOU.

- H. T. Colebrooke, *A Digest of Hindu law on contract and successions*, 3 vol., Londres, 1801.
- E. Gibelin, *Etudes sur le droit civil des Hindous; recherches de législation comparée*, 2 vol., Pondichéry, 1846-1847.
- J. Jolly, *The Institutes of Vishnu* (*The sacred books of the East*, vol. VII), Oxford, 1880.
- G. Bühler, *The laws of Manu* (*The sacred books of the East*, vol. XXV), Oxford, 1886.
- J. Jolly, *The minor law-books. Part I: Narada. Brihaspati* (*The sacred books of the East*, vol. XXXIII), Oxford, 1889.
- G. Strehly, *Les lois de Manou*, Paris, 1893.

DROIT BIRMAN.

- Rev. F. Sangermano, *A description of the Burmese Empire*, translated by William Tandy, Rome, 1833.

- D. Richardson, *The Damathat or the laws of Menoo*, 2^e édit., Rangoon, 1874.
- J. Jardine, *Notes on Buddhist law*, 8 fasc., Rangoon, 1882-1883.
- Dr. E. Forchhammer, *The Jardine prize, an essay on the sources and development of Burmese law from the era of the first introduction of the Indian law to the time of the British occupation of Pegu*, Rangoon, 1885.
- Dr. E. Forchhammer, *King Wagaru's Manudhammasattham, text, translation and notes*, Rangoon, 1892.

DROIT CAMBODGIEN.

- J. Moura, *Le Royaume du Cambodge*, 2 vol., Paris, 1883.
- A. Leclère, *Recherches sur la législation cambodgienne (Droit privé)*, Paris, 1890.
- A. Leclère, *Recherches sur le droit public des Cambodgiens*, Paris, 1894.
- A. Leclère, *Recherches sur la législation criminelle et la procédure des Cambodgiens*, Paris, 1894.
- A. Leclère, *Les Codes cambodgiens*, 2 vol., Paris, 1898.
- E. Aymonier, *Le Cambodge*, 3 vol., Paris, 1900, 1901 et 1904.
-

Vu :

Le Président de la thèse,
A. GIFFARD

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris
J. CHARLÉTY

